

UNIVERSITE DE NANCY II

457

CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DU MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL
SOUS LE FRANQUISME (1946-1975)

RÔLE D'UNE ASSOCIATION APOSTOLIQUE OUVRIÈRE
LA FRATERNITÉ OUVRIÈRE D'ACTION CATHOLIQUE (FOAC)
DANS L'ÉLABORATION DE QUELQUES COMPOSANTES
COMPORTEMENTALES ET IDÉOLOGIQUES DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

THESE

POUR LE DOCTORAT DE TROISIÈME CYCLE
DE SOCIOLOGIE PRÉSENTÉE PAR

ANNE-MARIE ARNOLD-PLA

Sous la direction de Monsieur le Professeur
HENRI HATZFELD

AVANT - PROPOS

Nous exprimons notre vive reconnaissance au Professeur Henri Hatzfeld pour avoir accepté de diriger ce travail et nous avoir fait d'utiles critiques et suggestions.

De même nous adressons nos remerciements très sincères au Professeur William Grossin pour nous avoir aidé de ses conseils et soutenu tout au long de ces années d'études.

Nous ne saurions oublier l'accueil amical et les encouragements rencontrés auprès de Monsieur J.D. Reynaud, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et de Monsieur G. Hermet, Professeur à la Fondation des Sciences Politiques.

Mais ce travail n'aurait pas pu aboutir si nous n'avions pas eu largement accès à la documentation relative au mouvement ouvrier sous le régime franquiste ; pour son aide inappréciable dans ce domaine ainsi que pour son intérêt constant et cordial, nous adressons à J.N. García-Nieto París S.J., l'expression de notre profonde gratitude.

Nous remercions également :

La Commissions Nationale de la HOAC et Alfonso Fernandez Casamayor qui ont mis à notre disposition les archives de leur organisation.

Monsieur Roberto Velásquez, Instituto de Estudios Laborales y de Seguridad Social (Ministerio del Trabajo), qui nous a gracieusement envoyé les textes législatifs sollicités.

La Commission Ouvrière du Bajo Llobregat qui a accepté d'imprimer le questionnaire de l'enquête.

Monsieur G. Ménard, Maître Assistant de Sociologie, à Nancy II, dont l'expérience nous a été utile pour l'élaboration du questionnaire et le traitement de l'enquête.

Enfin ce travail doit beaucoup à tous ceux qui ont accepté de nous accorder un entretien ou ont pris l'initiative de nous écrire leurs expériences, militants de la HOAC, du parti communiste, des Commissions Ouvrières :

Angel Alcázar, Jaime Aznar, José Botella Espejo, José Cano García, Juan Dominguez Rodriguez, Lucía García, Jesús Gracia Pérez, Miguel Jordá Tárrago, Rafael Lebrón, José Luis López Bulla, Rafael López, Tomás Malagón Almodovar, Faustino Miguelez, Antonio Navarro, Carlos Navales, Teófilo Pérez Rey, Angel Ruiz Camps....

*
* *

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	I
Table des matières	III
Introduction	1
<u>Aperçu historique</u>	
<u>Raisons de l'apparition des Commissions Ouvrières</u>	
1. - La situation syndicale en 1946	8
• La nouvelle organisation syndicale	
• L'opposition extérieure et intérieure	
2. - La renaissance de l'action catholique ouvrière	14
• Crédit des associations d'apostolats ouvriers	
• Fonction para-syndicale de la HOAC	
3. - Le ressurgissement du mouvement ouvrier	26
• L'évolution du parti communiste espagnol	
• Le développement des Commissions Ouvrières	
<u>PREMIERE PARTIE</u>	
<u>LES IDEES DE LA H O A C</u>	
39	
<u>CHAPITRE I : LES INTUITIONS ET LES PRINCIPES DE LA H O A C</u>	
1. Arrachement à une conception périmeée de l'action sociale	42
2. Nouvelle approche de la condition ouvrière	44
• Conscience ouvrière et Culture Populaire	
• Prise en compte des idéologies traditionnelles de la classe ouvrière	
• Le programme du Front Ouvrier	
3. Les positions de la H O A C devant la réalité syndicale espagnole	54
• L'engagement temporel	
• La critique de l'organisation syndicale espagnole.	

CHAPITRE II : L'IDEOLOGIE SYNDICALE DE LA HOAC

62

1. Position de principe concernant l'organisation économique de la société et le rôle de l'Etat

63

- Anticapitalisme et anticollectivisme.
- La "conception chrétienne" de l'Economie.
 - La propriété substantive ouvrière et les valeurs professionnelles.
 - La réflexion sur l'entreprise.

2. La conception du syndicat

71

- Critique des divers modes de syndicalisme : Totalitaire de droite - Totalitaire communiste - Pragmatique ouvrier.
- Le syndicat à promouvoir.
 - l'indispensable autonomie syndicale.
 - la nécessité moderne d'un syndicalisme technique.
 - un syndicalisme de participation.

CHAPITRE III : LE TRAVAIL CONCEPTUEL DE LA HOAC

83

1. Les hommes et le fonctionnement de l'organisation

- Les hommes.
- Le fonctionnement.

2. La modification des représentations ouvrières et l'évolution idéologique de la HOAC

91

- De l'idée de lutte des classes à celle de conflictivité sociale.
- La révolution comme fin et non comme moyen.
- De l'anti-communisme au dialogue christiano-marxiste :
 - La critique du marxisme
 - Le socialisme en liberté ou l'utopie nécessaire.

Conclusion

107

DEUXIEME PARTIELES COMMISSIONS OUVRIERESLE CREUSET D'ATTITUDES ET DE TENDANCES NOUVELLES

109

CHAPITRE IV : LA "RENCONTRE" ET SES IMPLICATIONS

1. Caractéristiques du groupe étudié et de son militantisme

121

- Synthèse de l'analyse des variables indépendantes.
- Classification des militants selon la croyance et l'affiliation.
- Nature du militantisme
 - fonctions occupées dans le Syndicat Vertical.
 - adhésion à un mouvement apostolique ouvrier.
 - adhésion à des Organisations Syndicales et politiques clandestines.
 - conditions externes et développement du mouvement ouvrier : réalisme et pragmatisme des individus.
 - représailles subies.

2. Interpénétration des milieux de militants

144

- Non unicité des moyens d'information.
- Diversité des moyens de formation.
- Intensité des relations inter-individuelles.

CHAPITRE V : LA PROBLEMATIQUE D'UN APPORT CHRETIEN

159

1. L'élimination de l'anticléricalisme de principe

160

- La nouvelle image du catholicisme, chez les enquêtés, en 1980.
- L'engagement des prêtres de paroisse entre 1960-1970 : analyse thématique du document intitulé : "Raisons pastorales de l'attitude des prêtres devant les aspirations légitimes de la classe ouvrière, Barcelone, 1967".

<ul style="list-style-type: none"> - Le rôle du Concile. - Le devoir de réparation historique de l'Eglise. - La critique du régime autoritaire. - La justification du mouvement des CCOO. • Le dépassement de l'athéisme militant. 		
<p>2. L'élaboration d'un nouveau discours ouvrier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Refus tacite de l'écrit. • Analyse thématique des "Documents de base des Commissions Ouvrières 1967-1969". <ul style="list-style-type: none"> - l'unité du Mouvement Ouvrier. - le pluralisme idéologique. - l'autonomie du Syndicat. - la pratique démocratique. - l'utilisation des moyens légaux. - la finalité du Mouvement Ouvrier. • La conscience d'une rupture : le syndicalisme d'un nouveau type. 	172	
<p>3. L'influence des groupes chrétiens</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'appréciation des militants du groupe en tant qu'acteurs du processus étudié : une réflexion nouvelle sur des thèmes clefs. • La nature de l'influence des groupes chrétiens : de nouveaux raisonnements, une nouvelle méthode. 	186	
<p><u>CHAPITRE VI : ATTITUDES ET TENDANCES CHEZ LES MILITANTS DU GROUPE ENQUETÉ EN 1981 : LA PERMEABILITÉ IDÉOLOGIQUE ET L'EFFRITEMENT DES DOGMES.</u></p>		204
<p>1. Capacité de négociation et assembléisme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les opinions sur le C.E et la S.S. • Les opinions sur la dualité négociation et mobilisation. 	206	

2. Dépassement d'un clivage traditionnel entre courants réformiste et révolutionnaire	213
• Les opinions sur l'alternative : Réforme ou Révolution.	
• "L'utopie nécessaire" : le socialisme en liberté.	
3. L'action politique du syndicat : la participation aux institutions	221
• Les opinions sur l'indépendance syndicale.	
• La nature de l'action politique du syndicat.	
Conclusions	232
Bibliographie des sources primaires	242
Bibliographie générale	251
 <u>ANNEXES</u>	
ANNEXE I : Moyens d'information de la HOAC	256
ANNEXE II : Moyens de formation de la HOAC	270
ANNEXE III : L'enquête	282
• Analyse des variables indépendantes	283
• Tableaux statistiques	296
• Questionnaire	303
• Liste des interviews	319
ANNEXE IV : Le syndicat franquiste	
• L'organisation syndicale espagnole (O S E)	320
• Loi sur la négociation collective de 1958	330
• Projets de réforme après 1975	332
Liste des sigles	335

INTRODUCTION

Dans sa thèse consacrée aux fonctions politiques du catholicisme dans l'Espagne franquiste, Mr G. Hermet démontre que l'Eglise Espagnole n'a pas joué le seul rôle qu'on lui attribue généralement, rôle conservateur et intégrateur en tant qu'appareil idéologique d'Etat au service d'élites dominantes, elle a également joué un rôle de critique du système établi.

Grâce aux multiples organes qui constituent l'appareil ecclésias-tique, elle a pu remplir des fonctions contradictoires :

- une fonction de "légitimation de l'ordre établi"(1).

Cette fonction de caution idéologique et d'endoctrinement s'est réalisée à travers les messages et déclarations pastoraux des évêques, à travers la catéchèse et l'enseignement catholique, mais également par des actes politiques comme l'acceptation de postes politiques ou administratifs par des évêques.

- une fonction "tribunitienne" (1).

Cette fonction de protestation et de défense des catégories opprimées s'est réalisée à travers des messages, des déclarations et des mises en garde adressées par l'épiscopat à certaines instances gouvernementales.

- des fonctions "logistiques ou para-partisanes" (1).

Dépassements de la précédente, ces fonctions ressortissent aux associations de laïcs. "La pression de la base représentée par

(1). "Les fonctions politiques du catholicisme dans l'Espagne franquiste, 1936-1975" - Thèse pour le doctorat es lettres Université de Paris I (1978).

2

la fraction militante radicalisée du laïcat et le bas clergé conduit l'Eglise à sortir du domaine de la protestation strictement verbale ou symbolique pour accorder une protection et des facilités matérielles à des groupes peu favorables au régime ou en marge de celui-ci" (2).

L'étude présentée s'inscrit en partie dans le champ de recherches délimité par Mr G. Hermet, puisqu'elle s'attache à mettre en lumière quelques aspects de la fonction de suppléance syndicale assurée par une association apostolique ouvrière, la Fraternité Ouvrière d'Action Catholique (HOAC), sous le régime franquiste.

Mais bien que plusieurs éléments de notre travail contribuent à l'établir, la fonction para-syndicale de la HOAC n'est pas étudiée en tant que telle. Ce qui nous intéresse sont les valeurs et les idées que cette association d'apostolat entendait propager dans le cadre de son projet de formation de militants ouvriers chrétiens éclairés. De ce fait la HOAC n'est pas le seul objet de notre recherche ; celle-ci se situe au point d'intersection de deux entités, la HOAC et les Commissions Ouvrières ; elle est centrée sur la mise en évidence et la compréhension d'une évolution de la conscience ouvrière à l'intérieur des Commissions Ouvrières, grâce à un jeu d'interactions entre des groupes de militants provenant d'organisations distinctes et initialement antagonistes ; à ce titre elle touche au domaine de la sociologie des organisations et de par le milieu observé, elle relève également de la sociologie du travail.

Alors qu'avant la guerre civile un syndicalisme ouvrier chrétien n'avait pas réussi à s'implanter solidement à côté de l'UGT et de la CNT, sous le franquisme le christianisme social sera la matrice de la plupart des mouvements syndicaux et politiques nouveaux (3). L'USO (Union Syndicale Ouvrière), la SOCC (Solidarité des Ouvriers Chrétiens de Catalogne), l'AST (Action Syndicale Ouvrière), la PST (Fédération Syndicale des Travailleurs), et plus tard le FLP (Front de Libération Populaire) et l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs), seront fondés par des militants chrétiens issus de la HOAC, de la JOC, des VOJ et des VOS (Avant-garde Ouvrière Juveniles et Avant-Garde Ouvrière Syndicale) ; mais surtout des militants chrétiens

(2). ibid. p. 431.

(3). voir 2ème partie IV, I₃, p.

ont participé en grand nombre au lancement des Commissions Ouvrières.

Parallèlement, la position attentiste adoptée par les syndicats dits historiques, la CNT et l'UGT, a laissé le champ libre au Parti Communiste Espagnol qui fut le seul parti politique à incidence ouvrière forte à être effectivement présent sur le théâtre de la lutte ouvrière.

Par suite de l'abstention des syndicats traditionnels, le "milieu des militants" a présenté un aspect inédit : la présence simultanée à l'intérieur des Commissions Ouvrières de militants d'origines diverses ; il y eut des phalangistes de gauche, quelques anciens ugétistes et cénétistes, de nombreux indépendants, mais les deux groupes le mieux constitués et le plus homogènes furent le groupe communiste et le groupe catholique. Pendant une assez longue période de temps, ces deux groupes ont "cohabité" ; ils ont travaillé ensemble pour préparer des actions, les mener à bien, discuter de leurs résultats. Les militants catholiques bénéficiaient de facilités matérielles que les communistes n'avaient pas ; ces derniers compensaient leur petit nombre par leur expérience de la lutte ouvrière et la conscience affirmée d'une identité sociale. Il s'est opérée une sorte de symbiose qui a revêtu pour l'histoire du mouvement ouvrier espagnol et indirectement pour celle de l'Espagne une importance capitale. C'est grâce à cette "cohabitation" que s'est instauré entre les militants chrétiens et les militants marxistes un dialogue suivi où les positions des deux groupes ont pu se modifier sensiblement.

Cette étude se propose de cerner les aspects de l'influence que les hommes d'une organisation et les idées dont ils étaient porteurs ont pu avoir sur les hommes et les idées d'une autre organisation à la création de laquelle ils ont largement contribué. Des influences se sont exercées à deux niveaux interdépendants, celui des attitudes des acteurs individuels et collectifs et celui des idées.

L'action des militants chrétiens dans les Commissions Ouvrières est un phénomène qui présente plusieurs facettes en raison du caractère propre de chaque association. Nous le traitons cependant comme un phénomène global car les ressemblances entre les associations l'emportent de beaucoup sur les différences. Plusieurs raisons nous ont conduit à retenir la HOAC comme l'expression la plus élaborée, la plus complète et partant la plus significative d'une démarche nouvelle, en vue d'établir les éléments d'une continuité entre le fait du militantisme catholique dans les Commissions

ouvrières et les traits originaux du néo-syndicalisme dont les Commissions Ouvrières ont été le vecteur.

De par sa structure calquée sur l'administration diocésaine la HOAC possédait dans toute l'Espagne une infrastructure matérielle importante. Elle disposait d'une presse spécialisée abondante. Elle a su définir un projet didactique novateur pour le pays et l'époque considérés et utiliser une méthode pédagogique efficace car systématique (4). Créeée pour des adultes, ses dirigeants ont cherché dès le début à attirer des militants des organisations syndicales et politiques dissoutes (5) et la présence d'un noyau de militants éprouvés et expérimentés lui a donné un style particulier confirmé par l'ouverture de certains de ses organes aux non adhérents (6).

* * *

Cherchant à saisir le mécanisme d'une évolution et à appréhender les modifications survenues dans la mentalité ouvrière militante, cette recherche est fondamentalement une étude des représentations. Il est sans doute superflu de préciser que s'il ne faut pas accorder aux idées des acteurs sociaux une importance exagérée, ce serait une erreur que de négliger totalement leur rôle. Comme le fait observer J.D. Reynaud citant Cl. Durand, les attitudes idéologiques contribuent à donner son sens à la situation : "les éléments objectifs de la situation ne déterminent les orientations de l'action syndicale qu'à travers l'expérience de l'acteur social"(7).

(4). Annexe II. Moyens de formation.

(5). Mr Tuñon de Lara fait état de contacts étroits entre la guerrilla d'Extrémadure - Centre et des militants de la HOAC de toute récente création - op. cit. p. 247.

(6). Annexes I et II. Moyens d'information et de formation de la HOAC.

(7). cité par J.D. Reynaud "conflits du travail, classes sociales et contrôle social" in Sociologie du Travail n° 1 (Janvier-Mars 1980). p. 110.

Soucieux de cerner les idées et les thèmes dominants qui avaient cours dans le milieu des militants nous nous sommes appuyés exclusivement sur des documents primaires. Pour la HOAC la plus grande place a été faite aux articles de sa presse et à des documents d'archive comme les comptes rendus de réunions, les textes de cours, les feuilles d'information, les fascicules imprimés ou polycopiés. Pour les Commissions Ouvrières nous avons largement utilisé ses "documents de base", ensemble de déclarations qui visaient à jeter les fondements du mouvement, les écrits de ses principaux dirigeants ainsi que quelques publications officielles de la Centrale CC OO et de la Commission Ouvrière de Catalogne (CONC). L'attitude du Parti communiste espagnol (PCE) vis-à-vis des militants chrétiens et des C.O. a été étudiée dans les articles de Nuestra Bandera - revue théorique du parti communiste - qui ont le mérite de rendre de façon synthétique les vues du parti. Et l'argumentation de la fraction militante du clergé qui dans la période pré et post-conciliaire a pris fait et cause pour le mouvement d'opposition ouvrière, a été analysée dans le manifeste des prêtres de Barcelone ; ce document n'est pas le seul du même genre mais il est le plus détaillé et complet de tous, ce qui lui confère une valeur exemplaire.

Le dispositif d'investigation mis en place a été conditionné par la fluidité de l'objet de la recherche ainsi que par la nécessité de se placer dans une perspective diachronique. Il est d'une part constitué par une analyse thématique globale de documents retenus pour leur degré de signification et leur impact. Ces documents sont presque tous datés de la période où s'organisaient les Commissions Ouvrières entre 1958 et 1967.

Il s'appuie d'autre part sur une enquête d'opinion. Nous attendions de celle-ci des informations sur le vécu des militants ; informations de nature à éclairer l'hypothèse des interactions entre groupes à l'intérieur d'un milieu sui generis. La perspective diachronique adoptée nous faisait aussi une obligation d'interroger les militants sur leurs conceptions du syndicalisme de façon à préciser ce que le stade des commissions ouvrières avait pu apporter d'original à la Centrale Syndicale qui en réclamait l'héritage.

Cette enquête d'opinion comprend un questionnaire auquel ont répondu 115 militants des Commissions Ouvrières et 16 entretiens semi-directifs réalisés auprès de responsables de la HOAC et des CC.OO. Il s'agit d'une enquête qualitative davantage destinée à expliquer un mécanisme qu'à évaluer des fréquences. Nous n'avons pas utilisé le procédé d'échantillonnage classique ; il n'existe pas de statistiques des adhérents des CC.OO qui puissent permettre l'établissement d'un tel échantillon (8).

L'homogénéité et la fidélité de cette enquête est garantie par le fait que toutes les opérations ont été effectuées par le chercheur : la rédaction du questionnaire, le traitement complet des enquêtes y compris la codification et le relevé des nombreux commentaires, la conduite des entretiens enregistrés au magnétophone.

Pour plus de clarté, il a été tenu compte, dans l'exposé, de l'absence quasi totale d'études antérieures sur la HOAC. Le plan s'articule donc en deux volets de trois chapitres chacun, centrés respectivement sur la HOAC et sur les CCOO. La première partie est une monographie des idées de la HOAC ; elle décrit les principes d'action, les méthodes, l'idéal syndical de l'association et le travail conceptuel auquel elle s'est livrée. Le recensement de ses moyens d'information et de formation est consigné dans les annexes I et II. La seconde partie porte sur la problématique de l'apport des chrétiens ; entremêlant l'analyse des résultats de l'enquête d'opinion et l'analyse de contenu de divers documents, elle établit les conditions de cet apport, en délimite les points sensibles et indique les tendances qui se dessinent en 1981 dans le groupe de militants des CCOO étudié.

Ces deux parties sont précédées d'un aperçu historique qui fournit les repères événementiels indispensables à la compréhension du phénomène qui nous intéresse.

(8). En ce qui concerne l'échantillon voir introduction 2ème partie.

APERCU HISTORIQUE

RAISONS DE L'APPARITION DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Nous nous en sommes tenus dans cet aperçu historique aux faits qui apportent un éclairage indispensable à l'objet de notre recherche. Ce n'est ni un résumé de l'histoire du mouvement ouvrier sous le franquisme, histoire qui au demeurant est à faire dans son ensemble, ni un répertoire des conflits ouvriers.

Nous avons simplement exposé les faits sociaux (d'ordre culturel, législatif et très allusivement d'ordre économique) qui ont contribué au ressurgissement du mouvement ouvrier espagnol sous le régime autoritaire du Général Franco et retracé les phases principales d'un processus qui a duré quelques trente ans.

Il y a de nombreux aspects de cette histoire que nous avons passés sous silence. Donner à voir le rôle que le Parti Communiste Espagnol a joué tout au long de cette période ne signifie pas que l'on dénie aux militants d'autres familles syndicales et politiques une participation au processus d'émergence étudié. Des militants qui, mentalement se rangeaient sous les bannières de l'UGT, de la CNT et du PSOE, ont été présents dans la lutte, mais à titre individuel. Les données de l'histoire révèlent qu'en tant qu'organisations l'UGT, la CNT et le PSOE n'ont eu qu'un poids minime dans l'organisation des luttes ouvrières sous le franquisme. Leur influence s'est exercée ailleurs ; pour le PSOE, sur d'autres strates sociales, pour l'UGT, très liée au PSOE, dans la recherche d'appuis politiques et syndicaux extérieurs.

L'ordre adopté pour l'exposé de ces faits sociaux est également l'ordre de leur enchaînement chronologique.

Nous avons développé un peu plus longuement la partie consacrée à la HOAC car rien n'a encore été écrit sur cette organisation.

*
* *

LA SITUATION SYNDICALE EN 1946

La nouvelle organisation syndicale L'opposition intérieure et extérieure

La nouvelle organisation syndicale : l'O.S.E.¹

Juste après le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 qui entraîna la guerre civile en Espagne, une série de mesures ont fixé les traits de l'état national-syndicaliste.

Un des premiers décrets de la "Junta de Burgos", le 25 décembre 1936, fut d'interdire toutes les activités politiques ou syndicales ouvrières et patronales. Il fut rapidement suivi de deux autres décrets ; l'un déclarait hors la loi les partis et les groupements politiques et sociaux qui avaient rejoint le Front Populaire, ainsi que toutes les organisations qui s'étaient opposées aux forces qui coopéraient avec le Mouvement National ; l'autre livrait à l'état tous les biens appartenant à ces organisations.

Ayant fait table rase des organisations existantes, le parti unique : Phalange traditionnaliste et des jeunesse ouvrières national-syndicalistes, en abrégé F.E.T. et des J.O.N.S., s'est progressivement structuré entre 1938 et 1943.

D'abord fut créée la Direction de l'Organisation Syndicale, émanation du secrétariat général du parti unique. La nouvelle Charte du Travail² (décret du 9 mars 1938) ordonne hiérarchiquement sous la direction de l'état une organisation syndicale qui comprend tous les "producteurs", c'est-à-dire les chefs d'entreprise, les cadres et les ouvriers³. Ce syndicat est placé sous le contrôle du Ministère du Travail créé en 1939 ; une loi du 5 décembre 1940 paracheva l'institution : le responsable de chaque syndicat est nommé par la Direction nationale du Mouvement ; les postes de commande sont nécessairement entre les mains de militants phalangistes ; le chef d'entreprise est responsable devant l'état⁴ ; la grève, considérée comme une atteinte à l'état, est un délit.

-
1. En ce qui concerne l'O.S.E. voir : Annexe IV : Le Syndicat Vertical ; Travail et Syndicats en Espagne. B.I.T., op. cit ; Comín et García-Vieto, Luttes Ouvrières en Espagne op. cit (p.5 à 11) ; Ludevid, Cincuenta años de sindicato vertical (op. cit) ; bibliographie de l'annexe IV.
 2. L'Etat Espagnol. Le Régime National Syndicaliste. La Documentation française, 17 août 1950 - N° 1368 (p. 11 à 14).
 3. Ibid. point VIII de la Charte du Travail.
 4. Ibid.

La loi des Réglementations du Travail de 1942 fixa les normes relatives à la classification professionnelle, aux sanctions, salaires, rétributions etc... qui sont définis unilatéralement par le Ministère du Travail. La possibilité d'établir des contrats collectifs du travail est exclue.

Une dernière loi (17 juillet 1943) établit les modalités qui régissent la nomination des responsables : des délégués syndicaux sont élus dans chaque entreprise, mais une restriction limite considérablement la portée de cette mesure : ne pourront être élus que des affiliés au Syndicat dont le nom figure sur la liste préalablement établie par le Délégué du Syndicat local et approuvée par le chef de la Phalange, et à égalité de conditions, seront toujours préférés les militants du Mouvement⁵.

La structure de ce syndicat unique intégré à l'appareil gouvernemental, comprend deux sortes d'organisations :

- Les Centrales Nationales-syndicalistes constituées sur le plan local.
- Les syndicats " Verticaux " qui au nombre de 24 détiennent la responsabilité des branches de l'activité économique ; par exemple, métallurgie, construction, papiers et arts graphiques, olive, hôtellerie etc...

La loi organique du 17 octobre 1940 institua également des Magistratures du Travail⁶ dont la juridiction s'étendait à la province. Leur rôle était de rendre justice sur toute réclamation consécutive à l'infraction d'une loi existante. Les magistratures du Travail intervenant entre l'entreprise et le travailleur, une assistance juridique fut prévue pour régler les contentieux qui comprenait les différends individuels et à partir de 1958, les conflits collectifs⁷.

5. Comín et García-Nieto op. cit. (p. 10).

6. Travail et Syndicats en Espagne op. cit (p. 76-78).

7. A partir de 1966 les avocats du travail ont joué un rôle de plus en plus important. Ils ne se sont pas contentés de défendre les travailleurs dans les conflits individuels ou collectifs, ils ont rempli une fonction de conseiller et de formateur.

Joaquin Rábago, "Los abogados Laboralistas", Triunfo, n° 7 3 2 , 05.02.1977.

L'organisation syndicale mise en place, les premières élections de délégués syndicaux eurent lieu en octobre de 1944, mais elles furent le plus souvent boycottées par les ouvriers⁸. Il n'était pas rare que les travailleurs inscrivent sur leur bulletin de vote le nom d'une actrice de cinéma, manifestant de cette manière leur hostilité à une institution qui leur avait été imposée.

L'opposition syndicale à l'extérieur et à l'intérieur.

Pour les travailleurs comme pour d'autres secteurs de la société espagnole, s'est ouvert en 1939 le temps du silence. L'UGT et la CNT, les deux syndicats espagnols qui comptaient respectivement en 1939, 1 million et 1 million 200 mille affiliés, ont été dissous, leurs responsables fusillés, emprisonnés ou dispersés par l'exil hors d'Espagne. Réduits à la clandestinité des militants tentent néanmoins de reconstituer des comités à l'intérieur de l'Espagne. Selon divers auteurs une dizaine de comités de la CNT et cinq comités nationaux de l'UGT furent démantelés par la police entre 1939 et 1950.⁹ A l'extérieur les deux syndicats essayèrent de se réorganiser, stimulés, à partir de 1944, par la perspective d'une victoire des Alliés sur Hitler. Mais des divergences apparurent dans chaque organisation. En mai 1945 eut lieu à Paris le premier congrès de l'exil du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE) et de la CNT ; deux tendances s'affrontèrent ; l'une, qualifiée d'apolitique, majoritaire au congrès, se réclamait de la traditionnelle action directe révolutionnaire, l'autre préconisait une stratégie plus politique et adaptée à la situation réelle des forces de l'opposition ; avec les républicains et les socialistes de la "Junta Espagnole de Libération", elle participa à la

8. En 1959, alors que la loi sur les Conventions Collectives de 1958 n'est pas encore entrée en vigueur, une enquête sur le sujet : "Que pensent les travailleurs de l'OSE ?", fait apparaître que la majorité des travailleurs ne se sentent pas concernés par cette organisation et qu'ils la jugent inefficace. Compte rendu présenté à la 1ère Réunion Nationale d'Etudes, Salamanque 12-17 juillet 1959, Doc. Ron. Arch. HOAC.

9. El sindicalismo de clase, op.cit (p.121 à 190) ; España bajo la dictadura franquista, (op. cit. chap. II et III) ; Luttes Ouvrières en Espagne op. cit. (p. 16 à 20).

fin de 1944 à la création d'une Alliance Nationale des Forces Démocratiques qui proposait une alternative globale au franquisme. L'entente entre les deux tendances fut impossible et jusqu'en 1960 il y eut deux CNT.¹⁰

A l'UGT, des dissensions éclatèrent entre les anti-communistes dominées par R. Llopis, Secrétaire général du Parti Socialiste (PSOE) depuis le congrès d'Afrique du Nord (1944) et les pro-communistes partisans d'une alliance sur le terrain avec les communistes. Très liée au PSOE qui lui donna naissance en 1883, l'UGT ne tarda guère à s'aligner sur la politique de ce dernier, s'attachant davantage au combat diplomatique qu'à fomenter la résistance intérieure.¹¹

Pour simplifier, on peut dire que sous couvert de différences idéologiques ou de stratégie, le clivage se creusa très vite entre les directions syndicales installées à l'étranger et théoriquement reconnues, et les groupes de militants qui agissaient en Espagne même.

Parallèlement à ces tentatives de réorganisation syndicale, de peu d'impact en raison de leur dispersion et de la division des états-majors, il existera en Espagne pendant toute la durée de la deuxième guerre mondiale et jusqu'en 1950, une opposition armée. Ce fut à l'origine des groupes de guerrilleros qui parvinrent à subsister dans quelques zones montagneuses de Galice, des Asturias, d'Euskadi, de Catalogne et d'Andalousie, avec la complicité d'une population paysanne qui espérait qu'un nouveau dénouement se produirait pour l'Espagne, lors de la 2ème guerre mondiale. En Catalogne, une guerrilla urbaine fut menée par des anarchistes jusqu'en 1960. La guerrilla des Asturias était le fait de socialistes. Mais c'est au Parti Communiste que revient l'initiative du regroupement et de l'organisation des résistants, à la fin de la 2ème guerre mondiale, en vue d'une offensive, reposant sur la croyance erronée qu'une insurrection populaire était possible. En septembre 1944 eut lieu la tentative de pénétration par le Val d'Aran de 4000 guerrilleros commandés par le Colonel de FFI, Vicente Lopez Tovar¹². Cette opération, d'ailleurs désapprouvée par la direction suprême du PCE et notamment par Santiago Carrillo,¹³ fut un échec et ne servit qu'à alimenter la propagande du gouvernement contre le péril rouge. Dès lors le PCE reconsidera la question. Les groupes existants furent articulés en 7 régions et encadrés par des experts militaires et des militants politiques qui s'étaient souvent formés dans la Résistance française.

10. Comín et García-Nieto, Luttes ouvrières en Espagne, op. cit. (p. 16-18)

11. Ibid (p. 18-20)

12. España bajo la dictadura franquista op. cit. (p.208-210).

13. Ibid. p; 209.

Un peu plus tard, à l'automne 1946, le Parti Communiste conçut l'idée d'un Conseil Central de la Résistance relié d'une part aux guerrillas, d'autre part au gouvernement républicain en exil¹⁴.

1946, fut pour l'opposition au régime franquiste une année charnière. La victoire des Alliés a renforcé l'illusion que les puissances alliées interviendraient pour rétablir la démocratie en Espagne. Cet état d'esprit provoqua un regain d'activité de la part de tous les groupes d'opposition et favorisa un mouvement d'unité, d'ailleurs sans lendemain : les communistes entrèrent dans l'Alliance Nationale des Forces Démocratiques et les monarchistes eux-mêmes jouèrent la carte de l'opposition. Cette année fut marquée par une recrudescence parallèle de la lutte armée et de la résistance ouverte, sous forme de grèves et de protestations. La dureté des conditions de vie - rationnement, bas salaires - agit comme un catalyseur. Le 27 janvier 1946 une grève générale eut lieu à Manresa (Catalogne) ; motifs : le refus de remplacer les heures de travail perdues pour cause de coupures de courant et une demande d'augmentation de salaire. Les travailleurs eurent gain de cause¹⁵. Malgré la censure, l'information courut et il y eut de nombreux arrêts de travail dans plusieurs localités de Catalogne. Révélatrice d'un climat général de mécontentement, la vague de grèves se développa dans toutes les zones industrielles, à Madrid, dans le Pays Valencien, à Séville, au Pays Basque et en Galice ; reprit souffle au printemps et se poursuivit jusqu'à la fin de l'année. Dans toutes ces actions intervinrent des comités ou des groupes de militants, de la CNT, de l'UGT et du parti communiste¹⁶.

Alors que la répression avait déjà asséné des coups très durs, la grève de Bilbao, en 1947, surprit tout le monde par son ampleur. Les organisations clandestines, nationalistes, socialistes et communistes s'étaient mise d'accord et lancèrent un mot d'ordre de grève générale pour le 1er mai, après avoir désigné des responsables dans les centres de travail ; 50 000 ouvriers se mirent en grève¹⁷.

A. Mije du CE du PCE signale que des groupes chrétiens intervinrent déjà activement dans la préparation de cette grève.*

14. Ibid. p. 210.

15. España bajo la dictadura franquista, op. cit., (p.240-245) Ferri, Llibert, Jordi Muixí y Eduardo Sanjuan, Las Huelgas contra Franco (1939-1956), Barcelone, 1978.

16. España bajo la dictadura franquista. op. cit. (p. 242) et entretiens 1, 2, 5.

17. Ibid. p. 243 ~ 245.

* "La unidad de la clase obrera es un arma fundamental" Nuestra Bandera, 3, enero 1950 (p. 37).

Les premières arrestations renforçèrent le mouvement et la grève se prolongea le 2 et 3 mai. Les organisateurs, débordés par les travailleurs dont ils avaient fini par partager la confiance optimiste, ne donneront pas en temps voulu l'ordre de reprise du travail. La répression fut terrible, elle en finira avec ce qui restait des centrales syndicales UGT et CNT.

Comme le fait observer un auteur (18), la grève de Bilbao n'est pas un commencement mais une fin. Elle est l'acte final de l'élan qui souleva l'opposition républicaine après la 2ne Guerre Mondiale. A partir de 1947 l'opposition fut de plus en plus divisée. Les Centrales Syndicales UGT et CNT se réduisirent peu à peu à une ossature de vieux militants. Leur action à l'extérieur de l'Espagne ne fut sans doute pas inutile ; par le célébration de Congrès et la publication plus au moins régulière d'une presse clandestine, elles entretinrent en exil, en particulier auprès des émigrants espagnols, une flamme ancienne et une mémoire politique.

Cependant leur incidence sur le développement du mouvement ouvrier fut, selon tous les auteurs, extrêmement faible. Seule l'UGT conservera une certaine influence dans les zones du pays où elle était bien implantée avant 1939.

La grève de 1947 marqua aussi la fin d'une forme d'opposition : elle consacra l'abandon de méthodes d'action et d'organisation non adaptées à un régime totalitaire. Après la répression qui s'ensuivit, l'opposition syndicale connaîtra un net reflux jusqu'en 1950. Le parti communiste, quant à lui, prendra un an après en 1948, la décision de dissoudre les Guerrillas.

Ces trois années, 1945, 1946 et 1947, furent décisives pour la consolidation du régime franquiste. Dès le 11 avril 1945 le Général Franco avait rompu les relations diplomatiques avec le Japon. Le 16 juillet 1945 il faisait approuver aux Cortès, par acclamation, la Charte des Espagnols (19). Ce texte réintroduisait, bien que de façon théorique et restrictive, certaines libertés et garanties pour les personnes. Le 18 juillet il procéda à un changement de Gouvernement qui amenait sur la scène gouvernementale des représentants de la Démocratie Chrétienne. Enfin, le 6 juillet 1947 il faisait plébisciter la Loi de Succession (20), qui au terme de la présidence à vie du dictateur ferait de l'Espagne un royaume.

(18). Ibid p. 245.

(19). Pour ce texte voir : L'Etat Espagnol (Le Régime National-syndicaliste) op. cit. p. 14-15.

(20). Ibid p. 9-11.

LA RENAISSANCE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE

Création des associations d'apostolat ouvrier Fonction para-syndicale de la HOAC

Création des associations d'apostolat ouvrier.

Le personnage principal du nouveau gouvernement de 1945 est Alberto Martin Artajo, nommé au poste, alors stratégique, de ministre des Affaires Etrangères. Membre de l'ACN de P (21) et président de la junte technique d'action catholique, il représente la caution donnée par la hiérarchie ecclésiastique à une évolution interne de la dictature. Le régime s'oriente alors vers le National-Catholicisme (22) comme alternative au National-Syndicalisme qui avait caractérisé la phase antérieure. Le Cardinal Primat Pla i Deniel confirma cette orientation dans une pastorale du 28 août 1945, où il estime que la Charte des Espagnols promulguée par le Chef de l'Etat "marque un premier pas vers la définition d'une liberté chrétienne opposée au totalitarisme de l'état" (23). A partir de ce moment l'Eglise va réoccuper la société espagnole récupérant des fonctions que le National syndicalisme lui avait enlevées. En particulier elle ne peut tolérer que la Phalange l'ait privée de son rôle traditionnel d'encadrement des jeunes et procède à la reconstruction de l'action catholique. Plusieurs personnes rentrent alors en grâce comme l'abbé Alberto Bonnet ancien fondateur en 1930 de la Fédération des Jeunes Chrétiens de Catalogne, qui sera chargé en 1945 des fonctions de Secrétaire Général de la Direction Centrale de l'Action Catholique. En 1946, malgré l'opposition des partisans d'un catholicisme social traditionnel à la manière des Cercles Ouvriers patronnés par le marquis de Comillas entre 1895 et 1925, l'épiscopat publie des "Normes générales pour la spécialisation ouvrière dans l'action catholique espagnole", ces normes vont permettre un saut qualitatif et quantitatif représenté par la création de plusieurs organisations spécialisées d'apostolat ouvrier. A Madrid en 1946 est

- (21). ACN de P : Association Catholique Nationale de Propagandistes ; association de lafcs qui a pour but de former des élites qui puissent influer sur la vie politique en mettant en oeuvre politiquement, économiquement, idéologiquement et à un haut niveau, la conception de l'Eglise en matière de société.
- (22). Le National Catholicisme est fondé sur la croyance que l'essence de la nationalité espagnole est le catholicisme, d'où dérive une fusion du politique et de l'ecclesial et le Contrôle de l'Eglise sur la société, la morale, l'idéologie.
- (23). G. Hermet, op. cit., t. II p. 185.

fondée la HOAC (24), Fraternité ouvrière d'action catholique. Elle procède de diverses fraternités professionnelles qui depuis 1942 s'étaient reconstituées notamment chez les cheminots (Herman dad ferroviaria de Santa Teresa) puis dans les Arts Graphiques, chez les employés du métro et des transports urbains, dans le milieu des employés de banque... D'autres associations vont naître : la JOC, Jeunesse Ouvrière Catholique masculine et féminine, en 1947 ; l'ACO, Action Catholique Ouvrière ; la JARC, Jeunesse d'Action Rurale Catholique en 1953. Certaines sont inspirées par les jésuites qui sont les propagateurs de la pastorale et des doctrines sociales empruntées au catholicisme social de Belgique et au fondateur de l'action catholique ouvrière, le Cardinal Cardijn. C'est le cas de la VOJ, avant-garde ouvrière junénile (1954) et la VOS, avant-garde ouvrière syndicale, destinées respectivement aux jeunes et aux adultes.

Ces mouvements ont joué un rôle particulier dans la société espagnole : "devant le vide syndical, beaucoup de travailleurs ont eu recours à ces mouvements, cherchant là ce qu'ils auraient, dans des conditions normales, demandé à un syndicat" (25).

Certes ce sont les conditions propres à un régime autoritaire qui ont donné à ces mouvements un poids considérable sans proportion avec leur effectif numérique. Mais s'ils n'avaient pas fait un effort de rénovation doctrinale, les facilités matérielles qu'ils offraient n'auraient pas suffi à elles seules à attirer les travailleurs et à promouvoir des militants ouvriers chrétiens actifs et convaincus.

Entre 1949 et 1964, avant l'apparition des Commissions Ouvrières, ils ont rempli une fonction de suppléance syndicale, reconnue explicitement par les observateurs de bonne foi et en particulier par le Parti Communiste Espagnol (26).

Ces mouvements n'étaient pas des mouvements de masse au sens où le furent les syndicats espagnols traditionnels avant 1939 ; ils n'étaient pas non plus des cercles élitiste et confidentiels. Selon l'évaluation que fait Mr G. Hermet (27), l'effectif global de l'action catholique s'élevait en 1947 à 370 000 militants et en 1953 à 532 000. Selon le même, le nombre des militants

(24). Hermandad obrera de Accion Católica.

(25). A. Comín et J.N. García-Nieto. L'Eglise et le Mouv^t. Ouvrier. op.cit.(p.66).

(26). "Sobre la militancia de cristianos en partidos comunistas" PSUC, Barcelona 1979.

(27). Les catholiques dans l'Espagne franquiste. op. cit. t.II (p. 230).

actifs, simples adhérents et sympathisants de la HOAC et de la JOC se situait entre 150 000 et 180 000 personnes pour la période 1959-1963 qui correspond au maximum de l'activité des mouvements d'apostolat ouvrier. Au regard des 3 500 000 ouvriers industriels qui sont alors recensés par l'OSE, ce nombre peut sembler faible. Cependant il faut tenir compte de certaines particularités du "recrutement" de ces organisations et surtout de la HOAC. Aux sympathisants qui gravitaient pendant un laps de temps plus ou moins long autour des militants actifs, sont venus s'ajouter ce que l'on pourrait appeler les "usagers", c'est à dire les hommes qui assistaient seulement aux formations ponctuelles que la HOAC a multiplié à partir de 1955. Les cours sur le mouvement ouvrier, les questions syndicales et le marxisme ont été donnés par milliers (28). L'ampleur de ce phénomène a été suffisante pour être mentionné par la revue communiste *Nuestra Bandera* (29).

L'historique de chacun des mouvements d'apostolat ouvrier recoupe celui des autres mouvements. Bien souvent les actions furent conjointes, les feuilles d'information et les réunions communes. Cependant la HOAC occupe dans leur ensemble une place particulière qu'elle doit à la clarté et à la cohérence de son projet didactique, au travail de clarification idéologique qu'elle poursuivit de façon durable et systématique et, parce qu'association d'ouvriers adultes, elle a compté dès le début dans ses rangs des vétérans des anciennes organisations syndicales et politiques, surtout des cénétistes et des communistes mais également des ugétistes et des socialistes.

Fonction para-syndicale de la HOAC

Placée sous la tutelle directe du Cardinal Primat d'Espagne, la HOAC a bénéficié d'un statut qui lui a permis de développer son activité dans une relative liberté. La possibilité de tenir des réunions, y compris des réunions nationales, et les allégements en matière de censure étaient alors des avantages immenses (30).

Malgré des frictions de plus en plus fréquentes avec la hiérarchie ecclésiastique elle a pu compter sur l'appui et la protection de celle-ci jusqu'en 1967 ; et même après cette date, il s'est trouvé des prélats pour couvrir certaines de ses activités jugées subversives.

(28). *Díaz-Salazar*, op. cit. p. 203 et entretiens 1.2.3.15.

(29). Divers articles entre 1965 et 1968.

(30). Le Concordat de 1953 établira que les publications officielles de l'Eglise ne sont soumises qu'à la censure ecclésiastique.

Le Cardinal Pla i Deniel qui avait apporté un soin particulier au choix de ses premiers cadres, prendra à plusieurs reprises la défense de la HOAC et de certains de ses responsables devant le gouvernement. Ce fut le cas lors de la première suspension du périodique Tú en 1949 ; lorsque la HOAC fut accusée par Pueblo, le journal phalangiste, d'avoir fomenté la première grande grève de l'après guerre mondiale, en 1951 ; lors de la querelle qui opposera l'organisation du Secrétaire Général de l'OSE en 1960, au sujet de l'organisation des élections syndicales ; lors de l'arrestation de T. Perez Rey, Président de la Commission Nationale, le 13 mai 1962. On pourrait citer d'autres exemples...

Pour la période étudiée, 1946-67, la trajectoire historique de la HOAC est celle d'une organisation qui s'est cherchée, tentant d'une part de répondre à une demande ouvrière de plus en plus précise et pressante et d'autre part de résister aux pressions de la Hiérarchie ecclésiastique qui essayait de limiter ses activités para-syndicales. Pendant ces 20 années elle a réussi à louvoyer entre des exigences contradictoires, utilisant, selon un de ses slogans, les circonstances adverses. On peut distinguer trois périodes : 1946-1951 ; 1952-1958 ; 1959-1967.

1946-1951 : Conquérir les ouvriers

Pour parvenir à obtenir une audience dans le monde ouvrier, la HOAC a d'abord misé sur un journal, Tú. Il atteignit rapidement un tirage de 35 000 exemplaires, puis de 45 000 ; et selon des sources hoacistes chaque exemplaire étaient lu par cinq personnes en moyenne (31). En 1948 furent lancés les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale dont un des premiers travaux fut une réflexion sur la réforme de l'entreprise. Les campagnes de Tú contre la cherté de la vie, les bas salaires, la journée de travail de 12 h, le font mettre à l'index par les Phalangistes qui obtiennent une première suspension en 1949. Puis, en 1951, la HOAC préféra la suppression volontaire du journal à l'obligation de le soumettre à la Censure gouvernementale (32). Cette décision survint après la grève et le boycott des transports de Barcelone (1^e Mars 1951) qui furent suivis d'autres grèves de grande envergure dans diverses industries du Pays Basque et de

(31). Tú est alors la seule publication ouvrière d'opposition de grande diffusion. Les feuilles clandestines, Solidaridad Obrera, Mundo Obrero, Treball, ont une diffusion restreinte.

(32). Voir Annexe I : Moyens d'information de la HOAC.

la Navarre, où des groupes de militants hoacistes intervinrent activement (33). Parallèlement les GOES (cercles d'étude sur les problèmes du travail) sont mis en veilleuse. L'association perdit alors de nombreux militants.

1951-1958 : Former des militants compétents

Dès lors la HOAC dut adopter une autre stratégie. Son développement et son influence cesse de reposer sur un organe d'information, trop exposé car trop spectaculaire. Elle opte pour la formation de longue haleine de militants destinés à tenir une place active dans les institutions. Le thème de la 6ème Semaine Nationale : "Aux ouvriers par la foi" indique bien quelle doit être la nouvelle orientation (34). C'est alors qu'est mis en route le Plan Cyclique avec sa double formation chrétienne et technique. Ses bases et principes sont posés à la 7ème Semaine Nationale en 1952 (35). Ce plan de formation en trois ans sera combattu à la fois par certains secteurs de la démocratie chrétienne et de la hiérarchie ecclésiastique. Les responsables de la HOAC G. Rovirosa et T. Malagon développeront inlassablement leur argumentation sur la nécessité de dispenser aux travailleurs une formation technique et sur la vocation d'une association apostolique à le faire.

Bien que la suspension du journal Tú et l'abandon des GOES, aient freiné le développement de l'organisation, marquant, aux dires d'un observateur hoaciste, le début "d'une période de construction silencieuse" (36), le processus de radicalisation de la HOAC est déjà commencé. Il est amorcé en juillet 1949, par l'accession à la présidence de la Commission Nationale de Manuel Castañon, cheminot de Palencia, en remplacement de Santiago Corral, jeune patron démocrate chrétien, nommé provisoirement par Mons. Flá i Deniel, en attendant que cette fonction puisse être confiée à un militant ouvrier. Manuel Castañon introduisit la HOAC dans la Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Chrétiens (37). Ce processus de radicalisation s'accentuera avec l'inauguration de cours ponctuels, généralement donnés le soir, sur le mouvement ouvrier et le marxisme, et il sera

(33). Sur les grèves de 1951 Tuñón de Lara et Biescas, op. cit. (p. 276-279).

(34). 2-8 sept. 1951, Madrid. doc. Arch. HOAC.

(35). 7-13 sept. 1952, Madrid. doc. Arch. HOAC.

(36). "Historia de la HOAC" in Cursillo de Iniciacion al Método de Encuesta, HOAC, 1961 (p. 178).

(37). Ibid (p. 173).

en quelque sorte avalisé par la visite que Monseigneur Cardijn, le fondateur de l'action catholique ouvrière belge, fit à la HOAC en 1955, avant d'aboutir en juillet 1959, à l'élection de Téofilo Pérez Rey, militant ouvrier issu d'une famille républicaine, à la présidence de la Commission Nationale. A cette date la tentation de faire de la HOAC l'embryon d'un syndicat chrétien est définitivement dominée.

La volonté de la HOAC d'intervenir de plus en plus activement dans la vie sociale par le biais de l'information critique, de la formation des militants ouvriers et de la définition d'orientations, peuvent être appréciées non seulement à travers les articles de son organe de presse le Boletín mais encore, en une vision synthétique, à travers les thèmes de ses Semaines Nationales (38). Ces semaines réunissaient une fois par an dans une ville de grande ou moyenne importance les militants de la HOAC, laïcs et prêtres, ainsi que les sympathisants. Seules réunions autorisées où pouvaient être débattus librement les problèmes des travailleurs, elles connurent un succès rapide. Dès 1951 est mise à l'étude, lors de la 6ème Semaine Nationale (39), la réforme de l'entreprise et à la lumière des récentes grèves du printemps, les plus importantes depuis celles de 1947 (40), est évoquée la nécessité du dialogue avec le "frère communiste" (41). En 1952, il est décidé à la 7ème Semaine Nationale (42), de donner une nouvelle impulsion au Boletín de la HOAC, de façon à combler la place laissée vacante par la disparition de Tú. Sa parution devient trimensuelle à partir de 1953 (43), et en 1954, chaque numéro se spécialise. Le Boletín Verde est consacré aux questions sociales, tandis que le rouge et le jaune sont consacrés aux questions doctrinales et d'organisation. La 9ème Semaine Nationale qui a lieu à Bilbao (43) a pour

(38). Sur les Semaines Nationales, voir Annexe I : Les moyens d'information de la HOAC.

(39). 6ème Semaine Nationale, 2-8 sept. 1951. Madrid.

(40). Cette vague de grève qui atteignit le Pays Basque, la Navarre et Madrid commença à Barcelone le 1^e Mars 1951 par la grève générale des transports urbains. La HOAC, la JOC et les milieux phalangistes de gauche ont participé à leur organisation.

(41)."Dos caminos a seguir" Boletín, sept. 1951 (p. 16).

(42). 7ème Semaine Nationale, 7-13 sept. 1952. Madrid.

(43). 8ème et 9ème Semaine Nationale, 30 août-6 sept. 1953, Madrid et 5-12 sept. 1954 Bilbao.

thème central l'Engagement Temporel, présenté comme l'aboutissement logique et recommandé du Plan Cyclique.

Au printemps de 1956 de nouvelles grèves éclatent à Pamplona pour un salaire de 550 ptas, elles s'étendent ensuite au Pays Basque, à Barcelone et à Valence (44). Des militants de la HOAC, de la JOC sont parmi les organisateurs. En mai de cette année Guillermo Rovirosa, figure principale de la Commission Nationale de la HOAC est suspendu de ses fonctions (45). La 11ème Semaine Nationale, qualifiée de "mémorable", permet de faire un bilan positif de l'activité de la HOAC. Au centre de la réflexion, deux thèmes d'une brillante actualité, l'indispensable unité du mouvement ouvrier et la limitation du droit de propriété (46). Décision symbolique mais significative, la fête de l'action catholique ouvrière, préalablement fixée en 1954 au 15 mai, est avancée au 1er mai. Cette date sera dorénavant marquée par diverses actions parmi lesquelles figurait toujours une explication du sens de ce jour pour le mouvement ouvrier (47).

La 12ème Semaine Nationale (48) marque selon un commentateur hoaciste une "pause critique". Les objectifs de l'organisation sont à nouveau discutés. La décision de "mettre en marche les secteurs" pour accroître la "projection sociale" (49) de la HOAC va de pair avec la définition du "Front Ouvrier". Toutes les associations doivent insérer leur action dans un ensemble, le Front Ouvrier, ce qui devrait exclure qu'aucune d'entre elles puisse mener la lutte pour son compte ni s'arroger la paternité des actions. Une préoccupation se précise de plus en plus : éviter la division.

1958 est une année fertile en événements de première importance parmi lesquels la Loi sur les Conventions Collectives qui va ouvrir un nouveau champ d'action aux délégués syndicaux et membres du Conseil d'entreprise de la CNS.

(44). Tuñón de Lara, Biescas op. cit. (p. 288-290).

(45). Sur G. Rovirosa voir 1ère partie, Chap. III.

(46). 9-15 sept. 1956. Cordoue. Compte rendu. Doc. non paginé. Arch. HOAC. et "Reuniones obreras" Ecclesia, 8 sept. 1956 (p. 15).

(47). -Díaz-Salazar, op. cit. (p. 209-210).

-Le 1er mai 1960, un manifeste de la HOAC sur le Plan de Stabilisation fut saisi avant sa parution. Tuñón de Lara, op. cit. (p. 331).

(48). 8-14 sept. Valence.

(49). Les "secteurs" sont les contacts que devaient rechercher les militants hoacistes avec des militants, soit de la HOAC, soit d'autres tendances pour "confronter leurs opinions et leurs expériences" dans un domaine déterminé (politique, syndical, économique).

A la HOAC, on met l'accent sur la nécessité de former et d'animer des "équipes d'entreprise" et les problèmes de la formation des dirigeants occupent à nouveau le devant de la scène. La formation sera spécialisée dans 3 domaines, politique ou civique, syndical, économique, en fonction des goûts, des besoins, de l'activité professionnelle des militants (50). Cette même année le Boletín Verde, adopte un format de quotidien (30 x 40), et de 1958 à 1970, date de sa suspension pour une durée de 7 mois, à la suite de la grève de la Construction de Grenade, il va remplir une fonction d'information et de dénonciation sur tous les conflits du travail (51). Cette fonction d'information est également assurée par les Feuilles d'Information (52). Souvent signées par plusieurs associations apostoliques ouvrières, dactylographiées dans les locaux de la HOAC, des congrégations religieuses ou des paroisses, elles avaient, selon un auteur (53), une double finalité : offrir une information objective de façon à contrecarrer l'opinion des journaux du régime et solliciter une aide économique" en faveur des travailleurs en grève.

1958 et 1959 marquent l'apogée de la HOAC ; au dire d'un responsable, le mouvement ouvrier gravite alors autour des associations d'apostolat ouvrier, principalement de la HOAC et de la JOC (54).

Le 1er mai 1959, les organisations catholiques organisent à Bilbao, au Théâtre Arriaga ,un meeting "d'affirmation ouvrière". V. Martinez Conde et J. Alzola, parlant au nom de la HOAC et de la JOC, furent punis d'amende par le gouverneur. En juillet de la même année, avec l'élection de Teófilo Pérez Rey, à la tête de la Commission Nationale de la HOAC, le courant socialiste l'emporte sur le courant démocrate chrétien.

1959-1966 : Orienter le mouvement ouvrier

Bien que les causes de la crise ultérieure de la HOAC soient déjà à l'œuvre, la période qui s'ouvre se caractérise par une intense activité dans

(50). 13 ème Semaine Nationale, 7-13 Sept. 1958, Tolède.

(51). Le Boletín Verde sera suspendu entre le 1er oct. et le 31 dec. 1958.

(52). Voir Annexe I : Moyens d'information de la HOAC.

(53). Díaz-Salazar, op. cit. p. 205.

(54). -Entretiens n° 12-13.

-Un auteur affirme : "Entre 1956 et 1961 le rôle moteur de la HOAC et de la JOC dans toutes les actions ouvrières, est notable" Tuñón de Lara, Biescas op. cit. (p. 319).

tous les domaines. Preuve parmi d'autres de la bonne santé de l'association, la création d'une nouvelle instance de réflexion et de décision, les Réunions Nationales d'Etude (55) qui viennent doubler les Semaines Nationales, dont l'assistance par trop nombreuse ne garantit plus une ambiance propice à la prise de décisions.

Courant 1960, la HOAC fait compagnie dans son Boletín contre le Plan de Stabilisation et le chômage (56). En décembre éclate la querelle entre le ministre délégué des Syndicats J. Solis, la HOAC et la JOC. Le point de départ est une lettre en date du 23 décembre 1960 qui critique la validité des normes régissant les élections syndicales prévues pour 1961. Le Cardinal Primat doit intervenir pour défendre la HOAC et son modèle d'apostolat ouvrier. Au début de 1961, le Ministre convoqua T. Perez Rey et J. Alzola, présidents de la HOAC et de la JOC, pour leur proposer une intégration dans le Syndicat Vertical. Une proposition identique fut faite à d'anciens syndicalistes de la CNT et de l'UGT. Cette tentative du ministre Solis pour rénover la CNS se solda par un échec (57). La même année, à la 3ème Réunion Nationale d'Etudes (58), sont réactualisés les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (GOES), mis en veilleuse depuis 1951. Avec leurs études de cas sur les problèmes du travail, leurs enquêtes réalisées dans le milieu ambiant et leur réflexion sur les idéologies qui ont façonné la mentalité ouvrière, les GOES rempliront une fonction de formation syndicale et politique de première importance, en particulier à Madrid (59). A la 3ème Réunion d'Etudes, il est également décidé de restructurer la HOAC afin d'accroître son efficacité (60); c'est l'époque où l'idéologie syndicale de la HOAC (61) se précise ; son évolution se concrétise dans de nombreuses prises de position en faveur de la liberté de presse, de la création de syndicats de classe, du droit de grève, de la démocratie (62).

(55). Voir Annexe I : Les moyens d'information de la HOAC.

(56). Voir Boletín HOAC et Boletín Verde 1959-1960-1961.
et aussi Thèmes de la 14^e et 15^e Semaines Nationales, Tolide 26-30 août 1959 et Valladolid 29 août-4 sept. 1960.

(57). Divers auteurs dont Díaz-Salazar p. 209.

(58). 3-8 sept. 1961. Madrid.

(59). Sur les GOES voir Annexe II : Moyens de formation de la HOAC.

(60). Voir première partie chap. III-1.

(61). Etudiée en première partie de ce travail.

(62). Voir Collection Boletín HOAC et Boletín HOAC Verde années 1961-1966.

En 1962, la tension sociale est la plus forte que l'on ait enregistré depuis le début de la dictature. Des grèves se produisent dans toutes les zones industrielles du pays ; partout des militants de la HOAC et des autres associations apostoliques participent à leur organisation, financement, développement. C'est en Asturias que la situation est la plus conflictuelle. Le 5 mai les mouvements apostoliques lancent un manifeste intitulé "Devant les conflits du travail des Asturias" qui fut censuré par le gouvernement. Les 20 000 exemplaires de cette déclaration de solidarité avec les grévistes, portant mention "avec censure ecclésiastique" sont cependant envoyés dans tous les diocèses (63). Le 23, T.Perez Rey et Alberto Revuelta présidents de la HOAC et de la JOC sont sanctionnés. En septembre le journal phalangiste "Pueblo" accuse la HOAC et la JOC de mener sous couvert de leur apostolat social une activité subversive (65). La 17 ème Semaine Nationale est supprimée mais ses thèmes principaux, "associations ouvrières" et "action des chrétiens dans les Institutions" sont traités à la IV Réunion Nationale d'Etudes (66). A partir de 1961, les GOES, nombreux et actifs, traitent toutes les questions mises à l'ordre du jour par l'évolution de la situation sociale : l'Institution Syndicale, le Contrat Collectif, le Socialisme, le Communisme, l'Anarchisme, etc... (67). La HOAC développe l'idée d'unité du mouvement ouvrier, participe dans cette optique à la création des Commissions Ouvrières et incite ses militants à se présenter aux élections syndicales de 1963 et 1966. Mais tout en recherchant la collaboration avec les communistes et en condamnant l'anticommunisme simpliste, elle met en garde contre les dangers impliqués dans la "doctrine totalitariste communiste". Fin juin 1966 la HOAC appuie la démarche des Commissions ouvrières de Madrid par laquelle sont portées à la connaissance du Ministre du Travail les revendications des travailleurs, en une pétition signée par 30 000 personnes. A la tête de la manifestation du 28 juin, se trouvaient les dirigeants des

(63). Díaz-Salazar op. cit. (p. 210).

(64). Tuñón de Lara y Biescas, op. cit. (p. 343).

(65). Cité par Alfonso Comín "España y País de misión ? " Nova Terra , Barcelona 1966 (p. 99).

(66). Segovia 3-11 sept. 1962.

(67). L'étude de l'"idéologie syndicale" de la HOAC, se fonde sur une analyse de ces documents (Arch. HOAC).

Commissions Ouvrières de Madrid : Marcelino Camacho (PCE) ; Ceferino Maestu (phalangiste de gauche) V. Martinez Conde (HOAC) et Hernando (*). Ils furent arrêtés ainsi que 181 manifestants.

En 1966 les élections syndicales sont un succès pour les candidatures unitaires des travailleurs.

Fin novembre commence au Pays Basque la grève des ouvriers de l'usine de Laminage "Echevarri", elle durera 6 mois (69) ; des militants de la HOAC se trouvent au nombre des organisateurs principaux.

Mais si des militants chrétiens sont engagés dans toutes les luttes ouvrières de cette époque, la HOAC en tant qu'organisation, est en crise. Depuis 1964 les dissensions se sont accentuées, d'une part entre les militants, d'autre part entre la HOAC et la hiérarchie ecclésiastique. Vers 1964 se répand l'opinion que la HOAC doit cesser de dispenser une formation technique. Celle-ci peut-être trouvée dans les organisations clandestines syndicales et politiques qui sont apparues depuis 1958. La HOAC est anachronique. D'autres pensent au contraire que l'organisation doit continuer à remplir une fonction de suppléance dans le domaine de l'information et de la formation, car seules les organisations d'apostolat ouvrier sont à même de se livrer à une activité critique tout en "mettant l'accent sur la responsabilité de l'Homme, la liberté, le sens du réel et de la praxis". La HOAC doit continuer à être, comme par le passé, une "pépinière de leaders syndicaux". Cependant entre 1965 et 1969 beaucoup de militants abandonneront la HOAC (70). Parallèlement un affrontement avec la Hiérarchie devient inévitable à partir du moment où la HOAC refuse de respecter certaines clauses du statut de l'Action Catholique. Des secteurs majoritaires de l'Episcopat estiment que la HOAC n'a pas vocation à émettre des jugements critiques sur les institutions ni sur les situations concrètes de nature sociale, syndicale, économique, politique ; les tensions s'accentuent avec l'élection en 1969 de Francisco Mera Bermejo, ancien combattant des Guerillas à la Commission Nationale (71).

(69). Nuestra Huelga (por los trabajadores de laminacion de bandas) IDES Paris 1968.

(70). Sur la crise de la HOAC voir : "La HOAC, los grupos de acción temporal y las comunidades cristianas de base" Boletín HOAC n° 544-45-46-47. Déc. 1970 p. 24 à 35) ; "Cronología de la Crisis de la HOAC", Boletín interno n° 3, oct. 1978 (p. 47 à 68).

(71). XI Reunión Nacional de Estudios, Pamplona, 11-17 août 1969.

* alors secrétaire du Centre "Manuel Matéo". J. Ariza, op. cit. p. 20; et selon Tuñón de Lara, socialiste proche de Tierno Galván, op. cit. p. 365.

Cette élection est contestée par la Commission de l'Apostolat des Laïcs (CEAS). Finalement l'élection de Paco Mera sera entérinée par la CEAS en février 1970 mais celle-ci prend ses distances vis-à-vis de l'organisation et refuse en quelque sorte de couvrir ses activités tout en lui laissant la voie libre, puisqu'elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les "jugements éthiques sur les faits" que la HOAC pourra prononcer (70)

Grâce à cet accord tacite par lequel la hiérarchie renonce à la contrôler de près et bien qu'elle ait perdu beaucoup de ses militants les plus actifs au profit des organisations clandestines, principalement les Commissions Ouvrières, la HOAC restera présente dans la lutte ouvrière. Jusqu'à la fin de la dictature, elle sera un des prestataires irremplaçables de services divers : locaux pour les réunions, facilités pour ronéoter et imprimer, collectes de solidarité, couverture juridique ; elle contribuera encore à l'information des travailleurs par la rédaction de Feuilles d'Information sur les principaux événements politiques et du travail - procès de Burgos (1970), procès 1001 (1973) ... - par sa presse et la publication de manifestes, elle continuera à assumer une fonction de critique de l'ordre établi - à l'occasion de la réforme syndicale proposée par le gouvernement (1968-70) ou des agissements de la police vis-à-vis de manifestants ou de détenus - et, en tant qu'organisation, elle s'impliquera encore directement dans certains conflits ouvriers, comme la grève de la construction de Grenade, en 1970. Mais son activité par rapport au mouvement ouvrier cessera d'être créatrice pour être simplement accessoire, ce qui ne signifie pas inutile ni même négligeable.

A cette date limite de 1967, qui est aussi une date charnière, une nouvelle organisation, Les Commissions ouvrières - qui refuse d'ailleurs cette appellation - a conquis la notoriété publique, s'est dotée d'un commencement d'organe directeur, a défini une ligne d'action et l'a rendue publique dans des documents de base. 1967 est le terme d'un processus d'émergence où les associations d'apostolat ouvrier agissant "comme une tendance organisée du mouvement ouvrier"⁽⁷²⁾, ont joué un rôle moteur mais non exclusif ; l'autre force organisée est représentée par les communistes.

(72). "Los grupos políticos no comunistas y el nuevo movimiento obrero"
Nuestra Bandera n° 42-43, Mars-Avril 1965 (p.165).

Le mouvement des C.O. est dans une très large mesure, le fruit de l'évolution du parti communiste espagnol.

LE RESSURGEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER

- L'évolution du parti communiste espagnol.
- Le développement des Commissions Ouvrières.

L'évolution du parti communiste espagnol

Tardivement créé (1920), le parti communiste d'Espagne, squelettique au moment de la proclamation de la République en 1931, se développe pendant la guerre civile. Celle-ci terminée, ses militants mènent une action d'opposition dans les guerrillas, action qui se renforce à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Mais rapidement, l'analyse de la situation espagnole et internationale conduit la direction du PCE, installée en exil, à admettre qu'une résistance armée est vouée à l'échec. A cette analyse contribuent les informations recueillies sur l'état réel de l'opinion ouvrière espagnole. Les grèves de 1946 et de 1947 sont décisives pour la formulation d'une nouvelle politique. En octobre 1948 a lieu en France une réunion de dirigeants du PCE et du PSUC qui décident de liquider la tactique de guerrillas. Santiago Carrillo qui semble en être un des principaux instigateurs, explique alors ce que doit être la nouvelle politique de pénétration dans les syndicats officiels (73). Mais cette tactique va rester lettre morte jusqu'en 1951. En effet, la tendance qui préconisait l'utilisation des possibilités légales car "elle voyait dans l'entrée dans le Syndicat une occasion de contact et de travail avec les masses", ne s'est pas imposée d'emblée (74). Il faudra attendre les grandes grèves de 1951 et les premiers contacts du parti communiste avec des militants ouvriers chrétiens et des militants phalangistes de gauche pour que cette tendance l'emporte clairement.

(73). Position développée dans un article de Nuestra Bandera (N° 28 -1948), référence citée par Tuñón de Lara, op. cit. (p. 249).

(74). Luttes ouvrières en Espagne - op. cit. n° 60 (p. 39).

Les élections syndicales de délégués et de "jurados" (conseils d'entreprise), en mai et juin 1954, confirment l'installation dans ces postes de communistes et d'autres progressistes et adversaires du régime. Le Ve congrès du PCE - Prague, 1-5 novembre 1954 - prenant acte des changements intervenus dans la classe ouvrière, entérine déjà une nouvelle conception de l'opposition au régime de dictature (75) et annonce un nouveau style.

Son programme fait place à la possibilité d'une subvention de l'Eglise par l'Etat, reconnaissant en quelque sorte l'importance du catholicisme en Espagne. Le remaniement du Comité Central amorce la transition entre la vieille garde et les jeunes; Dolores Ibárruri dont il convient de signaler l'origine basque, devient Secrétaire Général.

D'ores et déjà un des soucis majeurs du PCE est de briser son isolement, de se faire reconnaître, d'annuler la réputation inquiétante que des années de propagande anti communiste et ses propres erreurs politiques lui ont faite, aux yeux des espagnols (76). Les innovateurs, parmi lesquels s'affirme la figure de Carrillo, veulent définir une stratégie qui dépasse les conceptions héritées de la guerre civile. Le XXe congrès du parti communiste de l'Union Soviétique et le rapport Kroutchev vont indirectement les favoriser. A l'assemblée plénière du Comité Exécutif (Bucarest, avril 1956) le conflit latent entre les deux tendances éclate au grand jour. D. Ibárruri fait pencher la balance en faveur des innovateurs : Carrillo, Claudín, Gallego, Delicado (77). Le débat sur la politique de "réconciliation nationale" aura lieu, en août 1956, au plenum du Comité Central qui, selon un auteur, consacre "la passage d'un véritable Rubicon de la politique (78). Sont admis les principes d'un changement pacifique à la fin de la dictature et d'une coexistence à égalité de droit de tous les partis politiques dans un futur régime démocratique.

(75). C'est le Front National Anti-franquiste. Acta del Ve Congres o 1954.
Arch. F I M Madrid.

(76). remarque faite également par Garcia-Nieto et Comin - op. cit. n° 60 (p. 39).

(77). Tunon et Biescas op. cit. (p. 272 et 273).

(78). ibid (p. 272).

La politique de Réconciliation Nationale aura pour développement ultime le Pacte pour la Liberté de 1972 (79) qui présageait, trois ans avant la mort du Général Franco, l'attitude légaliste et le jugement politique lucide du PCE pendant la transition. Mais c'est dans le domaine syndical qu'elle trouvera une application concrète immédiate et une traduction dont la portée historique n'a peut-être pas été convenablement mesurée.

Lorsque naissent les premières Commissions Ouvrières le PCE comprend leur importance et abandonne peu à peu l'OSO, Organisation Syndicale qu'il avait imaginé pour regrouper les militants qui détenaient une charge élective dans la CNS*; et il joue à fond la carte de la collaboration avec les militants d'autres tendances politiques, et en particulier avec les militants catholiques, s'employant à combattre les réticences qui existaient à la base, surtout chez les vétérans.

Il est symptomatique qu'au moment où le mouvement des C.O. parvient à se structurer, vers 1964, les articles de fond sur et en faveur de cette collaboration avec les groupes catholiques se multiplient dans les publications du PCE.

D'une part les actions publiques de solidarité ou les initiatives en faveur des travailleurs, provenant du clergé : manifestations de prêtres, homélies de curés et d'évêques, sont l'objet d'une information détaillée, presque d'une publicité (80) ; tandis que le rôle des associations apostoliques HOAC, JOC, VOJ, VOS est mis en valeur (81).

(79) "Huelga nacional y pacto para la libertad" (déclaration du Comité exécutif du PCE) Nuestra Bandera n° 68 1er trimestre 1972 (p. 81-86).

(80). un exemple : sous le titre "Signification de l'action des prêtres de Barcelone" est reproduite intégralement l'homélie que le chanoine J.M. Gonzalez Ruiz a prononcé le 1er mai ; à la suite est reproduite la lettre remise à la police par les prêtres de Barcelone, document dont l'auteur de l'article signale qu'il n'a pas été publié dans la presse, et en conclusion il dit : "c'est précisément cette partie de l'Eglise espagnole représentée dans cette manifestation pacifique ... qui combat le mieux l'antocléricalisme qui a été si néfaste pour notre pays. Il s'agit d'un apport courageux au triomphe de l'idée - si nécessaire - que les espagnols, chrétiens et athées, peuvent et doivent (en caractères gras dans le texte) non seulement cohabiter en paix et dignité mais encore œuvrer ensemble à l'édification pacifique d'une société sans tyrannie, ni tortures, sans misère ni arbitraire" Nuestra Bandera n° 49-50 mayo-junio 1966 (p. 11-14).

(81). nombreux articles dans Nuestra Bandera entre 1964 et 1969. Après cette date la revue se fera l'écho du dialogue christiano-marxiste. Cf. Bibliographie.

* Le Syndicat Vertical (Annexe IV)

D'autre part les dirigeants les plus éminents du PCE expliquent et justifient dans des instances internationales la spécificité du combat que leur parti mène en Espagne et osent s'acheminer sur la voie hérétique d'une critique à peine voilée de certains dogmes communistes bien établis. Nous citons pour exemple un bref extrait du discours de D. Ibárruri à la conférence de Karlovy-Vary, en 1967 : "J'ai déjà fait allusion à l'activité des catholiques en Espagne. Devant cette question, et bien que certains camarades s'effraient et considèrent qu'il s'agit là d'une hérésie des communistes espagnols, nous soutenons qu'il n'est pas possible de fermer les yeux devant les changements qui se produisent au sein de l'Eglise catholique (82).

Si à partir de 1967 le PCE a pu jouer un rôle directeur dans les C.O. c'est parce qu'il a eu la capacité d'assimiler les leçons de l'expérience et su procéder à une rénovation conceptuelle indispensable.

(82). Discours de D. Ibarruri au nom du P.C.E. à la conférence des partis communistes pour la sécurité européenne à Karlovy-Vary - Nuestra Bandera n° 54 - 2e trimestre 1967 (p. 80 à 84).

Le développement des Commissions Ouvrières

La première commission ouvrière connue sous ce nom est celle qui fut formée en 1958 par des ouvriers en grève de la mine de la Canrocha (83). En fait, dès l'année 1956 des commissions de travailleurs négociaient directement avec le chef d'entreprise. Ce fait est signalé en ces termes dans le rapport du BIT sur l'Espagne : "dans la pratique des conventions tacites d'entreprises ont été conclues à la suite de pourparlers entre un employeur et certains travailleurs qui représentaient officieusement leurs camarades, ou des accords non officiels ont été conclus au sein du syndicat entre les représentants des employeurs et ceux des travailleurs ayant pour résultat d'augmenter les salaires et allant jusqu'à provoquer la modification des réglementations" (84).

Mais c'est seulement à partir de 1958 que ces commissions vont se développer ; plusieurs facteurs y concourent.

La loi sur la négociation collective du 24 avril 1958 donne un cadre officiel aux négociations officieuses évoquées ; elle met fin au monopole de l'Etat en matière de fixation de salaires et de régulation des conflits collectifs ; une partie de ses pouvoirs est transférée au chef d'entreprise.*

Cette loi est elle-même le reflet d'une situation économique et sociale nouvelle : le secteur industriel se développe à vive cadence tandis que le secteur agricole largement prépondérant en 1939 diminue rapidement - de 48,9 % en 1950 à 39,8 % en 1960 (85) les salaires augmentent. Le secteur le plus libéral du capitalisme espagnol ressent la nécessité de s'ouvrir à l'Europe où l'on vient d'inaugurer le marché commun (Charte de Rome, 1957).

En 1957 prend fin l'autarcie. Le Plan de Stabilisation vise à ajuster l'augmentation des salaires et la productivité ; il va créer du chômage, provoquer l'exaspération des travailleurs, accélérer l'émigration vers l'étranger, en direction de la France, de l'Allemagne, de la Suisse, où la demande de main-d'œuvre est alors extrêmement élevée.

-
- (83). Elle comprenait en plus des représentants élus des travailleurs parmi lesquels de nombreux délégués syndicaux élus en novembre 1957, le curé et le maire du quartier proche de la mine - Tuñón de Lara op. cit. (p.323-24).
- (84). "Travail et Syndicats en Espagne" op. cit. (p. 194).
- (85). Chiffres tirés de : Organización sindical, Evolución socio-económica de España : 1963 ; 1964 ; 1970 ; et cités par Tuñón de Lara op. cit.
- (*) Annexe IV, p. 330.

Cependant une période d'expansion sans précédent commence pour l'Espagne, qui réalise sa révolution industrielle entre 1950 et 1970. En 1965 l'agriculture n'occupe plus que 34,30 % du total de la population active⁽⁸⁵⁾. L'exode rural est massif ; il s'opère de l'Andalousie, l'Extremadoure, la Castille vers les centres industriels traditionnels : le Pays Basque et Barcelone, ou nouveaux : Madrid et le Pays Valencien ; il est générateur de situations difficiles, crise du logement, manque d'écoles etc...

Enfin le facteur culturel, évoqué dans les pages précédentes, est l'éveil de la conscience ouvrière. Au terme des années 50 la sensibilisation d'une population ouvrière en grande partie déracinée et jeune, par les militants actifs et bien formés du parti communiste, des mouvements apostoliques ouvriers (HOAC, JOC, VOJ, VOS), des organisations politico-syndicales formées par des militants venus du catholicisme (AST, USO, FLP, SOC), porte ses fruits.

La loi sur la négociation collective de 1958 donne un sens aux fonctions de délégué syndical et membre du conseil d'entreprise^{*} ; elle est un instrument d'action, elle deviendra un instrument de lutte - Ce n'est pas un hasard si l'on s'accorde à faire commencer l'histoire des C.O. à la même date.

On divise généralement cette histoire en 3 étapes :

- les C.O. spontanées et transitoires, 1958-1964
- les C.O. coordonnées, 1964-1967
- la crise et le re-démarrage du mouvement, 1967-1975.

1958-1964 : Les Commissions Ouvrières naissent pour faire aboutir une réclamation concrète et disparaissent dès qu'elle est résolue. Elles sont composées de travailleurs qui jouissent de la confiance de leurs camarades de travail ; certains n'ont pas d'autres titres que leur prestige personnel, d'autres sont en plus délégués syndicaux ou membres du Conseil d'Entreprise.⁽⁸⁶⁾ Les chefs d'entreprise seront contraints de reconnaître leur représentativité ; le ministre délégué des syndicats, Solís Ruiz, discutera même avec certaines d'entre elles, en 1962, année où la conflictivité atteint sa cote la plus haute depuis le début du régime.

(86). en espagnol enlace sindical et vocal del jurado, voir Annexe IV.

* Annexe IV - Le Syndicat Vertical (IV et VII) et la loi sur la négociation collective.

Entre 1958 et 1962 le nombre des conventions signées va prodigieusement augmenter :

En nombre

dates	Conventions	Entreprises	Travailleurs
1958	7	3 987	18 547
1960	168	37 190	322 871
1962	1 538	561 402	2 316 413 (87)

Le développement des C.O. va suivre la même courbe ascendante.

Bien entendu ces C.O. ne sont pas nées de façon homogène dans toute l'Espagne (88). Leur apparition et leur consolidation dépendit en partie des effectifs des organisations existantes, de la position qu'elles adoptèrent vis-à-vis des C.O., des relations que ces organisations entretenaient entre elles. Le P.C.E. ne tarda guère à reconnaître l'importance du phénomène, tandis que l'UGT et la CNT s'en tinrent généralement à l'écart. Partout des militants catholiques participèrent à leur lancement, mais plus tard beaucoup s'en retirèrent inhibés par l'influence du PCE. A Madrid, de toute récente industrialisation, des phalangistes de gauche eurent un rôle initial indiscutable (89).

1964 - 1967 : En 1964 le mouvement des C.O. s'organise dans les principaux centres industriels. Presque simultanément des Commissions coordinatrices par zone ou par branche d'industrie sont créés au Pays Basque, à Madrid, à Barcelone (90).

(87). Vice Secretaría de ordenación social, evolución socio-económica de España 1967 - cité par IEL, ESADE, Barcelona 1972 in "El conflicto obrero en España 1960-1970".

(88). Sur les différences régionales, consulter Luttes Ouvrières en Espagne op. cit. n° 60 (p. 26 à 36).

(89). J. Ariza du Secrétariat général des CC.OO y fait allusion dans "Comisiones Obreras" op. cit. (p. 18-19)

(90). Cf. 2ème partie - Chap. V.

A Madrid la première commission permanente prit le nom de "Commission de délégués et de membres des C.O." carelle se forma après les élections syndicales de 1963 où la participation fut élevée, à Madrid comme à Barcelone (91). Ce fait montre l'importance des élections syndicales qui stimuleront et faciliteront le développement du mouvement. Celles de 1966 seront un succès pour les C.O. La participation fut massive (83,6 % des électeurs) ; un quart seulement des délégués sortants est réélu ; sur les trois quarts restant, un quart a entre 21 et 30 ans, le reste a entre 31 et 45 ans (92) ; ce qui fait écrire, à juste titre, à N. SARTORIUS que "la jeunesse accède en trombe aux postes de responsabilité du mouvement ouvrier (93).

Ce succès va permettre de passer à un niveau d'organisation supérieur ; des coordinatrices provinciales et nationales (94) voient le jour ; les orientations du mouvement sont fixées dans quelques documents fondamentaux (95). En juin 1967, alors que les arrestations ont commencé, à lieu à Madrid la première assemblée générale des C.O. de l'état espagnol, qui réaffirme sa volonté d'agir ouvertement et approuve un programme minimal de revendications : liberté syndicale et droit de grève, liberté des travailleurs arrêtés, augmentation du salaire minimum, libertés civiles, réforme agraire... La capacité de mobilisation des C.O. est à son point culminant ; des grèves et actions diverses ont lieu partout. Au Pays Basque, la grève des travailleurs de laminage à froid d'Echevarri provoque un tel mouvement de solidarité que l'état d'exception est déclaré en Biscaye. Les mobilisations acquièrent à l'automne une nouvelle ampleur si bien qu'une sentence du Tribunal Suprême (Novembre 1967) déclare les C.O. "illicites et subversives". Le régime de tolérance surveillée appelé "l'ambiguité légale" dont elles avaient bénéficié jusqu'alors, est terminé.

(91). Au contraire l'abstention fut grande au Pays Basque et en Asturias.

(92). Travail et Syndicats en Espagne, op. cit. (p. 146).

(93). in El resurgir..., op. cit. (p. 46).

(94). La CONC : Comm. ouvr. Nationale de Catalogne.

(95). Ces documents sont analysés en 2ème partie.

(*) . Comité d'entreprise. Cf. Annexe IV - Le Syndicat Vertical.

La répression s'abat sur ses dirigeants : destitution des fonctions syndicales, licenciement, procès, détentions sont prononcés en chaîne.

1967 marque le point d'infexion du mouvement ; le consensus auquel il avait atteint va être brisé par la nécessité d'entrer partiellement dans la clandestinité.

1968-1975 : Un reflux se produit d'abord. Les difficultés que connaît le mouvement par suite de l'élimination de beaucoup de ses cadres laisse le champ libre à l'apparition de toute une série de positions "révolutionnaires" (les communistes disent "gauchistes") et favorise les dissensions entre les groupes politisés qui voudraient imposer leur conception des commissions ouvrières. Cependant, les dirigeants des C.O. - parmi lesquels les communistes sont déjà l'élément politique dominant au niveau des coordinatrices - sont convaincus de la nécessité "de ne pas retourner aux catacombes" (96).

Se fondant sur l'état d'esprit dominant chez les travailleurs disposés à agir (le mouvement), ils parviennent à sauvegarder ce qui a donné aux C.O. crédibilité et force, l'action revendicative à découvert, par une combinaison plus adaptée des moyens légaux et des moyens illégaux. Cela implique que les "cadres" des C.O. agissent avec plus de précaution tout en affirmant leur présence à l'intérieur du syndicat à travers les assemblées de délégués syndicaux. Les postes électifs de la CNS doivent rester le point d'appui légal du mouvement des C.O., d'où la consigne réitérée de participer aux élections syndicales.

La défense de cette position fondamentale des C.O., qui est également celle du PCE, va relancer la polémique avec les organisations historiques UGT et CNT, toujours favorables au boycottage. A l'intérieur même des C.O. certains groupes, quelques-uns d'origine catholique, abondent dans leur sens. La discussion sera ardue, mais aux élections syndicales de 1971 (renouvellement de 50 % des postes) et plus encore à celles de 1975, les candidatures unitaires et démocratiques des C.O. remporteront d'innombrables mandats. Par ailleurs la loi syndicale de 1971 facilite l'accès des organes

(96). expression employée par de nombreux militants agnostiques ou croyants dans l'enquête et les entretiens.

de représentation supérieurs à l'entreprise, les Unions de Techniciens et Travailleurs (UTT), ce qui agrandit le champ d'action des C.O.*

Au cours de cette troisième étape est systématisé l'acquis des étapes précédentes, comme en témoignent les écrits des dirigeants des C.O. : Carmacho, Sartorius, Ariza ainsi que quelques livres-témoignages (97). Il s'agit de principes d'action se référant à des conduites : l'attitude unitaire, l'esprit de tolérance, la pratique de l'assemblée.

La lutte dans l'entreprise autour de la négociation des conventions collectives conserve la priorité sur les objectifs politiques ; le "mouvement assembléaire" se développe : assemblées dans la cour des usines, dans les locaux de la CNS, dans les locaux ecclésiastiques, sur les terrains de sport, en rase campagne. La Commission est l'interprète de l'assemblée dont elle tient sa légitimité. La structure largement décentralisée du mouvement garantit son adaptation et assure sa survie.

A partir de 1971, on assiste à une ascension vertigineuse des grèves malgré les sanctions frappant les travailleurs (98). Le 24 juin 1972 dans un couvent de Pozuelo de Alarcón, une réunion de la coordinatrice générale des C.O. est interrompue, ses membres arrêtés et emprisonnés (99). Mais aucune mesure répressive ne peut plus enrayer l'expansion du mouvement. Reposant sur des centaines de Commissions Ouvrières de nature diverse - commission d'usine mais aussi de quartier - au fonctionnement largement autonome, il résiste.

épilogue, 1976-1978 : La volontaire indétermination politique des C.O. va leur faire différer, après la fin du franquisme, le moment de se constituer en centrale syndicale. Fidèles jusqu'au bout à l'idéal d'un syndicat unique et pluraliste, ses dirigeants, en réponse aux aspirations

(97). - Titres cités dans la bibliographie.

- Le petit livre d'Ignasi Riera et José Botella sur les luttes ouvrières du Bas-Blobregat fourmille d'informations et de remarques intéressantes, cf. bibliog. ✓

(98). Les statistiques du Ministère du travail sont éloquentes : 1969 : 491 conflits ; 1974 : 2290 ; 1975 : 3156 conflits : cité par J.N. Garcia-Nieto - Anuario Sindical abierto op. cit. 1979 (p.23).

(99). Ce sera le fameux procès "1001".

(*) . voir tableau, p. 329.

de la base, essaieront d'instituer l'unité dans les faits en proposant un Congrès Constituant. Les organisations syndicales existantes (C.O., U.G.T., C.N.T., U.S.O.), se seraient mises d'accord sur les modalités de constitution d'une grande centrale unitaire avec pluralité de tendances. Après l'échec de ce projet, sera créée la COS (coordinatrice d'organisations syndicales) qui à défaut d'unité organique voulait institutionnaliser l'unité d'action dans un organe inter-syndical permanent. La CNT refusa d'en faire partie ; l'UGT s'en retira au lendemain des élections législatives de juin 1977, en raison du succès du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol). La COS n'avait duré qu'un an.

La légalisation de la Centrale des Commissions Ouvrières (CC OO) aura lieu en avril 1977. Les premières élections syndicales de l'après-franquisme, en 1978, la confirment comme première Centrale Syndicale, mais son avance sur l'UGT est moins grande que pouvaient le laisser espérer dix-huit années de luttes sociales (100). Nous reviendrons sur ce fait dans la conclusion de notre étude. Il reste que les C.O ont été la colonne vertébrale du mouvement ouvrier sous le franquisme.

* *

CONCLUSION

C'est une banalité de dire qu'il n'y a pas de cause unique et que toutes les causes sont nécessaires car elles agissent les unes sur les autres.

Aussi bien une histoire exhaustive du mouvement ouvrier sous le franquisme devrait embrasser un champ d'étude beaucoup plus vaste que celui que nous nous sommes fixé.

Les changements économiques importants qui affectent la société espagnole au cours des deux décennies 1950 et 1960, parmi lesquels l'industrialisation accélérée et l'élévation du niveau de vie, ne doivent pas être négligés.

(100). Résultats : CC OO - 35,8 % ; UGT - 22,7 % ; CNT - 3,9 %.

De même l'ouverture de l'Espagne sur l'Europe comme conséquence indirecte de l'afflux des touristes étrangers et de l'émigration des travailleurs espagnols dans les pays de la Communauté, France et Allemagne surtout, ne sauraient être passés sous silence.

Parallèlement, l'assouplissement des lois du régime autoritaire dont la loi sur la négociation collective est un exemple ni les tentatives d'adaptation et d'évolution du Syndicat Vertical, comme la réforme de 1971, ne peuvent être minimisées sous prétexte que nous ne les étudions pas. Il est incontestable que l'utilisation même des structures que ce syndicat offrait ont eu un effet formateur sur leurs usagers. D'ailleurs un résultat de notre enquête montre que les cours syndicaux qu'il proposait aux délégués syndicaux et membres du Comité d'Entreprise ont été suivis par 58,57 % des militants de notre groupe titulaires d'une de ces charges. Si la philosophie politique sous-jacente à ces cours était honnie des militants qui agissaient dans les Commissions Ouvrières, toute leur partie technique était largement valable.

D'autre part, nous n'ignorons pas que l'UGT, Syndicat d'obédience socialiste, a déployé une action importante à l'extérieur de l'Espagne au cours de la période qui nous occupe. L'UGT a adhéré à la Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres (CIOSL) dès la fondation de celle-ci, en 1949. C'est à travers elle qu'elle a pu dénoncer devant l'opinion publique internationale, le caractère répressif de la CNS, instrument politique au service de l'état franquiste. C'est encore à travers cet organisme qu'elle a présenté devant l'O.I.T., plusieurs plaintes contre le gouvernement espagnol pour violation des droits syndicaux, et obtenu, à l'occasion, une solidarité économique et financière en faveur de militants ugétistes de l'intérieur arrêtés pour activité illégale.

De plus, l'influence de l'UGT s'est exercée par l'intermédiaire d'une publication El Boletín de la UGT dont la distribution était assurée en Espagne même, et par celle d'un noyau d'anciens militants rentrés de l'exil ou de militants nouvellement recrutés, qui ont contribué au maintien d'une mémoire historique.

Mais si l'UGT jouissait d'une influence considérable dans le milieu syndical international et disposait d'un petit nombre de cadres bien formés, son organisation à l'intérieur de l'Espagne a toujours été faible par rapport à celle des Commissions Ouvrières et de l'USO (101).

101.- Union Sindical Obrera, fondée en 1960 par des militants chrétiens de tendance socialiste auto-gestionnaire. A toujours fait campagne en faveur de la participation aux élections syndicales.

Sous le franquisme de nombreux militants de base de sensibilité socialiste - la même chose pourrait être dite des anarchistes - ont gravité autour des Commissions Ouvrières et de l'USO, car ni l'UGT ni la CNT ne leur proposaient les formes organisationnelles et les moyens indispensables à l'encadrement de l'action concrète. Leur refus systématique de participer aux élections syndicales et aux Commissions Ouvrières les éloigna d'une politique et d'une action de masse.

Nonobstant la résurgence de l'UGT était prévisible dès lors que l'on constatait l'existence dans l'opinion espagnole d'un fort courant socialiste. Le succès électoral du PSOE aux élections législatives du 15 juin 1977 a induit un courant d'opinion favorable au Syndicat se réclamant de la même idéologie que lui.

Sans nier à aucune des organisations syndicales traditionnelles un rôle dans le ressurgissement du mouvement ouvrier, il reste que les deux facteurs socio-culturels qui doivent être mis en valeur dans la mesure où ils sont explicatifs de la nature des Commissions Ouvrières, sont l'intervention dans la vie sociale des associations d'apostolat ouvrier et la "reconversion" du parti communiste espagnol.

L'intervention des mouvements apostoliques ouvriers et au premier chef de la HOAC, a été d'amener à la lutte ouvrière de nouvelles générations d'hommes et de les avoirs dotés d'une formation originale. La transformation du PCE a permis aux communistes d'avoir une influence décisive sur l'organisation du mouvement ouvrier, lui donnant ordre, stabilité et continuité.

Nous n'avons pas tenu à faire apparaître les conflits qui perduraient, nous avons choisi d'étudier les démarches qui avaient pour but de gommer les tensions, de décloisonner les chapelles, et le travail réciproque des doctrines les unes sur les autres.

* * *

PREMIERE PARTIE

LES IDEES DE LA HOAC

Créée pour diffuser une mentalité chrétienne dans le monde du travail, la HOAC a rapidement dépassé cet objectif. En l'absence d'organisations ouvrières représentatives elle a été amenée, sous la pression de ses militants et à l'initiative de certains de ses dirigeants à remplir des fonctions para-syndicales qui connaîtront un important développement jusqu'en 1966.

A des fins clarificatrices on peut les classer de la façon suivante.

- Une fonction de critique de l'ordre établi : elle s'est réalisée à travers les pétitions, les manifestes et les articles de presse qui dénonçaient les conditions de travail ou revendiquaient un syndicat libre.

- Une fonction d'information et de définition de programmes, grâce à sa presse spécialisée : Tu, Boletin HOAC, Boletin Verde, Noticias Obreras ; grâce également aux Feuilles d'Information sur les conflits du travail ou les événements politiques affectant le monde ouvrier. Ont participé de cette fonction les Semaines Nationales et les Réunions Nationales d'Etudes où étaient discutés les problèmes socio-économiques et définis les programmes d'études et d'action de la HOAC.

- Une fonction de formation et de sélection de leaders, représentée par les cours de longue durée comme le Plan Cyclique et les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (GOES), les nombreux cours ponctuels généralement du soir et les séminaires sur les questions relatives au travail et au mouvement ouvrier. Ce sont aussi les responsabilités assumées par les militants dans les rouages de l'organisation : l'équipe de base, les Commissions de Centre, diocésaine et nationale.

- Une fonction d'aide matérielle : ce sont le prêt de locaux pour les réunions, les collectes alimentant un fond de solidarité pour les

travailleurs en grève ou détenus, le matériel pour polycopier des feuilles d'information et des tracts lorsque se sont développées les C.O.

Ces fonctions se sont accomplies à travers des moyens que nous avons recensés et décrits de façon plus détaillée en annexe I et II, sous les titres de Moyens d'Information et Moyen de Formation de la HOAC.

Ces moyens ont donné lieu à des documents divers - comptes rendus de réunion, articles de presse, textes de cours polycopiés, fascicules imprimés etc... - qui ont servi de base à une analyse thématique en vue de déterminer les idées de la HOAC. Sous ce vocable nous avons rangé aussi bien les intuitions et les principes qui ont dirigé son action que ses conceptions en matière de syndicalisme.

* * *

FICHE D'INSCRIPTION AUX GROUPES OUVRIERS D'ÉTUDES SOCIALES

(ARCHIVES HOAC)

HERMANDAD OBRERA DE ACCION CATOLICA

CURSILLO DE bres Goes
 Del 25 al 1 de Abril de 1949

Nombre Roberto Apellidos G ✓
 Reside en calle Jacarandas n.º 32 piso 3º
 Población Hogosna Provincia ídem Diócesis Calahorra
 Edad 33 años. Estado Soltero Número de hijos _____
 Profesión Aliscentación Categoría laboral pescón
 Fecha de ingreso en la H. O. A. C. como adherido parto de la HOAC en la
14-2-41
 ¿Eres militante? Si (Con qué fecha) 20-6-43
 ¿Tienes algún cargo en la H. O. A. C.? Necesito estudios y P. y P.
 Indica si tienes alguna cargo sindical, político, etc. ninguno

¿Sientes predilección por alguna forma particular de Apostolado? periodismo

¿Puedes ser delegado informativo de la H. O. A. C. en tu localidad? Sí

CHAPITRE I :

Intuitions et principes de la HOAC

I. L'arrachement à une conception périmée de l'Action Sociale

La HOAC naît d'une prise de conscience lucide des causes de l'échec du syndicalisme chrétien (1) et de la volonté de ne pas renouveler l'erreur de croire en sa possibilité (2). Elle refuse de façon très claire le spiritualisme, le paternalisme social, l'action sociale. Le premier parce qu'il confine l'apostolat au domaine de l'enseignement dogmatique, à l'offrande du Saint-Sacrifice et à l'administration des sacrements, éloignant les chrétiens de l'intervention dans l'ordre civil et social. Le second parce que sa seule ambition est de multiplier la création d'oeuvres de bienfaisance et récréatives. La troisième parce qu'elle prétend essentiellement s'appuyer sur des personnes appartenant aux classes éclairées pour les orienter vers l'étude et la diffusion de la Doctrine Sociale de l'Eglise en vue de la création d'institutions économico-sociales modèles (3).

A une tentative et à une politique paternaliste d'encadrement confessionnel

(1). Sur le Syndicalisme chrétien voir :

- García-Nieto S. J. : El sindicalismo cristiano en España - Bilbao - 1960.
- BIT - Travail et Syndicat en Espagne - Genève 1969 (p. 94).
- Hermet (G) les Catholiques dans l'Espagne franquiste - Paris 1980 (Chap. V - p. 247 à 258).

(2). - T. Malagón "La HOAC sus objectivos y sus experiencias" Boletín HOAC n° 468-69, Marzo 1967 et "Medios y métodos de Formación de la HOAC", Boletín HOAC n° 608-609, Enero 1973.

- "Iglesia, Estado y Sociedad", Boletín HOAC n° 386, 1er dec. oct. 1963.
"... C'est pour cela que nous devons refuser l'idée d'un parti ou de tout autre genre d'organisation politique ou syndicale qui s'intitule catholique ; et vice versa, les associations apostoliques doivent renoncer à toute ambition d'ingérence dans des questions politiques..." (p.9).

(3). Analyse des différentes solutions apportées à l'évangélisation du monde ouvrier. Boletín HOAC n° 468-69. Article cité à la note 2.

des masses ouvrières, succède le projet d'une immanence de l'Eglise à la classe ouvrière (4). L'esprit évangélique doit être diffusé par les ouvriers eux-mêmes. Le but n'est plus d'attirer par des services d'assistance ou des promesses de promotion professionnelle individuelle mais de former des leaders ouvriers, en intéressant les hommes à la société, à ce qu'ils sont dans cette société et à ce qu'ils peuvent y devenir. Ce projet était à la fois plus modeste dans le court terme et plus ambitieux dans le long terme que celui d'un syndicat catholique.

La conjoncture de l'après-guerre civile est favorable au projet de la HOAC. Encadrée obligatoirement dans un syndicat unique (5), toutes les associations syndicales et politiques ayant été dissoutes, la classe ouvrière peut apparaître comme unifiée, et en tous cas, comme durablement soustraite aux cleissons et fragmentations des appartenances syndicales et politiques. Le champ est libre pour une expérience originale.

Analysant le "problème ouvrier" comme elle disait alors, la HOAC affirme un premier principe : celui de l'unité (6) de la classe ouvrière, fondée sur la convergence des intérêts de ses membres, une histoire commune avec ses pages de gloire et de douleur, la conscience d'une dignité bafouée. Cette unité ne doit pas être brisée par la réintroduction de ferment de lutte confessionnels ou idéologiques. Le second principe va à l'encontre des idées dominantes chez les tenants de l'Action Sociale, à savoir que les ouvriers sont incapables d'organiser eux mêmes, quelque chose de viable et qu'ils ont besoin de la tutelle des prêtres ou de catholiques appartenant aux classes dirigeantes (7). Dans cet ordre d'idée, "la tâche principale est de former des élites dans les milieux patronaux et universitaires, car seules ces personnes sont à même de modifier l'injustice régnante et de diriger le mouvement ouvrier" (7).

Pour la HOAC, la capacité des ouvriers à prendre en main leur propre destin est indiscutable (8). C'est dans le monde ouvrier qu'il faut former des élites. La nouvelle voie qui s'ouvre est celle de la formation systématique de militants ouvriers de qualité qui contribueront à leur place à la promotion collective (8).

Ces positions initiales sont riches en conséquences méthodologiques diverses.

(4). - "La caractéristique de l'apostolat ouvrier est l'incarnation dans la classe ouvrière elle-même et la formation de promotions ouvrières chrétiennes" Boletín HOAC "Métodos de formación" n° 354 - Junio 1962 (p. 11).
- "La HOAC ¿qué es esto ?" Editorial HOAC, 1951, Madrid.

(5). Sur le Syndicat Vertical - annexe IV.

(6). - "Asociaciones Obreras" Boletin HOAC n° 255 - Enero 1958.
- J. Martín "Los Cristianos en el Frente Obrero" doc. ron. (129 p.) Archives HOAC (p.6).

(7). Boletín HOAC n° 608-609 op. cit. note 2.

(8). Boletín HOAC "Sección de Formación" n° 354, op. cit. note 4 (p.11).

II. Nouvelle approche de la condition ouvrière : La Réhabilitation.

1. Conscience Ouvrière et Culture Populaire :

L'approche de la classe ouvrière cesse d'être exclusivement critique. On s'emploie à dénoncer les représentations négatives qui ont cours sur l'ouvrier et que l'on appelle les "fausses images" (9). L'ouvrier est "un animal résigné". Son travail "n'est pas rentable". Il est inapte à planifier son existence, à gérer son budget. Il achète le superflu avant le nécessaire. Il ne peut pas "se passer de tutelle". Il n'est pas aussi malheureux qu'on le dit, car "il s'en tire grâce à plusieurs salaires et aux heures supplémentaires" (allusion au pluri-emploi). S'il part pour l'émigration "c'est pour acheter son appartement" (9). Pour renforcer la dénonciation de ces "fausses images", on cite à l'occasion la phrase de K. Marx : "maintenant tous travaillent dans la famille et à eux tous ils s'en tirent" (9).

Dans une tentative de connaissance objective de la classe ouvrière on définit la "conscience ouvrière". Selon le contexte, cette expression signifie la conscience de classe ou la mentalité ouvrière. Dès la création des premiers GOES (Groupes Ouvriers d'Etude Sociale) en 1949, G. Rovirosa demandait aux travailleurs d'étudier eux-mêmes "leur propre réalité" car "la HOAC attendait les résultats de leur étude" ; l'idée qui le guidait était que les textes qui traitent de la réalité ouvrière sont écrits du point de vue des intellectuels et sont par conséquent trop théoriques (10).

Le concept de "conscience ouvrière" se fonde sur l'existence d'aspects spécifiques de la classe ouvrière, touchant à la mentalité, aux comportements et aux habitudes. Une sorte de portrait-type très succinct et schématique est tracé. Il énumère des conduites sociales et des valeurs (11).

(9). - J. Dominguez, Vida y milagros del obrero español. Boletín HOAC n° 524, Juillet 1969, 30 p.

- Cours de GOES 1963-64, La Institución Sindical. Doc. ron. non paginé, Archives HOAC.

(10).- Primera Asamblea de los GOES - 25 avril - 1er mai 1949 - Doc. ron. Archives HOAC.

- Propos de G. Rovirosa rapportés dans la présentation du programme du Cours de GOES, année 1965-66 - non paginé - Archives HOAC Madrid.

(11).- "La conscience générique ouvrière" Boletín HOAC n° 608-609. Enero 1973.

- T. Malagón "Medios y métodos de formación de la HOAC" Boletín HOAC n° 227, Avril 1957.

- des conduites sociales :

Plus ou moins clairement formulée, une attitude hostile au capitalisme, qui trouve son origine dans le sentiment de l'injustice dont l'ouvrier est victime.

La tendance dans sa vie privée et publique à l'usage de moyens d'actions fondés sur une appréciation pragmatique des faits.

La conviction que l'unité est indispensable et qu'elle est un bien.

Une aspiration à des formes de vie basées sur la socialisation.

- des valeurs :

Les "valeurs ouvrières" identifiées sont la simplicité et la sincérité, le sens de la solidarité et la vertu d'espérance. L'ouvrier conserve sa joie de vivre jusque dans l'adversité (12).

Plus tard, on dérive du concept de "conscience générique de la classe ouvrière" vers celui de "culture populaire" et "culture ouvrière". En 1967, la XX Semaine Nationale de la HOAC a pour thème principal, "la culture populaire" (13). A une image négative de l'ouvrier, imposée par la bourgeoisie, succède un mythe qui exalte les vertus des travailleurs manuels. Plagiant A. Memmi on peut dire que l'ouvrier cesse d'"être considéré comme un être de carences" (14). En 1980, un des cinq exposés de la conférence-débat organisée à Barcelone, sur le thème : "Les ouvriers chrétiens et l'Assemblée Diocésaine", s'intitule encore : "Culture Ouvrière, Caractéristiques" (15).

Le premier concept, "Conscience ouvrière", ne prétendait pas être exhaustif, il décrivait quelques aspects de la mentalité ouvrière susceptibles de valoriser l'homme ouvrier. Il avait pour souci de corriger un jugement erroné et de réparer l'humiliation imposée à toute une classe par ce jugement. Il se voulait également, et

(12). Boletín HOAC nº 468-69. Marzo 1963.

- "Un Comunista en la Cruz" Premier chapitre : alma obrera (âme ouvrière) - Récit romancé publié par la HOAC - 1965.

- Iglesia y mundo obrero - document rédigé par le conseil pastoral de Manresa. Doc. ron. 38 P., non daté, Archives HOAC - Madrid.

(13). XX Semana Nacional - Santiago de Compostela, nº 9 Septembre 1967, Thème général de travail : La Culture Populaire. Doc. ron., non paginé, Archives HOAC - Madrid.

(14). A. Memmi, Portrait du Colonisé. Petite Biblio. Payot. Paris 1973 (p. 166).

(15). "Les ouvriers chrétiens et l'Assemblée diocésaine" Conférence débat en Catalan, 5 exposés : Classe Ouvrière - Culture Ouvrière (J.N. García-Nieto S.J.) - Le divorce entre l'Eglise et la classe ouvrière depuis ses origines - Mouvements de base : réalités actuelles. Barcelone, Avril 1980 ; 200 participants.

peut-être surtout, opérationnel. Reconnaître l'existence d'une conscience ouvrière spécifique, c'était justifier du même coup la prise en considération de l'histoire de cette classe souvent traitée avec dédain (16).

Le second concept a un contenu sémantique plus large et flou. La "Culture Populaire" ou "Culture Ouvrière" plaide pour l'existence d'une tradition culturelle ouvrière qui intègre une attitude intellectuelle pragmatique, donnant la primauté aux faits pratiques sur les théories, et une tradition politique consciente (17). Elle a en plus un relent messianique qui peut être rapproché du rôle que le marxisme attribue au prolétariat dans la marche vers une société sans classes (18) ; mais qui est tout autant redevable à l'exégèse évangélique qui exalte la simplicité, le dépouillement et la socialisation de l'homme (19).

Il s'est produit un glissement d'un contenu sémantique limité et explicatif vers un contenu plus idéologique et à fort caractère de prédication. Le concept de "culture ouvrière" propose la tradition culturelle populaire comme un modèle, une sorte d'idéal. Dans son évolution ultime celle-ci est opposée à la culture bourgeoise et on lui attribue le pouvoir d'élaborer des valeurs anti-bourgeoises, bourgeois étant pris alors dans son sens le plus péjoratif (20).

S'il nous a semblé intéressant de suivre le concept de "Conscience Ouvrière" dans ses développements successifs, c'est parce que la réflexion qu'il a motivé a eu un impact qui n'est pas négligeable et qui est d'ailleurs mentionné par les militants ayant répondu à l'Enquête par Questionnaire, qui constitue le second volet de cette étude.

- (16). - Entretien avec le Père J. Dominguez Rodriguez, ancien aumônier de la HOAC, Madrid ~ 31 Août 1979.
- Conférence de J.N. García-Nieto S.J. Barcelone, Avril 1980, (cf. note 15).
- (17). Ibid. notes prises par le chercheur.
- (18). Cours de GOES 1963-64 op. cit. Révision de vie ouvrière : Thème : le messianisme marxiste.
- (19). - Ibid. Le Messianisme ouvrier chrétien.
 - Homélie du nouvel évêque de Malaga lors de la prise de possession de sa charge in Boletín HOAC n° 472-473. Mayo 1967.
 - La cultura popular : un valor de nuestros días. Boletín HOAC n° 508-511. Nov. déc. 1968
- (20). - Sugerencias para elaborar un plan de actividades. Boletín HOAC n° 622-623. Agosto 1973 (suplemento).
- Conférence citée : J.N. G.N. (note 15).

Il convient de signaler pour conclure que ce concept valorisant a été extrêmement fécond puisqu'il a permis à la HOAC de récupérer les formes antérieures de pensée et d'organisation de la classe ouvrière (21). Sur le plan psychologique la reconnaissance de la personnalité de la classe ouvrière a été interprétée par l'opinion ouvrière comme une ouverture. Elle s'est concrétisée dans un journal "Tú" (Toi), tirant à 45 000 exemplaires (22), dont Tomás Malagón, aumônier de la HOAC pouvait écrire : "nous devons reconnaître que sans le journal Tú, la HOAC n'aurait pas réussi à s'ouvrir une voie parmi les travailleurs espagnols" (23). Dans ce "Toi" qui l'apostrophait, l'humilié s'est senti reconnu et traité comme un homme.

2. Prise en compte des "anciennes idéologies" de la classe ouvrière espagnole :

La classe ouvrière espagnole a ses traditions syndicales et politiques : enracinement de la tradition anarcho-syndicaliste en Catalogne et en Andalousie, Socialiste dans le Nord et le Centre. La HOAC accepte ce passé et l'assume : "ayant rompu avec la tradition des syndicats jaunes d'avant la guerre civile, la HOAC a voulu enter bout à bout la constante du syndicalisme traditionnel de la CNT et de l'UGT avec la nouvelle conscience ouvrière chrétienne (24)" ; "La découverte de tout ce que suppose la conscience de classe a amené la HOAC à se rattacher à la tradition des anciennes organisations ouvrières, syndicats et partis (25)". La HOAC porte à

(21). Entretiens avec J. Dominguez Rodriguez . Madrid 01.09.1979 - Avec J.N. García-Nieto . Barcelone 10.04.1981 - Avec A. Navarro militant de la HOAC de Barcelone juillet 1981.

(22).-Voir annexe I. Moyens d'information de la HOAC.

-J.A. Biescas. M. Tuñón de Lara - España bajo la dictadura franquista (1939-75) Labor. Madrid 1980, 605 p. (p. 234).

(23). T. Malagón. Medios y métodos de formacion. Boletín HOAC, n° 608-609, Enero 1973 (p.7).

(24). Entretien avec le Père J. Dominguez Rodriguez - Madrid, 2 décembre 1979.

(25). Entretien avec J. N. García-Nieto S.J. , Barcelone - 11 juillet 1980.

la connaissance d'une classe ouvrière jeune (26) et dont l'origine rurale est fréquente (27), les différentes formes d'organisation et de lutte que la classe ouvrière a su produire en Espagne. Mais si elle incorpore ce passé, elle se livre en même temps sur lui à tout un travail d'examen critique. Les aspects négatifs et positifs des idéologies de la classe ouvrière sont donnés à étudier selon la méthode d'enquête qui impliquait une étude personnelle sanctionnée par un travail écrit individuel (28). On inscrit au programme des GOES, l'Anarchisme et l'Anarchosyndicalisme, le Socialisme et l'UGT, les Associations Ouvrières, les différentes conceptions du syndicat, autant pour les faire connaître que pour en montrer les déficiences ou les limites (29).

Quelques exemples :

- A. Dans un Cours de GOES consacré au thème : "Le syndicat comme réponse à la dictature patronale" (30), les participants doivent s'interroger sur "le type de militants produits par le Messianisme marxiste". La conclusion est la suivante : "l'efficacité des marxistes dans les luttes ouvrières est indéniable malgré des erreurs théoriques... ils ont créé dans la classe ouvrière combativité et organisation... Ils ont élevé la classe car ils l'ont fait respecter ou craindre... leur œuvre la plus durable est la création de la conscience de classe" (30).
-

(26). Marcelino Camacho, Secrétaire Générale des CC.OO. souligne cette jeunesse dans Charlas en la prisión Ed. Laia - Barcelone 1976 (p. 67-73).

(27). Annexe III. Analyse des variables indépendantes.

(28). La Méthode d'Enquête - Annexe II : Les moyens de formation de la HOAC.

(29). Cours des GOES , 1960-1970. Thèmes du GOES. A. (Syndical), du GOES. B. (civique) du GOES. C. (économique). Documents ronéotés, Archives HOAC - Madrid.

(30). GOES. A. (Syndical) Curso 1963-64. "La institucion sindical" Segundo Trabajo Resumen del cuestionario. El sindicato como respuesta a la dictadura empresarial. Doc. ron. non paginé, Archives HOAC.

B. Un cours sur l'anarchosyndicalisme (31) est précédé d'un questionnaire que nous citons in extenso, car il est caractéristique de la méthode hoaciste. Les participants au cours devaient d'abord étudier l'appendice qui leur était remis et qui consistait en un exposé sur la question étudiée.

"1er. Etes-vous d'accord avec ce qui est dit dans l'appendice? Dans le cas contraire commentez votre réponse.

2e. Le syndicalisme confédéré CNT a-t-il compris les exigences de la promotion ouvrière ?

3e. A-t-il apporté une réponse à certaines d'entre-elles ou y fut-il contraire ?

4e. En quoi consistent son succès essentiel et sa faillite essentielle ?

5e. Quels groupes idéologiques existant à l'heure actuelle -y compris les groupes à caractère régional- peuvent être catalogués dans la ligne idéologique que nous étudions en ce moment, quels que soient leur dénomination ou programme théorique ? Pour quelles raisons ?" (31).

C. Dans un autre cours de GOES sur "la place du syndicalisme dans le schéma de la lutte ouvrière"(32), on se livre à un recensement "des qualités et des défauts" des anciens militants ouvriers. C'est l'occasion de faire connaître ou de préciser le portrait de quelques grandes figures d'ouvriers anarchistes et socialistes (32 bis). Parrallèlement c'est l'occasion de censurer les erreurs au plan de l'action ou de la théorie. Parmi les erreurs commises on cite le recours à la violence (33) ; "le manque de résistance à l'influence séparatrice des partis politiques (32)". La liste des "qualités et vertus" est cependant plus longue que celle des critiques formulées, et ces dernières sont encore amoindries par l'esprit dans lequel elles sont faites, un esprit de compréhension des situations et des causes historiques, comme le prouvent les trois questions qui clôturent cet exercice d'analyse :

(31). GOES. A. Curso 1965-65. El Anarcosindicalismo - Cuestionario - 3e Trabajo.
Doc. ron. Arch. HOAC.

(32). GOES. A. Curso 1963-64. "La institucion Sindical" 1e Trabajo. Resumen del Cuestionario. El sindicalismo en el esquema de la lucha obrera. Doc. ron. Arch. HOAC.

(32 Bis). GOES B. El Socialismo 1965-66, Doc. ron. non pag. Arch. HOAC.

GOES B. El anarquismo 1965-66. Doc. ron. non pag. Arch. HOAC.

(33). GOES B. (cívique) El Anarquismo. Curso 1965-66. 12 p. Doc. ron. Arch. HOAC(p. 6)

"- D'où provenaient ces qualités et ces défauts ?

- Quelle influence syndicale ont-ils eu ?

- Ont-ils leur place dans l'action syndicale actuelle ?" (32).

Le point de vue de l'équipe de la HOAC, chargée de la formation des militants est relativiste. Les doctrines et idéologies de la classe ouvrière correspondent à une époque révolue. Elles sont le reflet d'une situation économique et sociale déterminée et proposent des objectifs et des moyens d'action adaptés à leur contexte. Les temps ont changé. La classe des travailleurs s'est modifiée ; elle est plus diverse et son niveau d'instruction a augmenté. La réflexion syndicale doit en tenir compte et devenir plus complexe. Il y a dans ces doctrines des éléments qu'il faut conserver. Le rôle central de l'homme et la méfiance vis-à-vis de l'Etat, de l'anarchisme (34). La découverte du concept de conscience de classe et de l'importance des structures économiques, du marxisme (35). D'autres aspects sont périmés : sont cités l'action directe, le centralisme, le totalitarisme (c'est-à-dire l'étatisation de l'économie et le parti unique), l'athéisme (36).

Par ailleurs la mentalité ouvrière n'est pas figée. On semble considérer à la HOAC qu'il serait absurde de bloquer artificiellement son évolution en conférant aux "anciennes idéologies" une valeur absolue. "La conscience ouvrière est élémentaire et incomplète quand elle se forme" (37) mais elle doit nécessairement évoluer et c'est par la formation des élites ouvrières qu'on pourra atteindre ce résultat.

(34). Ibid. Resumen del tercer trabajo. (p. 3. p. 5).

(35). GOES A. Curso 1963-64. La Institución Sindical. 1e trabajo Resumen del cuatrimestre. El sindicalismo en el esquema de la lucha obrera. Doc. ron. non paginé Archives HOAC.

(36). El Socialismo. GOES B. civico. Curso 1965-66. 21 p. Archives HOAS (p. 19 à 21).

(37). La Institución sindical. Cf. note 35.

3. Définition d'un programme : Le Front Ouvrier

Nous venons de voir que l'esprit critique de la HOAC s'exerce sans discrimination contre toutes les "idéologies de la classe ouvrière", mais toutes sont inscrites au programme d'étude des trois GOES, syndical, économique et politique, y compris le communisme, malgré une forte charge d'anti-marxisme, perceptible dans les écrits didactiques. On part du principe que toutes les idéologies ont droit de cité du seul fait qu'elles existent et qu'elles ont contribué à façonner les mentalités.

Avec un réalisme aigu la HOAC enregistre ce trait caractéristique de la société espagnole qu'est la diversité des opinions ; il a pour conséquence l'atomisation de la population militante en groupes et groupuscules, tantôt antagonistes, tantôt alliés, au gré des situations. La HOAC déplore cet individualisme poussé à l'extrême. Même la lutte contre la dictature n'a pas réussi à enrayer la tendance à la fragmentation idéologique. Jusque dans l'opposition, en marge des Commissions Ouvrières, gravitant autour d'elles et s'unissant à elles éventuellement, les groupes se créent, se fragmentent, fusionnent, se défont.

Le constat lucide de la division, considérée comme une tare de la société espagnole (38), va induire une recherche pour la dépasser. C'est la définition en 1957 de la ligne du "Front Ouvrier" (39).

Puisque le débat idéologique divise, il faut le reléguer au second plan et rechercher l'entente sur des objectifs à la fois concrets et partiels. Par ailleurs il faut donner la priorité à l'ensemble du groupe sur les minorités qui le travaillent : "un critère essentiel de la HOAC était que dans toute action apparaisse le

(38). Intercambio de experiencias. Reunion HOAC, Zona Barcelona, 30-31 mars 1968, Doc. ron. 6 p., Arch. J.N.G.N.

(39). Sur le Front Ouvrier, voir notamment :

- IX Semaine Nacional de la HOAC - Cordoue, 9 au 15 sept. 1956
L'Unité du Mouvement Ouvrier. doc. ron. Arch. HOAC - Madrid.
- Reuniones Obreras. Ecclesia 16/791. 08.09.56 (p.15).
- "Acción sindical técnica. El Frente obrero y las asociaciones obreras." Boletín HOAC n° 255 Janvier 1958.
- "El Frente obrero" Boletin HOAC n° 347, Février 1962.
- "La aportación de los trabajadores cristianos al Frente obrero" Boletín HOAC n° 375, Abril 1963.
- "La unidad obrera frente a influencias ajenas" C.L.Maestu, Boletín HOAC n° 564-65, Mars 1971.
- Antonio Martín - "Colaboracion" Boletin HOAC, n° 596, Juillet 1972.
- J. Martín Maestre "Los Cristianos en el Frente Obrero" Doc. ron. 129 p. non daté.

le groupe, c'est à dire la Commission, l'assemblée et non les sigles de tel ou tel syndicat ou parti" (40).

Qu'est-ce que le Front Ouvrier ? Ce n'est ni le parti prolétarien ni l'Avant-Garde au sens leniniste du terme. C'est simplement la partie la plus consciente de la classe ouvrière, ou, comme on se plaisait à distinguer à la HOAC, l'ensemble des "ouvriers-classe" par rapport aux "ouvriers-masse" (41). Cette partie consciente de la classe ouvrière regroupe des hommes de sensibilité idéologique très différente, mais qui ont en commun une inquiétude et une attitude active qui doivent faire du Front Ouvrier un "protagoniste social". Dans l'esprit de ses géniteurs, le Front Ouvrier n'est pas une coalition éphémère, destinée à se défaire sitôt le but poursuivi atteint. Il ne prétend pas non plus réaliser une illusoire unification idéologique. Il est une constellation de groupes ouvriers qui œuvrent ensemble à la promotion ouvrière. Celle-ci est d'ordre culturel et moral autant qu'économique (43).

Pour conserver sa personnalité propre, ce "protagoniste social" qu'est le Front Ouvrier, doit se soustraire à l'inféodation aux partis politiques. L'on cite les erreurs qu'il doit éviter ; les exemples sont pris dans l'histoire de la république espagnole ou empruntés à l'activité syndicale française et italienne contemporaine (44).

Les objectifs qui peuvent favoriser l'entente des groupes sont délimités, ils concernent au premier chef la profession. Le cadre privilégié de l'action syndicale est l'entreprise. Les travailleurs doivent apprendre à maîtriser les mécanismes de la négociation collective et des élections syndicales de la CNS. Progressivement des objectifs indirectement politiques viendront s'ajouter aux objectifs strictement professionnels, comme la revendication d'un syndicalisme de classe, c'est à dire libre.

(40). Entretien avec J. Dominguez Rodriguez - Madrid 02/09/1979.

(41). Características de los obreros-clase y de los obreros-masa. in La Institución Sindical. 1er Trabajo. Doc. ron. GOES 1963-64, Arch. HOAC.

(42). Terminologie courante dans le discours hoaciste.

(43). Sur la Promotion Ouvrière et les Valeurs Professionnelles, cf. 2ème partie, l'idéologie syndicale de la HOAC.

(44). Asociaciones Obreras. Boletín HOAC nº 255, 3e dec. Enero 1958, p. 5-10 (p.7).

Mais malgré l'importance des enjeux, l'unité des travailleurs reste difficile à faire. Dans une intéressante réflexion sur l'Engagement Temporel, un groupe de militants ouvriers du Diocèse de Santander constate : "..... il est impossible , ou presque, de se soustraire au manque d'unité qui sévit parmi nous." Ils en attribuent la responsabilité à "un individualisme qui se respire dans notre atmosphère culturelle" (45). Ils constatent qu'à l'intérieur même de la HOAC existent "deux tendances diffuses, chez les militants : la tendance anarchisante et la tendance socialisante" et se demandent "comment parvenir à faire une synthèse entre elles" (45).

En 1965, dans le Boletin Verde, on lit sous le titre : "Problématique de l'unité ouvrière", cette réflexion d'un militant de la base : "Il faut créer la conscience de l'unité. Ce n'est pas une tâche facile. Si nous l'appliquons au domaine syndical, je suis pour ma part aussi éloigné du syndicat unique (monopole de qui que ce soit), que du pluralisme excessif et anarchique, où chaque groupe est exclusivement préoccupé par ses problèmes et isolé des autres groupes... La solution satisfaisante est d'utiliser l'état de l'opinion favorable à l'unité pour créer une collaboration organique étroite" (46). L'unité n'est pas donnée, elle est à faire à partir de l'attitude unitaire qui prévaut parmi les travailleurs de la base et qui se heurte à l'action désagrégeante des nombreuses avant-gardes (47).

Au fil des années, la réflexion sur ce problème s'approfondit. On étudie les mécanismes qui permettent d'"allier l'unité avec la diversité". On ne cesse de mettre en valeur l'action par rapport à la discussion sur les idéaux. "Il faut commencer par l'action, car l'action est le chemin de l'unité" (48). On exalte "l'usage de la démocratie qui s'exercera à travers des assemblées de travailleurs", conférant aux accords pris, une autorité morale de nature "à obliger tout le monde en vue de l'action collective" (49).

(45). El compromiso temporal (l'engagement temporel) XI Réunion Nacional de Estudios, Santander, 11-16 agosto 1969, Doc. ron. non pag., Arch. HOAC, Madrid.

(46). "Problemática y Unidad Obrera". lettre de L. Altable Fernandez, employé. Boletín Verde n° 422 A. Abril 1965.

(47).- "Construyamos el Frente obrero" Boletin HOAC n° 375, Abril 1963.

- CC.OO. en sus documentos. 1958-1976. Ed. HOAC, Madrid 1977, 318 p. (Las luchas internas p. 19 à 26).

(48). El Compromiso temporal. op. cit. cf. note 45.

(49). "La Unidad obrera frente a influencias ajenas" Boletín HOAC, n° 564-65, Mars 1971.

Cette réflexion, alimentée et stimulée par la pratique, trouve son expression ultime dans la théorie de la "complémentarité dialectique" (50), conséquence nécessaire d'un pluralisme accentué, considéré comme un trait in-modifiable de l'idiosyncrasie espagnole.

La complémentarité dialectique induit la recherche de ce point d'équilibre problématique où la rivalité entre les organisations cesse d'être nuisible à l'ensemble. L'"unité populaire" ne peut être atteinte que si l'on trouve "la véritable fonction ainsi que le sens de toutes les organisations, mouvements et attitudes qui bouillonnent dans la classe ouvrière, sans subordination des unes aux autres ni exclusive" (51). Autant dire la quadrature du cercle ! Mais ce que l'analyste doit retenir, c'est la volonté d'une organisation de s'opposer aux forces de désagrégation à l'œuvre dans le mouvement ouvrier, comme d'ailleurs dans le reste de la société espagnole, non par un quelconque procédé autoritaire ni par une fallacieuse unification idéologique, mais par le dépassement d'un pluralisme accepté, et considéré, pour finir, comme une richesse (52).

III. Positions de la HOAC devant la réalité syndicale espagnole : le Syndicat Vertical :

Il ne nous appartient pas de faire ici l'historique des démêlés de la HOAC avec la Délégation Nationale des Syndicats ou le Secrétariat du Mouvement. C'est une tâche indispensable mais qui dépasse le cadre de notre étude (53). Nous nous limiterons à faire état des positions de la HOAC telles qu'elles ont été définies et réaffirmées dans ses organes d'expression et de formation.

La première est la nécessité d'intervenir dans tous les organes ouverts à la représentation et à l'action ouvrière. La seconde est la critique de l'organisation syndicale espagnole. Bien qu'il y ait antériorité de la première sur

(50). Sobre la Unidad Popular y la Complementariedad dialéctica. Comisión General HOAC, Madrid 1978, 94 p.

(51). Ibid. p. 6.

(52). La contradiction est une loi universelle. Les antagonismes peuvent être générateurs d'une "lutte positive", à condition de remplacer la vieille "mentalité métaphysique" par une "mentalité dialectique". Ibid. (p. 63 à 73).

(53). Pour cette question on peut se référer à : G. Hermet. Les catholiques dans l'Espagne franquiste, t2. Chronique d'une dictature, Chap. IV.VII.VIII. R. Díaz Salazar. Iglesia, Dictadura y Democracia. Chap.III.IV. H. Tunon de Lara. España bajo La dictadure franquista (1939-1975) Segunda parte, chap. II₂.III 1.1, 1.2 - IV 1.2.3.

la seconde, elles ne se déduisent pas l'une de l'autre. La première découle d'un des principes initiaux de la HOAC tandis que la seconde est partiellement le fruit de l'évolution de l'ensemble de l'organisation sous l'influence de ses militants les plus engagés.

La Doctrine Pontificale en matière de travail et de syndicalisme est naturellement le point de référence obligé de la HOAC, organisation placée sous la tutelle directe du Cardinal Primat d'Espagne (54). Mais la référence constante aux encycliques papales en la matière, remplit aussi une fonction de justification et de protection. C'est en se mettant à l'abri de ces textes (55), difficilement attaquables par le Mouvement et la CNS, en raison du caractère catholique de l'Etat espagnol, que la HOAC peut déjouer les accusations qui lui sont faites pour ses activités para-syndicales.

Dans le programme de travail des trois GOES (syndical - politique - économique) pour l'année 1962-63 l'annonce de chaque thème d'étude est suivi d'une longue citation de l'Encyclique *Mater et Magistra* (56).

C'est en s'appuyant sur la doctrine sociale de l'Eglise que la HOAC peut mettre à l'étude, dès 1951, la réforme de l'Entreprise (57), dénoncer les manœuvres du Secrétariat du Mouvement pour réduire la représentativité ouvrière dans le Syndicat unique, revendiquer le droit de grève, puis, dans une attitude non plus

- (54). Article 34 du Concordat de 1953. Les associations catholiques espagnoles pourront diriger librement leur apostolat sous la dépendance immédiate de la hiérarchie ecclésiastique.
- (55). Un exemple de cette parade est donné par la lettre que le Cardinal Pla i Deniel adressa au ministre délégué des syndicats, J. Solís Ruiz, pour protester de la façon dont ce dernier avait réagi au rapport d'un rapport des présidents de la HOAC et de la JOC dénonçant les anomalies relatives à l'application du règlement électoral des élections syndicales. Lettre du Cardinal Primat Pla i Deniel au Ministre Secrétaire Général du Mouvement et Délégué National des Syndicats, Don José Salis Ruiz. Télède 15 nov. 1960. Photocopie. Arch. J.N.G.N.
- (56). Plan Nacional de Grupos Obreros de Estudios Sociales (GOES) 1962-63. Normas. Doc. ron., non pag., Arch. HOAC.
- (57). Cf. 2ème partie : l'idéologie syndicale de la HOAC.
- (58). - R. Diaz Salazar. Op. cit. chap. IV, 2.4 (p. 199 à 212).
- Nombreux articles dans Boletín HOAC. Coll. 1958 à 1973.

seulement défensive mais offensive, condamner la conception du syndicat intégré à l'appareil gouvernemental (58).

1. L'engagement temporel :

Association animée dès le début d'un fort esprit missionnaire, la HOAC prétend former des hommes capables (59) ; réaliste, elle postule qu'ils doivent intervenir dans toutes les institutions qui leur offrent une possibilité d'action, quand bien même l'institution considérée ne répond pas aux normes conformes à la Doctrine Sociale de l'Eglise (60). Autrement dit, le Syndicat Vertical existe, il faut l'utiliser. La HOAC a donc préconisé la participation aux élections syndicales.^(*) C'est là une position de principe dont elle ne variera pas, même si à la base l'unanimité ne s'est pas toujours faite sur l'opportunité de se porter candidat à ces élections (61). A partir de l'introduction de la négociation collective, en 1958, qui revalorise ces élections, elle n'a cessé d'inviter les militants à jouer à fond cette carte, multipliant les exhortations à "l'engagement temporel dans le domaine syndical" (62) et présentant les mandats de délégué syndical et membre du Conseil d'Entreprise, comme l'aboutissement naturel et conseillé du travail de formation entrepris dans le Plan Cyclique et les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (62). L'engagement temporel ne doit pas se limiter à un acte de témoignage, mais se concrétiser dans une action utile : "nous sommes gravement obligés à l'efficacité" lit-on dans un compte-rendu de la XI Réunion Nationale d'Etudes, consacrée à l'engagement temporel (64).

(59). El Plan Cílico de la HOAC - HOAC - Madrid 1955.

(60). "La Acción apostólica en las empresas". Boletín HOAC nº 255, 3 dec. de Enero 1958.

(61).- "La acción temporal del cristiano: tema actual" Boletín HOAC nº 456-57. Sept. 1966.

- "Reflexiones obreras ante el primero de mayo :llamamiento al compromiso temporal en lo sindical" Boletín HOAC nº 472-73, Mayo 1967.

(62). "Si on nous demandait notre avis sur les élections syndicales, sans la moindre hésitation nous conseillerions d'y participer massivement" "Las razones de un voto" Boletín HOAC (Verde) nº 456-A, sept. 1966.

(63). Presencia obrera en instituciones de interes obrero : juntas sociales, enlaces y jurados. Boletín HOAC nº 353 - Mayo 1962.

(64). El compromiso temporal, op. cit. cf note 45.

(*) . "Dans les luttes qui se développent alors commencent à jouer un rôle important, de nouvelles formes d'organisation : en premier lieu les délégués syndicaux (élus à partir de 1950) ; beaucoup d'entre eux d'origine phalangiste et catholique, quelques uns (de plus en plus) appartenant au PCE" El sindicalismo, nuestro sindicalismo (10), CC.00, 1980 (p.36).

Pour favoriser une utilisation optimale de l'instrument mis à la disposition des travailleurs par la nouvelle loi, elle propose des articles et des cours (65) qui expliquent le mécanisme de la négociation collective et font connaître les règlements la régissant. Le GOES syndical de l'année 1962-63 lui sera entièrement consacré. Dans les observations finales de ce cours on peut lire : "la négociation collective est une pièce extrêmement importante de la promotion ouvrière. Elle doit être étudiée et pratiquée par ceux de nos militants qui se sentent une vocation syndicale (66)."

Des analyses de cas sur les problèmes du travail sont proposés de façon assez systématique, entre 1962 et 1970, aux inscrits des GOES. Les premières sont faites à partir de sources étrangères, françaises, latino-américaines, puis rapidement à partir de la réalité nationale : il s'agit de la négociation d'une convention collective, d'un conflit du travail, d'une revendication concernant les conditions du travail (66 bis).

Il faut voir dans la fermeté de cette position de la HOAC, en faveur de la participation à la vie syndicale, autre chose qu'un calcul pour accroître l'importance de son organisation à l'intérieur d'une institution de premier ordre. Certes, assurer dans la CNS une "présence ouvrière chrétienne" (67) est un objectif qu'elle ne néglige pas ; mais par ailleurs, les préoccupations de la HOAC, comme celles de l'ensemble des mouvements apostoliques ouvriers, se situent également à un autre niveau et dans une perspective à moyen terme : la formation

(65). Las asociaciones obreras. Resumen de los trabajos de la IV Reunión Nacional de Estudios y de los trabajos preparatirios elaborados pos los GOES. 86 p. HOAC - Madrid 1962.

"El Convenio colectivo y la intervencion obrera" Boletin HOAC, nº 349. Marzo 1962.

"Como actuar en los convenios" Boletin HOAC nº 351 Abril 1962.

"Ante el nuevo régimenter de conflictos colectivos" B.H. nº 367. Dec. 1962.

"Los convenios colectivos de trabajo" B.H. nº 369, Janv. 1963 nº 370, Fevrier 1963. nº 442 à 445, Fevr. et mars. 1966.

(66)."Los Convenios colectivos de trabajo" GOES A. 1962-63. 7e cuestionario.
Doc. ron. Arch. HOAC.

(66 Bis). GOES A. 1962-63 consacré à la négociation collective. Arch. HOAC.

(67)."La Accion Apostólica en las Empresas" Boletín HOAC nº 255. 3e dec. Janvier 1958 (p. 4)

humaine (68). C'est l'action temporelle qui met l'homme en situation de découvrir et d'acquérir les valeurs humaines ; ces valeurs sont personnelles et sociales, à la fois. Leur développement concourt à la "promotion totale" de l'homme (68 bis). Une des idées chères aux fondateurs de la HOAC et aux équipes successives qui l'ont animée, était que les "structures exercent sur l'homme une action formatrice" d'où la nécessité de pousser les hommes à "se grouper pour se former et pour agir (69)". Par ailleurs, dans l'optique de la fin de la dictature, une participation nombreuse et responsable des travailleurs à l'institution syndicale, devait être la garantie d'une évolution sans heurts et la possibilité "d'ouvrir une voie pacifique vers les libertés (70)"

2. La critique de l'Organisation Syndicale Espagnole (OSE) :

La réflexion de l'équipe de direction de la HOAC s'est d'abord centrée sur l'entreprise et les relations industrielles. La critique de l'institution syndicale espagnole n'est apparue que plus tard. Il était objectivement impossible de mettre en cause l'institution la plus représentative du régime national-syndicaliste ; de plus une opposition frontale eût été inépte car, ainsi que l'explique Angel Ruiz Camps, ancien directeur de la rédaction du Boletin HOAC : l'opposant à un régime autoritaire, jouit d'une marge de manœuvres extrêmement étroite (71). Mais par ailleurs, cette institution n'apparaissait pas, dès l'abord, comme intrinsèquement mauvaise. Au moment de la création de la HOAC, l'idéologie dominante est le National-Catholicisme (72), et même si les dirigeants de celle-ci,

(68). T. Malagón "La HOAC : Sus objetivos y sus experiencias" Boletín HOAC n° 468-69. Mars 1967.

(68 Bis). "Facilitar la promoción total del hombre : fin de la actividad temporal de la HOAC" Boletín HOAC n° 227. 01/04/1957.

(69).- "Las Comunidades públicas intermedias" GOES 1962-63. 5e cuestionario. Doc. ron. Arch. HOAC.
~Jacinto Martín La lucha obrera - Ed. Euramérica.

(70). "Las razones de un voto" (les raisons d'un vote) Boletín HOAC (verde) n° 456 A. Sept. 1966.

(71). "Il y avait une ligne que nous ne pouvions pas franchir... à cette époque le Boletín était soumis à une double censure, ecclésiastique et civile... notre tactique consistait donc à arriver à cette ligne, à la traverser en un point ou en un autre, car toute ligne est toujours un peu vague..." Entretien 13.

(72). Sur le National-Catholicisme voir A. Alvarez Bolado, El experimento del nacional-catolicismo (1939-1975) - Madrid - Edicusa, 1976.

sont loin d'y adhérer, ils restent dans la ligne d'une démocratie chrétienne plus ou moins avancée. Ainsi les premières critiques de la HOAC ont-elles visé le fonctionnement du Syndicat Vertical et non sa nature. Elles ont pris la forme de pétitions, réclamations et protestations, concernant les anomalies survenues dans l'application du règlement électoral et la destitution de délégués syndicaux. En se contentant de dénoncer les atteintes portées à la représentation ouvrière par les interventions des fonctionnaires de la "ligne de commandement", la HOAC restait dans son rôle.

Aux alentours de 1955, plusieurs évêques, dont Monseigneur Pildain et Monseigneur Gonzalez Moralejo (73), affirment que les syndicats espagnols ne peuvent remplir leur fonction par suite du manque de liberté, d'autonomie, de représentativité. En 1960, le Primat d'Espagne, Monseigneur Pla i Deniel, s'adressant au Ministre délégué des syndicats, J. Salis Ruiz, émet l'hypothèse que les syndicats espagnols pourraient être ceux d'un régime totalitaire (74). Mais c'est dans les GOES que le fondement théorique du "Verticalisme" est le plus ouvertement contesté (75). Reposant sur une pseudo-unité entre le capital et le travail, et réunissant au sein d'une même entité juridique les associations ouvrières et patronales, la conception phalangiste du syndicat est jugée inadéquate, car elle aboutit à la collusion de trois pouvoirs qui doivent rester indépendants les uns des autres : le pouvoir économique, le pouvoir syndical et le pouvoir de l'Etat. Le mythe de l'harmonie des classes vole en éclats et bien que l'on n'accepte pas le slogan marxiste de la lutte des classes, la postulat selon lequel les classes sociales ont des intérêts antagonistes de fait, finit par être admis, ce qui justifie que les deux parties s'organisent librement et de façon autonome.

A partir de 1962, les cours des GOES font une large place à l'étude des associations ouvrières : historique et finalité. Au cours de cette période, la HOAC prend ouvertement position, dans le Boletin HOAC et dans le Boletin Verde,

(73). R. Diaz Salazar, op. cit. p. 190-191.

(74). Lettre citée à la note 55.

(75).-Cours de GOES 1962-63. Los asociaciones obreras.

-Cours de GOES 1963-64. La institucion sindical. différents documents ronéotés, Arch. HOAC, Madrid.

contre la "conception totalitaire du syndicat" (76), que le pouvoir soit de gauche ou de droite ; et elle fait campagne en faveur du droit de grève, moyen de pression légitime des travailleurs lorsqu'ils sont victimes de l'injustice (77).

Son dernier combat d'importance, alors même qu'elle est en crise, est une information circonstanciée sur la nouvelle loi syndicale, mise à l'étude par le gouvernement, peu après les élections syndicales de 1966 (78). Considérant que le projet de loi n'a pas été vraiment soumis à l'appréciation des travailleurs, la HOAC le leur fait connaître et le leur explique, dégageant ses déficiences et le mettant en parallèle avec les revendications des travailleurs dont elle se fait le porte-parole.

- (76). -"Origen y justificación de las asociaciones obreras" Boletín HOAC, nº 375, Abril 1963.
- "La Institución Sindical, fuerzas opuestas" Boletín HOAC, nº 402, julio 1964.
- "Reflexiones sobre la Mater et Magistra - sindicato y promoción colectiva" Boletín HOAC Verde, 417 A-2, dec. fevrier 1965.
- "El sindicato obrero es una exigencia natural e histórica" Boletín HOAC, nº 474-475, Junio 1967.

- (77). - G. Hermet op. cit. tome II, p. 236-237.
- "Origen de las huelgas" Boletín HOAC, nº 219, 11 janvier 1957.
- "Los sindicatos en Gran Bretaña" Boletín HOAC nº 342, décembre 1961.
- "La Huelga en la sociedad contemporanea" Boletín HOAC Verde, nº 402, 2e dec. junio 1964.
- "La moral ante el nuevo concepto de la huelga" Boletín HOAC, nº 421-422, Mars-Avril 1965.

- (78). -"Consulta-informe sobre posible contemido de la ley sindical" Boletín HOAC, nº 470-71, Avril 1967.
- "La nueva ley sindical".
- "Comentario a la consulta-informe para el proyecto de ley sindical" Boletín HOAC, nº 472-473, Mayo 1967.
- "La representatividad obrera esta siendo demolida" Boletín HOAC, Abril 1967.
- "Respuesta a la encuesta sindical" Boletín HOAC, nº 476-477, Juillet 1967.
- "En torno a la línea de mando" Boletín HOAC nº 478-479-480-481. Août sept. 1967.
- "No hay sindicato sin sección de empresa" ibid.
- "Informe crítico sobre el proyecto de ley sindical" Boletín HOAC Verde, 428-430 A, 2e dec. Sept. oct. 1969.

Au même moment l'épiscopat espagnol, dans un document approuvé par la conférence lors de l'assemblée plénière qu'elle a tenue le 21 juillet 1968, rappelle les principes de la doctrine sociale de l'Eglise en ce qui concerne la loi syndicale envisagée : autonomie et représentativité (79). Mais l'idée que l'organisation syndicale espagnole est réformable demeure un présupposé contenu implicitement dans le document épiscopal.

L'attitude de la HOAC est beaucoup plus radicale : la nouvelle loi syndicale devrait "se limiter à être une loi générale sur les associations ouvrières, dans le cadre de laquelle les travailleurs pourraient organiser leur syndicat sans ingérence extérieure" (80). Telle est l'affirmation que l'on peut lire dans un Boletin HOAC de 1967 ; elle ne laisse planer aucun doute sur la faveur que recueille parmi ses dirigeants et ses militants, le principe d'un syndicalisme libre et de classe ; elle met en évidence la fonction tribunitienne assumée par l'organisation, principalement au cours de la décennie 1960-1970.

(79). Le document est reproduit dans Travail et Syndicats en Espagne. op. cit. p. 174 à 178.

(80). "Comentario a la consulta informe" (p.33) cf. note 78.

CHAPITRE II

L'idéologie syndicale de la HOAC

Amenée à canaliser les aspirations et les revendications des travailleurs, puis, du fait d'une évolution en partie imprévue, à participer au lancement d'une organisation nouvelle, les Commissions Ouvrières, la HOAC va devoir parallèlement préciser sa conception du Syndicat.

Mais de même que sa méthode de formation n'est pas née de la réflexion d'un seul homme -ainsi que se plaît à le souligner Tomás Malagón, aumônier de la HOAC de 1953 à 1964- de même son idéologie syndicale n'était pas donnée au départ.

Elle découle pour une part, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre précédent, de la réflexion critique qui dans les rangs de certains catholiques, laïcs et religieux, a présidé à sa fondation, et elle reflète pour une autre part, la diversité des apports des militants qui ont confronté leurs points de vue dans les instances de discussion et de formation de l'association, en particulier les Semaines Nationales, les Réunions Nationales d'Etude, les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (GOES).

Ce n'est pas un hasard si les textes décrivant le syndicat que la HOAC souhaitait voir mettre en place, furent écrits essentiellement entre 1960 et 1970. C'est au cours de cette période qu'entre en application la loi de 1958 sur les Conventions Collectives du Travail. La réflexion sur le syndicalisme est d'une brûlante actualité pour les travailleurs espagnols qui doivent faire l'apprentissage des mécanismes de la négociation collective. Il est important de noter que cette réflexion syndicale s'alimente à des expériences qui pour la grande majorité des travailleurs ont un caractère d'absolute nouveauté. Cela peut expliquer sa fraîcheur ; la liberté de langage, décelable dans l'absence de notions tabou et dans la discussion franche des a priori politiques et syndicaux quelle qu'en soit l'origine, voire une certaine naïveté, sont parmi les traits intéressants et significatifs de cette pensée.

Dans les dernières années de la décennie, après les élections syndicales de 1966, la réflexion des travailleurs est stimulée par la perspective de la révision de la loi syndicale. Un immense espoir soulève les militants qui croient possible une évolution en profondeur de la CNS. Les écrits sont relativement nombreux.

La description de l'idéologie syndicale de la HOAC, présentée dans ce chapitre, a été réalisée à partir de l'analyse de deux sortes de textes ; d'une part, des articles des deux bulletins, Boletin HOAC et Boletin Verde ; d'autre part, des comptes rendus de Réunions Nationales d'Etude et de Journées "d'échanges d'expériences", des Résumés de GOES. Certains résumés de GOES firent l'objet d'une publication sous forme de polycopiés ou de fascicules brochés, ce qui élargissait le cercle de leur diffusion et de leur influence. Ce sont des synthèses qui ont le mérite de faire voir avec clarté, les idées et les objectifs de l'organisation en matière de syndicalisme ; ils ont été largement utilisés.

1. Les positions de la HOAC en ce qui concerne
l'organisation économique de la société,
ou la "Conception Chrétienne" de l'Economie

A aucun moment la HOAC ne prit la peine de construire un modèle de société ; elle ne pensait pas que cela fût utile ; mais elle se situe par rapport à certaines théories de l'Economie et du rôle de l'Etat dans cette dernière. On constate dans ses argumentations le souci constant de se mettre à la portée d'hommes et de femmes sans instruction. Ses théories ou les concepts mis à l'étude leur sont expliqués en des termes clairs et simplificateurs.

La HOAC ne s'écarte guère de la doctrine sociale de l'Eglise, dans la critique qu'elle fait de l'économie collectiviste et de l'économie capitaliste libérale; son originalité réside dans la manière dont cette critique est menée. La méthode employée est celle d'une condamnation parallèle en vertu d'analogies générales. On sent qu'a prévalu chez ses dirigeants le souci de prendre leurs distances vis à vis des deux systèmes, de façon à échapper au cercle vicieux d'une dispute idéologique passionnée. Selon la HOAC, les deux systèmes économiques reposent sur une conception matérialiste de l'homme et de la société. Ils

nient ou ignorent la dimension spirituelle de l'homme. Ils ont des conséquences psychologiques pernicieuses et font surgir des aliénations nouvelles. Cette double condamnation est posée comme un préalable.

Anti-collectivisme et anti-capitalisme :

L'anti-collectivisme avéré de la HOAC s'inscrit dans le cadre plus vaste de son anti-communisme initial lequel est conforme à la position officielle de l'Eglise Catholique vis à vis du marxisme ; mais il trouve un renfort inattendu dans les conclusions que l'on commence à tirer, en 1957, de la gestion de l'INI, Institut National de l'Industrie, fondé en 1941 par l'Etat (81).

L'Espagne a en effet l'expérience d'un secteur nationalisé important, réalisé après la guerre civile. Ce n'est pas le lieu de faire le bilan de son action. Ce qu'il nous importe de savoir, c'est que de nombreux observateurs soulignent ses insuffisances et qu'en 1957 il est nécessaire de transférer un certain nombre d'entreprises de l'INI au secteur privé de l'Economie (82).

Les informations, dont on dispose sur les pays communistes, ajouté à l'observation de la réalité nationale en matière économique, conduisent à estimer que l'intervention excessive de l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche, a des effets plus négatifs que positifs. "L'idée et les procédés de l'Etat-Patron, sont deux choses qui sont de plus en plus discréditées (83)." lit-on dans un Editorial du Boletin. On estime que "les entreprises étatiques sont marquées par une série de tares constitutionnelles dont elles ne peuvent pas se guérir". Parallèlement, on considère que l'organisation collectiviste de l'économie tue l'initiative et s'oppose au développement de la responsabilité individuelle, par des règlements tracassiers et une bureaucratisation étouffante. La référence qui prévaut est celle de la doctrine sociale pontificale, souvent citée, qui

(81). Sur l'INI voir : Travail et Syndicats en Espagne, op. cit. p. 28 à 31.

(82). Editorial : "Una oportunidad inmejorable", Boletín HOAC, n° 227, 1er avril 1957.

(83).-Ibid p. 2.

-En 1965, parmi les conditions d'une collaboration entre les m. chrétiens et les groupes de diverses idéologies, est mentionnée la prise de position contre l'étatisme. "Los cristianos y la colaboración con grupos de distintas /ideologías Boletín HOAC n° 434-35 Oct. 1965 (p. 41).

"enseigne, comme une norme constante, que dans le secteur économique, l'Etat ne doit pas supplanter l'initiative privée (84)."

Tout en lui assignant des limites, la HOAC défend donc le droit de propriété. Elle récuse la "conception romaine, bourgeoise et capitaliste" qui définit la propriété comme le droit d'user et d'abuser d'un bien-jus utendi et abutendi-mais reconnaît d'autre part que ce droit est naturel ; il "participe de la dignité et de la liberté de la personne (85)." La propriété a une fonction sociale, elle est un moteur de l'activité humaine.

Le rejet du collectivisme inclus dans la critique de l'étatisme, a pour pendant une condamnation résolue du capitalisme libéral, encore appelé à la HOAC, "capitalisme historique" (86). L'emploi de cette expression a une signification. N'est pas visé le système de production fondé sur l'entreprise privée et la liberté du marché, mais un régime politique et social où aucun mécanisme de régulation de ce système n'est mis en place (87).

Dès avant 1960, la HOAC dénonce les effets dégradants de la course à la consommation, stigmatise la "tyrannie des choses, attentatoire à la dignité de la personne". Elle met en garde contre une civilisation dérivée du capitalisme, qui déifie la technique au mépris des vrais besoins de l'homme, et fait passer la recherche du profit avant toute autre préoccupation. "Le capitalisme a développé une civilisation technique dont les bases et les fondements sont matérialistes" (88). Cette civilisation technique "travaille sur le mode de l'automatisme et ignore tout ce qui n'entre pas dans son programme" (89). La liberté

(84). Ibid p. 3.

(85). Las asociaciones obreras. Resumen de los trabajos de la IV Reunion de Estudios de la HOAC, 86 p., 1962 ; Chap. VII : la production économique (p. 53).

(86). Ibid. Chap. I, el capitalismo.

(87). Ibid. Le capitalisme libéral : une spoliation (p. 2-3)

(88). "El estado impersonal" Boletín HOAC, nº 227, 1er abril 1957.

(89). - "Juicio del sistema económico capitalista" Boletín HOAC nº 456-59. Octubre 1966.

- "El sindicalismo es una respuesta a la agresión capitalista" Boletín HOAC, nº 405, Agosto 1964.

d'entreprise n'est pas mise en cause ; mais par ailleurs la propriété privée n'est légitime que lorsqu'elle réalise la finalité naturelle de tous les biens : être partagés entre tous les hommes.

Le droit de propriété est à la fois un droit naturel, et un "droit secondaire" (90), c'est à dire qu'il est subordonné à la destination universelle des ressources. Cela signifie que l'intervention de l'Etat est justifiée, "lorsque l'initiative privée fait preuve d'une rapacité telle ou d'un si faible esprit d'entreprise, que l'Etat se voit obligé à entrer dans un domaine, qui normalement n'est pas de sa compétence" (91).

La "conception chrétienne" de l'Economie :

La "conception chrétienne" de l'économie est opposée aux deux précédentes comme la seule valable et appelée à triompher dans le futur (92). En fait, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une économie mixte, dans laquelle le secteur économique étatisé reste limité aux services et industries que le secteur privé n'est pas en mesure d'assumer. On a nommé les services publics, dont le volume dépasse les possibilités de l'initiative privée ; les industries en difficulté, lorsque toute une branche est touchée, car seul l'Etat a le pouvoir d'appréhender la situation de façon globale et d'apporter de façon directive les solutions indispensables. L'intervention de l'Etat est également justifiée lorsque la prépondérance économique d'un trust constitue une menace pour le bien public (93). Mais la fonction de l'état doit rester supplétoire. Nulle part dans les écrits, pourtant divers de la HOAC, y compris dans les plus radicaux, on ne trouve trace d'une apologie de la nationalisation. On fait observer que la conception chrétienne de l'économie n'emporte pas aussi facilement l'adhésion de l'opinion, que les deux conceptions extrêmes du collectivisme et du capitalisme libéral, car elle est plus complexe et plus nuancée (94). Ainsi, toujours attachées à décrire les courants d'idées qui ont façonné les mentalités, les équipes chargées de la Formation, s'ingénient à faire une explication critique des principales théories qui

(90). "Las asociaciones obreras" op. cit. p. 53.

(91). "La situación social en Santander" Boletín Verde nº 438A, 2e dec. diciembre 1965.

(92). "El concepto cristiano de sindicato" Apéndice 4º, anexo al 3º Cuestionario non pag. , GOES 1963-64.

(93). "La propiedad social de los medios de productions" Boletín HOAC nº 460-61-62-63, Nov-Dic. 1966.
- "La empresa publica" ibid.

(94). "La empresa y su evolución" Boletín HOAC nº 356, Julio 1962.

ont marqué et orienté le mouvement ouvrier (95). Au premier rang, le marxisme. Son rôle éminent ne tarde pas à être reconnu, une fois que s'est estompé l'anti-communisme initial de certains responsables et aumôniers de l'association ; et il devient la principale référence. Selon la méthode en vigueur à la HOAC, des éléments sont conservés, d'autres sont rejetés.

Un exemple :

C'est le marxisme qui "a accrédité l'idée que tous les gains doivent être attribués aux travailleurs". Mais, pour la HOAC, la théorie socialiste est fausse qui attribue toute la rente au Travail, comme est fausse la théorie capitaliste qui "avec avidité et sans admettre de contrôle" attribue la plus grosse partie de la rente au Capital (96).

La "propriété substantive ouvrière" :

Toujours par référence au marxisme, ou tout au moins à la "vulgata" marxiste, la notion de travail est approfondie (97). On forge l'expression de "propriété substantive ouvrière" (98) qui permet un parallélisme et une équivalence dont l'intérêt pédagogique est évident - avec la propriété du capital. De quoi s'agit-il ? la "force de travail" des marxistes sous-entend que l'ouvrier est

(95).- "Empresa, sindicalismo y política", Boletín HOAC, n° 446-47, Abril 1966.

(96).- "El sindicalismo en el esquema de la lucha obrera" 1) Trabajo, Resumen del cuestionario GOES 1963-64 (8 p.)

- "Las asociaciones obreras" op. cit.; Chap. VI : La juste distribution des biens ; la propriété des fruits ou de la rente de l'entreprise.
- "La empresa y la noción de propiedad privada según el Derecho Natural" Boletín HOAC n° 408, oct. 1964.

(97).- "El Contrato de Trabajo" Boletín HOAC, Dic. 1957.

- "El Contrato de Sociedad" Boletín HOAC, Mayo 1958.

(98).- "Las asociaciones obreras" op. cit.; chap. IV : la fonction du travail dans la société : les Valeurs Professionnelles. (p. 26 à 31).

- Ibid. Chap. V : La juste distribution des biens. (p. 41 à 54).

essentiellement un manoeuvre. On disait autrefois couramment en espagnol "un bra-cero", de brazo : bras ; un homme qui ne dispose que de la force de ses bras, et la loue pour vivre. La "force de travail" est une expression réductive qui assimile le travail à une énergie mécanique. On lui en substitue une autre, les "Valeurs Professionnelles", où les deux vocables sont toujours écrits avec des majuscules. Les "Valeurs Professionnelles" comprennent la force physique mais également l'esprit d'initiative, l'habileté, la précision, le coup d'oeil etc... Il s'agit en quelque sorte de la compétence professionnelle du travailleur manuel. Inhérentes à la personne, ces Valeurs "qui consistent en l'exercice des forces de l'esprit et du corps" sont le "capital inaliénable" de la classe ouvrière, sa propriété substantive (99).

La propriété substantive ouvrière est mise sur le même plan que la propriété du capital. En effet, non analogue en nature mais équivalente en droit à la propriété du Capital, elle est comme ce dernier un titre de participation aux résultats de la production (100)".

La définition de la propriété substantive ouvrière s'appuie sur une revalorisation de la fonction du travail, fût-il manuel (100). Le travail donne un but quotidien à la vie et contribue à l'équilibre de l'homme. Il n'est "ni une fatalité ni un esclavage" mais la condition de l'élévation de la personne humaine. Sa valeur est naturellement liée à son degré de "perfection", la conscience professionnelle (101).

Ainsi entendu, le travail est plus qu'un simple titre, prix obligatoire de la subsistance", il est "une activité créatrice et une participation au pouvoir de Dieu" (101).

(99). -"El sindicato, instrumento de Conquista". HOAC, 1966, 98 p. ; Chap. I : Los Valores Profesionales y la propiedad sustantiva obrera.

-"La Institución Sindical", Tema primero general : el concepto cristiano de sindicato. GOES 1962-63. Doc. ron. 12 p. (p. 6 à 12).

(100). "El sindicato, instrumento de conquista" op. cit. (p. 11).

(101). Jacinto Martín, El Frente Obrero. Polycopié 128 p. HOAC, non daté (p. 28).

La revalorisation de la fonction du travail dans la vie humaine s'inscrit dans la ligne d'une moralisation générale de l'homme, caractéristique de la pensée chrétienne. Le travail est l'un des moyens par lequel l'homme doit et peut s'accomplir, le travail manuel ne fait pas exception car ses conditions d'exercice peuvent être améliorée (101*). Cette conception est opposée de façon systématique à la conception marxiste : "contre la définition matérialiste du travail se dresse la conception chrétienne qui le comprend comme une vertu, une condition de l'élévation et de la libération de la personne" (101).

La reflexion sur l'entreprise :

Le caractère sacré conféré au travail s'accompagne d'un intérêt particulier pour le lieu du travail ouvrier, l'entreprise industrielle. Le travail et l'entreprise sont les deux principaux thèmes de réflexion proposés par la HOAC à ses militants, lors de sa fondation. Le premier questionnaire d'étude des groupes ouvriers d'étude sociale (GOES), créés en 1948, était centré sur "Le Travail". En 1949, G. Rovirosa publie son "manifeste communautaire" (102) qu'il n'a d'ailleurs pas le droit de diffuser. À partir de la même date, l'utopie de la "Société anonyme du travail" alimente une réflexion sur "l'esprit coopératif" (103). En 1951, un des thèmes de la VII Semaine Nationale de la HOAC est "La Réforme de l'Entreprise". Dans un pays en train de s'industrialiser à vive allure, l'entreprise est une institution qui se développe ; il est donc nécessaire de la décrire, d'expliquer sa gestion, d'attirer l'attention sur l'importance des relations industrielles. Dans le Boletín HOAC, extrêmement nombreux sont les articles de fond, les exposés ou les réflexions générales sur la

(101*). -G. Rovirosa. "Elogio de las manos" Boletín HOAC (dedicado a Guillermo Rovirosa Albert, Promotor de la HOAC), Mayo-Junio 1964.

(102). - G. Rovirosa "Manifiesto Comunitarista", HOAC, 1949. Réédité par Editorial ZYX 1966.

(103). - "La Sociedad económica laboral (S.A.L.)" Boletín HOAC n° 24, 1948.

- G. Rovirosa "Cuadernos Coopín y cooperativismo integral" polycopié HOAC. 1959-1960.

' à la vindicte publique (106).

2. La conception du Syndicat

Le syndicalisme préconisé par la HOAC prétend se démarquer des diverses formes de syndicalisme dont il est fait une typologie dans les cours de GOES et dont il est affirmé à plusieurs reprises, en guise de préliminaire, qu'elles sont toutes dépassées.

Mais pour convaincre, il faut démontrer. Une étude préalable de toutes les formes d'organisation syndicale est proposée aux militants des GOES, toujours selon la méthode hoaciste des questionnaires. Reprenant la terminologie de ces cours, il s'agit du syndicat totalitaire communiste, du syndicat totalitaire de droite, du syndicat pragmatique ouvrier (107).

La critique des divers modes de syndicalisme :

Dans un pays comme l'Espagne, gouvernée depuis 1939 par un régime autoritaire, où la syndicalisation était obligatoire, où des fonctionnaires politiques nommés par le gouvernement, tenaient les leviers de commande de l'organisation syndicale, où la grève était interdite, il était naturel que l'on soit sensibilisé aux dangers et aux inconvénients d'un syndicat intégré. La condamnation de la CNS (Confédération Nationale des Syndicats) au nom de la liberté et de la dignité humaines (108), est étendue aux syndicats des pays communistes (108). On se refuse à faire deux poids et deux mesures, mais on ne se laisse pas aller à verser dans le confusionnisme. Les différences entre les deux systèmes sont définies. On marque bien que les finalités sont distinctes voire opposées, tout au moins au plan des principes. Dans l'état communiste le syndicat est "l'instrument de réalisation du plan" (109), lequel semble juste par définition, puis-

(106). "La dirección empresarial es con frecuencia ineficaz e irresponsable" Boletín HOAC nº 470-71, Abril 1967. Etude de la Commission diocésaine de Segorbe - Castellón sur les raisons de la fermeture de 4 usines de O.N.D.A.

(107). "La Institución sindical" GOES 1963-64 Apéndice 4º (Anexo al 3º Cuestionario) (p. 1 à 10).

(108). "Las Asociaciones obreras" op. cit. p. 17 à 19 et p. 61.
"La Institución Sindical" cf. note 106.

(109) Ibid. p. 4.

que l'exploitation des ouvriers n'existe plus. Dans l'état autoritaire de droite le syndicat est "l'instrument du gouvernement pour sa politique économique" (110), laquelle, dit-on, coïncide trop souvent avec les intérêts de l'oligarchie capitaliste.

Dans un effort de connaissance impartiale, la HOAC s'attache surtout à montrer que bien que les oligarchies et les groupes de pression n'aient ni la même origine ni la même nature, des vices de structure analogues aboutissent à des effets identiques :

- Subordonné à un parti unique, dont il reçoit les ordres, le syndicat est un "instrument disciplinaire" (109).

- En l'absence d'élections libres des dirigeants syndicaux, l'exercice réel de la démocratie est inexistant, et le syndicat ne peut remplir, faute d'autonomie, sa fonction de contrepoids en face d'un état tout-puissant (110).

En résumé il est dit -et souligné en caractères gras- que le syndicat totalitaire de droite et le syndicat totalitaire communiste ne sont ni un instrument d'exercice du droit de propriété substantive ouvrière, ni un instrument de promotion ouvrière, ni un instrument de démocratie" (111).

Le syndicalisme tel qu'il s'est développé dans les pays démocratiques capitalistes, est selon la HOAC, la forme la plus naturelle, car il est né de la volonté des travailleurs "sous la pression de la nécessité", en vue de l'obtention d'un salaire décent et de conditions de travail moins iniques, puis s'est consolidé à l'abri d'une législation sur la liberté d'association.

Mais ce syndicalisme qualifié de "pragmatique ouvrier", présente des caractéristiques telles, qu'il n'apparaît pas non plus comme l'instrument le plus approprié pour la mission qu'on entend lui assigner dans la conception hoaciste (112).

L'analyse des enjeux donne en négatif ses imperfections, liées d'une part

(110). Ibid. p. 4.

(111). Ibid. p. 5.6.

(112).-Ibid p. 2.

- "Origen y justificación de las asociaciones obreras" Boletín HOAC, nº 375. Abril 1963.

- "El sindicalismo es una respuesta a la agresión capitalista" Boletín HOAC nº 405. Ag. 1964.

à la conception capitaliste libérale de l'entreprise et d'autre part à une pluralité de syndicats mal comprise et mal vécue.

La critique de la HOAC s'exerce d'abord contre la nature de l'action syndicale, réduite à une négociation de la "marchandise travail". Il s'agit là d'une action clairement matérialiste. La HOAC estime qu'il faut dépasser le stade des "relations collectives de marchandage" (contratacion de chalanéo).

En deuxième lieu, elle dénonce certaines conséquences du pluralisme syndical, principalement deux d'entre elles :

- Comme il y a plusieurs syndicats, ils font de la surenchère. Cette rivalité s'extériorise dans certains cas de façon violente : allusion directe aux luttes entre la CNT et l'UGT, dans l'Espagne républicaine. Dans les autres cas, on tombe dans le "cantonalisme syndical" c'est à dire la défense jalouse de certains intérêts catégoriels, ou mépris d'une vue d'ensemble de la situation économique.

- Le "cantonalisme syndical" rend indispensable la recherche d'une clientèle. Les impératifs de la survie de l'organisation syndicale en tant que telle, passent alors avant les intérêts généraux des affiliés.

Pour finir, la HOAC attire l'attention sur le phénomène moderne de la bureaucratisation des syndicats qui entraîne l'inertie de la base. Celle-ci abandonne l'action syndicale entre les mains d'"agents d'affaire salariaux" qui s'occupent d'obtenir des améliorations exclusivement économiques. La base cesse alors d'intervenir de façon créative pour ne se mobiliser que dans des circonstances graves et échappant au contrôle des états majors syndicaux (113).

- (113). - "El Concepto cristiano de Sindicato" GOES A. 1963/64. non paginé (p. 2 à 4).
 - "El sindicalismo en el esquema de la lucha obrera" GOES A. 1963/64.
 (103 p.)
 - "La Institución sindical : fuerzas opuestas" Boletín HOAC, n° 402, Jul. 1964.

Après s'être employée à mettre en lumière les aspects négatifs du syndicalisme moderne, la HOAC fait un ensemble de propositions sous le nom de "conception chrétienne du Syndicalisme".

Nous allons examiner ces "idées-forces", ces "idées motrices", "normes pour une action", dont la HOAC reconnaît en 1966 qu'elles constituent bien son "idéologie syndicale" (114).

Caractéristiques du syndicat idéal : autonomie, technicité, participation :

L'indispensable autonomie syndicale :

Comme toujours dans la pensée hoacienne, le passé est à l'arrière plan, tel un rappel des erreurs que le mouvement ouvrier en train de s'organiser, doit s'efforcer d'éviter. Il serait en effet absurde d'accepter en bloc des doctrines et des idées du début du siècle. Ce début du siècle a d'ailleurs été pour ces doctrines l'épreuve du feu (115). Aussi la recherche de l'autonomie du syndicat doit-elle être poursuivie sur deux plans : la non-subordination idéologique et l'indépendance fonctionnelle (116).

Dans la première définition, l'autonomie se fonde sur un ajournement définitif des mythes révolutionnaires pré-marxistes : croyance en un changement radical, quasi-magique, obtenu par des moyens coactifs comme l'action directe et la grève générale ; référence à la CNT.

Dans la seconde définition, l'autonomie signifie le refus de la théorie léniniste (ou attribuée à Lénine) de la courroie de transmission, selon laquelle le syndicat doit agir en étroite collaboration avec le parti pour la conquête du pouvoir politique et pour mener à bien la transformation de la société, référence à l'UGT et au PSOE ainsi qu'aux expériences des pays communistes qui restent un modèle pour les partis communistes occidentaux.

(114). Toutes ces expressions figurent dans "El sindicato, instrumento de conquista" HOAC, 1966.

(115)."Anarcosindicalismo", Boletín HOAC Verde, nº 506-508 A, 2e dec. oct. y nov. 1968.

(116).- "El concepto cristiano de sindicato" op. cit.

- "El sindicato, instrumento de conquista" op. cit.

- "Las asociaciones obreras" op. cit.

Les préoccupations didactiques de la HOAC la conduisent à utiliser la répétition pour extirper des mentalités certaines représentations jugées caduques d'où la floraison de phrases comme celles-ci : "la subordination idéologique fait que l'on entreprend une action pour atteindre un objectif idéologique et non des fins authentiquement professionnelles" ; "la servitude idéologique est funeste pour l'action syndicale car elle la dévie, la freine et la rend stérile" (117).

L'autonomie du syndicat apparaît comme une condition sine qua non de son efficacité. Mais l'autonomie elle-même ne peut être garantie que par l'unité syndicale. Dans l'esprit des auteurs des cours sur le syndicalisme, le Front Ouvrier devait réunir en une association commune, toutes les tendances représentées dans le monde ouvrier. Le principe de l'affiliation obligatoire fut même un temps envisagé comme le seul moyen d'instituer cette unité. "L'affiliation doit être obligatoire, car si les bénéfices sont communs, les charges et les responsabilités doivent l'être aussi. Cela ne porte pas atteinte à la liberté puisqu'elle est garantie par l'élection libre des chefs syndicaux et l'assistance aux assemblées, réunions etc... où l'affilié pourra faire entendre sa voix, faire ses propositions et participer activement à la vie syndicale" (118).

Le principe de l'affiliation obligatoire sera abandonné par la suite, au profit de la théorie de la complémentarité dialectique (119).

La nécessité moderne d'un "syndicalisme technique" :

La HOAC estimait que la complexité des sociétés modernes évoluées exigeait la mise en place d'un "syndicalisme technique" (120). Que signifie cette

- (117). - "la Institución Sindical" op. cit. (p. 3). Ibid. p. 3.4.
 - "El sindicato, instrumento de conquista".
 - "Cursillo cívico" Document ron., Arch. HOAC, Madrid. 21 p., non daté.
 - "La justa estructura de la empresa", op. cit. 22 p.
- (118). "Las asociaciones obreras" op. cit. (p. 13).
- (119). "La Complémentarité dialectique" op. cit.
- (120). - "Acción sindical técnica", Boletín HOAC, 3^e dec. Enero 1958 (p.5 à 12).
 - R. Alberdi "sindicalismo" (Colección de 12 folletos), Irun, Ethos, 1970-71.

expression ? Les termes sont clairs : un syndicalisme technique est un syndicalisme non-révolutionnaire et non-idéologique -les deux mots révolutionnaire et idéologique sont le plus souvent accolés ou pris comme synonymes l'un de l'autre- et un syndicalisme non artisanal.

Dès la fondation de la HOAC, l'un de ses inspirateurs, l'ingénieur catalan Guillermo Rovirosa, signalait que "la formation du militant devait être étendue et spécialisée". Il faisait remarquer que "la générosité ne suffit pas", pour faire un bon militant, ni la seule "expérience vécue des conditions de vie ouvrière" ; il se plaisait à répéter que "de même que la technique est en train de rendre caduque la condition de manoeuvre, de même il est dépassé de conduire l'action ouvrière en simples amateurs. Il faut en être des techniciens" (121). Il était convaincu qu'un progrès réel serait réalisé, si l'on parvenait à promouvoir des générations de syndicalistes au fait des problèmes économiques et armés pour la négociation collective, non pas seulement de bonnes intentions, mais encore de connaissances. Ce qu'il constate, et d'autres après lui, dans l'Espagne de la post-guerre, c'est qu'en raison de "leur bagage scientifique et économique très pauvre, voire nul", les ouvriers se trouvent dans une position d'infériorité accrue. Dans la négociation collective -fait-on observer- le patron discute à partir de "données objectives", tandis que l'ouvrier ne peut qu'avancer des "arguments subjectifs" (122) ; et ceci dans la meilleure des hypothèses, celle où le patron et l'ouvrier sont animés de bonne volonté.

On comprend mieux, sous cet éclairage, l'effort considérable fait par la HOAC pour dispenser à ses membres et à ses sympathisants une "formation technique" dans trois domaines correspondant à trois G.O.E.S., le domaine syndical et social, le domaine économique, le domaine politique (123). Préconiser

- (121). - Cité par Tomás Malagón in "Medios y métodos de formación de la HOAC" Boletín HOAC, n° 608-609, Enero 1973 (p. 26).
 - Ibid. "La Formación técnica en la HOAC" (p. 26-28).
- (122). - "Acción sindical técnica" op. cit. (p. 9).
 - J. M. Alberdi "¿Qué esperan los trabajadores de la reforma de la empresa ?" Boletín HOAC, N° 454-455, 1^{er} et 3^{er} dec. Agosto 1966 (p. 23-30)
- (123). - Tomás Malagón "La HOAC : sus objectivos y sus experiencias" Boletín HOAC, n° 468-469 . 1^{er} et 3^{er} dec. Marzo 1967 (P. 9 à 27).
 - "Sección de formación : Métodos de formación" Boletín HOAC, n° 354, 1^{er} dec. Junio 1962 (p. 10 à 15).
 - Annexe II . Moyens de formation de la HOAC.

l'action par l'engagement temporel et dispenser une formation spécialisée (124), étaient les moyens qu'elle se donnait pour atteindre son objectif : contribuer à l'avènement d'un syndicalisme du monde moderne, où la technicité est la condition obligée du poids réel et de l'influence bénéfique que le syndicat doit avoir dans la société industrielle.

Un syndicalisme de participation :

Dans l'optique de l'émergence d'un syndicalisme moderne, et conformément à sa vision de l'homme, la HOAC refusait une limitation de la mission et des buts du syndicat à une action strictement revendicative.

Elle affirme que sa conception du syndicat est liée à sa conception de l'entreprise : "Le syndicat et sa fonction, et par conséquent sa structure, se construisent en fonction de la conception que l'on a du travail, c'est à dire de la propriété substantive ouvrière" (125). Attachée à la liberté d'entreprise, la HOAC, l'est tout autant à la participation du travailleur non seulement par l'intérêt aux bénéfices mais surtout par une association à l'organisation de l'entreprise. Evidemment cette participation lui semble poser des problèmes complexes. La réforme de l'entreprise est indispensable mais son orientation est loin d'être claire pour les travailleurs eux-mêmes. Tout au plus est-il loisible de parler d'une "série de sentiments qui se manifestent de façon confuse" (126) et qui expriment dans des proportions variables des aspirations à plus de justice, à plus d'information, à plus de responsabilité.

Les pays voisins sont le champ d'expériences que l'on observe et dont on se fait l'écho dans le Boletín. En 1965 un numéro entier est consacré à la cogestion dans les pays européens où elle est entrée en application, avec des modalités différentes : Allemagne, Belgique, Italie, Angleterre, Norvège, France (127).

Cogestion, participation : l'imprécision des termes reflètent l'ambiguïté et les difficultés de la question. Les obstacles sont nombreux mais la

(124). "Sección de formación : dar promoción, encarnar ideas, conducir hombres". Boletín HOAC n° 346, 1^o dec. febr. 1962.

(125). "El Concepto cristiano de sindicato" GOES 1963-64 (p. 2) op. cit.

(126). "¿Qué esperan los trabajadores de la reforma de la empresa ?" Boletín HOAC n° 454-455 - 1^o et 3^o dec. Agosto 1966.

(127). Cogestión - Boletín HOAC n° 436-437, 1^o et 3^o dec. Nov. 1965, 42 p.

cogestion reste aux yeux de la HOAC la meilleure forme de gestion, un idéal à atteindre et un idéal légitime : "L'aspiration des travailleurs à participer activement à la vie de l'entreprise à laquelle ils contribuent par leur travail, est légitime" (128). Mais sachant que le temps imparié à sa préparation est une dimension généralement négligée de tout changement, la HOAC met l'accent sur la progressivité de la réforme de l'Entreprise. Elle dépend en effet de la formation psychologique préalable des chefs d'entreprise, des cadres et des travailleurs. Elle est tributaire d'attitudes mentales différentes de celles qui ont cours, en particulier d'une plus grande transparence dans les relations humaines (129). Dans la réalité, la HOAC constate que le patron négocie non pas en fonction de "la capacité de payer" mais de "la volonté ou de l'opportunité de payer". De l'ouvrier on dit que trop souvent il négocie non pas en fonction "du maximum qu'il est juste d'obtenir" mais "du maximum qu'il veut obtenir" (130). Le rapport de force est patent et inévitable ; le but que poursuit la HOAC est l'intériorisation d'une volonté conjointe de le réduire par une politique de concertation et de communication ouverte. Aussi la cogestion ou la participation doivent être, elles-mêmes, un enjeu de la négociation collective. Déjà méfiante par principe vis à vis du rôle de l'Etat en matière économique, la HOAC défend la voie contractuelle, également parce qu'elle la considère comme la plus éducative, la mieux adaptée à des situations forcément différentes selon les établissements (131).

La mission qui incombe au syndicat dans la vie économique et sociale se trouve valorisée par les théories de la cogestion ou de la participation. Il n'est que de lire la liste des enjeux désignés à la négociation collective pour s'en convaincre. Tout ou presque tout peut devenir l'objet d'une convention

- (128). - "La dirección empresarial es con frecuencia ineficaz e irresponsable" Boletín HOAC 1^o et 3^o dec. Abril 1967.
- Cogestión. Art. cit. note 127 (p. 30).
- (129). - "Las relaciones humanas en la empresa" Résumé de GOES. Synthèse publiée dans Boletín HOAC n° 367, diciembre 1962.
- (130). - Las Asociaciones obreras. op. cit. Chap. VII. (p. 38).
- (131). - Cogestión. art. cit. note 127. 4ème partie. Résumé et conclusions (p. 42).

d'entreprise ou nationale. Sous le titre de "principes et orientations de l'action de productivité", la synthèse des travaux des GOES, pour l'année 1962-63, énumère les questions qui pourraient être soumises à discussion et résolues dans des conventions collectives du travail. Elles sont classées en cinq rubriques :

- "- Problèmes du travail : horaires, hygiène, sécurité, aide sociale, etc... .
- problèmes sociaux : culture, art, sport, mutuelle, etc... .
- problèmes du personnel : embauche, licenciement, règlement intérieur, adaptation au travail, classification professionnelle, promotion, mutation, etc... .
- problèmes techniques : temps, méthodes de travail, etc... .
- problèmes mixtes : rythme de production, assignation de machines, changements de postes, répartition des bénéfices, etc..." (132).

Ne nous arrêtons pas sur cette classification qui peut surprendre ; les auteurs de ces écrits ne sont ni des professeurs ni des juristes spécialisés dans les problèmes du travail. Mais le mode de fonctionnement des GOES fait que leurs synthèses sont dignes d'intérêt. Les travaux écrits de tous les groupes ouvriers étaient rassemblés à la Commission Nationale de la HOAC, à Madrid, lus par les responsables de la Formation qui en établissaient une synthèse aussi exacte que possible. Celle-ci redescendait vers les groupes. Le "Résumé des GOES" intitulé "Les Associations Ouvrières" a servi de base à la réflexion de la IV^e Réunion Nationale d'Etudes de la HOAC, à une époque particulièrement importante, puisqu'il s'agit de ces années capitales entre 1960 et 1964, où prennent corps les premières Commissions Ouvrières permanentes ; il fut d'ailleurs largement diffusé. Les synthèses des GOES de la période 1962-68, sont le reflet le plus fidèle que l'on puisse recueillir des représentations des travailleurs de la base sur les sujets considérés, en raison même de leur caractère de synthèses. Des GOES fonctionnaient dans toutes les grandes villes industrielles du pays et toutes les tendances s'y trouvaient représentées. De plus, alors que le Boletin était soumis à une double censure, ecclésiastique et civile, les GOES pouvaient dire ce qu'ils voulaient, puisqu'en principe la diffusion des "Résumés" était réservée aux participants. En fait ces résumés circulaient sous le manteau, étant donné la rareté du matériel didactique sur les questions relatives au syndicalisme.

(132). Las asociaciones obreras, op. cit, La production Economique (p.59)

Or, un des traits les plus frappants de ces "Résumés", est que l'action syndicale y couvre un champ extrêmement vaste. Non seulement elle annexe des compétences jusque là réservées exclusivement à la direction de l'entreprise, traduisant le désir de favoriser l'exercice de la responsabilité des travailleurs par une collaboration entre le capital et le travail. Par ailleurs elle prétend investir des domaines qui relèvent d'instances publiques et privées (municipalités, administrations publiques, associations privées aux fonctions diverses) pour mettre en oeuvre une politique de formation professionnelle adéquate et une promotion culturelle et morale. (133).

La conception du syndicat qui se dégage de l'ensemble des textes de la HOAC et en particulier des Résumés de GOES rappelle sur quatre points le vieil idéal anarcho-syndicaliste.

- l'anti-étatisme
 - la volonté d'organiser la classe ouvrière de façon entièrement autonome, qui a pour corollaire l'expansionnisme des visées syndicales.
 - l'aspiration à la diffusion d'un esprit démocratique à tous les niveaux du corps social par des organismes de libre discussion et de participation, impliquant les travailleurs de la base à travers leurs délégués.
 - l'ambition du syndicat. Celle-ci va bien au-delà de la seule défense des intérêts professionnels ; "un syndicat qui se limiterait à défendre les Valeurs Professionnelles sans toucher aux causes profondes d'où naît l'exploitation, n'accomplirait pas ses fins spécifiques". (134). Il est clair que le syndicat veut œuvrer à la construction d'une société autre : "Le syndicat doit avoir comme objectif l'instauration de la Société Syndicaliste". (134).
-

(133). - Las Asociaciones Obreras. op. cit. chap. IV. La conception du Syndicat (p. 13 - 12 - 30).

(134). - El sindicato, instrumento de conquista Resumen de GOES, ed. HOAC, Madrid 1966 (p. 53).

- J. Martín. Acción sindical de los cristianos en España. ZYX, 1968.
- J. Martín. Comisiones obreras. ZYX , 1967 (fascicule mis sous séquestre)

Les idéaux anarchistes restent puissamment attractifs. Selon un auteur, ils correspondent à l'individualisme, et plus encore à "l'idéalisme débridé du tempérament espagnol".(135).

Mais sur les méthodes, la HOAC se sépare radicalement de l'anarcho-syndicalisme. Elle disqualifie l'action directe, la grève générale, le recours aux moyens violents, le "leaderisme", l'improvisation, considérés comme des vestiges d'un autre âge. La révolution, au sens traditionnel, est taxée d'archaïsme de la pensée. Seule compte l'action patiente sur les institutions ; la HOAC est résolument réformiste. (136).

L'affleurement d'un substrat libertaire est sans nul doute une conclusion intéressante de l'étude des conceptions de la HOAC en matière de travail et de syndicats ; elle confirme les observations de quelques protagonistes du mouvement ouvrier, parmi lesquels Nicolas Sartorius, membre du Secrétariat Confédéral des CCOO, lequel faisait remarquer en 1970, que "la conception anarchiste du Syndicat ressurgit sous d'autres formes et nuances, dans les nouveaux secteurs ouvriers organisés".(137)

Plus significative pour notre étude, car elle vient à l'appui de notre hypothèse, est la volonté avancée et affirmée de la HOAC de provoquer une modification de la mentalité ouvrière en substituant certaines représentations à d'autres.

L'étude et l'assimilation des "anciennes idéologies" de la classe ouvrière n'obéit pas seulement à un souci de justice et à un devoir de réparation vis-à-vis d'une classe injustement humiliée, il poursuit, par une voie subtile, un projet de rénovation ou de mise au point idéologiques, orienté

(135). - Sanz Oller. "Entre el fraude y la esperanza" (p. 252).

(136). - Las asociaciones obreras. op. cit.

- Los cristianos en el Frente obrero. op. cit.

- Ricardo Alberdi. Sindicalismo : actualidad y nostalgia. op. cit. ; Nuevos objetivos, op. cit.

- El sindicato, instrumento de conquista. op. cit.

(137). - Article publié dans Cuadernos para el diálogo, n° 85, oct. 1970 et repris dans El resurgir del Movimiento Obrero. op. cit. (p. 54).

- voir également Sanz Oller "Entre el fraude y la esperanza" (p. 251).

essentiellement contre le communisme.

C'est ce "travail conceptuel" sur quelques idées-forces du discours ouvrier traditionnel que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

Le travail conceptuel de la HOAC

1. Les hommes et le fonctionnement de l'organisation :

Pour mieux comprendre ce travail conceptuel, il faut remonter aux origines de la HOAC : aux personnes qui ont agi sur le développement de l'organisation et au mode de fonctionnement de cette dernière.

Les hommes. Toutes les personnes interrogées ont signalé l'intégration dans la HOAC d'hommes qui avaient été marqués par la guerre civile. Les uns étaient issus du catholicisme libéral ; d'autres provenaient des anciennes organisations syndicales et politiques dissoutes, principalement la CNT et le Parti Communiste ; ils vinrent attirés par des perspectives de rencontre, de réflexion et d'action qui n'existaient nulle part ailleurs ; plusieurs se convertirent.

Parmi ces hommes, on comptait des personnalités exceptionnelles et contrastées, dont les origines géographiques, sociales et culturelles étaient très diverses et que rien ne semblait prédestiner à la rencontre ni à l'entente.

Nous évoquerons très brièvement trois d'entre eux qui eurent une influence décisive sur la mise en route et le style de l'organisation : Guillermo Rovirosa Albert, Jacinto Martín Maestre, Tomás Malagón Almodovar.

Guillermo Rovirosa (1897-1964) est né à Villanueva y Geltrú, d'une famille de la bourgeoisie catalane pratiquant une religiosité traditionnelle. Ingénieur de fabrication, il travaille quelque temps à Paris, où en 1933, il retrouve la foi. La guerre civile le surprend à Madrid. Élu Président du Comité ouvrier de l'entreprise "Rifa Anglada", il est condamné en septembre 1939 à 12 ans et un jour de prison. Il est relâché le 24 septembre 1940. En 1946 il abandonne son poste d'ingénieur à l'Institut Llorente afin de se consacrer entièrement à la création de la HOAC. (138). Esprit inventif,

(138). acte de nomination de Rovirosa à la Commission Nationale de la HOAC. 28-1-1947. Relación de documentos. Arch. HOAC. (N°3).

tempérament passionné, scrupuleux et mystique, il est, de l'avis de tout le monde, le principal inspirateur de la HOAC : de lui vient l'idée opiniâtre d'en faire une école de leaders ouvriers (et non un service d'assistance) ; c'est lui qui introduit en Espagne, emprunté à la JOC Belge, la "méthode d'enquête", crée le Plan Cyclique de formation, les Semaines Nationales de la HOAC, fonde Tú, le Boletín, les GOES -dirigés par lui au cours de la première étape- Infatigable voyageur, il donne des conférences et anime des cours dans toutes les grandes villes d'Espagne, avant d'être destitué en 1957, victime d'une campagne de calomnies (139).

Tomas Malagon (1917) originaire de Valenzuela de Calatrava, province de Cuidad Real (Nouvelle Castille) ; ordonné prêtre en 1943 ; désigné comme aumônier de la HOAC par Monseigneur Fla i Deniel, en 1953. Au début réticent : "aller à la HOAC disait-on, c'était se fourrer dans un guêpier". Par la suite, n'a jamais cessé de s'en réjouir. Son labeur pédagogique est important et fructueux ; il a adapté la méthode d'enquête et le Plan Cyclique aux besoins et aux objectifs de la HOAC, guidé par trois idées directrices :

- le souci de doter les militants d'une discipline mentale.
- le respect des autres qui conduit à admettre la différence.
- la recherche de principes clairs pour fonder l'action.

Esprit de système et de méthode, il ne cessa de lutter contre l'intellectualisme et le verbalisme. Il est à son tour écarté en 1964.

Jacinto Martin, originaire des Asturies, est un ancien cénétiste ; "il avait connu des chefs cénétistes et il conservait de la CNT une image poétique et exaltante ; il se plaisait à évoquer le sens démocratique de ses chefs, la façon dont ils discutaient".(140). Il a servi un temps dans

(139).- T. Malagón, "un testigo de la fe : Guillermo Rovirosa", in Communio, Ano 1, Marzo-Abril 1979.

- Boletín monográfico dedicado a Guillermo Rovirosa Albert, Promotor de la HOAC. Boletín HOAC. Mayo -Junio 1964, (128 p.).
- Ordre de cessation de fonctions de Rovirosa. 17-5-1957. Relación de documentos. Arch. HOAC (nº12).

(140).- Entretien avec T. Malagón, Madrid, Nov. 1982.

le Tercio (la Légion Etrangère espagnole) ; doué d'un tempérament de lutteur, esprit réaliste et pragmatique, il devient l'un des animateurs les plus constants du GOES syndical ; participe à la création des premières Commissions Ouvrières d'Asturies, et en 1964, fonde avec d'autres militants de la HOAC, la maison d'édition ZYX*, de façon à pouvoir publier librement. Il est l'auteur du premier écrit sur les Commissions Ouvrières. (141).

Il faudrait évoquer plus longuement d'autres hommes dont les personnalités complémentaires donnèrent à la HOAC un style et une réputation qui expliquent en partie le rôle qu'elle a pu jouer auprès des travailleurs jusqu'en 1969. Teofilo Perez Rey, président de la Commission Nationale de la HOAC de 1959 (142) à 1965 ; premier président élu, il est un partisan convaincu de l'unité des travailleurs. V. Martinez Conde, Responsable National de la Diffusion, signataire avec M. Camacho du premier document national et officiel des CC.OO : "Devant l'avenir du syndicalisme (31 janvier 1966)".(143). Angel Ruiz Camps, d'une famille catholique républicaine (son père fut excommunié deux fois), marqué par la désunion des forces de la gauche ; Directeur du Boletin à partir de 1955, le maintient à flot malgré une double censure ecclésiastique et civile. Ceferino Maestu, ancien phalangiste, auteur de cours pour le GOES économique. Ricardo Alberdi, († 1982), prêtre basque, fondateur des cours sur le syndicalisme en Guipuzcoa, puis en 1967 des Ecoles Sociales du Pays Basque (144). Miguel Jorda, président de la HOAC de 1965 à 1969 ; sa trajectoire est typique : HOAC, CC.OO, PCE ; a participé au groupe de rédaction du document communiste : "La Militance des chrétiens dans le Parti Communiste". La trajectoire inverse est également typique, c'est celle de Paco Mera ; militant communiste, capitaine dans l'armée républicaine, résistant de la guerrilla après 1939, emprisonné entre 1940-1945, il devient

(141). - Jacinto Martín, Comisiones Obreras. Madrid ZYX, 1967, réédition 1976.

(142).- Acte de prise de possession de sa charge, du nouveau président de la C.N. de la HOAC : Teófilo Pérez Rey. Relación de documentos. Arch. HOAC. (n°14).

(143).- Rafael Díaz Salazar. op. cit. (p.294).

(144).- "Ricardo Alberdi". in Iglesia Viva (Revista de pensamiento cristiano), n° 99 - 1982. (p.165 à 254).

* . Cf. Annexe I, note 34.

président de la HOAC de 1969 à 1973 (145). Il est indispensable de signaler que de nombreux militants des actuelles organisations syndicales et politiques sont passés par les GOES, comme Nicolas Sartorius et Julian Ariza, membres du Secrétariat Général des CC.OO (146).

Le fonctionnement. Etudier scientifiquement le fonctionnement de la HOAC eût impliqué que l'on aille dans toutes les villes d'Espagne où des centres importants avaient existé, que l'on interrogeât des personnes ayant détenu une responsabilité au niveau de l'équipe, du centre, du Diocèse, et que l'on essayât par ailleurs de retrouver des indices écrits de ce fonctionnement. La première démarche était impossible pour nous. La seconde se heurtait à la rareté des documents traitant du fonctionnement réel de la HOAC. Aussi les écrits concernant sa restructuration (147) de 1961 ont-ils été scrutés, en partant de l'idée que certains caractères du fonctionnement de l'organisation pouvaient être induits des réformes recherchées. Ce que nous proposons ici est seulement un ensemble d'appréciations générales fondées en grande partie sur les témoignages recueillis au cours de divers entretiens. La concordance de ces avis permet de leur accorder un degré de vérité non négligeable.

Contrairement aux organisations centralisées, syndicales ou politiques, où la direction détermine totalement la finalité, les divers rouages de la HOAC jouissaient d'une relative indépendance. Même après la restructuration de 1961 (148), qui répondait aux besoins nouveaux d'une organisation en pleine croissance, la souplesse de la structure mise en place resta un des traits caractéristiques de la HOAC, et selon nombre de témoignages, un des raisons de son succès.

(145). Rafael Diaz Salazar, op. cit. (p. 257).

(146). Sauf lorsqu'une référence précise est indiquée, les informations concernant les personnes citées ont été recueillies et recoupées par divers entretiens réalisés entre 1979 et 1982.

(147). "La nueva estructuración de la HOAC" Boletín HOAC n° 339-340, oct.-nov. 1961

(148). "Que se propose la nouvelle organisation ?" Boletín HOAC n° 339-340, octobre-novembre 1961.

Succinctement, cette organisation était la suivante : à la base se trouvait l'équipe, d'inspiration communiste (149). Introduite en 1961 pour regrouper en vue d'une plus grande efficacité, les militants des centres, elle doit comporter 5 membres ; chacun est chargé d'une des 5 fonctions à assurer, fonctions de Représentation, d'Organisation, de Diffusion, de Formation, d'Encadrement. Avec leurs réunions régulières qui à certains moments pouvaient être fort nombreuses, les équipes étaient le point fixe des militants. Autour d'elles gravitaient des sympathisants susceptibles de devenir de futurs adhérents. A partir de cette base, les militants participaient aux formations que l'œuvre mettait à leur disposition : Plan Cyclique, Cours techniques sur le syndicalisme, GOES syndical, économique, politique. Les GOES étaient ouverts aux simples sympathisants. La variété des formations proposées drainait vers la HOAC des publics distincts.

Aux niveaux supérieurs à l'équipe, les 5 fonctions énumérées ci-dessus incombaient à 5 sections, représentées par une ou plusieurs personnes dans chaque Commission, Commission du Centre, Commission diocésaine, Commission Nationale. La définition et l'attribution de ces 5 fonctions devaient pallier certaines déficiences du fonctionnement de la HOAC, notamment l'absence de corrélation suffisante entre le niveaux (150). Dans un rapport présenté en 1960, à la II Réunion Nationale d'Etudes dont le thème principal de réflexion était "la révision des moyens de pénétration de la HOAC dans le monde ouvrier", son auteur (151) note la difficulté de collecter des informations relatives au nombre des groupes, des sympathisants, des inscrits aux cours, des souscripteurs et des lecteurs du Boletín HOAC. Il fait remarquer dans sa conclusion que, pour les responsables eux-mêmes, le contrôle a peu d'importance ; l'attitude qu'il déplore car il pense qu'elle diminue l'efficacité de l'Oeuvre (152).

En fait, il semble maintenant que ce soit le contraire qui se soit produit. L'absence de contrôles tracassiers et la réduction de l'encadrement au minimum nécessaire (153), ont été des éléments positifs. Ils ont fait que toutes

(149). Selon Mr Guy Hermet. op. cit. tome I (p. 217).

(150). Article cité à la note 147.

(151). Jesús Arcos Morán. 1^a Ponencia : "Estadísticas" de Grupos, simpatizantes, ex-cursillistas, suscriptores de Boletín HOAC. Localización de los mismos." II Réunion Nacional de Estudios, Doc. Ron., non daté, 6 pages, Arch. HOAC.

(152). Ibid p. 5.

(153). Un des obstacles que la HOAC dut surmonter au début fut la pénurie de prêtres "ayant une conscience chrétienne véritablement adulte". (T. Malagon - Boletín HOAC n° 608-609, Janv. 1973, p. 15). La HOAC dut former en même temps des leaders ouvriers et une nouvelle génération de prêtres.

sortes d'hommes pouvaient se sentir à l'aise à la HOAC et que de nombreux sympathisants pouvaient graviter sans encombre autour de ses groupes constitués, équipe de base, groupe ouvrier d'étude sociale, commission de centre, de zone etc... La projection de la HOAC au delà de ses groupes d'adhérents, par le biais des échanges et des contacts, fut d'ailleurs systématisée en 1957 dans la "théorie des secteurs", thème de la 12^e Semaine Nationale. "Les secteurs ne constituent pas une organisation. Ils sont simplement la relation amicale entre militants intéressés par un domaine déterminé de la vie sociale en vue de confronter leurs opinions et d'analyser leurs expériences" (154). De semblables échanges, écrit T. Malagon, "ne peuvent se commander, ni s'interdire, ni se réglementer" (155).

Il apparaît que la HOAC a voulu créer les conditions d'une confrontation constante ou à tout le moins institutionnaliser des échanges inédits, en leur donnant un cadre permanent mais souple. La direction de la HOAC fixait les orientation générales en tenant compte des aspirations de la base connues grâce aux Semaines Nationales, où se retrouvaient pour une durée de 4 à 5 jours, des militants hoaciastes de toute l'Espagne. Comme à partir de 1959, les dirigeants sont élus, y compris le président, on peut considérer que la Commission Nationale était bien informée des tendances des militants sur tout le territoire. Naturellement elle était tenue de pratiquer une certaine auto-censure, ce qui peut expliquer que des articles du Boletin soient un peu en retrait par rapport aux positions s'exprimant dans d'autres instances comme les GOES. C'est en effet la Commission Nationale qui essayait périodiquement les remontrances et mises en garde de la Hiérarchie Ecclésiastique laquelle était l'objet des pressions de la Direction Générale des syndicats et des hauts fonctionnaires de la Phalange (156). Mais à la base on discutait librement. Les GOES, nous a-t-on dit partout, "pensaient, disaient et écrivaient ce qu'ils voulaient" (157). On garde le souvenir de controverses mémorables entre hoaciastes basques et hoaciastes andalous, entre ces derniers et les hoaciastes castillans. Par exemple, la question des nationalismes basques et catalans n'était pas comprise par les militants des autres

- (154). "Sugerencias para elaborar un plan de actividades" ; Dossier HOAC para uso privado de militantes, Sublm. Boletín HOAC, n° 622-623, Ag. 1973 (p. 17).
- (155). Tomas Malagon, "Medios y métodos de formación de la HOAC", Boletín HOAC n° 608-609, Enero 1973, (p. 32).
- (156). L'historique de la HOAC reste à faire. Sur ces dissensions consulter : Hermet (G) et Diaz-Salazar (R), op. cit. et également "Apuntes históricos sobre la HOAC". op. cit.
- (157). Idée exprimée par toutes les personnes interrogées sur les GOES. Entretiens n°1.2.3.12.13.14.15 et d'autres conversations.

régions (158). La dispute était vive mais elle se reproduisait chaque année, car les gens restaient ensemble. D'autre part, tout le monde était partie prenante dans cette discussion permanente car une diversité très grande existait chez les dirigeants de la HOAC, diversité qui les prédisposait à accepter les tendances qui se manifestaient à la base. Le dénominateur commun de la foi n'entraînait pas une uniformité idéologique. Plus d'une nuance séparait l'anarchisme de Jacinto Martin du socialisme modéré de Ricardo Alberdi. Ce qui les unissait était une approche identique des problèmes, en particulier la conviction qu'on ne pouvait parvenir à un résultat positif que dans le respect mutuel et en adoptant des positions inédites. D'où la recherche d'une formulation théorique nouvelle "qui ne fut ni la position traditionnelle de l'Eglise dans les organisations ouvrières qu'elle fomenta dans le passé (le syndicat confessionnel) ni les positions politico-syndicales ou socio-politiques des organisations ouvrières de gauche. Parce que ce n'était pas possible et parce que ce n'était pas valable" (159). A la recherche d'une troisième voie, la HOAC a fonctionné (d'ailleurs de façon inégale selon les villes et les régions) comme une organisation faiblement hiérarchisée, à l'appareil peu contraignant. Ce mode de fonctionnement servait sa finalité principale qui était la formation relativement systématique de militants ouvriers.

Pour l'Espagne, la formation dispensée était originale par son double contenu : un contenu dogmatique chrétien et un contenu profane dit "technique" englobant des connaissances spécialisées de nature syndicale, politique et économique. Ces deux contenus semblaient incompatibles à beaucoup à l'époque considérée. La HOAC fut la cible de nombreuses critiques. Les responsables au Plan Cyclique furent accusés de vouloir dévier une association apostolique en confondant le Message Evangélique avec une idéologie (160).

Interrogés sur la façon dont la HOAC situait ces deux enseignements l'un par rapport à l'autre, T. Pérez Rey répondit que la HOAC avait voulu tenir

(158). - Entretien avec Teófilo Pérez Rey. Madrid. nov. 1982.

- Intercambios de experiencias Reunión HOAC Zona Barcelona. 30-31 mars 1968. Doc. ron. Arch. J.N.G.N.

(159). - Entretiens avec T. Pérez Rey.

(160). - T. Malagon "Médios y métodos de formación de la HOAC" Boletín HOAC n° 608-609. Janv. 1973 (p. 16 à 20).

· le pari de "marier une orthodoxie chrétienne extrêmement ferme avec une formation dialectique extrêmement libre" (161). N'ayant nulle prétention à détenir la vérité en matière sociale, la HOAC n'imposait aucune philosophie politique. Chaque militant devait élaborer "sa vérité" en un processus dialectique de confrontation des théories entre elles et de celles-ci avec la pratique (162).

Répondant aux détracteurs de la HOAC dans une rétrospective datée de novembre 1972, Tomas Malagon justifie ainsi l'ouverture idéologique que la HOAC eut le courage de faire d'abord dans le journal Tú, puis dans ses divers cycles de cours de formation : le Christianisme en tant qu'il est Révélation est compatible avec différentes formes de pensée et d'idéologie à condition qu'elles soient humanistes. Une limite est tracée qui est le Matérialisme dans la mesure où il est négation de la dimension spirituelle de l'homme et de la foi. Pour le reste Dieu n'exige de l'homme nul "sacrificium intellectus". Il appartient à chaque individu d'opérer "l'insertion du message évangélique dans sa propre vision du monde". Greffer la pensée chrétienne sur la mentalité ouvrière pré-marxiste et marxiste, tel était le projet initial des dirigeants les plus novateurs de la HOAC. Pour T. Malagon favoriser et admettre ces greffes "n'est pas une démarche hérétique" mais "une norme fondamentale de toute pastorale missionnaire" (163).

Le principe d'un amalgame idéologique était dès le début implicitement posé. Il devint de plus en plus explicite au fur et à mesure que les militants, laïcs et prêtres, formés par la HOAC accédèrent au niveau des responsabilités.

(161). Entretien avec T. Pérez Rey.

(162). La méthode d'enquête, annexe II.

(163). T. Malagón "Competencia de la HOAC para la formación técnica" Boletín HOAC n° 608-609. Janv. 1973 (p. 26 à 30).

2. La modification des représentations ouvrières et l'évolution idéologique de la HOAC.

La HOAC prétendait répondre à la problématique ouvrière en acceptant au maximum la pensée et la vision du monde ouvrier, en "les perfectionnant et en les dépassant" grâce à une méthode critique de réflexion et d'action (164) ; sur quelles représentations récurrentes de la mentalité ouvrière espagnole a-t-elle voulu agir ? A quels résultats le débat idéologique volontairement recherché et favorisé a-t-il abouti ? Les pages qui suivent se proposent de montrer comment se sont rapprochées des positions inconciliaires. Malgré des aspects spécifiques, les cheminement que l'on va consigner ne sont pas originaux ; ils se sont produits ailleurs. Le fait original est qu'une organisation chrétienne ait formé un projet de divulgation des idéologies révolutionnaires et se soit livrée à un travail obstiné et systématique d'explication et de clarification de thèmes et de notions complexes en matière de syndicalisme, de politique et d'économie. A la lecture des écrits de la HOAC et ultérieurement de ceux des Ecoles Sociales et des Ecoles de Formation Sociale, on est frappé par l'opiniâtreté du débat autour de certains thèmes : thème de la lutte des classes, de la révolution, de la pertinence du marxisme, du socialisme.

De l'idée de lutte des classes à celle de conflictivité sociale :

La réflexion sur la lutte des classes s'est faite par référence à deux théories contradictoires, celle du National-Syndicalisme (165) et celle du Marxisme. Mais elle trouve son point de départ dans une critique du dysfonctionnement du Syndicat Vertical. Cette critique est le prolongement au plan théorique des difficultés rencontrées par les militants dans l'exercice de leur mandat syndical. A partir de 1960, après la promulgation de loi sur les Conventions Collectives (166),

- (164). T. Malagón "La HOAC, Sus objetivos y sus experiencias". Boletín HOAC n° 468-469. 1^a et 3^a dec. Marzo. 1967. (p. 14).
- (165). Le National-Syndicalisme est basé sur le principe de la communauté des intérêts ouvriers et patronaux dont découlent sur le plan juridique la négation de l'autonomie des parties et l'interdiction de la grève. Cf. Annexe IV : Le Syndicat Vertical.
- (166). Loi du 24 avril 1958. Pour la première fois depuis la guerre civile, les Chefs d'Entreprise et les travailleurs sont légalement face à face pour discuter des problèmes du travail. Travail et syndicats en Espagne. op. cit. Chap. II 814 à 879.

les conflits du travail se multiplient. Les militants chrétiens engagés dans une action collective comme délégués d'entreprise, sont générés par les jugements véhiculés par le catholicisme social traditionnel. Au terme des années 1950, la lutte des classes est encore une idée qui sent le soufre, une "idée abominable" qui fait que lorsque des hommes luttent pour la justice, on leur jette à la figure qu'ils "admettent et pratiquent la lutte des classes" (167). Certains comptes rendus de Réunions Nationales d'Etudes ou d'Echanges d'Expériences, mettent en évidence les freins qui paralysent l'Engagement Temporel. Ce sont le souci exagéré de la pureté ; la crainte de manipuler et de contraindre les personnes ; le complexe d'infériorité vis à vis des militants des organisations politiques plus combatives et moins soucieuses des problèmes moraux ; le manque de certitude dans la légitimité de la lutte sociale (168).

Les militants chrétiens s'interrogent sur le sens à donner à leur action. En effet l'action organisée est impossible sans un critère général simple et clair. La découverte de l'idée du conditionnement exercé par l'infrastructure économique confirme au niveau théorique ce que les militants constatent dans la pratique syndicale quotidienne au moment de négocier une augmentation de salaires, de meilleures conditions de travail ou lorsque la destitution de la charge syndicale et le licenciement (169) sont la réponse à des revendications légitimes pour le mieux-être ou la dignité de la personne. Le principe de l'antagonisme des classes est opérant car "il donne la clef de l'action à entreprendre" (170) conclut un groupe de militants de Santander. L'incorporation de certains schémas marxistes à leur univers mental* va permettre aux militants chrétiens de surmonter un blocage psychologique, de dépasser le stade de l'action individuelle et isolée pour se

(167). El sindicato, instrumento de conquista. op. cit. p. 56-57.

(168). "L'Engagement Temporel", exposé des militants du Diocèse de Santander. XI Reunión de Estudios, 26-31 Ag. 1969. Doc. ron. Arch. HOAC.

"Intercambio de experiencias" (échange d'expériences) HOAC. Zona-Barcelona 30-31 Marzo 1968. Doc. ron. Arch. HOAC.

(169). Cf. Annexe IV : Le Syndicat Vertical et 2ème partie Chap. IV. 1 : Les représailles subies, p. 140. Egalement M. Ludevid. Cuarenta años de sindicato vertical. Ed. Laia. Barcelona 1976. (p. 47-48).

(170). Compte rendu de la XI Réunion Nationale d'Etudes. Exposé de militants du Diocèse de Santander sur l'Engagement Temporel. op. cit.

* . La lucha de clases. Ed. HOAC 1962

lancer dans la lutte collective en étant convaincus de son bien fondé (171).

Au fur et à mesure que la lutte sociale se développe, l'anticapitalisme caractéristique des débuts de la HOAC, qui dénonçait davantage la dimension matérialiste du capitalisme libéral à l'œuvre dans la course au profit, l'accumulation des biens, la réduction de l'horizon humain à une jouissance égoïste, plutôt qu'il ne mettait en cause ses fondements économiques théoriques, s'enrichit de nuances nouvelles. Le durcissement du ton correspond au durcissement des tensions sociales. En 1959 devant l'augmentation de la conflictivité industrielle, est promulguée la loi "contre le banditisme et le terrorisme" qui servira à réprimer toute agitation sociale ou industrielle. Cette même année, le chef anarchiste Francisco Sabater fut supprimé par la police. Pour la seule année 1960, 246 travailleurs furent jugés pour "délit social" (172). Un discours plus radical s'élabore peu à peu à la HOAC. On lit que la relation industrielle, telle qu'elle est établie par le capitalisme, équivaut à une dictature du chef d'entreprise ; que le capitalisme est une spoliation des Valeurs Professionnelles ; qu'il institutionnalise et développe l'injustice ; que l'anticapitalisme est la raison d'être du Syndicalisme... (173), liant ainsi l'action syndicale à un projet politique.

C'est dans cette même période, entre 1958 et 1966, que s'opère le travail sur le concept de lutte des classes ; les glissements sémantiques sont perceptibles dans les cours et articles de la HOAC et la phase terminale est reflétée par les cours des Ecoles de Formation Sociale (174) du Guipuzcoa, de Madrid et de Barcelone.

Une importante concession est faite lorsqu'on forge l'expression action de classe pour l'opposer à la lutte des classes. Dans cette dernière, explique-t-on,

(171). Plusieurs militants ayant répondu à l'enquête par questionnaire ont fait état dans leurs commentaires, de cette inhibition devant la lutte organisée et de son dépassement ultérieur.

- Lire au sujet de l'influence des communistes : J. Dalmati, Distensiones Cristiano - marxistas (p. 67 à 70 et p. 136 à 138) Ed. Edicusa. Madrid 1968.

(172). J.N. García-Nieto París. Instituto Estudios Laborales. ESADE. Anuario Sindical abierto. México 1979. 54 p. Circulation restreinte. (p. 19).

(173). Phrases types présentes dans la presse et les cours de la HOAC, par exemple : La Institución Sindical. Cours de GOES 1963-64 - "Un necesario juego de controles en la empresa" Boletín HOAC n° 337-338 9-10-69.- "Juicio del sistema capitalista" Boletín HOAC n° 458-59. Oct. 1966.

(174). Ecole de Formation Sociale. Chap. IV-2 ; 2ème partie du présent travail.

le patron est traité comme un ennemi qu'il faut détruire le plus vite et violemment possible. Dans la première le patron est l'autre partie avec laquelle il faut traiter, mais on admet que le désaccord existe (175). L'étape suivante est marquée par la récupération du concept de lutte des classes mais purgé de sa charge de haine et de destruction. "La lutte existe... la lutte est un fait... Le militant ouvrier chrétien ne doit pas déserter cette lutte, sous peine de déserter sa foi..." (176). L'expression est entrée dans le discours car le concept a cessé de faire peur. Au terme de l'évolution constatée, la théorie phalangiste de l'harmonie des classes est ajournée définitivement et sans arrière-pensée corporatiste. Il en va de même de la conception naïve de la vie sociale, d'origine chrétienne, qui ne verrait que collaboration facile entre les hommes. Mais si l'antagonisme entre les classes a maintenant la valeur d'un axiome sociologique, on continue à dire que ce fait ne doit pas être grossi, car cela revient à attiser la haine sociale, à inciter à la guerre sociale. Cependant on ne se contente pas de distinguer, conformément à la vision exposée dans la doctrine sociale de l'Eglise, le fait social de la lutte des classes, du "combat social considéré comme moyen de la résoudre", acceptant le premier et rejetant le second (177). Le principe d'un combat est également admis sans la moindre équivoque. "Légitime", "nécessaire", "indispensable", "obligatoire", sont les qualificatifs qui le caractérisent. "Le syndicat est un instrument de la lutte ouvrière : un instrument légitime et indispensable" (178). Ce combat doit être assidu, déterminé, mais il n'a ni la même nature ni le même sens que la lutte des classes marxiste. Les moyens et les fins sont distincts puisque l'explication du fonctionnement de la société est différente. Il n'y a pas deux classes comme dans le schéma marxiste, un prolétariat et une bourgeoisie, mais des strates dont les intérêts ne sont pas opposés de façon permanente, claire et identique (179).

(175). "La acción sindical técnica" Boletín HOAC nº 255. 3^e dec. Enero 1958.

(176). El sindicato, instrumento de conquista. Résumé de GOES. Edition HOAC, 1966 (p. 57).

(177). Cf. J-Y. Calvez et J. Perrin. Eglise et Société économique. Aubier. 578 p. Chap. XVII. L'Eglise et la lutte des classes.

(178). El sindicato. op. cit. p. 57-59.

(179). El capitalismo : la transformación del capitalismo. Cours E.F.S. de Madrid (1969) p. 59-69.

On n'utilise pas encore l'expression "conflictivité sociale" mais l'idée que les conflits sont liés à la structure des sociétés modernes est clairement exprimée : "Dans toute société de l'avenir, y compris dans la société communiste, si cette dernière était un jour instaurée, l'affrontement des groupes sociaux aux intérêts discordants continuerait" (180).

Cette réflexion se poursuivra encore dans l'après franquisme, lorsque viendront à discussion après la dissolution de l'Organisation Syndicale Espagnole, le choix d'un modèle de relations industrielles et le Statut du Travailleur. Ses acquis sont perceptibles dans les idées qui prévalent alors dans les grandes formations politiques démocratiques, parti communiste, parti socialiste, UCD. Le conflictivité doit être acceptée comme un élément consubstantiel aux relations industrielles et comme un fait social qui n'appelle ni l'indignation moraliste, ni la résignation bien-pensante, ni l'épreuve de force en vue de son impossible suppression, mais doit déboucher sur la recherche de mécanismes régulateurs et d'institutions d'arbitrage qui la canalisent (181). Comme la rivalité engendrée par le pluralisme idéologique, cette conflictivité n'est pas forcément négative.

Une conception manichéenne de la société n'a plus sa raison d'être dans l'Espagne de 1976, explique de son côté Nicolas Sartorius, membre du Secrétariat Général des CC.OO., dans un article publié par Triunfo, la grande revue critique d'opposition au régime franquiste : "à mon avis, il faut éviter à tout prix de rester prisonnier d'une vision étroite du monde du travail et croire que les problèmes des travailleurs sont circonscrits à ceux que connaît l'ouvrier en bleu de travail. Au contraire, ce monde est aujourd'hui très complexe." (182). Les positions ouvrières sont combattues à l'intérieur même des CC.OO. : "Il est erroné de penser que les ouvriers doivent être l'élément dirigeant de l'Etat ; celui-ci appartient à l'ensemble de tous les secteurs de la Société" (183).

- (180). Ricardo Alberdi. Revaloración del sindicalismo. EFS Madrid (1969 ?)(p.69-79).
- (181). A. Saenz de Miera "El estatuto de trabajadores y el conflicto" (Le statut des travailleurs et le conflit). Critica n° 670, Dec. 1979.
- (182). N. Sartorius "El mundo Socio Laboral". Triunfo, año XXX, n° 676, 10-1-76(p34)
- (183). Plusieurs entretiens. La formulation est celle de l'Entretien n° 8. (H. 30ans CC.OO. - PSUC) Barcelone, sept. 1981.

La Révolution comme fin et non comme moyen :

Alors que la réflexion sur la lutte des classes a pris comme références doctrinaires essentielles le National-Syndicalisme et le Marxisme, la discussion sur le thème de la révolution s'est autant faite par rapport à l'Anarchisme, au Socialisme et à l'expérience historique que l'Espagne en avait que par rapport au marxisme.

L'analyse critique du syndicalisme traditionnel de l'Espagne poursuivie par la HOAC dans le cadre de son projet de formation de leaders éclairés, conduit à une remise en cause des fondements de l'anarcho-syndicalisme. Cette critique fait apparaître la caducité de l'idée selon laquelle la lutte des travailleurs doit se faire directement par la voie coactive^(*) en refusant la compromission avec les structures politiques de l'état bourgeois (184). L'action directe et la grève générale -deux grands slogans cénétistes (185)- sont éliminés du répertoire des moyens d'action du syndicalisme, bien qu'il soit reconnu qu'il n'en existait pas d'autres à l'époque considérée (1893-1939), pour des raisons objectives : ignorance, misère, exploitation du prolétariat urbain et agricole, impossibilité de faire aboutir les réformes par la voie politique (186). Signaler cette considération n'est pas superflu ; elle montre selon quel esprit la HOAC travaillait, en dehors de tout jugement dépréciatif, dans une optique de compréhension relativiste des faits historiques : "Le syndicat CNT a utilisé la force : surtout la grève, le boycott et l'action directe ; et quand il l'a pu, la pression sur les partis ouvriers. Il est juste de reconnaître qu'il a porté la violence à ses dernières extrémités, soit par désespoir, soit sous l'influence des théories révolutionnaires" (187).

Les moyens d'action que préconise la HOAC comme licites, bien que la loi espagnole les interdise, sont les réunions, les conférences d'information, les

(184). - "Historia del Anarcosindicalismo español". Boletín HOAC Verde nº 506-508 A. 2 dec. oct.-nov. 1968.

- Cours de GOES 1965-66. El anarco-sindicalismo. 3º Trabajo. Arch. HOAC.

(185). On les voyait encore en 1981 s'épanouir sur les murs des cités ouvrières du Bajo Llobregat (barcelone).

(186). "... on peut comprendre et excuser cet esprit de violence car il était la conséquence de la haine que l'exploitation accumula dans le peuple des travailleurs." Resumen del Tercer Trabajo económico, "El anarcosindicalismo", GOES 1965-66 (p. 6).

(187). Resumen de GOES. Las Asociaciones Obreras. op. cit. 1962 (p. 61).

(*) . Coactif (lat. cogere, actum = forcer) qui a droit au pouvoir de contraindre.

débrayages, la grève. Ils peuvent être utilisés lorsqu'ont été épuisés les moyens légaux, c'est à dire les procédures de négociation pacifiques. Tout moyen qui n'est pas "moralement injuste" peut et doit être utilisé (188). Par moralement injuste on désigne les altérations graves de l'ordre public, la violence sur les personnes, le désordre généralisé. Le souci de la tranquillité publique commande que la grève soit réglementée et que les travailleurs respectent cette réglementation. "La grève n'est pas l'anarchie... les travailleurs ont le devoir moral de n'utiliser dans la grève que des moyens licites" (189), peut-on lire dans un article du Boletín de 1961, au moment où entre peu à peu en application la nouvelle législation sur les Conventions Collectives. Celle-ci n'introduit toujours pas le droit de grève, bien que la grève soit une réalité sociale. Mais pour la HOAC, la grève est "moralement licite", à condition que ses moyens d'action restent encadrés dans les limites du droit des personnes et de la morale.

Une fois que les actes de violence, le coup de force, la prise du pouvoir sont exclus, que reste-t-il de l'idée de Révolution ? Peu de chose semble-t-il ; pourtant la HOAC se proclame révolutionnaire avec une insistance qui mérite d'être notée : "Le mouvement ouvrier chrétien doit être révolutionnaire, c'est à dire promouvoir une transformation des institutions" (190). En adhérant à un mythe cher à la mentalité ouvrière, elle se démarque du pacifisme résigné et de l'acceptation conciliatrice, liés, comme attitudes, au catholicisme social, et gagne la confiance d'hommes décidés à lutter pour l'avènement d'une société plus juste et, en particulier pour l'avènement de la démocratie en Espagne.

Le concept de révolution est fréquemment utilisé après que son contenu ait été modifié. La Révolution n'est plus le moyen d'instaurer une société nouvelle par un changement radical, soudain et plus ou moins brutal, elle n'est plus le résultat d'un coup d'état ; la Révolution est une fin, le terme d'une évolution. "La violence ne produit aucun effet durable ; c'est l'action réfléchie,

(188). Ibid p. 60 à 78.

(189). "La moral ante el nuevo concepto de la huelga" Boletín HOAC. Mar-Abr. 1961 (p. 6)

(190). "El movimiento obrero cristiano" Boletín HOAC n° 227, 1e Abril 1957.

prudemment dirigée qui réussit" (191). Que se propose la Révolution ? "une société nouvelle, avec de nouvelles et plus justes structures, de nouvelles relations entre les hommes" (193). Comment se définit-elle ? "Non par l'amplitude et le rythme de destructions catastrophiques" mais "par la mise en place des Valeurs Humaines" (192).

Qu'est-ce-que la Révolution ? "un changement dans la continuité" et non "une rupture avec la continuité" (193). Plus de dix ans après, c'est dans des termes analogues que Marcelino Camacho, Secrétaire Général des CC.OO., distingue entre révolutionnaire et "objectivement révolutionnaire" qui n'est pas autre chose que "progressiste en vue d'un changement" (194).

De l'anticommunisme au dialogue christiano-marxiste :

Fondée pour "faire front au communisme et le détruire par la diffusion d'une mentalité chrétienne dans le monde du travail" (195), la HOAC véhicule au départ une forte charge d'antimarxisme *.

Le changement idéologique s'opère progressivement. Il découle d'abord de la mise en oeuvre d'un des postulats de la HOAC ; l'acceptation des réponses qui furent données par le mouvement ouvrier espagnol à la problématique ouvrière, conduit à une reformulation des rapports entre le catholicisme et le mouvement ouvrier (196). Sur le plan des faits, l'entrée de militants des anciennes organisations syndicales et politiques dissoutes, principalement des anarchistes et des communistes, va vivifier cette reformulation, actualiser une position

(191). "Las etapas del Movimiento Obrero" Boletín HOAC n° 402 - Julio 1964.

(192). - Ricardo Alberdi. Cours EFS. Madrid - non daté (1969 ?) (40 p.)
- Curso de Movimiento obrero. non daté (52 pages)
- Jacinto Martín "El Frente obrero" op. cit. (p. 77).

(193). Ibid. (p. 77-78).

(194). Marcelino Camacho. Ecrits de la Prison. op. cit. (p. 85).

(195). "La HOAC... Qué es esto ?" Madrid 1951 (p. 45).

* . "Le communisme est intrinsèquement pervers" Ibid.

(196). Cf. chap. I 1-2.

théorique (197). Selon plusieurs témoignages, ces hommes étaient des militants de premier ordre : certains avaient lutté sur le front en 1936, ils avaient été exilés en Guinée ou emprisonnés ; convertis à la foi catholique, les uns par tactique sans doute, mais d'autres en vertu d'une adhésion sincère, ils restèrent fidèles à leurs convictions sociales. C'est à travers eux que tous ceux qui à la HOAC ne procédaient pas de la classe ouvrière ont pu connaître son esprit (198).

En 1955, après neuf ans d'une existence troublée, jalonnée de succès et d'épreuves, la formulation qui doit inspirer l'action de la HOAC est devenue tout à fait claire ; elle est résumée par ces deux questions : quel est le minimum à quoi doivent renoncer les militants issus des organisations révolutionnaires pour être croyants ? Quel est le maximum que la HOAC puisse accepter de la pensée de ces organisations du mouvement ouvrier, qui soit compatible avec la foi ? A cette date, les "Cours apostoliques" dont le but était de recruter des militants, abordent les thèmes suivants : marxisme et christianisme, lutte des classes, christianisme et révolution *.

Toujours dans la même période un événement étranger va avoir un impact important sur l'évolution des mentalités. En Février 1956 à lieu le XX Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique ; les révélations sur le stalinisme vont ébranler, dans les rangs communistes, la confiance aveugle dans le modèle. Il y eut une recrudescence de la campagne anticomuniste mais en même temps des libéraux, opposants au régime franquiste, prirent position contre les excès qui se produisaient en URSS. "Beaucoup comprirent que si les condamnations de cette campagne étaient exagérées, elles avaient un fond de vérité ; et pour beaucoup de militants révolutionnaires, la Russie cessa d'être la patrie du proléttaire. La Russie n'était pas autre chose qu'une expérience intéressante dans le processus de libération du peuple, une expérience et rien de plus... Les Russes ne sont pas les directeurs de la révolution mondiale" (200). L'anticommunisme de la HOAC

(197). Sur ce noyau de convertis, voir Díaz Salazar. op. cit. (p. 257).

(198). Entretiens n° 13 et 14.

(199). Cf. annexe II, moyens de formation.

(200). Idée assez souvent exprimée. La formulation est celle de l'entretien n° 3.

* . Díaz Salazar. op. cit. (p. 258) ; également : programmes du Plan Cyclique, Arch. HOAC.

devient plus nuancé et sélectif.* On commence à distinguer le "communisme historique" (200 *) du marxisme. Cette nouvelle attitude est quelque peu ambiguë. De la part de certains militants, laïcs ou prêtres, déjà très engagés dans la lutte ouvrière, elle apparaît comme une tentative pour "sauver" le marxisme ; elle est aussi le résultat d'une lecture du marxisme se caractérisant par sa naïveté critique et sa liberté. En 1957, le Boletin HOAC publie un article qui dénonce les "divagations" auxquelles on se livre sur le thème de l'anticommunisme (201). En 1958 la revue El Ciervo publie un compte-rendu du livre du R.P.Y. Calvez sur la pensée de Karl Marx (202).

Mais c'est seulement après le Concile de Vatican II, qui lève les interdits qui pesaient encore en Espagne sur la connaissance du marxisme, que celui-ci devient couramment objet d'étude. Paradoxalement ce sont très souvent des prêtres qui se chargent des cours et des séminaires de réflexion sur la pensée marxiste. Il n'est que de lire les programmes des Cours des Ecoles Sociales et des Ecoles de Formation Sociale destinées à former des cadres syndicaux, pour apprécier l'importance que prit ce phénomène à partir de 1967 (203). C'est

(200*). Le communisme soviétique est stigmatisé par des sentences brèves et frappantes : "ce n'est pas la classe des travailleurs qui prend le pouvoir mais le parti. Le parti n'est ni la classe des travailleurs ni son expression. La dictature du prolétariat est devenue la dictature des dirigeants des partis. La pression idéologique est sans précédent. L'impérialisme soviétique est un fait aussi indéniable que l'impérialisme américain". Slogans tirés de Jacinto Martin, El Frente Obrero, op. cit. et de divers cours des Ecoles Sociales.

(201). J. Ricart Torrens. "Divagaciones sobre anticomunismo" Boletin HOAC n° 242. 1e sept. 1957.

(202). -E. Ferrán "El pensamiento de Karl Marx" El Ciervo (64). Abril 1958.

-Il semble que "Eglise et Société économique" écrit en collaboration par J.Y Calvez et J. Perrin, ait été lu par plusieurs responsables de la formation de la HOAC.

(203). Des Ecoles Sociales ont fonctionné à Bilbao, Valladolid, Madrid, Pamplona, Vitoria, Valencia. Les Ecoles de Formation Sociale ont fonctionné en Catalogne. Ces écoles étaient destinées aux employés aussi bien qu'aux travailleurs manuels.

* . "Anticomunismo y anticomunistas", Boletín HOAC n° 369. 20 ag. 1962.

également au cours de la période post-conciliaire que débute ce que l'on a appelé le Dialogue Christiano-Marxiste, dialogue élaboré entre théologiens chrétiens et intellectuels communistes (204). Ce dialogue est postérieur à la rencontre à la base. C'est en effet la pratique de l'action conjointe et de la discussion collective entre militants des groupes agissant à l'intérieur du mouvement ouvrier qui a été son fondement véritable. C'est cette pratique qui lui a donné une vitalité et un retentissement qu'il n'aurait pas eu s'il avait seulement résulté d'une décision des états-majors politiques et des milieux intellectuels. Des échanges ont eu lieu à trois niveaux et entre ces trois niveaux ; militants chrétiens et non chrétiens, prêtres et laïcs responsables de la formation, intellectuels communistes et intellectuels chrétiens ont abordé les mêmes sujets, à des degrés d'analyse et de complexité différents : religion et athéisme, pluralisme et démocratie sont les deux grands thèmes à partir desquels de nombreuses questions spécialisées ont pu être posées. En se livrant à une vulgarisation critique du marxisme, les hommes qui s'étaient chargés de la formation des militants, ont inauguré un processus de révision généralisée de ses dogmes et de ses mythes. L'aboutissement de tous ces échanges est que de nombreux chrétiens se sont inscrits au parti communiste ; qu'au terme de la dictature, les communistes ont remis officiellement en question leur position face au catholicisme ; la laïcité du parti a été entérinée au IX congrès du PCE en 1978 (205) ; que les uns et les autres ont adhéré à l'idéal d'un "socialisme en liberté" (206).

Le Dialogue Christiano-marxiste stricto sensu n'entre pas dans le cadre de notre étude. Nous nous intéressons au 1^e et 2^e niveau des échanges qui eurent lieu dans le cadre des Mouvements Apostoliques Ouvriers et dans leur sphère d'influence. A travers les cours de GOES de la HOAC, et postérieurement, ceux des

(204). Cf. Bibliographie.

(205). Une brochure a été éditée sous le titre "militancia de cristianos en los partidos comunistas" ; elle contient les déclarations du Comité exécutif du PCE (février 1975), du Comité exécutif du P.C. d'Eushadi (janvier 1976), du Comité central du PSUC (septembre 1976). La déclaration du PCE intitulée : "Après le IX Congrès du PCE : les Chrétiens au parti communiste" PSUC, Barcelone 1979. (37 p.).

(206). "Cristianismo y Socialismo en Libertad" Ed. LAIA. Sept. 1979 (184 p.).

'Ecole de Formation Sociale et des Ecoles Sociales, il est possible de suivre le cheminement d'une réflexion qui met en valeur la pertinence du marxisme pour mieux souligner ses limites et qui souscrit pour finir à un socialisme revu et corrigé.

La critique du marxisme (207) :

Le marxisme est présenté comme une doctrine philosophique, sociologique et économique. On distingue le marxisme en tant que doctrine de toute réalisation pratique qui s'en réclame. Les régimes communistes ne peuvent être identifiés au "marxisme authentique".

Cette doctrine n'a aucun titre à prétendre qu'elle est "scientifique". Le marxisme n'est pas une science mais une pensée philosophique féconde qui a joué un rôle de premier ordre dans le devenir des sociétés modernes, comme d'autres systèmes philosophiques ont pu le faire à d'autres phases de l'histoire de l'humanité.

Comme toute doctrine elle comporte des faiblesses et des erreurs.

a. L'athéisme dogmatique : il est exact que la religion a été utilisée par les classes dominantes comme "un opium" pour asservir le peuple. Mais le marxisme confond deux plans : l'instrumentalisation de la religion avec la foi et l'idéal religieux. L'alliance de l'Eglise avec les classes dominantes est un fait historique qui n'altère pas la valeur du message évangélique. L'Eglise a eu par ailleurs un rôle civilisateur indiscutable.

b. La dictature du prolétariat : la croyance en un changement politique radical qui supprimerait les classes ne correspond plus à la complexité des sociétés industrielles modernes. Chaque classe à son rôle et sa fonction dans le

(207). Ont été analysés quelques cours des E.F.S. de la région de Barcelone et des E.S. de Madrid et de Bilbao :

- "Concepts fondamentaux pour le développement du Mouvement Ouvrier" : I, la dynamique de l'Histoire ; II, le Capitalisme ; III, le Socialisme. EFS. BAJO. Llobregat 1970. Arch. J.N.G.N.
- "Revalorisation du Syndicalisme" : I, la transformation du Capitalisme ; II, les systèmes socialistes. E.S. Madrid 1969, Arch. HOAC (32 p.)
- Des Cours sur le marxisme et le mouvement ouvrier : "Dix leçons d'histoire", (la période couverte est 1835-1969) (1969 - 20 p.)
- El Marxismo. GOES B (politique) Cours 1965-66. Doc. Ron. Arch. HOAC.

corps social. Il ne doit pas y avoir dictature de l'une sur l'autre. D'autre part la Révolution, la société sans classes, ne peut résulter uniquement d'un changement des institutions mais d'une réforme morale *.

c. La notion de fin de l'histoire : l'idée que l'aliénation économique est la racine de toutes les injustices est fausse si elle est exclusive. Des aliénations disparaissent, d'autres surgissent. Le tension dialectique n'a pas de fin.

Les apports de la philosophie marxiste à l'humanisme et à la science sont scrupuleusement mis en valeur :

a. L'utopie de la société sans classe, c'est à dire d'une société non oppressive où les différences entre les classes cesseraient d'être discriminatoires, où l'homme pourrait s'épanouir sans contraintes.

b. le rôle de l'économique.

c. Et surtout, ce qui dans le marxisme a la valeur d'une loi scientifique : la démarche dialectique de la connaissance, c'est à dire la notion de l'action réciproque de la base économique et de la superstructure idéologique.

L'intention de ces cours est évidente : il était nécessaire de marquer les limites de l'adhésion au marxisme, pour les militants chrétiens qui sous l'effet de la lutte sociale radicalisaient leurs positions politiques **. Les Cours des Ecoles Sociales et des E.F.S. se proposaient quant à eux, de faire front aux simplifications dérivées du marxisme afin d'asseoir la réflexion des militants sur des bases nouvelles.

Le socialisme en liberté ou "l'utopie nécessaire" *** :

Dans la première phase de son développement la HOAC évite toujours de se référer à un système politique précis. Elle préfère par principe rester proche

* : Jornada Catalana de la HOAC, Manresa, 1970 : "La evangelizacion hoy" (p. 8). J.N. Garcia Nieto. Doc. ron. 9 p. Arch. HOAC.

** : "Le catholique ne peut pas être un socialiste philosophique (théorique) mais un socialisateur pratique, soumis aux exigences morales" Mística y técnica Socialista - Boletín HOAC n° 404 A. 2e dec. julio 1964.

*** : L'expression est empruntée à un enquêté : n° 21-51 ans, prat., PSUC.

de la réalité concrète : le travail-salaire, conditions d'exercice, fonctions sociale et humaine ; l'entreprise -relations industrielles, cogestion, coopérativisme ; on rêve d'une société et d'une entreprise "communautaires". Lorsqu'elle se réfère aux systèmes politiques réels, c'est pour en faire une critique : critique du communisme, du socialisme et naturellement, celle qui dès sa création lui valut de se faire entendre et écouter, la critique du capitalisme et dans le cadre de cette dernière, la critique plus précise de la politique du gouvernement espagnol -cherté de la vie, plan de stabilisation et émigration, licenciements à caractère politique, etc... (208).

Après 1964, l'idéal socialiste fait surface. On passe de la dénonciation des méfaits du capitalisme à l'utopie d'un socialisme rédempteur dont le projet humaniste est convergent avec le projet chrétien. Effectivement en réduisant le socialisme et le christianisme à leurs principes les plus généraux, ce que le théologien J.M. de Llanos appelle des essences, on parvient à faire coïncider leurs objectifs : une promotion de l'Homme (209). Dans un cours de GOES de 1965-66, consacré au Socialisme, l'équipe nationale responsable des GOES note ceci : "aujourd'hui la validité du socialisme est admise par tout le monde (210) et : "on pourrait faire une liste très longue de postulats socialistes qui coïncident avec notre vision et notre doctrine" (211). Mais ce serait une erreur que d'interpréter ces proclamations comme un ralliement pur et simple. Avec le sens du relatif qui caractérise sa philosophie politique, la HOAC affirme que le concept de socialisme recouvre des réalités assez différentes (212). Elle énonce avec force les points sur lesquels il est impossible

(208). Articles de Tú et de Boletín HOAC et Boletín HOAC Verde entre 1949 et 1970.

(209).- "Mística y técnica Socialista" Boletín HOAC n° 404 A, 2e dec. julio 1964.

- J.M. de Llanos S.J." Hacia un Socialismo-cristiano ?" (vers un socialisme chrétien) Boletín HOAC n° 464-65, 1a y 3a dec. Enero 1967.

- "El Cristianismo es necesariamente revolucionario" Boletín HOAC n° 520-23. Mayo-Junio 1969.

(210). El Socialismo, Resumen del Trabajo Segundo, GOES B (cívico), Curso 1965-66 (21 p.) Arch. HOAC (p. 18).

(211). Ibid p. 13.

(212). Ibid p. 19.

de transiger. Ce sont : la conception matérialiste de l'homme, base de l'athéisme et source d'aliénations nouvelles ; la conception totalitaire de l'économie, menace pour la liberté et la dignité de l'homme (213). Le thème "socialisme et démocratie" n'est pas abordé en particulier dans ce cours. On semble considérer qu'il relève davantage de la problématique politique du communisme que de celle du socialisme. Dans le commentaire de l'enquête réalisée par les groupes il est cependant mentionné que : "le trait le plus important ressortant de l'examen de l'attitude actuelle des socialistes est qu'ils acceptent sérieusement le système démocratique" (214).

Au terme d'un processus d'acculturation au cours duquel ont été approchés, analysés et épurés des idéaux chers à la mentalité ouvrière, la HOAC est devenue l'adepte d'un socialisme "Secundum Lucam"*. Ce socialisme modifié, parfois appelé "socialisme chrétien" puis "socialisme en liberté", est le modèle proposé pour l'organisation d'une société moderne, après élimination de trois attitudes inhérentes au socialisme traditionnel, le sectarisme, le dirigisme, l'étatisme (215). Il est plus proche de la social-démocratie que du socialisme au sens où on l'entend communément en France.

Tout à fait à la fin de la période qui nous occupe, les idées autogestionnaires font leur apparition. Elles trouvent en Espagne, dans son substrat anarchisant et son particularisme régionaliste, un terrain d'élection. Le Boletín fait paraître la traduction (ou le commentaire) d'articles et de livres étrangers.

En 1970, un numéro entier est consacré à une mise au point sur les expériences autogestionnaires réalisées ici et là (216).

En 1979, alors que la démocratie est enfin établie, on peut recueillir dans le Plan Général des Activités pour 1979-1981, plusieurs exemples d'une propension marquée à un socialisme autogestionnaire (217). On abuse d'ailleurs du

(213). Ibid p. 19.

(214). -Ibid p. 21.

-Au sujet de ces enquêtes des GOES sur le milieu ambiant, voir annexe II : moyen de formation.

(215). Ibid p. 21.

(216). "l'autogestion dans les pays socialistes"
"la gestion ouvrière des usines" Dusan Bilandzig.
"une idée nouvelle, l'autogestion" Ph. Bernoux, Economie et humanisme in
Boletín HOAC n° 532-33-34-35. 1970.

(217). Plan General de Actividades para 1979-81. Boletín Interno n° 7 Junio 1979 (179 p.).

* . "Secundum Lucam", expression du père J.M. de Llanes (cf. note 209).

· terme ; "autogestion des luttes sociales", "auto-gouvernement du peuple" ne veulent plus rien dire.

L'autogestion est un nouveau mythe plutôt qu'un projet précis ; elle est le nom donné à un idéal de liberté et de responsabilité des individus et des groupes pour la gestion des sociétés. Sans doute les hommes qui ont vécu 40 ans de dictature savent-ils avec certitude ce dont ils ne veulent pas, mais les contours du futur ne leur apparaissent pas avec une précision équivalente. L'autogestion s'inscrit dans ce contexte historique et psychologique, elle exprime davantage le dégoût du centralisme outrancier, du dirigisme sectaire et paralysant qu'elle ne propose un modèle réalisable. Le socialisme autogestionnaire est la dernière péripétie de l'évolution de la HOAC, elle est conforme à ses postulats. La HOAC s'est adaptée aux hommes qu'elle voulait conquérir, elle a épousé leurs théories pour mieux les transformer. Elle s'est livrée en toute connaissance de cause à un travail simultané de "désidéologisation" et de re-façonnage de la mentalité ouvrière. A la base, parmi les travailleurs manuels et les employés, là où les idées ont acquis une simplification et une schématisation qui assurent leur succès, elle s'est évertuée à substituer d'autres idées-force, d'autres images. J.M. Alberdi, frère de Ricardo Alberdi, le fondateur des Ecoles Sociales, rend bien compte de la clarté de l'intention et de la difficulté de la tâche : 'Ce fut, dit-il, un travail immense que de confectionner d'autres topiques que ceux auxquels les travailleurs étaient habitués, d'élaborer des cours sur les théories du mouvement ouvrier qui soient à la fois synthétiques et facilement assimilables par des hommes qui n'avaient pas reçu de formation intellectuelle (218). Au service de son projet de formation, la HOAC a mis des moyens didactiques importants et d'un intérêt pédagogique indiscutable (219). Son influence a été limitée mais réelle. La critique des idéologies entreprise par la HOAC a relativisé leur importance et a fait admettre par une élite ouvrière l'idée qu'il fallait aborder une époque nouvelle avec des critères et des raisonnements nouveaux.

(218). "Ricardo Alberdi" Iglesia Viva. op. cit. (p. 175 à 183).

(219). Annexe III : Les moyens de formation.

CONCLUSION

La conviction qu'il ne fallait pas fonder un syndicat confessionnel détesté par les travailleurs et l'idée que l'action à l'intérieur des institutions existantes devait passer avant la critique du régime établi, sont les deux vues les plus clairvoyantes et décisives de la HOAC.

En refusant de se constituer en syndicat chrétien alors même que certains l'y poussaient la HOAC est restée ouverte à tous et disponible pour une fonction supplétoire à caractère syndical pour laquelle elle n'avait pas été créée. Elle a pu aussi canaliser de façon unitaire les aspirations des travailleurs en mettant à leur disposition des moyens matériels d'action.

La revalorisation de l'engagement effectif dans une action temporelle précise s'est avérée un raisonnement pertinent pour son rôle formateur de la personne et son caractère socialement productif. Ce raisonnement disqualifiait les proclamations et prises de position exclusivement théoriques ; il centrait l'action des travailleurs sur le lieu du travail ce qui revenait à la circonscrire au seul domaine des possibles.

Ces prémisses contraignantes ont favorisé l'émergence de deux attitudes, une attitude unitaire et une attitude pragmatique qui rendaient possible une action d'ensemble, laquelle à son tour créait les premières conditions d'une évolution des mentalités et des comportements.

Ce qui fait l'originalité de la HOAC est l'importance attachée à la "formation technique" des travailleurs adhérents et la recherche didactique que cette préoccupation a inspirée. Le succès et l'efficacité de cette formation sociale tiennent autant à la rigueur de ses méthodes qu'à l'éclectisme de son contenu. Exigeante et systématique, cette formation était sélective mais elle a contribué à la promotion d'élites ouvrières qui ont enrichi le milieu ouvrier militant traditionnel. Se voulant éclectique elle a rendu à la classe ouvrière un passé et une histoire dont elle avait été spoliée par la dissolution de ses organisations syndicales et politiques et la censure du régime franquiste.

Ce faisant, elle a attiré vers elle des hommes qui avaient une aversion de principe pour tout ce qui provenait de l'Eglise.

Mais elle ne s'est pas contentée de rendre à la classe ouvrière son patrimoine culturel et moral ; dans le même temps elle lui en a montré les lacunes et les déficiences. Procédant par tri et rejet partiel, retranchements et ajouts, la HOAC s'est évertuée à mettre en valeur dans chaque pensée - anarchiste, socialiste, communiste - ce qui lui paraissait relever d'une appréciation juste de la réalité sociale et ce qui lui semblait être devenu obsolète.

La capacité d'assimilation de la HOAC a été stimulée par son mode de recrutement et son mode de fonctionnement. Un auteur s'enorgueillissait naïvement en 1967 que 98 % des ouvriers qui avaient suivi les Cours Apostoliques de 1er degré aient reçu les sacrements de la pénitence et de la communion et il ajoutait : "alors même qu'un grand nombre d'entre eux provenait ou avait été marqué par des influences contraires à ce que représente l'Eglise" (220). Cependant, conclure à un entrisme des militants révolutionnaires et en particulier à un entrisme communiste dans la HOAC, ne serait pas pertinent car il n'y a pas eu de concertation ni de calcul tactique en vue de s'approprier une institution pour y prendre le pouvoir (221). La souplesse de son fonctionnement a fait de la HOAC une sorte de carrefour de tous les travailleurs soucieux d'oeuvrer à la promotion de la classe ouvrière, quels que soient leurs postulats initiaux.

Mais l'adaptation de cette association apostolique ouvrière à un monde ouvrier d'abord replié sur lui-même et méfiant puis à partir de 1956 en pleine mutation et en effervescence, n'a pas toujours été facile. Rien n'allait de soi ; la réconsidération de convictions et de jugements inhérents au catholicisme social espagnol fut douloureuse pour beaucoup. Les militants catholiques ont dû évoluer ; ils sont sortis lentement et non sans peine du cadre de la charité pour s'ouvrir à une problématique de la lutte sociale ; leur influence était à cette seule condition.

(220). "Resultados obtenidos en las experiencias de la HOAC".
Boletín HOAC, 468-69, 1er et 3 déc., Marzo 1967. (p.28).

(221). Entretiens n° 1, 3, 12, 15.

DEUXIÈME PARTIE

LES COMMISSIONS OUVRIERES

LE CREUSET D'ATTITUDES ET DE TENDANCES NOUVELLES

Il n'est guère facile d'aborder l'étude des Commissions Ouvrières sous le franquisme. Le petit nombre des travaux réellement scientifiques en est la preuve ; il tient évidemment à la rareté des documents sur un mouvement clandestin et réprimé ; il tient tout autant à l'ambiguïté même du mouvement des Commissions Ouvrières. Des auteurs, communistes le plus souvent, ont spéculé sur cette ambiguïté et l'ont entretenue ; il semble en effet que pour eux les Commissions Ouvrières étaient avant tout un élément d'un vaste mouvement interclassiste contre la dictature.(222). D'autres qui sont les plus nombreux, communistes ou non, semblent ne pas être parvenus à se mettre suffisamment à distance du phénomène social des C.O. pour en cerner les limites et en apprécier clairement la triple nature. Avant d'aborder toute étude des Commissions Ouvrières deux remarques s'imposent.

La première concerne l'ambiguïté même du terme de "mouvement des Commissions Ouvrières" qui recouvre trois ordres de réalité auxquels bien des commentaires se sont référés en bloc sans les distinguer clairement entre eux. Les Commissions Ouvrières ce sont d'abord les noyaux de militants dévoués et décidés qui ont animé des commissions permanentes dans tous les centres industriels de l'Espagne. Cet ensemble de Commissions de travailleurs s'est doté à partir de 1967 d'un organe directeur national

222. García-Nieto et Comín, op. cit. n° 75 (p. 32-33)
 "Les Commissions Ouvrières n'étaient aux yeux de la direction du parti communiste, qu'un mouvement anti-franquiste intégrable dans une coalition de toutes les forces opposées à la dictature".

reposant sur un nombre très restreint de dirigeants (223). Les militants qui ont développé une activité permanente et de longue durée au service des C.O. ont formé ce que les commentateurs des C.O. ont appelé l"organisation" par rapport au "mouvement".

Autour de ces noyaux de militants gravitait, d'une ampleur variable selon les enjeux, le "mouvement", c'est-à-dire tous les travailleurs qui adhéraient à des degrés divers aux objectifs de l"organisation" et dont la participation était canalisée dans les assemblées. Certains se situaient en deçà de ces objectifs, d'autres, les avant-gardes révolutionnaires, très au delà. Il semble que la phraséologie sur le caractère socio-politique du mouvement des C.O. ait eu entre autres fonctions celle de gommer l'écart entre les premiers qu'il fallait entraîner et les seconds qu'il fallait ramener à des vues réalistes (224).

Enfin les Commissions Ouvrières ont été un "courant d'opinion" qui a certains moments fait preuve d'une force considérable ; par exemple lorsque les grèves du printemps 1976, d'une ampleur exceptionnelle, provoquèrent la chute du Gouvernement Arias Navarro, premier gouvernement de la Monarchie. Symbole de l'opposition au régime franquiste, les Commissions Ouvrières jouissaient d'un prestige considérable auprès des intellectuels et d'une partie des classes moyennes. Comme à l'heure actuelle le syndicat libre Solidarité incarne l'opposition d'une proportion importante de la population polonaise au régime en place, de même s'assimilaient au mouvement des C.O. tous ceux qui étaient en désaccord avec le régime franquiste, qu'ils appartiennent ou non à la classe ouvrière.

223.- Ce nombre peut être induit de celui dont fait état J. Ariza en 1976 : "la douzaine et demi de hauts dirigeants qui se consacrent à plein temps aux CC00 - ne parlons pas des difficultés qu'ils ont pour résoudre leurs problèmes économiques personnels - est de toute évidence insuffisante pour faire face à toutes les tâches qu'un mouvement organisé comme les CC00 doit développer".
Op. cit. p. 62-63.

224.- J. Ariza. Op. cit. p. 46-47.

La seconde remarque est qu'il est nécessaire de démythifier un certain nombre d'analyses qui dans une intention apologétique ont concouru à mettre en valeur l'unicité et l'exemplarité du mouvement des Commissions Ouvrières (225). L'Histoire indique en effet que la classe ouvrière, lorsqu'elle s'organise pour défendre ses intérêts procède de façon en partie analogue. La spécificité des Commissions Ouvrières – qu'il ne faut pas confondre avec le sentiment d'une spécificité répandu parmi ses adhérents (226) – doit donc être définie par rapport au cadre institutionnel dans lequel elles se sont développées et par rapport aux postulats distincts des anciennes organisations syndicales devenues clandestines, l'U G T et la C N T, sur les mêmes problèmes ; à savoir : quels devaient être le terrain d'action, les objectifs et la forme du mouvement ouvrier ; à cette question les C.O. seront effectivement les seules à apporter une réponse claire et opérante, que l'on peut résumer ainsi :

- utilisation des moyens légaux offerts par le Syndicat Vertical ;
- objectifs essentiellement revendicatifs susceptibles d'être élargis à des objectifs politiques limités comme le droit de grève, la liberté syndicale et circonstanciels comme la libération des militants détenus ou la réintégration des militants déchus de leur charge syndicale ;
- action unitaire et démocratique au moyen des assemblées de travailleurs ;
- indépendance vis-à-vis des partis politiques de quelque nature qu'ils soient.

Variété para-syndicale sui generis, les C.O. ont différé des syndicats traditionnels clandestins et des formations clandestines syndicales et politiques qui ont vu le jour à partir de 1960 en ce sens

225 . - Une remarque analogue est faite par Alfredo Tejero dans "El panorama sindical tras el cambio político" in Zona Abierta, 16 - 1978 (p.44).

226 .- La signification de ce sentiment est importante, elle est abordée au Chap. V.

qu'elles ne se proposaient pas de constituer une organisation centralisée et rigide mais seulement des assemblées réunissant les représentants d'une branche industrielle dans un secteur géographique donné ou les représentants de plusieurs branches industrielles d'une zone déterminée.

Ne s'étant pas construite sur une base idéologique, les C.O. n'ont appartenu à aucun des groupes syndicaux et politiques qui ont essayé de leur imprimer leur orientation. Elles échapperont même partiellement au contrôle des militants communistes bien que ceux-ci soient devenus prépondérants dans les coordinatrices à partir de 1968. C'est une constatation que Julian Ariza, l'un des hommes du triumvirat qui présidera aux destinées des C.O. n'hésite pas à faire : "Naturellement (les C.O.) ont joui d'une totale autonomie pour développer dans leurs rayons d'action respectifs toutes les initiatives qu'elles jugeaient valables en faveur de la défense à court ou long terme des intérêts des travailleurs ; aux CC OO le "mouvement" a toujours eu le pas sur l'organisation" (228).

Le fait que l'organe directeur des C.O. n'ait jamais exercé un rôle directif centralisé et rigide est ce qui a favorisé le bon fonctionnement d'un "milieu des militants" à la configuration particulière puisqu'il englobait toutes les tendances de la minorité agissante : communistes et catholiques, socialistes, carlistes, défenseurs des nationalités catalanes et basques et militants "indépendants" (229).

C'est ce milieu des militants des C.O. où les communistes et les catholiques représentaient les deux tendances les plus influentes car les mieux caractérisées, que nous nous sommes proposés d'approcher au moyen d'une enquête par questionnaire en vue de vérifier s'il n'était pas possible de lier certains changements dont les C.O avaient été le vecteur avec l'influence des militants catholiques.

227. - Marcelino Camacho, Julián Ariza, Nicolás Sartorius.

228. - Comisiones Obreras - Julián Ariza. Série politique. Avance - Manana Editoriales. Madrid 1968 (p.33).

229. - Terme employé aux CCOO : militants apolitiques ou militants ne se reconnaissant pas dans les partis marxistes.

Il convient au préalable de préciser les conditions de cette influence ce qui revient à expliciter le sens que l'on attribue à ce concept.

La radicalisation des militants catholiques sous l'effet de l'action et au contact des militants marxistes est un phénomène connu. Sous un régime autoritaire le caractère que prend la lutte pousse à départager encore plus nettement les camps et à sortir de ce qu'un ex-militant d'action catholique appelle "le militantisme apolitico-social" (230). Nous avons montré dans la première partie de ce travail comment et dans quel but une association d'apostolat ouvrier, la HOAC, avait récupéré et travaillé des concepts révolutionnaires. En raison même du poids de la religion et de l'Eglise dans la société espagnole, ce phénomène a acquis une dimension particulière au cours de la période qui nous intéresse. La trajectoire des militants chrétiens a eu pour effet d'assurer le maintien dans les C.O comme d'ailleurs dans tous les mouvements syndicaux et politiques clandestins, d'importants noyaux de militants catholiques porteurs quand bien même ils avaient adhéré à des idéologies révolutionnaires, de certaines idées et valeurs de la pensée catholique. Alors qu'ailleurs la version moderne du Catholicisme Social est restée confinée dans des milieux politiques extrêmement restreints, elle s'est vue conférer en Espagne par la présence des catholiques dans le mouvement ouvrier, une audience beaucoup plus grande.

Cette influence était parfois évoquée par des militants syndicalistes. Ainsi José Borras, leader cénétiste auteur d'un livre intitulé "Le Syndicalisme à la croisée des chemins" décrit-il de façon vaguement péjorative "la confusion idéologique" des Commissions Ouvrières qu'il qualifie également de "mélange de syndicalisme d'encycliques, de théories marxistes et de concepts révolutionnaires" (231). La mention d'un amalgame idéologique mérite de retenir l'attention à cause de la personnalité de son auteur. Né en 1916, affilié très jeune à la CNT, combattant de la colonne Durruti, interné dans les camps français sous Vichy puis résistant, très anticomuniste, il est le prototype de ces vieux militants pour qui, selon le mot de N. SARTORIUS, " l'horloge du

230.- Sanz Oller. Op. Cit. (p.99).

231.- Sindicalismo español en la encrucijada. Ed. Picazo.
Barcelona 1977 (p.171).

syndicalisme s'est arrêté en 1939" (232). Mais c'est justement sa position de cénétiste "pur et dur" qui le mettait à même de saisir certaines différences des C.O. De plus, totalement étranger au nouveau mouvement ouvrier il n'avait aucun intérêt à en dissimuler des aspects considérés par d'autres comme génants ou secondaires. De son côté, Julian Ariza, dirigeant des CCOO, évoque indirectement un aspect de cette influence lorsqu'il fait état dans les pages de son essai consacrées à "l'idearium (233) des C.O.", de "la présence de courants ouvriers catholiques" qui "... dès le début ont fait partie des C.O.". Et les désignant comme "une des références vives du mouvement ouvrier", il fait ressortir que c'est à cause des groupes catholiques que les C.O. "ne se sont jamais déclarées socialistes bien que - ajoute-t-il - le socialisme soit l'unique alternative viable au capitalisme (234).

Mais sous réserve d'un démenti le phénomène de la militance des catholiques dans les Commissions Ouvrières a beaucoup moins retenu l'attention que le phénomène subséquent de la militance des catholiques au parti communiste dont les aboutissements ont été largement évoqués dans le cadre du dialogue christiano-marxiste. C'était donc une piste neuve que d'étudier l'influence que les groupes chrétiens avaient pu avoir dans le domaine syndical.

Naturellement toute interprétation de ce concept en termes de conquête est à écarter ; cette précaution oratoire peut sembler inutile ; elle ne l'est pas dans un pays qui a porté à l'extrême l'affrontement entre le libéralisme et le conservatisme, incarné chez lui par l'Eglise Catholique.

232. - in el Sindicalismo de nuevo tipo - op. cit. (p. 13).

233. - idearium, mot lancé par l'essayiste Angel Ganivet (1868-1898). Son dérivé ideario est devenu courant dans la langue actuelle ; il signifie : "répertoire des principales idées d'un auteur, d'une école, d'une collectivité".

(Dictionnaire de la Langue Espagnole) ; c'est le terme utilisé par l'auteur cité que nous rendons par le mot latin original de Ganivet.

234. - J. Ariza - op. cit. (p. 48-49).

L'influence des groupes chrétiens s'est exercée indirectement à travers un milieu pluraliste où s'est produite la confluence de deux traditions antagoniques. Les échanges à l'intérieur de ce milieu ont induit une double dialectique : d'une part une confrontation idéologique entre chrétiens et marxistes (communistes et socialistes) ; d'autre part une réflexion sur la théorie à la lumière de la pratique. Par référence au syndicalisme espagnol traditionnel dont le discours inchangé continuait d'être véhiculé par les directions des syndicats en exil, l'hypothèse qui a guidé cette recherche est que les militants catholiques à l'intérieur des Commissions Ouvrières ont contribué à infléchir durablement les opinions en ce qui concerne la disparition de l'anticléricalisme, la recherche de l'unité du mouvement ouvrier, la valorisation des organes de participation des travailleurs dans l'entreprise, la défense de certaines valeurs humanistes comme le pluralisme. Les attitudes nouvelles se sont installées à l'insu même des acteurs syndicaux.

Dans cette optique il était intéressant de consacrer une étude systématique à un groupe de militants dont les attitudes avaient été décisives pour l'émergence du mouvement ouvrier sous le franquisme.

Notre enquête avait trois objectifs :

- elle se proposait de recueillir des données biographiques susceptibles de faire apparaître quelquesunes des caractéristiques du milieu des militants des C.O., et d'illustrer la thèse des interactions entre militants façonnés par des idéologies distinctes.

A cet effet, les militants étaient interrogés sur leur état civil, leur origine sociale, leur profession, leur religion, leur activité syndicale et/ou politique sous le franquisme, leur affiliation actuelle à un parti politique (quest. I, 1 à 21). Il leur était ensuite demandé quels avaient été leurs moyens d'information et de formation ainsi que leurs relations militantes (quest. II, 1 à 5).

- l'enquête cherchait à connaître l'opinion des militants sur un aspect du processus historique auquel ils avaient été mêlés : la

présence et le rôle des militants chrétiens dans le mouvement ouvrier.

Dans ce but l'hypothèse de la recherche leur était soumise et ils étaient appelés à se prononcer sur la nature de la contribution des groupes chrétiens et sur les points sensibles de l'influence des militants catholiques (quest. III, 1 à 8).

- enfin l'enquête prétendait saisir les attitudes, les images et les idées qui ont cours parmi ces militants sur quelques questions fondamentales du syndicalisme, de façon à mettre en évidence une continuité idéologique entre le mouvement ouvrier clandestin des Commissions Ouvrières et la Centrale syndicale qui en est sortie.

A cette fin ils devaient donner leur avis sur les problèmes qui firent l'objet de vifs débats avant et après la fin de la dictature, comme l'indépendance syndicale, la dualité Comité d'Entreprise et Section Syndicale ou Négociation et Mobilisation ; leur appréciation était également sollicitée sur la finalité du syndicalisme et l'alternative réforme ou révolution (quest. III, 9 à 27). (235).

Le caractère qualitatif de l'enquête menée exigeait que l'on fît une large place au commentaire personnel libre. Quatorze questions sur cinquante-cinq offraient la possibilité d'une réponse complémentaire. L'attente du chercheur n'a pas été déçue ; on a obtenu cinq-cent-quarante-six commentaires alors que le maximum possible était six-cent-quatre-vingt-dix (14 x 115) - (236).

235. - Toutes ces questions dérivent d'une analyse thématique de la presse syndicale post-franquiste. Peu importe que les débats qui ont eu lieu autour de ces thèmes nous paraissent de faux débats, qu'ils soient dépassés ou en voie de l'être maintenant. Le fait dont il faut tenir compte est qu'ils ont alimenté une infinité de discussions entre militants. Il ne nous appartient pas de juger de leur pertinence et il faut nous dépouiller des a priori qui sont ceux du français s'intéressant à la réalité hispanique.

236. - 115 est le nombre des militants qui ont répondu.

Le questionnaire a été imprimé en trois-cents exemplaires par l'Union Régionale des Commissions Ouvrières du Bas Llobregat (Catalogne) et sa distribution assurée par les soins du Responsable de la Section Formation des CC.OO du Bas Llobregat, dans le courant des mois de janvier et février 1981. Les paquets de questionnaires furent envoyés ou remis à des militants des CC.OO disséminés sur le territoire espagnol dans les régions où les CC.OO ont une implantation notable. Cent-quinze questionnaires nous sont revenus dans le délai requis. Une vingtaine nous sont parvenus après le traitement de l'enquête ; nous n'avons pas pu les prendre en compte mais une analyse ponctuelle effectuée à part a prouvé qu'ils n'infirment en rien les résultats obtenus par le traitement des cent-quinze premiers questionnaires qui constituent le groupe étudié.

En plus de l'affiliation actuelle à la Centrale CCOO, le critère principal de distribution du questionnaire était d'avoir vécu tout ou partie du processus de surgissement des C.O. Une durée appréciable de la participation au mouvement clandestin nous semblait devoir être la garantie de l'intérêt des réponses pour la recherche. Il était donc urgent de procéder à cette enquête avant que n'aient disparu de la scène syndicale les acteurs de l'époque clandestine. L'objectif a été atteint de façon assez satisfaisante étant donné l'usure considérable des militants en période de lutte clandestine. La population du groupe se répartit en trois tranches d'âges presque égales :

34 personnes ont de 45 à 55 ans

36 " " 35 à 44 ans

36 " " 25 à 34 ans

L'âge moyen (41 ans) est sensiblement plus élevé que celui du délégué-type au 2ème Congrès National des CCOO en 1981 (35 ans) (237).

237. - Pour plus de détails voir Annexe III - Analyse des variables indépendantes (p. 284).

Comme nous l'avons fait observer dans l'introduction, notre groupe ne pouvait pas être un échantillon représentatif scientifiquement constitué puisqu'on ne connaît pas de façon rigoureuse la composition de la population militante totale des CCOO. Cependant le groupe obtenu est intéressant par rapport à notre objectif, car il présente sur plusieurs points des concordances avec trois enquêtes réalisées par la Commission Nationale de Catalogne (CONC) et par la Centrale CCOO à leurs congrès respectifs en 1978, 1980 et 1981 (238).

- La représentation des secteurs du Métal et Administratif est assez semblable à ce qu'elle est chez les délégués du 2ème Congrès des CCOO en 1981 ; 25,22 % et 13, 91 % dans notre groupe pour 27,16 % et 14,50 % chez les délégués des CCOO (239).

- La répartition par sexe est la même dans notre groupe et dans l'enquête réalisée par la CONC en 1978, soit 14,78 % contre 14,80 % (240). La même concordance peut être observée en ce qui concerne l'affiliation à un parti politique : 65,22 % dans notre groupe et 65,40 % chez les délégués de la CONC. Par la suite cette proportion augmente(241).

- Les pourcentages des militants ayant détenu une charge élective dans le Syndicat Vertical et subi des représailles, permettent des comparaisons suggestives entre la population de notre groupe et celle de la 1ère enquête de la CONC en 1978 (242).

De plus la comparaison entre la profession des pères et celle des fils fait apparaître que ce groupe de militants reflète certaines des évolutions économiques de la société espagnole, notamment le transfert de la main d'œuvre de la campagne vers la ville consécutif à l'industrialisation rapide de l'Espagne après la guerre (243). C'est là un élément qui contribue aussi à garantir la validité du groupe constitué.

238.- Sur ces enquêtes voir Annexe III p. 283 et note 1 p. 283.

239.- Annexe III, p. 288

240.- Annexe III, p. 283

241.- Chapitre IV, 2, p.126

242.- Chap. IV, 3, p.130et p. 140

243.- Annexe III, p. 289.

Sans être représentatif au sens strict notre groupe donne donc une image exacte de ce que fut la population militante des Commissions Ouvrières sous le franquisme.

L'enquête par questionnaire a été complétée par 16 entretiens semi-directifs réalisés en 1981 et 1982 à Barcelone (11) et à Madrid (5). Sur les personnes interrogées, tous des hommes, on dénombre dix communistes dont un prêtre. Neuf personnes sont des syndicalistes des CCOO, à titre bénévole ou comme permanent, l'un d'entre eux est un responsable de haut niveau. Onze personnes sont affiliées à la Centrale CCOO ; un interviewé, militant des Commissions Ouvrières pendant la clandestinité s'est affilié à l'UGT. Sept personnes ont détenu ou détiennent encore une fonction à la HOAC ; quatre d'entre elles dont 2 aumôniers ont fait partie de la Commission Nationale. Neuf interviewés ont 50 ans ou plus, sept ont entre 26 et 49 ans. Huit sont des chrétiens pratiquants, huit des agnostiques.

L'avis des personnes interviewées était sollicité en priorité sur le militantisme des groupes chrétiens dans les Commissions Ouvrières. Les syndicalistes des CCOO ont été interrogés également sur les questions syndicales abordées dans la troisième partie du questionnaire. Certains militants investis d'une responsabilité ont été invités à parler du fonctionnement des Commissions Ouvrières ou de la HOAC, selon le cas. Menés comme une conversation, les entretiens d'une heure à une heure et demie chacun, ont dérivé vers diverses questions parmi lesquelles l'eurocommunisme est la plus intéressante et la plus fréquente.

Ces entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique globale ; ils ont été utilisés pour compléter, éclairer ou nuancer les résultats de l'enquête par questionnaire sans qu'on en épouse toute la matière.

Les trois chapitres qui suivent révèlent quelles ont été les implications de la symbiose qui s'est opérée dans les Commissions

ouvrières entre des militants se rattachant aux organisations catholiques et aux organisations marxistes ; font apparaître les aspects idéologiques et les traits comportementaux qui ont été le fruit de la "Rencontre" ; s'essaient à repérer et décrire les tendances qui caractérisent le néo-syndicalisme qui s'est mis en place à partir du mouvement des Commissions Ouvrières.

S'attachant à mettre en lumière un épisode de l'évolution de la mentalité militante ouvrière, ce travail est dans une grande mesure une étude des représentations. C'est pour cela que nous avons accordé une place importante aux citations des réponses formulées aux questions ouvertes du questionnaire et des opinions exprimées dans les entretiens. Sauf autorisation de l'enquêté ou de l'interviewé, l'anonymat a été respecté ; chaque enquête et chaque entretien est cité par son numéro d'ordre.

CHAPITRE IV

LA "RENCONTRE" ET SES IMPLICATIONS

L'étude systématique d'un groupe de militants des CO exigeait que l'on détermine d'abord les caractéristiques sociales de ses composants puis sa structure, en fonction des deux variables principales de la thèse de la recherche, la croyance et l'affiliation politique, avant d'étudier la nature de l'action militante déployée et ses implications diverses.

I - Caractéristique de la population étudiée et de son militantisme

1. Synthèse de l'analyse des variables indépendantes :

L'analyse des variables indépendantes (Annexe III)* permet de dire que la population étudiée a la diversité qui caractérise les minorités agissantes non marginales.

Elle est essentiellement masculine : 85,22 %. Son âge moyen est de 41 ans. Les célibataires y sont relativement nombreux : 25,2 %, parmi eux, onze sont des religieux, des religieux sécularisés, des religieux présumés. Cette population a un taux de fécondité assez élevé : 2,59 , compte tenu que près d'un tiers à moins de 34 ans.

(*) p. 283 à 295.

Presque la moitié du groupe provient de Catalogne (53/115), ce qui ne signifie nullement que ces militants soient des Catalans, puisque l'émigration du Sud a été particulièrement forte à Barcelone. Le reste des militants (62/115) provient du Levant, de l'Andalousie, de l'Aragon, du Nord-Ouest et de la Castille. Madrid est sous-représenté par rapport à Barcelone. Rappelons cependant qu'à l'heure actuelle la Catalogne et l'Andalousie sont les provinces où les CC.OO sont le mieux implantées. Cette disparité n'est donc pas de nature à infirmer les conclusions de l'enquête.

La population considérée n'est homogène ni par son origine sociale, ni par son niveau d'instruction, ni par son statut et son milieu professionnels.

Elle est représentative de certaines des transformations qu'a connues l'Espagne au cours des trois dernières décennies (1950-1980). Pays essentiellement agricole en 1939, l'Espagne a réalisé sa révolution industrielle sous le régime franquiste. Une forte minorité de notre population (26,96 %) est de souche paysanne. La génération qui a opéré la mutation sociale en passant de la campagne à la ville, semble avoir été marquée par une inquiétude qui a trouvé son exutoire dans l'action militante quelle que soit la nature de cette dernière.

Pour un quart des militants, il existait une tradition familiale en matière d'engagement public dans le cadre de la municipalité, d'un parti, d'un syndicat, de la paroisse. Qu'il soit le fait du père (plus rarement de la mère) ou d'un oncle, cet engagement a opéré à l'instar d'un facteur prédisposant en même temps qu'il atteste de la réalité de ce que l'on appelle maintenant la mémoire ouvrière.

Une forte minorité est constituée par les militants qui ont accédé au second cycle de l'enseignement secondaire (35). 27 d'entre-eux sont titulaires d'un baccalauréat. Bacheliers ou non, 20 ont poursuivi des études supérieures courtes.

Le niveau d'instruction est satisfaisant et suffisant pour servir notre propos. Les commentaires sur le questionnaire et les entretiens réalisés par ailleurs indiquent que nombreux sont les autodidactes.

Un petit quart des militants (24,37 %) n'appartient pas -ou n'appartient plus- à la condition ouvrière même si la nature de leur militantisme fait qu'ils sont immergés dans le milieu ouvrier. Il s'agit cependant d'une population d'ouvriers et de petits employés à 75,65 % ; mais les résultats concernant l'activité et la catégorie de leurs pères prouvent que ces militants ouvriers ne sont pas issus du sous-prolétariat.

Ils représentent une élite morale et/ou intellectuelle par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière espagnole. On constate chez eux un désir de perfectionnement personnel en même temps qu'une aspiration à une amélioration générale, qui se sont traduits par la volonté d'acquérir un complément de formation directement utile ou sans utilité immédiate ainsi que par la recherche d'un rôle dans le milieu professionnel et/ou dans des organisations para-syndicales et politiques.

2. Classification des militants selon la croyance et l'affiliation :

Les Commissions Ouvrières ayant été la résultante de l'action conjuguée de groupes militants d'origine distincte parmi lesquels les mieux organisés étaient les militants chrétiens et les militants communistes, nous allons examiner comment se distribue la population de notre enquête selon les deux variables qui nous intéressent : la croyance religieuse et l'affiliation à un parti politique.

Tableau I : Répartition des enquêtés
Selon la croyance

	En Nbr	En %	
:	-----	-----	:
: Se déclarent non croyants	47	40,87	:
: Se déclarent croyants	36	31,30	:
: Se déclarent pratiquants	29	25,22	:
: Ne répondent pas	03	2,61	:
:	-----	-----	:
: TOTAL	115	100	:
:	-----	-----	:

Les croyants et les pratiquants réunis représentent 65 personnes soit 56,2 % de la population enquêtée; il est indispensable de signaler que le groupe comporte une majorité de "Chrétiens"; mais ce n'est pas le fait le plus intéressant. En Espagne, en effet, la majeure partie des personnes, y compris dans les couches populaires, se déclare croyante : une enquête menée par la Fondation Foessa en 1969, sur un échantillon de plusieurs milliers de personnes montre que 85 % des ouvriers et employés se considèrent comme catholiques - 22 % se déclarent "Catholiques pratiquants" (1). La caractéristique du groupe étudié est plutôt l'existence de deux minorités comparativement plus élevées que dans l'ensemble de la population. Ce sont deux fortes minorités qui mettent en lumière deux convictions opposées. Conviction de la foi chez les catholiques pratiquants qui représentent le quart de l'échantillon. Conviction agnostique chez près de 41 % des militants.

On aura remarqué l'emploi du mot agnostique de préférence au mot athée. Le premier est devenu en Espagne plus courant que le second. Athée a une connotation péjorative et réductrice qui en a fait éliminer l'usage même chez les incroyants. L'athée est un négateur, l'agnostique est a-métaphysique. Le premier affirme la non-existence de Dieu, le second affirme seulement l'impossibilité pour l'homme d'accéder à la connaissance de l'absolu. Le choix du vocabulaire agnostique est révélateur d'une attitude nouvelle, plus sereine, plus indifférente à l'égard de la religion.

Parmi les agnostiques du groupe l'un a écrit en marge : "admirateur du Christ"; un autre : "agnostique et non pas athée"; un troisième : "je ne suis pas athée"; un quatrième, au contraire, a tenu à bien marquer son athéisme en proclamant : "je suis athée".

L'affiliation actuelle à un parti politique :

Notre propos était d'évaluer la proportion de militants actuellement affiliés à un parti politique et notamment aux partis communistes (PCE et PSUC). Mais la liste proposée faisait état de tous les partis de gauche y compris le PSOE, bien que nous sachions que des affiliés du Parti Socialiste ne pouvaient plus, en 1981, se trouver parmi les militants touchés par la distribution de notre enquête. En effet, les militants qui se sont affiliés au PSOE ont abandonné le mouvement des Commissions Ouvrières lors de la légalisation de la Centrale Socialiste UGT. Par contre, parmi les non-affiliés du groupe étudié, il se trouve forcément des

(1). Cité par Mr Guy Hermet in Les Catholiques dans l'Espagne Franquiste. Fondation Nationale des Sciences Politiques - Paris 1980 - Les acteurs du jeu politique (p. 79)

personnes qui votent pour le PSOE aux élections générales voire municipales.

Le lecteur étranger peut, par ailleurs, s'étonner de l'absence de mention d'un parti Démocrate-Chrétien, compte tenu du rôle de cette tendance sous la dictature. Nous renvoyons à ce sujet aux conclusions de la thèse de Mr Guy Hermet qui mettent en lumière les causes de l'effacement des forces catholiques et leur impuissance à se constituer en parti politique, au lendemain de la mort de Franco.(2)

Un mouvement d'opposition à un régime autoritaire n'a de chance d'aboutir que s'il est multiforme ; c'est à dire si les groupes qui le constituent sont présents dans plusieurs strates sociales. Le Parti Socialiste (PSOE) malgré les différends entre sa direction installée à Toulouse et les groupes de l'intérieur de l'Espagne est un des groupes qui ont mené une action d'opposition. Mais sous réserve de découvertes ultérieures ce sont le mouvement ouvrier et étudiantin, les nationalistes basques et catalans et les groupes critiques catholiques qui furent la véritable expression d'un contre-pouvoir et d'une résistance à l'exercice du pouvoir franquiste. Parmi les partis politiques, le PCE (3) et le PSUC (4) sont les deux seuls partis de masse à avoir pris une part continue et active à l'opposition au régime en organisant le mouvement ouvrier qui deviendra implicitement la forme la plus claire et affirmée de contestation politique.

(2). Guy Hermet. Op. cit. Chronique d'une Dictature (p. 421 à 437).

(3). PCE. Né de la scission en 1920 dans le parti socialiste espagnol de la minorité favorable à une adhésion aux conditions de la III^e Internationale, le PCE resta très faible numériquement jusqu'à la guerre civile. Celle-ci mit en relief la discipline communiste, et la modération de son attitude lui rallia en partie ceux qu'inquiétaient les excès de la révolution anarchiste. Après la défaite républicaine, il parvint à maintenir une présence constante en Espagne, d'abord par la lutte de guerrillas puis en préconisant l'utilisation de formes légales de lutte. La répression qui le frappa durement (l'exécution de Julián Grimau est la plus spectaculaire) donna encore plus de retentissement à son action.

(4). PSUC. Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne s'est constitué le 23 juillet 1936 à partir de la fusion de quatre partis : Unio Socialista de Catalunya, Partit Communista de Catalunya, Federacio Catalana del PSOE, y Partit Català Prolitari. En 1937, il comptait 60 000 militants. Plusieurs communistes participèrent au Gouvernement de la Generalitat entre 1936 et 1939. L'action du PSUC pendant la dictature est semblable dans les grandes lignes à celles du PCE.

Tableau II : Répartition des enquêtés
Selon l'affiliation à un parti politique

	En Nbre	En %
Parti Communiste Espagnol (PCE)	37	:
Parti Communiste de Catalogne (PSUC)	33	60,87
Parti Socialiste Menorca (PSM)	3	:
Organis.Révolut. des Travailleurs (ORT)	1	4,35
Parti Socialiste Ouvrier Esp. (PSOE)	1	:
Aucun parti	38	33,04
N.R.	2	1,74
TOTAL	115	100

Dans le groupe étudié le PCE et le PSUC comptent à eux deux 70 adhérents soit 60,87 % du total. Les affiliés divers sont très marginaux (4,35 %). La présence d'un militant des CC.OO. affilié au Parti Socialiste (PSOE) est une sorte d'anomalie en 1981 et un vestige de l'étape immédiatement antérieure marquée par la redistribution des militants du Mouvement Ouvrier d'opposition entre les deux grandes centrales : Les Commissions Ouvrières et l'U.G.T.

Les non-affiliés représentent 33,04 % de la population enquêtée.

Le pourcentage des militants ayant adhéré à un parti politique est de 65,22 %. Il nous a paru intéressant de le comparer à celui donné par les trois enquêtes des CC.OO. déjà citées (Annexe III. Analyse des variables indépendantes).

Tableau III : Affiliation des enquêtés
Comparaison avec les enquêtés des Congrès CONC et CC.OO

en %

	Enquête présentée	I Congrès	II Congrès	II Congrès
	1981	CONC 1978	CONC 1980	CC.OO 1981
Affiliés	65,22	65,40	74,70	79,33
Non affiliés	33,04	-	-	19,48
N.R.	1,74	-	-	1,18

On constate à nouveau que le groupe étudié est semblable au groupe formé par les délégués du I congrès de la CONC, lequel reflétait encore assez fidèlement la configuration du mouvement au sortir de la dictature.

Aucune indication n'est donnée par ces trois enquêtes sur les partis représentés. Il s'agit d'une omission peut-être volontaire. Le Parti Communiste est nettement prépondérant. Comme le fait remarquer Manuel Ludevid, le lien entre le Parti Communiste et les Commissions Ouvrières est notoire "même s'il n'est pas ouvertement proclamé" (5).

Classification des militants :

Le croisement de la variable "croyance" et de la variable "affiliation à un parti", a permis d'établir le tableau suivant.

TABLEAU IV : Distribution de la population enquêtée en fonction de la croyance et de l'affiliation politique (6)

Affiliation :		Partis Communistes :		Sans	Affiliations :			
Croyance		FCE	PSUC	Affiliation:	diverses		TOTAL	N.R.
Agnostiques	:	24	16	6	0	46	1	:
Croyants	:	6	10	16	3	35	1	:
Pratiquants	:	36	6	15	2	29	0	:
TOTAL	:	66	32	38	5	110	:	:
N.R.	:	1	1	1	0	5	:	:

5. Ludevid (M), Conférence dans le cadre de International Teachers Programme, Paris, Juillet-Août 1979, Polycopié 51 p. (p. 47-48). Communiqué par l'auteur.
6. Calcul du Khi-Deux pour les trois premières colonnes du tableau. Degré de liberté 4. Probabilité au delà de la valeur du χ^2 0005. Très significatif à 0005.

D'après ce tableau la population enquêtée se divise en cinq sous-groupes qui sont :

Le groupe des Communistes chrétiens (croyants et pratiquants) : 28 personnes soit 24,35 %.

Le groupe des Communistes agnostiques : 40 personnes soit 34,78 %.

Le groupe des non-affiliés chrétiens (croyants et pratiquants) : 31 personnes soit 26,96 %.

A côté de ces trois groupes importants existent deux groupes marginaux.

Le groupe de non-affiliés agnostiques : 6 personnes.

Le groupe des croyants et pratiquants aux affiliations diverses : 5 personnes.

5 militants ont omis de répondre aux questions concernant la croyance et l'affiliation.

Le groupe a d'abord un intérêt historique ; il est le reflet d'un fait nouveau qui est la présence d'un nombre important de croyants et de pratiquants à l'intérieur du Parti Communiste. Ces militants sont venus au Parti Communiste à travers leur participation aux Commissions Ouvrières.

Il confirme également que les C.O. ont été et sont encore le lieu de rencontre et d'organisation de trois catégories spécifiques de militants : les Communistes traditionnels, agnostiques ; les Communistes croyants et pratiquants, parmi lesquels des prêtres ; les non-affiliés à un parti politique ou indépendants.

Sa structure hybride garantit l'intérêt des conclusions de l'enquête en ce qui concerne les opinions et les attitudes des acteurs du changement sur les questions et les problèmes soumis à leur appréciation.

La classification en sous-groupes, susceptibles d'être regroupés différemment, nous permettra éventuellement de vérifier s'il existe une corrélation entre l'appartenance à un groupe et le choix des opinions et des attitudes.

3. Caractères du militantisme du groupe étudié :

Une des questions préalables à cette enquête d'opinion était : Quel genre de militants sont les hommes et les femmes du groupe ? On a essayé d'appréhender le vécu des militants en vue d'apprécier la nature et la qualité de leur engagement dans le processus de ressurgissement du mouvement ouvrier espagnol (questionnaire : I-1 à I-20).

Cette appréciation s'est faite à partir de leur participation effective à différents modes d'action et de la durée de cette participation ; à partir des représailles dont ils ont été les victimes.

Par modes d'action on désigne deux sortes d'action : 1. l'action légale à l'intérieur des institutions, ici, le Syndicat Vertical : CNS ; et dans des associations reconnues officiellement bien qu'elles soient l'objet d'une surveillance incessante : les mouvements apostoliques ouvriers.

2. l'action illégale -ou semi-légale, selon les périodes- dans des organisations à caractère syndical (par exemple les CC.OO) et à caractère politique (par exemple le Parti Communiste).

Fonctions occupées dans le Syndicat Vertical :

Plusieurs observateurs ont souligné le réalisme et le pragmatisme des Commissions Ouvrières ; d'où l'intérêt de savoir dans quelle proportion les militants du groupe étudié avaient détenu un mandat dans la CNS, syndicat intégré dans l'appareil gouvernemental (7).

En effet, c'est par le biais des fonctions de délégué syndical et de membre du Conseil d'Entreprise que les ouvriers espagnols ont commencé à se réorganiser ; principalement à partir de la promulgation en 1958 de la loi sur la Négociation et les Conventions Collectives Syndicales (8).

Cette loi donnait un contenu tangible à des fonctions qui jusque là n'avaient pas réussi à mobiliser massivement les travailleurs, comme le prouve la faible participation aux élections syndicales (9), et inaugurerait une nouvelle étape dans les relations de travail.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que les partis et les syndicats clandestins adoptèrent deux attitudes opposées devant le Syndicat Vertical. Le PSOE, la CNT et l'UGT continuèrent à donner une consigne de boycottage des élections syndicales. Au contraire, le Parti Communiste rendit officielle en 1954, à son Ve Congrès, sa nouvelle analyse de la situation espagnole et renouvela ses consignes d'utilisation active de tous les moyens légaux accessibles

(7). Pour une description du Syndicat Vertical, voir annexe n° IV.

(8). Manuel Ludevid. Cuarenta años de sindicato Vertical. Laia. Barcelona 1976 - (p. 36-37.)

(9). Ibid p. 25-26.

Entretien n° 3.

Sur l'impopularity de la CNS, voir également : - Alfonso Comín - Juan García-Nieto. "Juventud Obrera y conciencia de clase". I.T.S. Edicusa. Madrid 1974 - (p. 145-150.)

aux travailleurs et susceptibles de canaliser leurs revendications (10).

De leur côté les mouvements apostoliques ouvriers, et au premier chef la HOAC, préconisaient depuis leur fondation l'engagement temporel dans toutes les institutions ouvertes à la représentation ouvrière, faisant du C.T. (comme on disait alors en abrégé), l'aboutissement logique de leur labeur de formation (11).

Tableau V : Fonctions dans la CNS

En nbr

:	:	:
: Délégué syndical	:	25
: Membre du Conseil d'Entreprise	:	43 70
: Élu National ou Provincial	:	02
: Aucune fonction	:	32
: N. R.	:	13
:	:	:
: TOTAL	:	115
:	:	:
:	:	:

70 personnes (60,87 %) ont occupé une charge dans la CNS ; taux de participation élevé, si on le compare à celui qui apparaît dans l'enquête de la CONC de 1978 : 41,4 %. En revanche on relève une différence inverse en ce qui concerne le pourcentage des élus provinciaux et nationaux : 7,1 % dans l'enquête précitée contre 1,74 % dans notre groupe. Les représentants ouvriers du groupe étudié ne sont pas des premiers rôles mais des militants de base.

On peut s'étonner du nombre (32) de ceux qui n'ont détenu aucun mandat. Deux raisons hypothétiques sont à retenir : les élections syndicales n'avaient pas lieu dans les entreprises de moins de 6 travailleurs ; pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier ici, tous les travailleurs n'étaient pas candidats.

(10). "L'axe de cette nouvelle ligne politique était de considérer la guerre civile terminée et de partir de la réalité existante après 15 années de Franquisme", J. García-Nieto et Alfonso Comin in Frères du Monde n° 75 - 1972 (p. 22-23)

et Miguel Nuñez "En el 50 aniversari del Partit Comunista d'Espana : un partit revolutionari" in Nous Horitzons n° 21 - 4ème trim. 1970 (p. 29-31).

(11). Voir 1ère Partie : I.3 et Annexe II : Les Moyens de Formation de la HOAC.
• C.T. : Compromiso temporal.

Les élus du groupe n'occupent pas de hautes fonctions dans le Syndicat Vertical mais ils se distinguent par la longévité dont ils font preuve dans ces fonctions. La moyenne de durée se situe à 6 ans 7 mois. Le minimum est de un an, le maximum de 27 ans. Lorsqu'on considère les risques auxquels ces fonctions exposaient leurs titulaires : destitution de la charge syndicale, licenciement, on peut conclure à la fermeté de leurs intentions et à une endurance indiscutable.

Regardons maintenant le pourcentage de participation selon le sous-groupe.

Tableau VI : Participation à la CNS selon le

sous-groupe

En Nbr et en %

	:	:	:	:
:	Communistes agnostiques	:	24	: 60,00 :
:	Communistes croyants et pratiquants	:	17	: 60,71 :
:	Non Affiliés agnostiques	:	4	: 66,67 :
:	Non affiliés croyants et pratiquants	:	20	: 64,52 :
:	Catholiques affiliés divers	:	3	: 60,00 :
:		:		:

La proportion de participants à la CNS oscille entre 60 et 66 %. Si on regroupe les militants incroyants d'une part et croyants-pratiquants de l'autre, on obtient un taux de participation qui est respectivement de 60,87 % et 62,50 %. La variable croyance est faiblement discriminante. La variable affiliation semble avoir une incidence un peu plus grande. Les non-affiliés sont plus nombreux à avoir détenu un mandat à la CNS. L'engagement politique ou apostolique est suffisant ou exclusif d'un autre, pour des raisons de convenance personnelle ou de temps. Les militants communistes ont dû aussi pendant certaines périodes faire passer l'action politique avant l'action syndicale. Il est en tout cas évident que les convergences de la HOAC d'une part, du PC de l'autre sont venues renforcer l'attitude naturellement pragmatique des ouvriers, laquelle découlait de leur désir d'intervenir activement dans l'entreprise pour améliorer leurs conditions d'existence et de travail. Ce constat apporte un éclairage intéressant à la thèse, faisant l'unanimité, de la spontanéité du mouvement des C.O. Ce mouvement n'a été téléguidé par aucune des organisations ouvrières existantes mais préparé par leurs efforts convergents d'éveil de la conscience de classe par la voie de l'information, de la formation, du regroupement (12).

(12). Entretiens n° 1.2.5.12.

Adhésion à un mouvement apostolique ouvrier

Bien que la HOAC soit l'organisation catholique privilégiée par notre investigation, la question posée aux enquêtés ne pouvait exclure les autres associations apostoliques (13). A des degrés divers, toutes ont participé de la même fonction de suppléance. Une partie du matériel d'information de la HOAC circulait dans les autres organisations. Nombre de Feuilles d'Information étaient signées par plusieurs d'entre elles. La liste proposée au choix des enquêtés était la suivante :

HOAC : Fraternité Ouvrière d'Action Catholique

JOC : Jeunesse Ouvrière Catholique

VOJ : Avant-garde Ouvrière Juvénile

VOS : Avant-garde Ouvrière Syndicale

ACO : Action Catholique Ouvrière

Le dernier item était réservé aux divers autres.

75 personnes sur 115 ont participé à un mouvement apostolique. 71 comme membres, 4 comme sympathisants. La HOAC vient en tête avec 33 personnes, suivie de la JOC : 16 personnes ; des VOJ : 8 personnes ; des VOS : 4 personnes.

11 personnes ont fait partie de diverses organisations : 9 sont citées, parmi lesquelles la JAC, la JARC, la Mission Ouvrière des Jésuites, Chrétiens pour le Socialisme, les éditions ZYX. A l'exception de la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne) les divers groupes ne disposaient que de très petits effectifs qui gravitaient autour de religieux ou laïcs engagés, mais ils apportaient leur contribution aux actions entreprises par d'autres mouvements. La moyenne de durée de participation est de 10 ans 5 mois. Les records de durée sont naturellement détenus par des hoacistes. Le maximum est de 33 ans.

Grâce à toutes ces organisations une présence chrétienne active a pu être assurée en de nombreux milieux. La durée de militance apostolique est une condition importante de la stabilité de l'influence de ces groupes dans leurs rayons d'action respectifs.

Le pourcentage total de participants à un mouvement apostolique ouvrier est de 65,22 %. Mais plus intéressant cependant pour notre étude est leur distribution entre les catégories définies : Communistes agnostiques - Communistes

(13). A leur sujet voir :

- Guy Hermet op. cit. Les acteurs du jeu politique Chap. IV : Les associations de laïcs. (p. 194 à 218).
- Rafael Diaz Salazar. Iglesia, Dictadura y Democracia. Ed. HOAC - Madrid 1981 Chap.III (p. 178 à 188).

croyants et pratiquants - Non affiliés agnostiques - Non affiliés croyants et pratiquants - Catholiques d'affiliation diverses.

Tableau VII : Adhésion à un Mouvement Apostolique

Ouvrier selon le sous-groupe

En Nbr et en %

:	:	:	:	:
: <u>Communistes</u>				
:	Agnostiques	15	37,50	:
:	Croyants	11		:
:	Pratiquants	12	23	82,14
:			:	:
: <u>Non-affiliés</u>				
:	Agnostiques	1	16,67	:
:	Croyants	14		:
:	Pratiquants	13	27	87,10
:	Catholiques d'affiliations diverses	5	100,00	:
:			:	:
:			:	:

Il est capital d'observer que 37,50 % des communistes agnostiques ont participé à un mouvement apostolique. C'est la JOC qui est le plus fréquemment citée suivie de la HOAC et de divers autres mouvements.

Pourquoi cette proportion non négligeable d'agnostiques dans un mouvement apostolique ouvrier ?

Parler d'une adhésion strictement opportuniste serait manquer de nuance et réduire la complexité des motivations à un simple calcul tactique. Certes les organisations ouvrières catholiques étaient les seules institutions où les hommes désireux d'agir pouvaient disposer de locaux et de matériel pour imprimer et ronéoter ; mais ils pouvaient aussi y trouver une réponse à leurs questions, y acquérir un bagage culturel et rencontrer d'autres hommes pour discuter librement avec eux et échapper à l'isolement culturel. Ces organisations répondraient à une demande dont le mobile était désintéressé : s'instruire, pour être plus apte à comprendre, pour devenir plus efficace et plus responsable. Ce que l'on recherchait en somme était un surplus d'"humanité". Comme le font remarquer plusieurs militants interviewés : après la prise du pouvoir par le Général Franco, s'instaura "une sorte de désert

culturel pour la classe ouvrière où l'apolitisme s'alliait à la vulgarité intellectuelle " (14). Le principal effort éducatif fut fait par l'Eglise à travers les diverses associations de laïcs (15).

Adhésion à des organisations syndicales et politiques clandestines

Le développement du mouvement ouvrier sous Franco est un phénomène complexe dont le processus a été marqué par la prolifération des groupes syndicaux et politiques. Avant que les CC.OO. n'étendent leur hégémonie à l'ensemble de l'opposition ouvrière, des organisations syndicales sont apparues pour vertébrer, coiffer ou récupérer ce mouvement. Les unes fondées par des militants influencés par le catholicisme : c'est le cas de la Fédération Syndicale des Travailleurs (F.S.T.) en 1958, de l'Union Syndicale Ouvrière (U.S.O.) en 1958 (16), la Solidarité des Ouvriers de Catalogne (S.O.C.) (17), l'Action Syndicale des Travailleurs (A.S.T.). D'autres dues à l'initiative du Parti Communiste ou des directions en exil des anciens syndicats de l'U.G.T. et de la C.N.T. C'est le cas de l'Opposition Syndicale Ouvrière (OSO) (18) qui ne regroupait que des hommes du Parti Communiste. Ce dernier la saborda à la naissance des C.O. (18). C'est le cas de l'Alliance Syndicale Ouvrière (ASO) (19) : Syndicat fondé par la CNT et l'UGT en collaboration avec des militants de l'intérieur appartenant à la SOC et à la STV (Solidarité des Travailleurs Basques) (20). USO y entrera en 1963.

(14). Entretien n° 2.

(15). Entretiens n° 1.2.3.12.15.

(16). USO en sus documentos 1960-1975. Ed. HOAC - Madrid 1976. 81 p.

(17). Almendro Morcillo Jimenez Asenjo, Pérez Amoros, Rojo Torrecilla - El Sindicalismo de clase en España (1939-1977) Ed. Peninsula 1978 - 278 p. Chap. VII Los sindicatos de las nacionalidades (SOC et ELA-STV) (p. 209-224).

(18). Alfonso Comín, G. García-Nieto "De la Guerre Civile aux Commissions Ouvrières" in Frères du Monde n° 60 -04-1969 (p. 38-39) et n° 75 - 01-1972 (p. 27).

(19). El Sindicalismo de clase en España -op.cit. (p.120).

(20). La ELA-STV occupe une place à part ; c'est le seul syndicat chrétien antérieur à la guerre civile (fondation en 1911) à avoir une assise populaire importante (38 000 m.en 1934) qui ne disparaîtra pas après la victoire franquiste. Son appareil clandestin reste présent en Biscaye et au Guipuzcoa. G. Hermet op. cit. t.I (p.253) et Almendro Morcillo... El Sindicalismo de Clase op. cit. (P.218-224).

D'autres organisations, politiques celles-ci, naissent parallèlement aux syndicats. Les premières ont une origine confessionnelle : Le F.L.P. (21) (Front de Libération Populaire) créé en 1957 par des chrétiens progressistes, intégra peu à peu des éléments marxistes. En 1962 apparaît le F.O.C. (Front Ouvrier de Catalogne) qui est plus révolutionnaire que le Parti Communiste auquel il prétend être une alternative dans les C.O. L'O.R.T. (22) (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) provient en 1969 de la radicalisation des militants de l'A.S.T. et des groupes des Avant-Gardes Ouvrières impulsées initialement par les Jésuites. Après 1970 naissent d'autres organisations politiques à la suite de scissions dans les organisations politiques existantes : Le P.T.E. (23) (Parti du Travail Espagnol) est la création en 1968-69 d'un groupe de dissidents Catalans du PCE auxquels s'uniront des noyaux de militants divers de Madrid, Saragosse et Séville. Le M.C.E. (24) (Mouvement Communiste Espagnol) est l'extension nationale du Mouvement Communiste Basque (M.C.V.). Il critique le révisionnisme de Santiago Camillo et Dolorès Ubarruri.

Les militants de ces distinctes organisations gravitent autour des C.O. aux actions desquelles ils collaborent, principalement ceux de AST, SOC., ELA-STV, U.S.O. Mais la prolifération de ces avant-gardes est également un ferment de division. (25) .

On demandait aux enquêteurs d'indiquer les organisations syndicales et politiques auxquelles ils avaient adhéré.

- Liste des organisations syndicales :

ELASTV - SOC - OSO - ASO - CC.OO. - UGT - CNT - USO - AST FST.

- Liste des organisations politiques :

PSUC - PCE - PSOE - ORT - PTE - MCE - Divers autres.

(21). A. Comín et J. García-Nieto. Luttes de classe en Espagne in Frères du Monde n° 75 -01-1972. La lente remontée de la lutte populaire (p. 66 à 72).

(22). ORT en sus documentos - Ed. HOAC - Madrid 1976 (100 p.)

(23). PTE en sus documentos - Ed. HOAC - Madrid 1976 (94 p.)

(24). MCE - Ed. HOAC - Madrid 1976 (106 p.)

(25). Sur cette période historique consulter : G. Hermet, Les Catholiques dans l'Espagne franquiste. t 1 et 2 (op. cit.); A. Comín et J. García-Nieto. Luttes de classe en Espagne - Frères du Monde n° 60 et n° 75 (op. cit.); Rafael Díez Salazar - Iglesia, Dictadura, Democracia. (op. cit.)

Tableau VIII : Participation à une Organisation Syndicale clandestine

En Nbr

:	:	:
:	:	:
:	CC.00.	87
:	SOC+CC.00	9 99
:	AST+CC.00	3 101
:	SOC	1 2
:	AST	1
:	N.R.	14

:	TOTAL	115
:	:	:

Tableau IX : Participation à un Parti clandestin

En Nbr

:	:	:
:	PSUC	38 68
:	PCE	30
:	PSOE	2 89
:	ORT	5
:	PTE	1 21
:	MCE	2
:	Autres	11
:	N.R.	26

:	TOTAL	115
:	:	:

Quelles conclusions peuvent être tirées de la lecture de ces tableaux ?

- La supériorité d'influence des CC.00. est nette dès le début. Aucun des 101 militants qui déclarent avoir participé aux C.O. clandestines ne s'étaient tournés antérieurement ou en même temps vers la CNT et l'UGT. Rapportons le propos d'un militant interviewé : "Oui, en cherchant bien, j'ai connu un ancien de la CNT. Un type très bien, très honnête. A part lui... En fait la CNT et l'UGT n'existaient plus comme organisations" (26).

12 militants seulement ont milité conjointement dans les CC.00. et deux autres syndicats : AST et SOC.

Le nombre élevé des N.R. s'explique par la présence dans notre groupe de militants jeunes qui se sont affiliés à la centrale après la mort de Franco.

- Parmi les partis politiques, le P.C.E. et le P.S.U.C regroupent 68 militants résultats qui confirme leur leadership dans les CC.00. (27). Les 21 militants restant se répartissent entre 9 partis : PSOE - ORT - PTE - MCE et cinq autres cités dans les divers autres (Bandera Roja - PSM - UCL - OCE - OIC .) une comparaison de

(26). Entretien n° 5. Communiste agnostique, responsable du Syndicat du Métal.

(27). "... et que cela nous plaise ou non, c'est le Parti Communiste qui a rassemblé cette classe ouvrière." Prêtres de la Paroisse de San Llorenç-Tarrassa. In Documento Pastoral de unas actitudes sacerdotales ante unas aspiraciones legítimas de la clase Obrera. op. cit.(p. 15.)

ce tableau avec le tableau II p.126 révèle que l'influence de ces petits partis s'est amenuisée. Le nombre des affiliés tombe de 89 pendant la clandestinité à 75 en 1981. Par contre le Parti Communiste reste stable et même augmente de 2 unités.

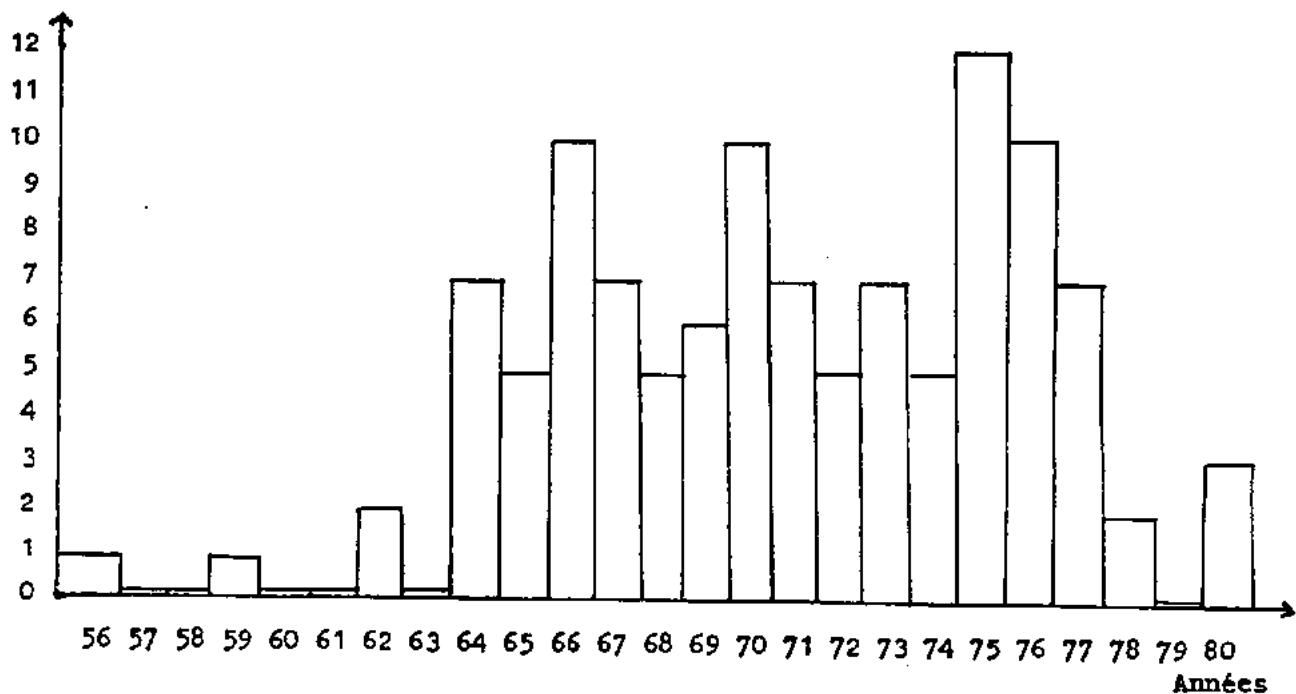
- La lecture comparée des tableaux VIII et IX et les commentaires conduisent à parler de plurimilitantisme de nombreux enquêtés qui après avoir milité dans différentes formations syndicales et politiques ont fini par se tourner vers l'organisation ouvrière la plus dynamique et puissante : les C.O. et vers les partis les plus stables : les PCE et le PSUC. Aucune question ne portait sur la date d'adhésion à un parti politique ; elle eût apporté une réponse de nature quantitative au problème de l'antériorité d'un militantisme sur l'autre. Mais les entretiens avec des militants des CC.OO. révèlent par ailleurs que pour nombre d'entre eux, y compris des agnostiques, l'engagement dans les CC.OO. a précédé l'engagement politique au Parti Communiste.

Les réponses à la question I.20 sur la date de rattachement aux CC.OO présentent un intérêt capital pour l'historien et le sociologue.

Conditions externes et développement du Mouvement Ouvrier :

Date de rattachement aux CC.OO.

Nbr de militants



Ce diagramme peut contribuer à lever l'ambiguité entourant la date de naissance des C.O. Certains disent que la première Commission Ouvrière est née en 1958 dans la mine asturienne de la Camocha (28). D'autres prétendent que c'est au Pays Basque, en 1962, que s'est formée la première Commission Ouvrière Provinciale, d'Euskadi et de tout l'état espagnol (29). D'autres observateurs font remonter cette naissance à 1964 seulement (30). En fait, comme le signalent les rapporteurs du groupe d'étude du BIT : "dans la pratique, des conventions tacites d'entreprise ont été conclues à la suite de pourparlers entre un employeur et certains travailleurs qui représentaient officieusement leurs camarades, ou des accords non officiels ont été conclus au sein du syndicat entre les représentants des employeurs et ceux des travailleurs ayant pour résultat d'augmenter les salaires et allant jusqu'à provoquer la modification des réglementations" (31). Ainsi avant même que la loi de 1958 ne donne un cadre juridique à ces négociations officieuses, des Commissions de travailleurs traitaient directement avec le patron. Mais ce n'est qu'à partir de 1964 que se produit le décollage du mouvement, avec la constitution des premières Commissions coordinatives territoriales.

Le diagramme fait apparaître que l'adhésion des travailleurs au mouvement des C.O. coïncide avec ces événements importants que furent les élections syndicales de la CNS. Des élections eurent lieu en 1963 - 1966 - 1971 - 1975. Celles de 1966 marquent le terme de la première étape de l'existence du nouveau mouvement ouvrier : organisation et émergence. Le taux de participation électorale atteignit 83,60 % (32). A partir de 1969 est discuté le projet du gouvernement sur la nouvelle Loi Syndicale. Les organisations ouvrières les plus actives feront connaître ce projet, le commenteront et le critiqueront. La Presse de la HOAC (Boletín HOAC et Boletín Verde) en traite abondamment. Les CC.OO. proposent un projet de remplacement : 200 000 exemplaires seront distribués. Dans ce contexte les élections

(28). C'est la version que reprend avec prudence Marcelino Camacho dans Charlas en la prisión. Ed. Laia, 1976, (p. 71).

(29). Mise au point de Valeriano Gomez Lavín : "Así nació la Comisión Obrera Provincial de Euskadi" in Noticias Obreras. nº 737 1-15 Junio 1978. Tribuna Abierta (p. 30-31)

(30). Entretiens avec Jaime Aznar. Responsable de Formation de la CONC. et avec J. García-Nieto. Professeur Sociologie du travail, ESADE - Barcelone.

(31). Travail et Syndicats en Espagne. BIT Genève 1969 p.194 (809-810-811).

(32). ED. Martin, J. Salvador. Las elecciones sindicales. Ed.Laia, 1975, 118 P.(85, 93-98),

Syndicales de 1971 correspondent à une nouvelle montée de la combattivité ouvrière que se traduit sur le diagramme par un nouveau pic.

La dernière grande mobilisation sera celle des années 1975 et 1976. Avec la mort du général Franco, la fin de la dictature apparaît comme imminente. Les travailleurs voient leurs souhaits sur le point de se réaliser : Droit d'association - syndicalisme libre - liberté d'expression. On parle d'un Congrès Constituant devant aboutir à la conquête d'un "authentique syndicat des travailleurs" (32). L'enjeu des élections syndicales de 1975 sont les "Unions de techniciens et travailleurs" (32) ; l'obtention de nombreux mandats accentuerait la crise de l'Organisation Syndicale (33). Au cours de ces 2 années on rejoint massivement le Mouvement des C.O. et en 1977 La Centrale récemment reconnue peut faire état de 1.400.000 affiliés (34).

Ce diagramme prouve que c'est par le biais d'enjeux concrets et nettement circoncrits que les travailleurs se sont mobilisés. Ce qui est confirmé par cette réflexion : "A l'occasion de la préparation des élections syndicales (1966), commencèrent à se réunir, l'été dernier, dans les classes de l'Ecole, des groupes de travailleurs de diverses entreprises de Barcelone... Les premières initiatives partirent des élèves de l'Ecole ; chose normale, puisqu'une bonne partie des mille élèves qui assistent aux cours du soir sont des adultes. Parmi ceux-ci pas mal de militants ouvriers chrétiens de la HOAC et le JOC. Les élections terminées, le nombre des réunions a notablement diminué" (35). Le pragmatisme des travailleurs les pousse à l'utilisation des circonstances externes.

Les représailles

Interroger les militants sur les représailles qu'ils avaient subies, était aborder l'aspect héroïque que prit après 1966 l'opposition ouvrière au régime franquiste. Le succès des candidatures unitaires des CC.OO provoque un changement d'attitude de la part du gouvernement qui jusque là avait toléré le mouvement dans l'espoir de l'intégrer dans la CNS. Au début de 1967 une décision du Tribunal Suprême

(32). Ed. Martín. J. Salvador. Las elecciones sindicales. Ed. Laia 1975. 118 p.
(p. 85, 93 - 98).

(33). E. Martí. "Elecciones Sindicales ¿y ahora ?" Nuestra Bandera N° 67 2do Trim 1971.
(p. 14-22).

(34). El sindicalismo de clase en España. op. cit. (P. 67).

(35). J. Torres Gasset - Rector de la Escuela Profesional de Clot (Barcelona 16 de Marzo 1967) in Actitudes pastorales ante unas aspiraciones legítimas de la clase Obrera. (op. cit.)

mit fin à l'"ambiguité légale" en déclarant les CC.OO. hors la loi. De nombreux délégués furent destitués de leur charge, beaucoup furent licenciés. Les principaux dirigeants des CC.OO. furent arrêtés et incarcérés (36).

Dans la partie réservée à la fin du questionnaire à des observations et commentaires éventuels, pas un seul des militants ayant subi des sanctions n'a évoqué cet épisode de sa vie. La modestie de cette population éprouvée mérite d'être soulignée.

Sur la population enquêtée 55 personnes ont été licenciées, arrêtées ou incarcérées. On compte 55 licenciements et 47 arrestations allant de quelques heures à plusieurs années. 16 personnes ont fait de 1 à 13 mois de prison. 8 personnes de 3 à 6 ans. 34 personnes ont été à la fois licenciées et arrêtées.

A nouveau il est intéressant de mettre en parallèle les résultats de notre enquête et ceux de la première enquête de la CONC.

Tableau X : Représailles subies par les enquêtés

Comparaison avec les enquêtés du I congrès de la CONC

En %

Représailles	Enquête présentée 1981	I congrès de la CONC 1978
Sanctions	-	41
Licenciement	47,83	26,2
Arrestation	20,00	29,3
Prison (mois et années)	20,87	12,7

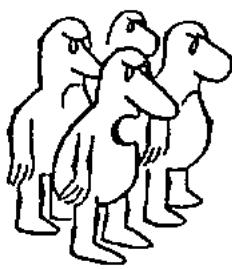
Les victimes de représailles sont plus nombreuses dans notre groupe ; différence qui peut être mise en relation avec l'âge moyen plus élevé de nos militants : 41 ans contre 31 ans pour les militants de l'enquête CONC. Mais cette différence

(36). El Sindicalismo de Clase. op. cit. (p. 47).

PREMEDITACIÓN

141

QUEREMOS
AUMENTO
SALARIAL



¡MAL MOMENTO,
HIJOS MÍOS...!



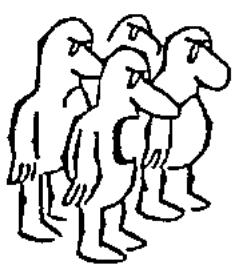
QUEREMOS
AUMENTO
SALARIAL



¿DINERO? ¡NO LO
HAY, RICOS MÍOS...!



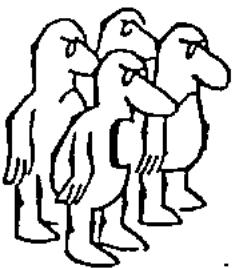
¡Y EL QUE NOSOTROS
HEMOS PRODUCIDO?



¡SE GASTA,
SE GASTA,
CRIATURAS...!



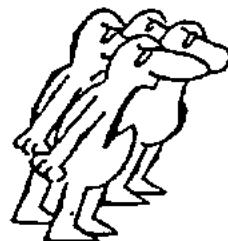
¡Y NOSOTROS, NO
NOS GASTAMOS?



¡TODOS MORIMOS,
ES LEY DE VIDA,
OBREROS MÍOS...!



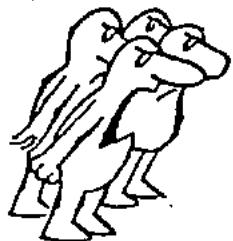
¡QUEREMOS
AUMENTO
SALARIAL!



¡EL DÍA ES BELLO,
AMIGOS MÍOS..!



¡QUEREMOS
AUMENTO
SALARIAL!



¡LOS PAJARITOS
CANTAN, LAS NUBES
SE LEVANTAN, RICOS...!



¡QUEREMOS
AUMENTO
SALARIAL!



¡EL PATIO DE MI CASA
NO ES PARTICULAR...

YA ESTÁN TODOS
CABREADOS...



OTRO CONVENIO
RESUELTO...

Calle



s'explique aussi par la personnalité empreinte de détermination et d'idéalisme des hommes et des femmes qui ont répondu à notre questionnaire. Parmi eux ce sont les communistes qui ont été le plus éprouvés. 57,50 % des Communistes agnostiques et 53,57 % des Communistes chrétiens ont subi des peines de détention, contre 22,58 % des Non affiliés chrétiens. La variable "communiste" est fortement discriminante. Ce sont les militants communistes qui se sont engagés le plus à fond dans l'opposition au régime et qui ont été l'objet des persécutions les plus sévères non seulement pour les responsabilités prises mais encore pour leur qualité de communiste. Les Non affiliés chrétiens ont davantage tendance à adopter une attitude de conciliation ou de temporisation. D'ailleurs, comme le fait remarquer avec pertinence Alfredo Tejero, la structure de la Commission Ouvrière offrait la possibilité d'agir à deux sortes de tempéraments : les réformistes et les révolutionnaires ; "la défense des intérêts quotidiens étaient prise en charge par les dirigeants réformistes tandis que les dirigeants les plus radicaux intervenaient aux périodes de durcissement et de politisation de la lutte (37)".

CONCLUSIONS

Les conclusions à tirer des résultats de l'enquête sur le vécu des militants sont de deux ordres :

1. Elles concernent l'histoire du mouvement ouvrier. En permettant d'établir des concordances entre l'histoire du mouvement ouvrier dans son ensemble et celle d'un groupe de militants appartenant à la minorité agissante, elle apporte un éclairage intéressant sur quelques aspects encore flous de cette histoire.

- La date d'apparition des C.O. coordonnées : 1964.
- Leur rythme de développement scandé par les élections syndicales de la CNS. Le volontarisme des hommes et des groupes conscients ne suffit pas, le changement est en partie le produit des conditions externes.

L'étude confirme l'hégémonie des C.O. sur les groupuscules syndicaux apparus au cours de la même période ; le leadership du Parti Communiste ; la présence de communistes dans les mouvements apostoliques ouvriers ; la dureté de la répression notamment contre les communistes.

La structure du groupe illustre le fait social de la rencontre entre militants venus d'horizons divers.

(37). Alfredo Tejero "Auge y crisis de Comisiones Obreras". Materiales, 3, Mayo-Junio 1977 (p. 40).

• Tableau XXXIV - Annexe III - représailles subies et participation à différentes formes d'action selon le sous-groupe.

2. Elles concernent la qualité et la nature de l'engagement des militants.

On enregistre la propension des militants du groupe à rechercher dans toutes les organisations existantes, de façon concomitante ou successivement, la possibilité d'une action soit légale soit clandestine, leur capacité à prendre des risques.

Le combattivité, l'endurance à la persécution et la fidélité à un idéal peuvent définir la personnalité du militant type.

Les militants de ce groupe n'appartiennent pas au tout venant. Ce sont des hommes qui ont souffert pour leurs engagements. Ils ne parlent pas à la légère.. La qualité de leur militantisme offre donc au chercheur la garantie que les problèmes dont traite le questionnaire dans sa troisième partie sont bien saisis par les enquêtés. Elle donne plus de valeur à leurs réponses, elle en certifie le sérieux et justifie l'intérêt que la recherche peut porter à leurs opinions dans le cadre d'une étude sur les représentations et le changement des mentalités.

II Interpénétration des milieux

La structure du groupe étudié se présente comme la meilleure illustration de la thèse qui fait des Commissions Ouvrières le cadre d'une rencontre entre le croyant et l'incroyant. Adoptant la terminologie de J. Miralles (38), nous qualifions cette rencontre des années 60 de "moment pragmatique". Militants marxistes et militants catholiques se retrouvent pour oeuvrer à la réalisation d'objectifs tactiques relativement immédiats. Cette rencontre pratique a été largement dépassée par la suite et a produit ses premiers résultats en l'espèce d'une double réflexion théorique :

- réflexion chrétienne sur la religion elle-même débouchant sur la rupture avec le conservatisme chrétien.
- réflexion des communistes sur la critique marxiste de la religion en vue d'une reconsideration de ladite.

Pour notre part nous étudions plus modestement la rencontre pratique. Dans cette optique les moyens par lesquels cette rencontre a pu s'accomplir et s'approfondir sont un élément d'explication capital.

La deuxième partie du questionnaire était consacrée aux moyens de formation des militants :

- La presse ouvrière : dans la mesure où elle fournit des informations et des références qui enrichissent la réflexion.
- Les cours et cycles de formation organisés. Les cours dispensés par les mouvements apostoliques ouvriers. Les Ecoles de Formation Sociale. Les cours syndicaux de la CNS. Les écoles syndicales à l'étranger.
- Les moyens ponctuels plus ou moins réguliers que sont les réunions des syndicats et partis.
- La formation pratique acquise dans les Assemblées et Commissions qui ont leur finalité dans des actions concrètes.
- Les relations individuelles : dans la mesure où elles mettent en présence des personnes venues d'horizons idéologiques différents.

(38). José Miralles - "Encuentro ético : cuestión al marxismo y al cristianismo" in Revista de Fomento Social. N° 141 Enero - Marzo 1981 (p. 85 à 93).

I. Non unicité des moyens d'information :

On se proposait de vérifier si les militants avaient puisé leur information à des sources idéologiques distinctes. La question portait sur les publications de la presse ouvrière antérieures à la fin du régime franquiste. La liste proposée comprenait deux séries (Catholique et laïque) mais elle n'était pas exhaustive. Seules avaient été retenues les principales publications officielles et clandestines des mouvements apostoliques ouvriers, des CC.OO et du parti communiste. La grande presse légale d'orientation critique, avait été écartée pour ne pas alourdir la question. La rubrique "autres" permettait aux militants de citer leurs feuilles préférées.

TABLEAU XI : Publications lues :

Fréquence de citation

en nombre de fois

:	:	:	:
: <u>Presse ouvrière catholique</u>	:	:	:
:	:	:	:
: Feuilles d'Information	:	49	3e
:	:	39	:
: Boletin Verde	:	35	:
:	:	35	:
: Tú	:	13	:
:	:	10	:
: Voz del trabajo	:	34	:
:	:	34	:
: Juventud Obrera	:	40	5e
:	:	40	:
: Noticias Obreras	:	58	2e
: <u>Presse Ouvrière Communiste</u>	:	40	:
:	:	26	:
:	:	85	1e
: Lucha Obrera	:	30	:
:	:	43	4e
: Mundo Obrero	:	58	2e
:	:	40	:
: Prensa Obrera	:	40	:
:	:	40	:
: Treball	:	40	:
:	:	40	:
: Nuestra Bandera	:	40	:
:	:	40	:
: <u>Autres</u>	:	40	:
:	:	40	:
:	:	40	:

Que Mundo Obrero, organe du Comité Central du PCE ait été lu par une majorité de militants (85) n'a rien pour surprendre. La place de second de Nuestra Bandera, revue théorique et politique du Parti Communiste est un peu plus étonnante en raison du caractère théorique, plus détaché des évènements, de ses articles.

En 3ème position viennent les Feuilles d'Information de la HOAC ; ceci confirme le rôle qu'elles ont joué, principalement dans les deux décennies 1950 et 1960, pour la diffusion des nouvelles et la préparation des actions. Si l'on compare le tableau XI avec les résultats de la p. 133 : adhésion à une organisation apostolique, on s'aperçoit que le nombre des lecteurs de ces Feuilles d'Information (49) est supérieur au nombre des adhérents à la HOAC (33). De même, 16 militants déclarent être passés par la JOC mais la revue de ce mouvement Juventud Obrera a été lue par 34 personnes. Cela prouve l'intérêt que suscitaient ces publications en l'absence d'une presse ouvrière libre. Ainsi que le fait remarquer un auteur: "C'est l'époque où il n'y a pas d'autre presse ouvrière dans le pays que celle publiée par les mouvements d'Eglise : Jeunesse Ouvrière, Bulletin de la HOAC, la Voix du Travail ; plus tard Signo se placera dans cette ligne, Aun également pour les milieux d'employés etc... les feuilles clandestines que diffusent les groupes d'opposition n'ont pas une portée comparable. Leur diffusion reste généralement circonscrite localement tandis que la presse ouvrière des mouvements apostoliques est diffusée dans toute la péninsule. Jeunesse Ouvrière, par exemple, tirait à 35 000 exemplaires et se vendait 3 pesetas. Les militants trouvent dans cette presse "en caractères d'imprimerie" ce que "personne n'ose dire" publiquement". (39)

Treball, organe du Comité Central du PSUC a une audience légèrement supérieure aux membres du PSUC : 43 lecteurs pour 38 adhérents pendant la clandestinité. La même remarque peut s'appliquer à Noticias Obreras, revue de la HOAC, provenant de la transformation en 1972 du Boletín Verde : 40 lecteurs pour 33 adhérents.

Tú, premier journal de la HOAC n'a été lu que par 13 personnes. Mais il faut se rappeler qu'il a cessé de paraître en 1951 alors qu'il avait atteint un tirage de 45 000 exemplaires. Sa suspension fut la sanction de la part qu'il avait prise au développement de la première grande vague de manifestations ouvrières de la dictature (40).

Dans la rubrique "autre" ont été citées la Pirenaica, émettrice de radio clandestine et 40 publications parmi lesquelles 17 petites feuilles locales, les tracts du PCE et du PSUC, les feuilles d'information des CCOO et les grands périodiques d'opposition comme Triunfo, Cuadernos para el diálogo, Cambio 16.

(39). A. Comín J. García-Nieto. "Luttes Ouvrières en Espagne. 5. L'Eglise et le Mouvement Ouvrier" (p.66) in Frères du Monde n° 60, 04-1969.

(40). Un militant écrit : "Tú, jusqu'à son interdiction par le franquisme fut sans doute le moyen le plus efficace d'information, à mon avis et selon l'opinion de beaucoup". (n°2 - 64 ans. Prat. PSOE).

Dans leurs commentaires au nombre de 45 les militants démontrent clairement la triple fonction de ces moyens d'information.

1. Ils se substituent pour la simple information à la presse officielle mutilée par la censure.

"A travers la presse catholique nous nous informions de certains problèmes et événements que la presse et les moyens de communication existants passaient sous silence" (n° 12 - 53 ans. Croy. Non Affilié)

"Pendant le franquisme, par peur de la repression, on ne voyait pas beaucoup d'autre propagande que celle des CC.OO., du PCE et du PSUC, spécialement dans les centres de travail." (n° 58 - 42 ans. Ag. PSUC).

"Comme moyens d'information, quelques revues légales comme Truinfo (jusqu'en 1972) Cuadernos para el dialogo et Cambio 16, remplissaient un rôle important". (n° 61 ; F 36 ans. Ag. PSUC).

2. Ils contribuent à faciliter la formation intellectuelle théorique des militants.

"Pour moi, tous ces moyens d'information furent importants dans la mesure où ils me procurèrent des éléments d'analyse socio-politique de la société". (n° 27 - 45 ans. Prat. PSUC)

"Plusieurs de ces publications m'ont servi pour acquérir une formation solide dans le domaine religieux et dans le domaine politique". (n° 53 - 44 ans. Prat. PSUC).

3. Ils favorisent une prise de conscience collective.

"Toute cette presse, non seulement vous informait à cette époque là, mais encore créait une conscience de classe". (n° 62 F. 36 ans. Ag. PSUC)

"Au moyen de ces publications j'ai pu acquérir une conscience humaine, politique et syndicale". (n° 74 - 39 ans. N.R. PSUC)

"Elles m'ont servi pour me donner une vision du monde et une formation et en plus elles ont fortifié mes convictions". (n° 42 - 49 ans. Ag. PSUC)

Des conditions exceptionnelles accroissent le courage et la volonté des hommes. Il n'est donc pas étonnant de constater que la pénurie d'information décuple la curiosité. L'appétit de lecture de ces militants est d'autant plus grand qu'il est aiguisé par la difficulté. Un responsable de GOES le confirme : "Les gens répondaient de façon merveilleuse. Il y avait un enthousiasme et un désir de promotion intellectuelle qui ont disparu aujourd'hui". (41).

(41). Entretien n° 2.

"Je lisais toutes sortes de publications qui puissent m'aider à comprendre et à prendre conscience des problèmes : Fascicules sur Marta Harnecker - Freire - Gramsci etc... (n° 110 ; 29 ans Croy^t PCE)

"Je lisais tout ce que je pouvais et qui tombait sous ma main" (n° 39 - 49 ans Ag. PSUC)

Cet appétit peut disparaître en des temps plus comblés, et c'est ce regard déformé par la subjectivité qui fait écrire à ce militant :

"En ce temps là, il arrivait des informations de partout". (n° 49 - F. 40 ans Croy^t. Non Aff.)

Alors que la vérité historique appartient à cet autre militant qui, considérant l'ensemble des lecteurs potentiels de la presse considérée, écrit justement :

"Il est évident que malgré les efforts des militants, le cercle d'influence de la Presse Ouvrière a été restreint". (n° 112 - 29 ans - Ag. PCE)

Regardons pour finir le tableau XII qui indique le nombre de militants de chaque sous-groupe ayant lu des publications appartenant aux deux catégories de presse, catholique et communiste.

Tableau XII : Militants ayant lu 1 ou plusieurs publications dans les deux presses

En nbr.

:	:	:
:	:	:
: Communistes agnostiques	: 21	:
: Communistes croyants	: 10	:
: Communistes pratiquants	: 9	:
: Non affiliés pratiquants	: 9	:
: Non affiliés croyants	: 10	:
: Non affiliés agnostiques	: 3	:
: Catholiques d'affiliations diverses	: 3	:
: Diverses omissions	: 2	:
:- - - - -		
: TOTAL	: 67	:
:	:	:

Tableau XII : Publications lues par les militants de chaque sous-groupe

67 personnes sur 115 ont lu des publications appartenant aux deux catégories. 21 communistes agnostiques sur 40. 19 communistes croyants et pratiquants sur 28. 19 catholiques non affiliés sur 31 (41 bis).

L'information a donc circulé dans les deux sens. Une proportion importante de militants s'est nourrie de lectures idéologiquement différentes. On peut conclure que malgré des options et des préférences distinctes, les lectures faites ont eu, pour 58,82 % des militants, un caractère nettement pluraliste.

2. Diversité effective des moyens de formation :

La formation dispensée par les Mouvements Apostoliques et en particulier par la HOAC, avait un caractère systématique garant de son efficacité (42). Mais à partir de 1968, la crise qui touche ces mouvements, les vide d'une partie de leurs militants et réduit du même coup l'impact de cette formation.

Ce sont alors les CC.OO. et les diverses organisations syndicales et politiques qui l'assureront indirectement et dans une optique différente ; d'où l'inclusion dans la liste proposée dans le questionnaire, des assemblées de travailleurs et des réunions de syndicats et partis clandestins. Toutefois l'influence catholique ne disparaît pas pour autant. A partir de 1969-70 se développent les Ecoles de Formation Sociale (EFS) destinées à la formation de cadres syndicaux. A Madrid et au Pays Basque elles sont la création d'un aumônier, Ricardo Alberdi (43). En Catalogne, celle de l'Institut Catholique d'Etudes Sociales de Barcelone (ICESB). Préoccupé par la promotion collective ouvrière l'institut fonda en 1969 un Secrétariat de la Formation Sociale Ouvrière, qui est coordonnateur d'un groupe d'écoles implantées dans des quartiers ouvriers. Ces EFS fonctionnent en régime d'autonomie sous réserve que les deux parties prenantes acceptent comme conditions "d'éviter le paternalisme" pour l'une et "l'instrumentalisation à des fins partisanes" pour l'autre (44). Ces écoles proposent un cycle annuel de cours du soir dont les thèmes principaux sont (45) : la législation du travail (élections syndicales, conventions collectives, recours en cas de sanctions, etc...) - L'Histoire du Mouvement Ouvrier - La Culture Ouvrière - Les Problèmes du Socialisme - Foi et Marxisme - L'idéologie

(41 bis) : pour le développement, voir tableau XII. p. 149

(42). Voir 1ère Partie et Annexe II : les Moyens de formation de la HOAC.

(43). Articles de divers auteurs "Ricardo Alberdi" Iglesia Viva (revista de pensamiento cristiano) n° 99 Mai-Juin 1982 (84 p)

(44). Fascicule ICESB - Membre de l'Association Catalane de Sociologie. Le Secrétariat de Formation Ouvrière p. 17-19.

(45). ICESB. EFS. Mémoire du cours 1973-74 (Doc. Archi. J.N.G.N.)

latente est la même que celle de la phase terminale de la HOAC où une position socialisante a supplanté l'esprit démocrate chrétien. La critique des apports négatifs du marxisme s'est approfondie en même temps que s'est développé l'analyse des aspects considérés comme valables et toujours actuels de cette idéologie.

Les moyens de formation proposés aux choix des enquêtés étaient donc les suivants :

- Moyens de formation d'obédience chrétienne :

Plan cyclique - Révision de vie ouvrière (RVO) - Groupe d'Etudes Sociales (GES) - Groupe Ouvrier d'Etude Sociale (GOES) - Ecole de Formation Sociale (EFS) - divers autres.

- Moyens de formation non confessionnels :

Cours syndicaux du Syndicat Vertical (CNS) - Assemblées de travailleurs (atelier-usine-zone) Réunion de syndicat clandestin - Réunion de parti clandestin - divers autres.

Tableau XIV : Moyens de formation d'obédience chrétienne

Cours et cycle de formation suivis

En Nbr

Nombre de militants /S.Gr	Plan Cycl.	RVO	GES	GOES	EFS	Autres
Communistes Agnostiques	40	2	9	0	0	14
Communistes Croyants	16	5	11	0	3	3
Communistes Pratiquants	12	5	9	1	3	6
Non Affiliés Pratiquants	15	8	6	1	6	4
Non Affiliés Croyants	16	10	10	1	4	3
Non Affiliés Agnostiques	6	0	1	0	2	0
Cath. Affiliations diverses	5	1	3	0	1	1
Non Classés	5	2	3	0	1	0
TOTAL	115	33	52	3	20	33

Tableau XV : Moyens de formation non confessionnelsCours et réunions fréquentés

En Nbr

Nombre de militants /S.Gr.	CNS	Assemb.	Réun. Synd.	Réun. Partis	Autres
Communistes Agnostiques	40	16	28	34	3
Communistes Croyants	16	7	11	12	2
Communistes Pratiquants	12	5	9	10	2
Non Affiliés Pratiquants	15	4	8	10	2
Non Affiliés Croyants	16	5	10	14	3
Non Affiliés Agnostiques	6	1	6	4	1
Cath. Affiliations diverses	5	2	3	3	1
Non Classés	5	1	3	4	1
TOTAL	115	41	78	93	15

Méthode de réflexion sur des cas concrets, commune à la HOAC et à la JOC, la RVO vient en tête des moyens mis en oeuvre par les Mouvements Apostoliques ouvriers. Le Plan cyclique, d'une durée de 3 ans, moins axé sur les problèmes concrets de la vie, n'a touché que les adhérents de la HOAC. Les GES et les GOES étaient réservés aux personnes qui, ayant terminé le plan cyclique, voulaient se spécialiser dans un domaine d'étude particulier (économique - politique - syndical). Ils touchent 23 personnes. Les EFS en touchent un nombre supérieur (33), surtout en Catalogne. Conçues différemment, moins exigeantes en ce qui concerne le travail écrit, elles interviennent dans une période postérieure aux GOES et bénéficient d'une conscientisation plus poussée de la part des travailleurs. Le tableau XIV montre que dans chaque sous-groupe des militants ont suivi les différents cours. Mais les communistes agnostiques se portent davantage vers les EFS (35 %) (46), tandis que les non-affiliés croyants et pratiquants ont gravi les trois échelons du Plan cyclique dans une proportion supérieure à la moitié.

(46). Entretiens n° 1-3-4-6.

Toujours au nombre des moyens de formation institués, les Cours Syndicaux de la CNS ont touché 41 personnes, délégués et membres au Conseil d'Entreprise. Ces cours véhiculaient une apologie du Syndicat Vertical mais par ailleurs leurs leçons sur les origines du syndicalisme, le syndicalisme dans divers pays, la législation du travail, etc... étaient une contribution valable à l'acquisition d'une culture syndicale de base. Six militants ont pu faire un séjour à l'étranger dans une Ecole Syndicale, sont citées les écoles de la CGIL, la CGT, la CFDT.

A côté de cette formation organisée et programmée d'origine catholique ou gouvernementale, la formation pratique et informelle acquise dans les assemblées et les Commissions de travailleurs, dans les réunions des C.O. et dans celles des partis clandestins, revêt comme on va le voir une importance capitale. En effet, selon les militants du groupe, c'est là qu'ils ont le mieux appris ; quasi unanimement ils mettent l'accent sur la pratique et les relations humaines, l'une et l'autre étant liées dans leur esprit. Qu'entendent-ils par "pratique" ? L'expérience sur le tas, acquise dans les réunions, assemblées et commissions au cours desquelles on prépare une action : grève, démarche de sensibilisation, manifestation, collecte, plateforme de revendication en vue de la négociation collective, élection d'une commission, préparation d'une entrevue de la commission avec la direction d'une entreprise, rédaction d'un tract...

Laissons leur la parole :

"fondamentalement la formation a été acquise à travers l'expérience de la petite lutte et de l'activité syndicale et politique dans laquelle je suis intervenu (n° 36 - 49 ans. Croy.^t Non Aff.)

"Le plus important, ma propre expérience pratique" (n° 102- 27 ans Ag. PSUC).

"Je considère fondamentales les assemblées de travailleurs" (n° 25 - 44 ans Prat. PCE).

Un militant résume bien ce qu'il faut entendre par "pratique" : l'action et la réflexion en groupe au sujet de l'action.

"Le meilleur moyen de formation ce fut la lutte elle-même, sans sous-estimer la lecture et les analyses de situations réalisées en groupe" (n° 26 - 45 ans. Ag. non aff.)

Indispensables pour une formation théorique, donneurs d'idées, de principes et de schémas de raisonnements, les lectures et les cours ne sont pas suffisants, ils ont besoin d'être vivifiés par l'action et par la libre discussion. Comme ce militant, d'autres mettent en lumière le rôle de la communication orale : conversations

et débats qui s'établissaient à la faveur de la préparation d'une action, d'un séminaire de formation etc...

"Dans la clandestinité on donnait une grande importance aux séminaires de formation" (n° 97 - 26 ans. Ag. PCE)

"Il ne faut pas oublier les séminaires sur le marxisme" (n° 74 - 39 ans. N.R. PSUC).

Ainsi furent favorisés les échanges et la confrontation des points de vue.

En considérant les tableaux XIV et XV on se trouve confirmé dans l'idée que la formation des militants n'est pas fondamentalement différente selon le sous-groupe. Pris dans son ensemble chaque sous-groupe a été touché par les moyens de formation des deux catégories, d'obédience chrétienne et non-confessionnels ; et même s'il existe des écarts caractéristiques, on peut conclure que globalement la formation reçue présente une homogénéité significative en même temps qu'une diversité incontestable.

3. Intensité des relations inter-individuelles :

Ces relations entre militants qui sont au centre de notre hypothèse, nous ont valu une réponse affirmative presque unanime, à la question : Avez-vous eu des relations suivies avec des militants communistes, des militants chrétiens, des prêtres engagés ?

Tableau XVI : Relations entre militants

En Nbr.

:	:	:
: Avec des militants communistes	:	107
: Avec des militants chrétiens	:	110
: Avec des prêtres engagés	:	102
-----	-----	-----
: N'ont pas rencontré de prêtres	:	8
: N'ont pas rencontré de communistes	:	5
-----	-----	-----
: N'ont rencontré que des prêtres	:	1
: N'ont rencontré que des communistes	:	1
-----	-----	-----
: Non Réponse	:	3
:	:	:

A quelques exceptions près, tous les militants du groupe ont eu des relations suivies avec des militants communistes, des chrétiens et des prêtres engagés.

La signification de ce résultat pourrait être discutée en arguant par exemple de la superficialité de ces relations, si l'il n'était pas étayé par des commentaires qui ne laissent planer aucun doute sur la transcendance du fait sociologique représenté par ces relations, aux yeux des militants eux-mêmes. Le nombre des commentaires à cette question est élevé : 56. Ils abordent plusieurs aspects du phénomène.

- Très nombreux sont ceux qui qualifient ces relations de positives ou très positives, tel cet ouvrier du métal, ancien hoaciste et délégué au Conseil d'Entreprise : "Toutes positives" (n° 29 - 49 ans. Ag. PSUC) comme s'il s'agissait d'une évidence.

- On fait remarquer que c'est sous le franquisme que ces relations entre militants de différentes origines ont été le plus intenses et le plus profitables, ce qui sous entend qu'avec l'événement de la démocratie le dialogue a perdu son stimulant essentiel.

"Oui, une relation très intense de collaboration, dans la lutte antifranquiste" (n° 46 - 42 ans. Croy. PSUC).

"La solidarité ouvrière se forge généralement de façon plus accusée dans la lutte, la persécution et le risque" (n° 36 - 49 ans. Croyt. Non Aff.)

- On dit clairement que ces contacts pluralistes ont fait partie de la formation.

"Ces rapports suivis et intenses ont été très importants pour la formation" (n° 82 - 38 ans. Prat. PSOE)

- Des commentaires apportent confirmation d'un fait dont tous les observateurs, quelle que soit leur tendance, font état (47). L'appui moral et l'aide matérielle des prêtres engagés.

"Relation avec de nombreux prêtres engagés. Leur appui a été très positif sous la dictature" (n° 58 - 42 ans. Ag. PSUC).

"Ma relation avec les chrétiens s'est opérée principalement à l'époque clandestine, quand ils préfèrent les paroisses aux organisations ouvrières" (n° 102 27 ans. ag. PSUC).

"J'ai eu affaire à de nombreux prêtres engagés. Leur appui a été très positif sous la dictature" (n° 58. 42 ans. Ag. PSUC).

Certes, il est presque oiseux de constater que ces relations doivent peu à la volonté personnelle. Elles ont été imposées par les événements et non recherchées en tant que telles, comme une fin en soi, sauf rare exception pour quelques

(47). Marcelino Camacho. Charlas en la prisión. op. cit. (p. 66-68). Nicolás Sartorius. El resurgir del movimiento obrero. op. cit.

prêtres d'un haut niveau de culture et de spiritualité. Mais elles ont été vécues dans un esprit constructif.

"Nous nous sommes retrouvés ensemble, (chrétiens et communistes) dans la clandestinité. A la HOAC, à Madrid, à partir des années 70, on a monté les GOES qui jouèrent le rôle de plateforme légale du mouvement ouvrier" (n° 24. F. 36 ans Croy. PCE).

Sous peine de voir toute action réduite à néant, les militants de diverses tendances ont dû se mettre d'accord sur des objectifs et des moyens, ajuster entre elles des conceptions différentes. "Nous avons maintenu ces relations pour chercher des terrains d'entente" (n° 70 - 35 ans. Ag. PCE).

Immergés dans une réalité complexe et encore instable qu'ils ne peuvent pas appréhender de l'extérieur malgré la distanciation rendue possible par le temps écoulé, rares sont les militants qui ont essayé d'analyser ce qu'ils devaient à des influences aussi différentes mais ils décrivent un itinéraire, citent des rencontres qui furent importantes voire déterminantes.

"Je crois pouvoir dire que ce sont les relations avec des militants chrétiens et des prêtres qui sont à l'origine de ma prise de conscience" (n° 110 - 29 ans. Croy. PCE)

"La relation avec des prêtres engagés est à l'origine de la conscience de classe que j'ai aujourd'hui". (n° 50 - 48 ans. Prat. Non Aff.)

"L'origine de mon engagement avec les travailleurs est chrétienne. Postérieurement la rencontre des communistes a complété et concrétisé cet engagement" (n° 59 - 30 ans. Ag. PCE)

Un prêtre dit : "Ces relations (avec les travailleurs en général et les communistes en particulier) ont marqué ma vie sous l'aspect culturel et en ce qui concerne le dévouement et l'exigence évangélique" (n° 37 - 47 ans - Prat. Non Aff.)

L'estime réciproque, qui affleure souvent, n'empêche pas les militants de porter un regard critique les uns sur les autres.

"C'est la relation avec les communistes qui m'a le plus aidé ; car les chrétiens étaient excessivement révolutionnaires, critiques et opposés à l'organisation, la considérant manipulée par le PCE", constate un prêtre (n° 25 - 44 ans - PCE)

"Mon évolution fut d'entrer dans le chemin de la lutte à travers des chrétiens, puis de me rendre compte ensuite qu'ils ne peuvent plus avancer, car ils sont frénés par une idéologie trop individuelle et théorique (n° 78 - 30 ans - Ag. MCE).

On perçoit parallèlement l'imputation de manipulation faite aux militants communistes trop soucieux de faire triompher la stratégie du parti.

"Je veux spécifier ici que je n'ai jamais appartenu au syndicat CC.OO. J'ai appartenu aux Commissions Ouvrières quand elles n'étaient pas un syndicat mais un mouvement composé de personnes de tendances très diverses, jusqu'au moment où le parti communiste a pris totalement leur contrôle" (n° 84 - 38 ans. Croy^t. Non aff.).

Ainsi, la collaboration, ne fut pas toujours facile. On devine les luttes d'influence et la méfiance réciproque qu'elles alimentent. "Le prosélytisme des divers groupes politiques favorise la peur d'"être utilisé". Cette peur tend à devenir un "élément consubstantiel de la mentalité de nombreux militants catholiques devant les groupes syndicaux et politiques", faisaient observer deux auteurs en 1969 (48).

Mais au bout du compte, cette longue période de cohabitation a constraint des groupes distincts à se connaître. Elle a brisé les anciens cloisonnements, et même s'il ne s'est pas produit un engagement chrétien unanime dans les CC.OO, elle a mis en présence des militants qui ne se seraient jamais rencontrés autrement. L'amitié de personne à personne est aussi un élément qui, selon les militants de notre enquête, a encore facilité le débat et les courants d'idées. On parle de l'amitié pour souligner le rôle qu'elle a joué dans les cheminement individuels ; que l'on soit venu au militantisme par son intermédiaire ou qu'elle soit née à la faveur du militantisme. "Ces relations ont été positives autant sur le plan de l'amitié que sur le plan politique" (n° 100 - 25 ans - Ag. PSUC).

Le risque couru ensemble, la primauté de l'objectif concret, l'estime réciproque ont relégué au second plan les différences idéologiques et créé un climat d'union :

"Le risque d'alors entraînait plus de solidarité à cause de la répression existante" (n° 83 - 35 ans - Croy^t. Non Aff.)

"Les difficultés que devait affronter le mouvement ouvrier créèrent un climat d'union qui ultérieurement s'est dégradé" (n° 62 - F - 36 ans Ag. PSUC)

"Toute l'information sur les luttes ouvrières et populaires ne put être transmise que grâce à l'effort et au dévouement des militants. Cela a favorisé à la fois les rapports de militants de gauche d'options différentes et la formation d'un type concret de militant prêt à tout pour transmettre la vie et les luttes de

(48). A. Comin. J. García-Nieto. "Les luttes Ouvrières en Espagne." n° 60, 1969 (p.69).

de la classe ouvrière indépendamment du groupe précis qui avait réalisé ou dirigé telle lutte et telle action" (n° 18 - 51 ans - Prat. ex-PSUC)

Ces relations ont fait tomber les défenses des individus, présidant à un échange d'opinions, sans précédent en Espagne dans l'histoire du mouvement ouvrier, et elles expliquent l'ampleur qu'a pris dans ce pays le "dialogue christiano-marxiste" ou "la grande rencontre de l'époque contemporaine" *.

CONCLUSION

Les moyens d'information et de formation auxquels ont accédé les militants ont eu sous la pression des circonstances un caractère nettement pluraliste. Ayant puisé à des sources multiples et agi au coude à coude avec des hommes procédant de plusieurs familles idéologiques, les leaders ouvriers sont sortis du cercle étroit d'une pensée monolithique. Les contraintes d'une action qui ne soit pas de simple témoignage, sont devenues un élément formateur en s'opposant à l'évasion vers la théorisation et en subordonnant la discussion idéologique à des critères de réalisme et d'efficacité pratique.

Le brassage des groupes a réduit la distance sociale qui sépare et isole habituellement les organisations ouvrières les unes des autres, favorisant la connaissance mutuelle et un enrichissement intellectuel réciproque.

* : - Alfonso Comín, Cristianos en el partido, Comunistas en la Iglesia, Laia, Barcelona, 1977, p. 9.

- El debate cristianos-comunistas - divers articles in Revista de Fomento Social n° 141, Vol. XXXVI, Enero-Marzo 1981, Alfonso Comín "in memoriam" p. 73 à 127.

CHAPITRE V

LA PROBLEMATIQUE D'UN APPOINT CHRETIEN

La problématique de l'apport des militants chrétiens au nouveau mouvement ouvrier est un sujet polémique. Pour couper court à tous les procès d'intention, nous signalons qu'il n'est pas dans notre intention d'attribuer aux groupes de militants chrétiens issus des mouvements apostoliques ouvriers, un rôle prépondérant dans l'organisation et le développement de l'organisation qui prit le nom de Commissions Ouvrières. Ce serait une absurdité. Il est facile de constater en effet que le mérite de l'effort patient, de la continuité et de l'efficacité revient aux hommes rassemblés par le PCE et le PSUC. Mais il nous a semblé nécessaire d'étudier un aspect particulier d'un processus encore mal connu dans son ensemble, aspect que l'on pourrait faire tenir dans cette phrase liminaire : les conséquences psychologiques de la Rencontre.

La problématique d'un apport des chrétiens est des plus casuistiques. Il y a d'une part le visible, c'est à dire la contribution matérielle des mouvements apostoliques ouvriers et leur critique d'une institution franquiste, le Syndicat Vertical ; ce que Mr G. Hermet désigne par les expressions de fonction logistique et tribunitienne et qui est repérable à travers des actes publics, des déclarations, des écrits divers, des facilités matérielles dûment constatées.

Il y a d'autre part l'invisible, autrement dit, l'influence présumée que ces groupes de militants chrétiens ont pu avoir sur les mentalités ; phénomène difficilement perceptible. C'est pour cette raison que nous avons établi les conditions de cette influence en interrogeant un groupe de militants sur leur vécu.

Nous avons montré dans les chapitres antérieurs comment s'était produite la Rencontre des acteurs sociaux, qu'elles avaient été ses implications et ses premières conséquences : circulation de l'information, formation diverse et en partie commune, relations plurales, aboutissant à la réduction des distances sociales et à une interpénétration de milieux de militants généralement séparés.

Les chapitres qui suivent se proposent d'étudier :

- le dépassement de l'anticléricalisme, trait marquant des grands syndicats pré-franquistes.

- Les principaux aspects caractéristiques du discours ouvrier qui s'élabore en même temps que prennent forme et se structurent les Commissions Ouvrières.

- les attitudes et méthodes nouvelles cristallisées dans ce discours.

1. L'élimination de l'anticléricalisme de principe

Lorsque les mouvements apostoliques ouvriers se développent aux alentours des années 50, leurs responsables (fondateurs et inspirateurs) font le constat d'un profond divorce entre l'Eglise et le monde des travailleurs. La consommation de ce divorce a eu lieu pendant la guerre civile lorsque l'Eglise a apporté son soutien au soulèvement de la Phalange et des généraux opposés au régime républicain, puis sa caution au régime franquiste.

Mais les causes de l'antagonisme sont lointaines ; elles remontent à l'origine même du mouvement ouvrier devant lequel l'Eglise et une partie des chrétiens ont adopté une attitude d'incompréhension, voire de condamnation, qui a conditionné la mentalité profonde des générations successives de travailleurs. Dans cette perspective, les incendies de couvents à Madrid et en Andalousie, en mai 1931, alors que la République vient d'être proclamée, puis au cours des premiers mois de la guerre civile, le massacre de prêtres, religieux et militants laïcs, apparaissent comme la manifestation d'un sentiment existant mais exaspéré par l'anticléricalisme de principe des deux grands syndicats ouvriers : l'U.G.T. et la C.N.T.

Un document consacré à une réflexion sur les relations entre le Mouvement Ouvrier et l'Eglise montre bien la tonalité des représentations qui avaient cours chez les militants ouvriers après la guerre civile : "Le monde ouvrier a réalisé son histoire en marge et parfois en opposition à l'histoire de l'Eglise, considérée à tort ou à raison, comme alignée sur les forces de la réaction. C'est ainsi qu'il interprète des faits -confusion entre le politique et le religieux- qui dans notre pays trouvèrent leur expression historique la plus accusée pendant la guerre civile.

La seule image de cet événement -image sans doute un peu simpliste- que le monde ouvrier puisse comprendre est que les organisations ouvrières luttèrent et furent vaincues par l'Armée, la Bourgeoisie et l'Eglise, alliées en une croisade"(1).

La nouvelle image du catholicisme :

Une de nos hypothèses était qu'un changement relativement important s'était produit dans l'opinion ouvrière, en ce qui concerne l'image du catholicisme.

(1). Iglesia y Mundo Obrero. Motivos pastorales de unas actitudes sacerdotales ante unas aspiraciones legítimas de la clase obrera. Barcelone 1967 - p. 36. op. cit.

Trois questions portant respectivement sur l'attitude des militants du groupe vis à vis des militants chrétiens, sur l'attitude présumée du monde ouvrier dans son ensemble et sur l'image de l'Eglise, essayaient de l'appréhender (questionnaire p. 9 -3.6, 3.7, 3.8-)

Consultés sur leur attitude vis à vis des militants chrétiens, trois militants seulement déclarent leur être hostiles et cinq militants ne répondent pas. 76 militants leur sont favorables, 31 affirment n'être ni favorables ni hostiles. La majorité (107) ne fait donc aucun ostracisme à l'endroit des militants chrétiens, mais l'opinion du second groupe (31) est plus nuancée que celle du premier (76). Quelques commentaires non demandés écrits en marge éclairent la sécheresse des réponses. Les 76 m. qui se disent favorables ont mis l'accent sur la bonne opinion qu'ils ont des militants chrétiens par suite des rapports entretenus avec eux dans la clandestinité. Implicitement ils se réfèrent à des individus particuliers connus et à une époque révolue. Les militants qui déclarent n'être ni hostiles ni favorables posent le problème de façon plus théorique et dans le présent. Leur "ni l'un ni l'autre" donne la mesure de leur neutralité. Le jugement, favorable ou non, est indépendant de la croyance. Chrétien ou non, le militant ne sera pas jugé selon des prénotions, "ce qui compte, c'est d'être un bon militant". Les réponses de ces deux groupes expriment deux nuances d'un fait d'opinion nouveau. Le militantisme des chrétiens issus des mouvements apostoliques a fait disparaître la suspicion que les militants des syndicats catholiques d'antan, dits syndicats jaunes, inspiraient généralement.

Mais l'opinion de ces 107 personnes ne doit pas être confondue avec celle de la majorité des travailleurs. A la question : "Comment jugez-vous le climat dans le monde ouvrier ?", il se trouve 33 m. pour juger qu'il reste anticlérical. 66 personnes, soit le double, estiment que ce climat est plutôt à l'indifférence. 10 militants estiment que le monde ouvrier est favorable aux chrétiens. Ces résultats sont à manier avec précaution. Demander aux enquêtés d'apprécier le climat régnant dans le monde ouvrier était leur demander d'énoncer une impression sur l'opinion des autres. Cette impression a forcément le caractère limité de toute expérience personnelle. Mais il n'est pas indifférent de savoir comment est perçu par les enquêtés le climat du milieu auquel ils appartiennent ; si une majorité d'enquêtés peut estimer que l'indifférence prévaut, c'est que cette indifférence a une base objective. En Espagne, comme dans d'autres pays, s'est accentué à partir de 1970 le processus d'effacement de la religion en tant que phénomène social de

premier plan (2) : crise des vocations qui diminue le nombre des prêtres, mais aussi diffusion de valeurs et de modèles de comportements nouveaux, sous l'influence de l'élévation du niveau de vie et des mass média, au détriment des valeurs et des modèles proposés traditionnellement par l'Eglise. Cela est d'autant plus ressenti par des militants qui, d'une façon ou d'une autre, se sont formés à l'ombre de l'Eglise et ont connu une période plus faste.

La forte minorité qui estime que ce climat est anticlérical, regroupe probablement deux catégories de personnes : les unes font référence à l'animosité que continue à susciter la hiérarchie ecclésiastique, les autres à un anticléricalisme sous-jacent, non-actif et diffus, qui se confond avec l'irreligiosité instinctive, et qui est à compter au nombre des traits toujours existants de la mentalité ouvrière espagnole (3).

10 militants seulement estiment que le monde ouvrier est favorable aux chrétiens ; vision subjective. Comme l'explique un enquêté "Le monde ouvrier dans son ensemble est indifférent vis à vis des militants chrétiens, excepté dans des cercles restreints qui nous ont connu pendant la clandestinité (n° 25 - 44 ans. Prat. PCE).

Une 3ème question portait sur l'image de l'Eglise par référence à ce qu'elle fut dans le passé.

Tableau XVII : Image de l'Eglise

En Nbr.

:	:	:
: Toujours loin du peuple	: 19	:
: Plus proche du peuple	: 2	:
: Toujours loin du peuple mais proche par chrétiens engagés	: 12	:
: Proche par une partie du clergé et des chrétiens engagés	: 37	:
: Proche par chrétiens engagés	: 94	:
: Proche par une partie du clergé	: 38	:
: Non réponse	: 5	:
: TOTAL	: 115	:
:	:	:

(2). A. Comín y J. García-Nieto. Juventud Obrera y conciencia de clase. op. cit. Chap. IX : el "desierto relioso" (p. 117-127).

(3). On sent affleurer une irreligiosité qui existe à l'état latent et qui peut se transformer en anticléricalisme (entretien avec un militant d'Andalousie).

94 personnes signalent une évolution. Cette question a intéressé, les commentaires sont nombreux (52). Mais avant de les évoquer, nous rapprocherons le résultat statistique d'un document intitulé "Raisons pastorales d'attitudes sacerdotales devant les aspirations légitimes de la classe ouvrière" qui donne une des clefs de l'évolution constatée.

L'engagement des prêtres de paroisse :

Nous avons déjà eu l'occasion de constater que la mobilisation des travailleurs suivait de près les élections syndicales. Celles de 1966 furent un grand succès pour les candidatures unitaires des CC.OO. (4). La campagne électorale fut active et les groupes de militants bénéficièrent de l'appui de nombreux prêtres de paroisse dans les cités industrielles (5) ; ce fut notamment le cas à Barcelone et dans les localités qui forment la ceinture industrielle de la ville. À la suite de quoi, l'archevêque de Barcelone, Don Marcelo Gonzalez Martin reçut en audience "Les prêtres intéressés par le problème des réunions d'ouvriers et d'étudiants dans les locaux des paroisses et des institutions" et leur demanda de lui exposer par écrit les raisons qui les avaient poussés à adopter cette position. Fut constitué un dossier de 51 pages dactylographiées comprenant les témoignages en Castillan ou en Catalan des prêtres concernés, une réflexion collective de synthèse, quelques documents annexes. Il lui fut envoyé le 30 avril 1967 (7). C'est cet important document que nous allons analyser car il réunit tous les éléments d'une argumentation qui de façon plus ou moins claire fut celle de nombreux prêtres dans toute l'Espagne (6).

(4). N. Sartorius. El resurgir del Movimiento-Obrero Op. Cit. (p. 46-47)
• Travail et Syndicats en Espagne. op. cit. (p. 152-153)

(5). N. Sartorius signale que cette aide s'est exercée dans les grandes grèves d'avril et mai 1962. El Resurgir... op. cit. (p. 46 - 41)

(6). Au sujet de la contestation dans la clergé voir : Hermet, Les Catholiques dans l'Espagne Francoïste, op. cit. Vol. II . P. 308 - 315.

(7). "Motivos pastorales de unas actitudes sacerdotales ante unas aspiraciones legítimas de la clase obrera" Barcelone, 30 Abril 1967 - Photocopie du document original ronéoté. 52 p. Archives J.N.G.N.

Analyse du document intitulé : Raisons pastorales de l'attitude des prêtres devant des aspirations légitimes de la classe ouvrière

Par delà les différences de tempérament décelables dans le style et les choix politiques latents ou explicites, quelques thèmes reviennent dans toutes les lettres, donnant à l'ensemble de l'argumentation une incontestable unité. Ce sont : le rôle du Concile Vatican II ; le devoir historique de réparation de l'Eglise d'Espagne ; la critique du régime autoritaire ; la justification du mouvement des Commissions Ouvrières.

Le rôle du Concile :

La lente maturation des attitudes d'une partie du clergé vis à vis du monde ouvrier a été accélérée par Vatican II. Pour certains prêtres le Concile ne fera qu'entériner un choix déjà fait, et dont les conséquences ont été assumées dans la solitude de la conscience individuelle ; pour d'autres, plus hésitants, il opérera à l'instar d'un stimulant. Il est en tous cas une référence constante ; les textes conciliaires fournissent une couverture à toute épreuve puisqu'ils émanent de la plus haute autorité ecclésiastique. Ils sont avancés pour légitimer la collaboration avec les travailleurs (p. 7,9,11,15,18,24,25,26,27,37,38, 43,44). Comme écrit un prêtre : "Il a toujours été clair pour moi que si je préchais la doctrine du Concile sur la liberté et le respect des droits de réunion et d'association, je ne pouvais démentir par mes actes ce que l'Eglise enseignait par ses paroles" (p. 7).

Le devoir historique de réparation de l'Eglise :

Revenant comme un leitmotive, au point de faire de ces lettres une sorte d'acte de contrition collectif, l'évocation de la "faute historique" qu'a commise l'Eglise d'Espagne en s'alliant aux Nationaux, débouche sur un vibrant plaidoyer en faveur d'une Eglise compréhensive vis à vis du mouvement ouvrier (p.3,4,9,11,13,24,25,30,31,32,33,35,36).

Le National Catholicisme est rejeté. L'Eglise doit, par vocation naturelle, s'ouvrir aux problèmes humains, se préoccuper d'aspirations à la justice et à la dignité justes en elles-mêmes, participer à leur défense, "et cela, justement dans un pays comme l'Espagne, par opposition à une Eglise officiellement protégée par l'Etat et de lui protectrice" (p.4).

Les signataires du document exhortent leurs corréligionnaires à prendre "un virage nécessaire", en saisissant l'occasion qui leur est offerte par l'émergence du mouvement ouvrier, de "réparer un pêché historique" (p.38).

La "Croisade" n'est que l'acmé d'une faute ancienne. Pour restaurer l'image du catholicisme espagnol, il est indispensable de "corriger l'erreur historique qu'a commise l'Eglise de Christ Ouvrier en tournant séculairement le dos à l'effort des ouvriers pour leur émancipation" (p.30).

Le désir de rachat qui anime ces prêtres est renforcé par leur souci de l'avenir. Ils sont convaincus que l'Eglise compromettrait le présent et l'avenir, "attirant sur elle la haine que le peuple voe au régime" (p.30), si elle réitérait "dans toute l'étendue de sa cruauté, le geste de refus et de méfiance" (p.3), qu'elle opposa jadis aux revendications populaires.

La critique du régime autoritaire :

La coloration politique des témoignages varie beaucoup ; elle va de la critique partielle à la condamnation sans appel. Tantôt il est seulement constaté que le Syndicat Vertical n'est pas accepté par les travailleurs car il les prive du droit de se réunir librement et, en raison de sa nature non-démocratique, ne canalise pas leurs aspirations (p.2,4,11,24,29,30) ; tantôt on vilipendie les dénis de liberté (de réunion, d'association, d'expression), les violations du droit des personnes, l'injustice instituée (p. 1,4,9,11,13,24,29).

Certains prêtres ont refusé d'assister aux réunions des travailleurs auxquelles ils étaient invités (p. 7,25,34) et ils s'en expliquent : "La réunion est le domaine exclusif des ouvriers, il n'est pas de ma compétence d'y entrer" (p. 1). D'autres leur ont ouvert leur habitation personnelle, pendant de longues périodes, pour des réunions quotidiennes (p. 6,9).

Dans la synthèse collective, plus radicale en sa forme que beaucoup de lettres, le mot capitalisme fait son apparition comme synonyme d'un ordre économique injuste (p. 36).

Mais bien que des raisons politiques soient alléguées dans toutes les lettres, tous les prêtres ne vont pas, jusqu'à faire une condamnation en règle du régime comme F. Llopart, curé de San José Oriol ou comme J.H. Bardés i Huguet, aumônier de la Lliga Espiritual de la Mare de Déu de Montserrat qui n'hésitent pas à dire avec des accents dignes du théologien politique Juan de Mariana* que la "tyrannie" justifie l'intervention d'une association religieuse dans l'ordre

* : Jésuite, théologien politique du XVII^e siècle, connu surtout par le De Rege.

temporel et même la désobéissance. Nous citons in extenso deux passages importants qui montrent que les associations et les gens d'Eglise ont consciemment assumé une fonction subsidiaire en apportant leur aide matérielle et morale aux militants ouvriers des Commissions Ouvrières.

"Ils (les travailleurs) nous voient aux côtés du Pouvoir depuis la guerre et la victoire ; ils nous voient aux côtés du Pouvoir par les attitudes de la hiérarchie : ses actions, ses acceptations, ses silences. Ils voient des évêques participer à l'œuvre législative, à la construction, maintien et amélioration du régime. Ils nous voient faire œuvre politique et temporelle, une œuvre politique et temporelle bien déterminée, en interdisant aux organisations apostoli-ques ce que le régime interdit aux citoyens : la moindre action d'opposition. Dans ce contexte, les exhortations à se soumettre à la légalité leur apparaîtront inscrites dans la même ligne, c'est à dire : non pas comme la reconnaissance d'une autorité légitime mais comme un nouvel acte de collaboration de la hiérar-chie avec le régime actuel ; un acte de complicité avec la tyrannie qui interdit non seulement l'opposition politique mais encore le droit élémentaire des hommes à se réunir pour organiser une réclamation" (p. 35 Bis) (8).

"Nous sommes devant un régime qui se proclame catholique, affirme qu'il applique la doctrine de l'Eglise et en fait ne respecte pas les droits d'expres-sion, d'information et d'association, proclamés par l'Encyclique Pacem in Terris (10.18.19.40.47) et le Concile Vatican II -Gaudium et Spes (17.73.74.75) et Dignitatis Humanae (p.7)- Pour cette raison et sous cet aspect précis nous som-mes devant un cas d'oppression de l'homme et par conséquent devant une situation non exceptionnelle dans laquelle l'ordre légal ne coïncide pas avec l'ordre moral ou juste. Il est donc tout à fait légitime que les associations religieuses faci-litent par des actions concrètes l'exercice des droits mentionnés, sous réserve des limitations impliquées par le respect de l'ordre éthique. Si l'église et les institutions qui en dépendent ne pouvaient pas exercer de telles suppléances ni donner de tels témoignages, il faudrait supprimer de leur histoire les faits les plus dignes de l'Evangile et qui ont rendu aux hommes les plus grands services" (P.24) (9).

(8). F. Llopert.

(9). J.M. Bardés i Huguet.

La justification du mouvement para-légal des Commissions Ouvrières :

L'argumentation relative aux Commissions de travailleurs recouvre deux problèmes en partie liés :

- La nature de la collaboration des prêtres
- La présence des Communistes dans les C.O

La cession des locaux paroissiaux ou d'institutions religieuses, pour des réunions de travailleurs, relève du "devoir élémentaire d'accueil" à ceux qui en ont le plus besoin car ils sont les plus démunis (p.5,7,8,9,10,13,26,35). De par sa nature l'Eglise est au service de tous les hommes croyants et incroyants.

Son assistance est justifiée par "les finalités exclusivement syndicales" du mouvement (p. 23). Les travailleurs "veulent traiter de sujets relatifs à la défense de leurs intérêts naturels : salaires, élections syndicales, négociation collective, défense de leurs représentants syndicaux, sécurité sociale, insuffisance de logements et d'école" (p.1) ; il s'agit là de "justes revendications sociales" (p.25) ; "ces réunions n'ont pas d'autres fins que de traiter des problèmes du travail" (p. 10) .

Par ailleurs il est spécifié que ces travailleurs ne peuvent être soupçonnés de menées séditieuses : "il n'est pas question de faire du communisme mais de lutter pour la promotion ouvrière" (p.32) ; ces travailleurs "recherchent une action dans la légalité" (p.17) ; ils "n'ont jamais été partisans de la violence" (p.17).

La collaboration accordée est d'ordre matériel mais aussi d'ordre moral.

La présence des prêtres aux côtés des travailleurs découle de leur ministère auprès des Chrétiens. En effet, les militants chrétiens sont présents dans les C.O. ; "il serait absurde de pousser les militants chrétiens à assurer dans le mouvement une présence qui comporte aujourd'hui des risques pour eux, et parallèlement, de leur refuser ce minimum de collaboration qu'est l'ouverture de la porte de nos maisons" (p. 26). L'engagement temporel des Chrétiens implique un appui moral et un encouragement qui font partie de la tâche pastorale des prêtres et en retour ne peut qu'entraîner un approfondissement de la foi pour les uns et les autres "(p. 3,16).

Parallèlement, il est indispensable d'assurer une "présence de sympathie" (p. 8) auprès d'hommes qui ont fait une option juste, qui n'est pas sans risque pour leur personne (p. 12). Le fait qu'ils soient incroyants ne change rien à cette position de principe. Au demeurant les personnes qui ont fait la demande

des locaux, militants communistes ou des associations apostoliques, sont généralement connus dans leur quartier ou leur entreprise et appréciés de tous pour leur sens de la responsabilité (p. 7,32,35).

La présence des communistes dans les C.O. pose le problème des conséquences de l'aide accordée par les prêtres. Tout d'abord il est signalé que cette présence est un fait ; les Communistes sont nombreux et dans des postes de responsabilité (p. 2,7,15,16,32,35). Les signataires estiment qu'il faut prendre acte de ce fait dont ils tirent un enseignement principal : la nécessité d'un dialogue (p. 2,4,7,9,12,14,15,18,25,27,32). On distingue clairement dans leur argumentation deux niveaux possibles de collaboration et deux perspectives distinctes. Les uns fixent une limite au dialogue. La collaboration des prêtres est acquise au nom de la fraternité et d'une pastorale missionnaire, en vue de la réalisation d'actions concrètes de caractère social : "notre position du problème, n'est pas d'envisager les positions politiques déterminées" (p. 17). Bien qu'extrêmement discrète, la méfiance à l'égard des Communistes s'exprime par deux fois (p. 2,29). La crainte est "qu'ils ne capitalisent en leur faveur tout mouvement ou toute action qui puisse favoriser leur politique, dans ce cas précis les C.O." (p. 29).

Pour d'autres la collaboration pratique est seulement une prémissse ; ce sont les tenants d'un dialogue approfondi pouvant déboucher sur un rapprochement non-épisodique et une réflexion commune. Partisans d'une "ouverture idéologique" (p. 26) vers les marxistes, ces derniers estiment que le dialogue peut s'instaurer "sans accord préalable sur une conception du monde déterminée". Pour minimiser leur audace, ils citent le père Girardi du Secrétariat Pontifical pour les non-croyants qui est venu prononcer une conférence à l'Institut de Chimie de Sarriá et pour lequel la Pacem in Terris reconnaît les valeurs humaines du marxisme et exhorte les hommes à collaborer dans les tâches communes, indépendamment de toute prise de position théorique (p. 18,19).

Le souci de l'efficacité a poussé ces prêtres à être pragmatiques. Leur pensée est bien représentée par ces phrases de l'un d'eux : "une chose sont les idéologies et autre chose sont les hommes. Certes il est vrai que les idéologies pèsent sur les hommes. Mais il est non moins vrai que les personnes pèsent sur les idéologies. Et c'est par un dialogue entre personnes concrètes que nous pourrons arriver à la compréhension des idéologies, toujours révisables et d'ailleurs révisées de fait par les êtres humains" (p.16) (10).

(10). Voir 1ère Partie , les positions théoriques de la HOAC sur l'hybridation idéologique.

En conclusion, l'Eglise doit selon les uns donner des signes visibles de pastorale missionnaire en se faisant tolérante et compréhensive aux non-croyants, en remplissant à leur égard un devoir humanitaire (p. 11) tout en "maintenant une ligne dure en ce qui concerne l'idéologie" (p. 16), ce qui exclut un engagement politique aux côtés des Communistes. Pour d'autres, la situation n'est pas figée, le dialogue semble être un instrument susceptible de faire évoluer les idéologies elles-mêmes -entendre ici le marxisme- L'idée d'un communisme non athée n'apparaît pas dans ce document, mais elle est en germe.

Ces lettres sont animées par une conviction profonde. Leurs accents sincères, voire passionnés ont une résonnance prophétique.

A la même époque, et comme leur faisant écho, Nuestra Bandera, la revue théorique du PCE, multiplie les articles sur les groupes catholiques qui déplient une activité intense dans le nouveau mouvement ouvrier (11). On proclame la nécessité de leur reconnaissance par les communistes ainsi que celle d'une collaboration plus étroite. Une proposition est même faite à la HOAC pour une rencontre et un débat sur toutes les questions afférentes à cette collaboration et au mouvement ouvrier en train de s'organiser (12). Au plus haut niveau, Santiago Carrillo et Dolorès Ibárruri - La Pasionaria, font des déclarations allant dans le même sens (13). On prend acte des changements intervenus dans plusieurs secteurs de l'Eglise Espagnole et on y trouve le fondement d'une attitude nouvelle des Communistes vis à vis des catholiques et vis à vis de la religion en tant que telle. "Les vieux topiques anticléricaux sont dépassés" (14) ; et si les communistes n'opéraient pas ce changement d'attitude "ils entreraient en contradiction avec le matérialisme dialectique qui démontre que rien n'est statique ni immuable, que tout change, que tout évolue" (14). L'époque où, dans le mouvement ouvrier, catholique était synonyme de jaune est révolue (11)

- (11). "Los Grupos políticos no comunistas y el nuevo movimiento obrero" Nuestra Bandera n° 42-43. Marzo Abril 1965 (p. 163 à 182 et p. 166).
- (12). Santiago Alvarez "Los Comunistas y la colaboración con los Católicos" Nuestra Bandera n° 47-48 Febr. Marzo 1966 (p. 71 à 79).
- (13). Santiago Carrillo "Por un nuevo desarrollo de la lucha de masas" Nuestra Bandera, n° 44-45, Mayo Junio 1965, P. 5 à 10 (p. 6)
Dolorès Ibárruri. Discours à la Conférence du 50è anniversaire de la Révolution d'Octobre. Nuestra Bandera, n° 54, 2è trimestre 1967, p.80 à 84 (p.83-84)/
- (14). Dolorès Ibárruri "Vivencia y actualidad del marxismo" (Intervention à l'Institut du Mouvement Ouvrier International), Nuestra Bandera, n° 59, 3è trim., 1969, (p. 69-70). "Los grupos politicos no comunistas..." art. cit. (p. 166).

et un des facteurs de ces modifications a été "le rôle joué par un grand nombre de prêtres, jeunes pour la plupart, en rupture de ban avec les traditions intégristes dominantes dans l'Eglise Espagnole..." (11).

Le dépassement de l'athéisme militant :

Nous venons de voir quelles furent les raisons qui poussèrent les prêtres de paroisse à collaborer avec les travailleurs des C.O. ; 14 ans après comment l'Eglise est-elle perçue par des travailleurs non-croyants et croyants qui ont vécu le même moment historique que ces prêtres ?

Les commentaires, au nombre de 52, entérinent le bien fondé de l'attitude d'ouverture adoptée par une partie du clergé espagnol mais établissent une démarcation entre la hiérarchie et l'Eglise-Institution d'une part, une partie du clergé d'autre part. La Hiérarchie Ecclésiastique continue d'être considérée comme étrangère aux masses populaires "l'Eglise, à considérer les membres élevés de sa hiérarchie, n'est pas dans les sentiments du peuple" (n° 60 - 31 ans. Ag. Non Aff.). On estime même qu'il s'est produit une régression par rapport à la période post-Conciliaire "Aujourd'hui plus loin qu'hier avec le Pape Wojtyla à la tête de l'Eglise" (n° 70 - 35 ans - Ag. PCE). Mais dans l'ensemble lorsque la collusion de l'Eglise espagnole avec le pouvoir est rappelée, c'est pour souligner l'évolution d'une partie du clergé et des chrétiens et leur engagement dans la lutte pour la promotion des travailleurs. "L'Eglise, le peuple a toujours tendance à l'identifier avec la hiérarchie. Le fait qu'une partie du clergé et des Chrétiens se soient engagés avec le peuple, est perçu comme quelque chose de très positif. Le peuple reconnaît leur honnêteté et leur fidélité au message. En même temps, comparant leur attitude avec celle de la hiérarchie ecclésiastique, il se sent peut-être encore plus loin de cette Eglise là" (n° 1 - 60 ans - Croy. PCE).

Les croyants et pratiquants ne sont pas moins critiques que les agnostiques et l'on touche à travers quelques enquêtes le phénomène de l'apparition des "communautés de base" qui naissent d'un refus de la paroisse lorsque celle-ci ne fournit plus les moyens d'une expression de la foi jugée satisfaisante par les fidèles. "Mon choix est orienté vers une église de Chrétiens qui ne sont pas d'accord avec les positions de l'Eglise-Institution dans ses échelons hiérarchiques" écrit un pratiquant, et un agnostique : "L'Eglise qui est près du peuple, ou plus exactement qui est peuple, ce sont les communautés de base" (n° 29-49 ans. Ag. PSUC).

Il ressort des jugements des enquêtés que l'image de l'Eglise a cessé d'être un tout monolithique. Il n'y a plus une image de l'Eglise, mais deux, correspondant à un clivage, voire des clivages dans le clergé "travaillé par des tensions évolutives" (15) dès avant le Concile. "Il est compatible à mes yeux que l'Eglise soit globalement loin du peuple et proche de lui à travers quelques chrétiens, prêtres et laïcs" (n° 81 - 30 ans - Ag. MCE). D'ailleurs la lucidité et la générosité des prélats qui ont aidé et défendu les militants ouvriers contre les pouvoirs publics reçoit de justes louanges de la part de ceux qui connaissent le mieux l'histoire, comme le montre ce témoignage d'un ancien membre du Comité Central du PCE: "à partir de l'année 1970, j'ai fait partie de la Commission Diocésaine de la HOAC à Madrid et je dois faire ressortir l'attitude du Cardinal Tarancón et de quelques évêques comme Monseigneur Iniesta, Echarren, Oliver, Palenzuelo qui jusqu'à la légalisation des CC.OO. nous ont soutenus et protégés y compris ~~contre~~ la police, lorsque nous fûmes arrêtés à cause de notre travail depuis la HOAC. Eux savaient bien que le mouvement ouvrier s'organisait dans les groupes ouvriers d'Etudes Sociales, et ils se sont toujours montrés d'accord. D'après Tarancón lui-même, c'était une manière de suppléer à l'absence des libertés" (n° 24 - F - 46 ans. Croy^t. PCE).

Nous laisserons le soin de conclure à deux agnostiques, membres du parti communiste, dont les observations permettent de mesurer le chemin parcouru depuis la guerre civile. "L'Eglise est plus proche du peuple grâce à quelques chrétiens, c'est quelque chose de positif pour l'Histoire d'Espagne" (n° 56 - 44 ans - Ag. PSUC). "Les relations avec les militants chrétiens et avec les prêtres, de lutte conjointe dans le syndicat et le parti, je les considère très positives. Elles m'ont servi, entre autres, à modifier mon anticléricalisme féroce, à comprendre et apprécier la contribution des mouvements chrétiens à la lutte pour les libertés" (n° 70 - 35 ans - Ag. PCE).

Ainsi la disparition de l'anticléricalisme de principe, trait caractéristique des grandes organisations ouvrières antérieures à la guerre est un fait acquis et comme l'explique un responsable communiste des CC.OO. de Catalogne : de prime abord, la conséquence de l'action des mouvements apostoliques ouvriers dans les C.O. fut "d'extirper l'anticléricalisme des mentalités des militants ouvriers non-chrétiens, un anticléricalisme qui fut extrêmement négatif sous la II République chez les anarchistes et les socialistes, car il provoqua une réaction des chrétiens contre le mouvement ouvrier et la démocratie". Selon le même, l'action des

(15). A. C. Comín et J.N. García-Nieto - op. cit. (p. 120-121).

mouvements catholiques ouvriers permit aussi d'en finir avec la thèse franquiste selon laquelle "les valeurs catholiques avaient vaincu les valeurs républicaines et communistes", et l'opinion que les secteurs marxistes pouvaient avoir des secteurs chrétiens en fut profondément modifiée (16).

2. L'élaboration d'un nouveau discours ouvrier

Si l'action et la réflexion conjointes ont pu aboutir à extirper des mentalités des dirigeants ouvriers l'anticléricalisme de principe, n'ont-elles pas pu affecter d'autres aspects du discours ouvrier ?

Refus tacite de l'écrit

Il est assez curieux de constater que les CC.OO. n'ont jamais eu d'organe de presse propre. Les organisations qui ont agi en leur sein ont édité des bulletins les uns éphémères, les autres durables comme par exemple : Mundo Obrero, l'organe du PCE ; Treball, organe du PSUC ; El Militante, organe de l'ORT, etc... Mais comme le fait remarquer Julian Ariza, du Comité Directeur de la Centrale, les CC.OO. "ne sont jamais parvenues à en confectionner un" (17). Ce leader s'en étonne d'ailleurs un peu, et tente de l'expliquer. Il voit dans cette "apparente déficience" (17) une conséquence de l'autonomie des différentes commissions "qui ne se sont jamais soumises à une discipline centralisée et rigide" (17). Il ajoute -et sans nul doute son avis est autorisé puisqu'il est celui d'un des principaux leaders des CC.OO., membre du PCE- que même les tracts ou feuilles d'information passant un mot d'ordre ou faisant état d'une plateforme revendicative, n'ont jamais été nombreux : "même pour les mobilisations les plus importantes du moment présent (1975) c'est à peine si l'on a utilisé le papier" (17). La primauté de la parole sur l'écrit -dûment constatée par l'auteur cité- (17) est pour notre étude un élément d'explication capital. La pensée des CC.OO. ne s'est pas cristallisée prématulement dans les attendus et les présupposés des déclarations théoriques ; elle a donc pu conserver assez de flou, d'imprécision, de "non-fixé" pour rassembler des groupes et des hommes très différents et pour atteindre une certaine maturité. Indépendamment des conditions politiques qui rendaient toute publication difficile, il y eut comme une sorte de refus tacite de préciser les contours d'une idéologie déterminée. Tout s'est passé comme si le mouvement ouvrier avait sacrifié ses propres défenses en faisant de l'assemblée un organe polyvalent "de décision, de diffusion et de

(16). Entretien 9.

(17). Julián Ariza. Comisiones Obreras. Avance-Mañana Editoriales - Madrid 1976 - 166 p. (p. 60-61-62).

"propagande" (17). Il y a donc peu de textes écrits où les CC.OO. sont le sujet de leur propre discours. L'élaboration d'un nouveau discours ouvrier est cependant un fait ; nous allons l'appréhender à partir du document qui s'intitule "Documents fondamentaux des Commissions Ouvrières".

Analyse Thématique des Documents de Base des Commissions Ouvrières :

L'analyse des premiers documents des C.O. permet de déterminer les thèmes qui caractérisent leur discours au moment où il acquiert pour la première fois une forme écrite officielle, dans le courant de l'année 1966. La date tardive de l'apparition d'un discours écrit ordonné est à remarquer. Pendant plusieurs années correspondant à la période de leur existence transitoire, les C.O. ont été exclusivement un ensemble de pratiques. A partir de 1964 des commissions permanentes s'organisent soit par branches industrielles -Le Commission Provinciale de la Métallurgie Madrilène (18), celle de la Presse, du Livre et des typographes- soit sur une base territoriale, toutes branches confondues -c'est le cas de la Commission Centrale qui convoquera une assemblée de 300 travailleurs à Barcelone, le 20 novembre 1964 et se fera plébisciter par elle ; y étaient représentés la Banque, la Métallurgie, la Construction, le Textile (19). Des Commissions de la même nature se multiplient jusqu'en 1966, année d'intense activité en vue de la préparation des élections syndicales d'octobre 1966. Des écrits sont alors publiés qui s'essaient à définir, selon leurs propres termes, les "caractéristiques", les "objectifs", la "ligne d'action" du mouvement. La première Assemblée Nationale qui se tint à Madrid en juin 1967 donne lieu à l'élaboration d'un "Communiqué Final" (20) où ils sont précisés en 6 points ; d'autres documents, immédiatement antérieurs et

(18). Des réunions périodiques eurent lieu du 10 avril 1964 jusqu'au mois d'octobre. Au cours de la réunion du 2 septembre à laquelle assistaient 600 ouvriers (délégués syndicaux, membres du Conseil d'Entreprise et militants syndicalistes) fut élue une Commission de 12 membres représentative des travailleurs de la Métallurgie Madrilène. CC.OO. en sus documentos. op. cit. (p.11-12).

(19). Cette Commission était composée de 8 membres : Angel Gracia, Joan Folch, Angel Alcazar, Joan Navarro, Angel Domenech, Josep Coscubiela, Pere Rica, Lluis Moscoso. in "la Fundació de CC.OO. a Barcelona", Jaume Fabre - Joseph M. Huertas. L'Avenc, Juillet 1982.

(20). Comunicado Final de la I asamblea Nacional de Comisiones Obreras. in Documentos Básicos de Comisiones Obreras. Delegación Exterior de CC.OO. non daté (p.13)

postérieurs, font état des mêmes orientations. Ces déclarations écrites entre juin 1966 et novembre 1969, ont été regroupées en un fascicule de 50 pages, non daté, édité par la Délégation Extérieure des C.O., sous le titre "Documentos Básicos de Comisiones Obreras" (21). Ce fascicule est indispensable pour connaître les aspirations des militants qui ont fondé les C.O. La HOAC l'a utilisé plus tard pour composer un petit ouvrage intitulé "Les CC.OO. dans leurs documents - 1958-1976" (22). A de longs extraits des déclarations des C.O. sont adjoints les commentaires des différents groupes syndicaux et politiques qui, apparus au cours de cette période, ont émis leur avis sur le phénomène des C.O. Ces commentaires postérieurs à 1970, émanent de 12 organisations (23) d'importance numérique fort dissimilable et montrent que les C.O. furent l'enjeu de vives rivalités et accessoirement une sorte de champ clos où s'affronteront des conceptions idéologiques distinctes de leur stratégie et de leur finalité.*

Les documents du recueil étudié ne forment pas un tout homogène ; les six premiers (24) reflètent mieux l'esprit du mouvement que les suivants. A partir du décret du 27 Nov. 1967 qui rend les C.O. illégales et porte un coup sérieux à

- (21). La date présumée est 1971. Une version en anglais a été réalisée par "The Canadian Committee for a Democratic Spain" et éditée en 1973 à Toronto. Il a été très difficile de se procurer la version espagnole.
- (22). CC.OO. en sus documentos 1958-1976. Ed. HOAC - Madrid 1977; 234 p. accompagné d'un appendice de 85 p., comprenant des documents postérieurs à la mort de Franco.
- (23). Il s'agit de Acción Comunista (AC) ; liga Comunista Revolucionaria (LCR) ; Movimiento Comunista de España (MCE) ; Organización Comunista de España - Bandera Roja (OCE "BR") ; Organización Revolucionaria de Trabajadores (ORT) ; Partido Comunista de España (PCE) ; Partido Comunista de España marxista - leninista (PCE.ML) ; Partido Socialista Obrero Espanol (PSOE) ; Partido del Trabajo de Espana (PTE) ; Plataformas y Comisiones obreras de Empresa anticapitalistas de Espana ; Unión General de Trabajadores (UGT) ; Unión Sindical Obrera (USO).
- (24). ¿Qué son las Comisiones?, Madrid, Junio 1966 - Ante el futuro del sindicalismo - Madrid 31 Marzo 1966 - Declaración de las CC.OO. de Madrid . non daté (probablement Avril 1967) - Declaración de principios de la Comisión Obrera de Guipúzcoa (COPG). non daté - Proyecto que las CC.OO. proponen a los trabajadores ante la nueva Ley Sindical . non daté - Comunicado Final de la I asamblea Nacional de CC.OO. Madrid 1967.

* J.A.Díaz, Luchas internas en Comisiones Obreras - Barcelona Bruguera, 1977.

leur activité en l'acculant à une clandestinisation partielle, les déclarations prennent une tournure nettement plus théorique et politique bien que les options fondamentales restent les mêmes (25).

Ce discours relativement sobre se présente comme un énoncé de principes en nombre limité mais suffisant pour la nature des problèmes que les C.O. doivent affronter à cette époque. Nulle déclaration emphatique de caractère ouvrière. Toute référence aux organisations et théories traditionnelles du mouvement ouvrier espagnol ou international en est absente. Il n'est question ni de l'anarchosyndicalisme, ni du socialisme, ni du marxisme. Ces omissions peuvent donner l'impression que les C.O. tournent le dos à la tradition ouvrière espagnole. En fait, comme l'explique Nicolas Sartorius, les CC.OO. ne se sont à aucun moment posé le problème de "renouer avec les expériences syndicales antérieures à 1939, comme si rien ne s'était produit..." (26). Seuls le capitalisme défini comme un ordre économique générateur d'injustices, et l'oligarchie qui tend à le perpetuer, sont l'objet de références fréquentes et de quelques diatribes (27). La lutte des classes concidérée comme une conséquence de cet ordre (28) ou désignée par l'expression "conflit d'intérêts" (pugna de intereses) n'est l'objet d'aucun développement particulier (29).

Ces documents mettent en avant de façon répétitive la nature de mouvement de la nouvelle organisation ouvrière et son caractère unitaire :

- "Les CC.OO. ne sont pas une organisation mais une force coordonnée, un mouvement ouvert qui tend à rassembler tous les travailleurs qui groupés sous le dénominateur commun du refus de l'actuel syndicat sont disposés à lutter pour leur droits et revendications de classe" (30).

(25). Les analyses de la situation créée par l'état d'exception, les dissensions sur l'oligarchie et la consolidation du Capitalisme, les considérations sur les méthodes de lutte occupent une part plus importante qu'au déput.

(26). In "El Resurgir del Movimiento Obrero" op. cit. (p. 53) Article écrit par l'auteur pour la revue "Cuadernos para el Dialogo" n° 85. oct. 1970.

(27). p. 1.2.3.4.5.7.8.19.20.27.32.35.45.49. Ordre capitaliste et ordre franquiste sont d'ailleurs souvent confondus.

(28). "Le système capitaliste engendre et conditionne la lutte des classes" Ante el futuro del sindicalismo, Documentos Básicos. (p.1).

(29). p. 1.3.5.

(30). "Comunicado Final I asamblea CC.OO." Documentos Básicos (p.13).

—"Considérant... qu'il existe un grand esprit unitaire dans le monde ouvrier espagnol, la structure organisationnelle au futur syndicat devra réunir toutes les tendances à l'intérieur du libre jeu démocratique, lequel devra garantir à tout moment l'accomplissement des décisions de la majorité" (31).

En lisant attentivement ces documents le connaisseur de la réalité espagnol ne tarde pas à être frappé par l'intention latente que ce discours révèle : placer une série de verrous destinés à prévenir le mouvement non seulement contre les fermentations de division qui agissent en lui mais encore contre les possibles manipulations des groupes extérieurs, ceux-ci utilisant ceux-là. Ce discours a donc moins pour rôle de prescrire une orientation idéologique déterminée que de garder ses participants contre les tentations et tentatives de politisation. Si l'on peut se permettre cette expression, c'est un discours garde-fou ; il balise étroitement le champ et le mode d'action des travailleurs. Le refus des appellations de syndicat et d'organisation acquiert dans ce contexte un sens particulier, il traduit la volonté de repousser sine die la mise en place d'une structure de commandement bureaucratisée qui prétendrait orienter et peut-être utiliser les C.O. et, par là même, menacerait leur unité. De même le terme de "base d'accords communs" figurant plusieurs fois dans ces documents révèle le souci des travailleurs d'écartier d'emblée les prises de position théoriques, souvent maximalistes et simplistes qui ne serviraient qu'à les diviser (32).

La valeur première de ces documents est qu'ils sont une auto-définition concertée des C.O. Ils prétendent et se disent être le fruit d'une élaboration collective : "après 4 mois d'un dialogue fraternel et sincère... nous avons trouvé les bases sur lesquelles pourra se développer la lutte unie des travailleurs..." (33). Les différences existent mais elles sont reconnues et admises : "aucun exclusivisme, aucun esprit de groupe n'a prévalu dans notre labeur" (34). La clarification menée à bien a abouti à l'élimination volontaire de toute citation et

(31). Proyecto que las CC.OO. proponen ante la Nueva Ley Sindical... Base troisième : de l'unité ouvrière. Documentos Básicos (p.11).

(33). Ante el Futuro del Sindicalismo. In "Documentos Básicos" op. cit. (p.1)

(32). Un Commentateur de l'ORT fait la même remarque. El Militante n° 4-juin 1973. In "CC.OO. en sus documentos" op. cit. p. 106.

(34). Id. (p.1)

invocation des thèses traditionnelles du syndicalisme : pouvoir des conseils de travailleurs, syndicat comme courroie de transmission des consignes d'un parti du prolétariat, prise révolutionnaire du pouvoir etc... Ces thèses n'ont pas été pour autant éliminées des discussions des avant-gardes politisées comme en témoignent les commentaires des groupes politiques et syndicaux sur les C.O. (35), mais la majorité n'en a cure ; ce qui la mobilise ce sont des objectifs concrets, des plateformes revendicatives purgées des "pétitions génériques" dont le rôle inhibiteur est relevé par un observateur comme N. Sartorius (36).

Ces Documents de Base se prononcent sur 6 questions essentielles :

- L'Unité du Mouvement Ouvrier,
- Le pluralisme idéologique,
- L'autonomie du Syndicat,
- La pratique démocratique,
- L'utilisation des moyens légaux,
- La finalité du Mouvement Ouvrier.

Le relevé des co-occurrences (37) confirme que la réflexion collective a débouché sur une synthèse dans laquelle se trouvent liés ensemble des principes en apparence contradictoires comme l'Unité et le Pluralisme, ou sans rapport habituel entre eux comme l'Unité, l'Autonomie du Syndicat et la pratique démocratique.

L'Unité du Mouvement Ouvrier (M.O.), qualifiée d'"Unanime" (38), répond à une aspiration très forte des travailleurs espagnols qui ont conscience que sans elle aucune action ne peut aboutir.

(35). Voir : *Opiniones de los grupos políticos y sindicales*. Chap. 3 in "CC.OO. en sus documentos" op. cit. (p. 57 à 234).

Voir également : "Discusión de los problemas del Movimiento Obrero" in Nuestra Bandera n° 71 - 2^e Trim. 1973 (57 p.), où est signalé le péril des discussions sur des thèmes comme la démocratie ouvrière ; le péril du "Vanguardismo" (entendre : action démonstrative, sans efficacité pratique, voulue par les Avant-Gardes).

(36). In "El Resurgir del Movimiento Obrero" op. cit. (p. 121-122).

(37). "présence simultanée de deux éléments (mots ou thèmes) dans un même fragment de discours (la phrase ou le paragraphe) ou dans un même contexte sémantique". M.Ch. d'Unrug - l'Analyse de Contenu - Ed. J.P. Delarge - Paris 1974 (p.47-48).

(38). "Documentos Básicos" op. cit. (p.2-20)
Une observation identique est faite dans un article du B.H.V. Ref. (?) .

"Lorsque l'Unité se rompt comme lorsque manquent les bases élémentaires de liberté, indépendance et organisation, l'action des travailleurs n'est pas efficace ni ne peut se développer. De là l'importance fondamentale, la transcendance indéniable de l'unité ainsi que l'indépendance du M.O." (39).

Envisageant déjà l'Après Franquisme, les travailleurs pensent qu'elle doit se concrétiser dans un Syndicat unique à condition que tous ses participants stuent sur ses fondements dans un Congrès Constituant (40). La volonté unitaire des travailleurs a en effet une base objective dans le patrimoine de l'O.S.E., constitué en 28 années de cotisations obligatoires (41). L'existence de plusieurs centrales syndicales entraînerait son démembrement et une perte de biens et d'intérêts, donc de pouvoir, considérable pour l'ensemble des travailleurs.

La volonté unitaire s'appuie sur l'expérience d'une action unitaire dans les Commissions d'atelier, d'usine, de quartier, de zone et sur le souvenir des erreurs du passé.

Une corrélation est établie systématiquement entre l'Unité et le respect des convictions et des croyances.

"Nous plaidons et luttons pour l'Unité syndicale à condition qu'elle soit toujours basée sur la liberté, la démocratie et le respect de la diversité des groupes idéologiques participants" (42).

"(nous réclamons) un profond respect pour toutes les conceptions philosophiques, politiques et religieuses des travailleurs" (43).

"Nous considérons que le Syndicat ouvrier authentique doit respecter les diverses tendances qui peuvent se manifester en son sein" (44).

Affirmée avec une vigueur particulière l'exigence du pluralisme (45) est la leçon tirée de l'analyse d'une situation réelle qui a mis au coude à coude des travailleurs issus de familles idéologiques et spirituelles distinctes ; mais l'obstination avec laquelle elle est pondérée s'alimente à l'horreur qu'inspire encore

(39). "Ante el futuro del sindicalismo" in Documentos Básicos op. cit. (p.1)

(40). "Doc. Bas." op. cit. (p. 0.2.9.11.24.)

(41). "Doc. Bas." op. cit. (p.11).

(42). ¿Qué son las Comisiones Obreras ? In Doc. Bas. op.cit. (p.0)

(43). Proyecto que las CC.OO. proponen a los trabajadores ante la nueva ley sindical.
In Doc. Bas. op. cit. (p.10)

(44). Ante el future del sindicalismo. in Doc. Bas. op. cit. (p.2).

(45). Doc. Bas. : p. 0.2.6.10.12.13.14.42.43.45.

le passé avec ses affrontements intolérants entre Rouges et Nationaux, athées et Croyants, Cénétistes et Ugétistes (46).

Pour supprimer toute équivoque, le droit des minorités à se faire entendre et celui de la majorité à faire respecter les décisions prises démocratiquement sont rappelés ensemble (47).

La compatibilité de l'unité et du pluralisme idéologique est rendue possible et garantie par deux autres principes : l'autonomie du syndicat et la pratique démocratique.

L'indépendance du Syndicat doit être absolue tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des partis politiques :

"... Il n'est pas de la compétence du pouvoir législatif ni d'aucun autre pouvoir, de structurer la vie associative des travailleurs" (48).

"En vertu de l'expérience historique et attentifs aux exigences de l'Unité nous affirmons que les Organisations du Syndicat Ouvrier doivent être pleinement indépendantes de tous les partis politiques" (49).

"Le "principe démocratique" (50) est l'objet de nombreux développements :

"Le principe démocratique (aussi bien pour prendre des décisions que pour élire nos représentants) est la règle d'action des CC.OO." (51).

"L'assemblée a réaffirmé les caractéristiques qui ont distingué les C.O. depuis leur apparition... leur esprit démocratique qui informera toute leur action ; celle-ci partira à tout moment de la base ouvrière, particulièrement à travers les Assemblées de Travailleurs" (52).

Quelles innovations implique l'inscription de ces deux principes au frontispice du "nouveau mouvement ouvrier" (53) ou du "Syndicalisme d'un nouveau type" (54)

(46). "Le mouvement ouvrier espagnol a une amère expérience de la division" N. Sartorius - El Resurgir... op. cit. (p.62)

(47). Doc. Bas. : p. 0.2.7.10.

(48). "Proyecto que las Comisiones obreras proponen a los trabajadores ante la nueva ley Sindical" in Doc. Bas. op. cit. (p. 8)

(49). "Ante el Futuro del Sindicalismo" id. (p.1)

(50). Doc. Bas. p. 0.2.6.10.13.14.29.40.42.46.

(51). "Qué son las Comisiones ?" id. (p. 0).

(52). "Comunicado Final de la Asamblea Nacional de CC.OO." id. (p.13).

(53). Doc. Bas. p. 42.

(54). Titre significatif d'un ouvrage de N. Sartorius. El sindicalismo de nuevo tipo. op. cit.

L'autonomie du syndicat ne va pas de soi, elle implique l'interdiction du cumul de fonctions syndicales et politiques :

"Le grave risque que comporte pour le Marv. Ouvr. l'unité organique avec les pouvoirs politiques, nous amène à déclarer l'incompatibilité entre des postes de haute responsabilité politique et syndicale chez une même personne", (55) et encore : "Dans tous les cas ce sont les Conseils Démocratiques de Travailleurs qui détermineront les degrés et les modalités d'incompatibilité des fonctions pour leurs dirigeants". (56).

L'attachement des travailleurs à l'indépendance du Syndicat va induire une réflexion dans les rangs du PCE, sur la théorie attribuée à Lénine du syndicat, courroie de transmission du parti prolétarien, qui se concrétiseront un peu plus tard dans des prises de position officielles. En 1975, Julian Ariza, membre du Comité directeur des CC.OO et militant communiste, affirme : "Je pense en somme que dans le Syndicat des travailleurs, il ne doit pas y avoir d'interférences des partis politiques. Il est indispensable d'en finir avec l'idée de le transformer en courroie de transmission des postulats et des actions des partis. Il est indispensable de respecter son autonomie" (57). De même, N. Sartorius, membre du CC. du PCE et du Comité directeur des CC.OO, dont il fut, en sa qualité de journaliste, le premier théoricien, admet que cette thèse est caduque dans un état démocratique moderne et va jusqu'à écrire "y compris dans un état socialiste, le syndicat ne doit en aucun cas dépendre des pouvoirs publics" (58), même si par ailleurs il demande que soit nuancée la règle d'incompatibilité des responsabilités syndicales et politiques.(59).

Ce qui est appelé le "principe démocratique" se confond souvent avec l'assembléisme. La pratique assembléaire peut apparaître comme un avatar de la démocratie directe chère aux anarcho-syndicalistes, en fait plus d'une nuance l'en sépare

(55). "Bases y Principios que consideramos fundamentales" in Doc. Bas. (p.11).

(56). id. (p.11)

(57). "Unidad o Pluralidad Sindical" in Cuadernos para el Diálogo. Marzo 1975, n°138, (p.17).

(58). El Sindicalismo de Nuevo tipo - op. cit. (p. 19 à 21).
El Resurgir del Movimiento Obrero - op. cit. (p. 63).

(59). id. (p. 70)

Elle ressortit à la fois à un principe théorique : tout représentant doit être élu quel que soit le niveau de sa charge (60) ; et à un principe méthodologique : l'assemblée est un moyen de démocratie, elle est éducative. Dire que l'assemblée est une fin, c'est avoir un point de vue démagogique, dire qu'elle est un moyen c'est la situer à sa juste place, dans une optique pédagogique. L'assemblée est vue comme le lieu où peut se forger l'unité. C'est par la discussion ouverte que "les attitudes et actions adoptées (répondront à et représenteront) l'opinion authentique de ses membres et non exclusivement celle de ses dirigeants et groupes minoritaires" (61), entendons par là : groupes politisés qui veulent dominer le mouvement.

Dans l'esprit des collectifs d'ouvriers qui ont élaboré les documents de base, les quatre principes sont interdépendants et placés les uns par rapport aux autres dans une relation dialectique formulée de façon plus ou moins explicite. De même que l'autonomie du Syndicat favorise son unité en le soustrayant à l'influence d'un parti ou d'une idéologie, de même la pratique assembléaire garantit l'expression démocratique des minorités et devient de cette façon un moyen d'achever le mouvement ouvrier vers "l'insertion de la pluralité dans une unité" (62). Cette relation est systématisée par N. Sartorius dans une réflexion sur la "Synthèse Unitaire" :

"Il est nécessaire que les personnes les plus conscientes sachent dans toute discussion intégrer dans la résolution finale la part la plus importante de la "zone de raison" que toute position minoritaire possède : c'est un des aspects fondamentaux de ce que l'on peut appeler la synthèse unitaire" (63).

La 5ème caractéristique, érigée également en principe fondamental, est l'utilisation des moyens légaux d'action (63)* : les élections syndicales et la négociation collective, qui sont la raison d'être des commissions de travailleurs.

(60). Doc. Bas. p. 9.10.29.40.

(61). "Bases y Principios..." Doc. Bas. (p.10)

(62).-L'expression est de Teófilo Pérez Rey, président de la HOAC de 1959 à 1965 in "Unidad o Pluralidad sindical" Cuadernos para el Diálogo. Marzo 1975 n°138 (p. 20).

-Les mêmes co-occurrences apparaissent dans le texte des entretiens.

(63).-Article publié dans Cuadernos para el Diálogo, n° 85, Oct. 1970, et repris dans "El Resurgir del Movimiento Obrero" op. cit. (p.61-62).

(63*)-Doc. Bas. p. 2.12.13.14.16.33.41.48.49

Ces dernières, composées de militants connus, jouissant de la confiance de leurs camarades de travail, et de préférence titulaires d'une fonction de délégué syndical ou de membre du Conseil d'Entreprise, doivent agir à découvert :

"L'Assemblée a réaffirmé... l'action ouverte et non-clandestine (des CC.OO.) refusant, à l'exception de situations spécifiques et momentanées, toute tentative de les pousser vers la clandestinité" (64).

Là encore, comme pour l'Unité, le pluralisme, l'indépendance et l'assemblée, la théorie est venue sanctionner des pratiques antérieures qui ont fait leurs preuves. Le Parti Communiste a eu le mérite de reconnaître que les critères des travailleurs (réalisme, efficacité) étaient plus justes que ceux des avant-gardes politisées et de prendre la décision de dissoudre le syndicat (O.S.O.) qu'il avait créé après la guerre civile (65).

Mais pour les militants ugétistes et cénétistes de l'extérieur, l'utilisation des moyens légaux ne peut être détachée de la question des finalités : Participer aux élections syndicales revient à s'intégrer à une institution mauvaise, d'où leur condamnation d'une attitude où il ne voit qu'un calcul tactique erroné et leurs consignes de boycottage de ces élections. (66).

Le thème de la finalité des CC.OO. est présent dans les documents de base du début à la fin, mais des six thèmes importants repérés par l'analyse, il est le seul à ne pas être clair. Les fluctuations de la terminologie employées sont à cet égard révélatrices : "Mouvement Socio-politique", "Socio-économique", "essentiellement revendicatif" sont en concurrence avec "Mouvement d'opposition du Pays", "Classe ouvrière unie aux couches démocratiques", "Front commun". Parallèlement les variations d'un document à l'autre de la liste et du classement des objectifs, montrent que l'unanimité était loin d'exister en ce qui concerne la finalité à long terme du mouvement.

La dénomination "mouvement socio-politique" est une formule judicieuse mais elle est ambiguë ; elle ne cadre que partiellement avec les présupposés des travailleurs. La démarcation est évoquée qui sépare deux groupes d'objectifs

(64). "Comunicado Final I Asamblea Nacional" In Doc.Bas. (p.15).

(65). - "Nous mêmes avons fomenté à une époque des syndicats clandestins jusqu'à ce que la pratique nous démontre que les termes de Syndicat et de clandestin sont antinomiques" In VIII Congreso del PCE. 1972 "Hacia la Libertad". Informe del Comité Central, presentado por S.Carillo (p.54).

- Pour N. Sartorius, la nécessité de ce changement de politique ne coulait pas de source et ne se fit pas sans effort. In El Resurgir, op. cit.(p.49 - 50).

(66). voir note page suivante.

d'ordre politique. Le premier groupe comprend les libertés démocratiques : droit de réunion, d'association, d'expression et le droit de grève. Le second groupe comprend les "changements de structures" (67) : la réforme agraire, la réforme du système financier avec la nationalisation de la Banque, la réforme du système fiscal, de la Sécurité Sociale, de l'Enseignement.

Sous le régime autoritaire, il était naturel que l'opposition syndicale confondait les revendications strictement économiques et la lutte pour les libertés (68) en un "programme minimum" :

"a) lutte immédiate et quotidienne... pour l'amélioration de tous les points contenus dans le contrat de travail individuel ou collectif..."

b) lutte pour les libertés démocratiques, en particulier les droits et les libertés syndicales... de cette façon nous lutterons pour le droit intégral d'association, réunion, élection, grève, presse ouvrière, etc..." (69).

Cependant alors même que la démocratie n'est qu'une éventualité lointaine, la question des réformes de structures est mise à l'ordre du jour par les militants politiques. Mais la répétition des termes et expressions restrictifs (70) et leur place dans le discours (à la fin d'un texte, comme rappel dans la conclusion),

(66). - Sur cette polémique voir de nombreux passages d'articles dans la revue Nuestra Bandera. Par exemple : "El Triunfo del Nuevo Movimiento Obrero en las elecciones sindicales: n° 51-52, 4è trimestre 1966.

- Sur la justification du Boycottage des "institutions fascistes" voir El Socialista. 1er quincena - Marzo 1965, et UGT, n° 322, diciembre 1971. "Principios fundamentales de la UGT".

(67). Doc. Bas. p. 1.18.24.28.

(68). Doc. Bas. p. 25.

(69). "¿Qué son las Comisiones Obreras ?" Doc. Bas. p. 49.

(70). Doc. Bas. : "Notre caractéristique essentielle d'opposition aux actuelles structures syndicales" (p.3) - "Objectifs professionnels" (p.9) "Mouvement ouvert, unitaire, démocratique, indépendant et revendicatif" (p.14) "Libertés fondamentales" (p.0).

permettent de deviner les inhibitions que provoquait cette question chez les travailleurs : pour les militants politisés, le repliement sur des positions inconciliables ; pour les autres, le désengagement. Les documents rendent compte de ces tiraillements et du serré de la discussion dans des formules de compromis du genre : "la I Assemblée des CC.OO. a ainsi affirmé... le caractère revendicatif des CC.OO. dans le domaine syndical et social, sans que cela empêche qu'elles ne définissent à des moments déterminés, leur attitude devant les options politiques qui affectent directement les intérêts de la classe ouvrière" (71) ; adverbe et complément circonstanciel nuancent la portée de la proposition subordonnée.

Pour la majorité des travailleurs ayant participé à l'action des CC.OO. il n'y avait pas d'autre projet clair que celui d'une transition pacifique (72) vers un régime de libertés démocratiques. Le problème de la nature de l'Etat n'est pas une fois posé. Les commentaires de notre enquête (73) confirment que la "révolutionnarisation" (74) des CC.OO. envisagée par quelques avant-gardes, aurait eu pour effet immédiat de détruire l'unité du mouvement et d'éloigner les travailleurs. Quant aux analyses réalisées par le Parti Communiste sur la relation de l'avant-garde avec les "masses" (75) et sur l'incorporation d'objectifs politiques aux plateformes revendicatives, elles montrent un souci constant de ne pas perdre la perspective du réel et elles apportent une preuve supplémentaire de l'orientation évolutionniste du mouvement ainsi que de la modération des responsables communistes.

(71). "Comunicado Final de la I Asamblea Nacional de CC.OO." in Doc. Bas. (p.13).

(72). -"Nous désirons avec ferveur que nos aspirations se réalisent par des moyens pacifiques, mettant un terme au cycle de violences qui a ensanglanté notre nation" Doc. Bas. (p.3).

(73). -Commentaires à la question annexe (IV) questionnaire p. 16.

(74). -Ces vocables sont ceux qui sont utilisés couramment.

(75). -"Discusión de los problemas del Movimiento Obrero" in Nuestra Bandera n° 71 2e trimestre 1973 - 57 p.

La conscience d'une rupture : le "syndicalisme d'un nouveau genre".

Le repérage de ces six thèmes confère un sens à l'affirmation d'une rupture et d'une innovation par rapport au syndicalisme antérieur au Franquisme, contenue dans les Documents de Base des CC.OO. (76). Cette affirmation sera reprise sous une forme plus élaborée par divers commentateurs, notamment les Communistes. Ils sont en effet les observateurs attentifs du mouvement dans l'exacte mesure où ils ont joué un rôle prépondérant dans son organisation et son extension. Confrontant la théorie à la pratique ils ont dû rectifier des positions dogmatiques héritées du passé. L'irréductibilité du mouvement à certains de leurs schémas les a mis en condition de mieux saisir ce qu'il avait d'original (77) : La volonté et le caractère unitaires ; l'ancrage de l'action syndicale dans l'entreprise à travers la Commission de travailleurs ; l'articulation de la Commission de travailleurs et de l'Assemblée, dont le fonctionnement reposait sous le régime autoritaire sur la combinaison des moyens légaux et extra-légaux, en une tactique qui a été l'objet de nombreuses gloses (78). On a cru possible de transposer ces expériences dans une situation historique différente par l'extrapolation d'un modèle d'interrelation jugé efficace et satisfaisant à un schéma organisationnel : le syndicat d'affiliés et de non-affiliés (79). Ce projet a échoué, mais ce qui reste intéressant est l'adhésion des militants à cette idée, comme en témoignent les propos des militants à l'Assemblée Générale des Commissions Ouvrières (Barcelone 1976) (80),

(76). Doc. Bas. p. 1.2.5.15.42.44.

(77). Sur ce sujet voir notamment la réflexion de N. Sartorius. "El Sindicalismo de Nuevo tipo". "El Resurgir del Movimiento Obrero" LAIA - Barcelona (185 p. et 161 p.) 1977 et 1975.

(78).-Alfredo Tejero : "Auge y Crisis de Comisiones Obreras" in Materiales, Mayo-Junio 1977 - 3 - (p. 37 à 48).

-"Charlas en la prisión"- Marcelino Camacho - LAIA - Barcelona (88 p.) 1976.

(79). "Presente y futuro del Sindicalismo en Catalunya" LAIA - Barcelona (149 p.) "El Sindicalismo de Nuevo tipo" op. cit.

(80). "Asamblea General de CC.OO. - Barcelona 1976 - Presentación de Marcelino Camacho", LAIA 1976 - (140 p.). Recueil des exposés de M. Camacho, N. Sartorius, J. Muñiz Zapico, Cipriano García et débats sur lesdits.

ainsi que la croyance en une spécificité, s'exprimant dans l'utopie du "Syndicalisme d'un nouveau genre" ou du "Nouveau Syndicalisme".

Le fait que la conscience d'une filiation soit moins forte que celle d'une différence est donc un phénomène d'opinion qui méritait attention.

Plusieurs questions de l'enquête essayaient de cerner cette conscience affirmée d'une évolution de la mentalité ouvrière militante.

Questionnés sur une éventuelle ressemblance des CC.OO. avec les anciens syndicats de l'UGT et de la CNT et sur la spécificité de leur syndicat, les militants sont 78, soit 67,83 % à continuer à penser, cinq ans après la fin du régime franquiste, que les CC.OO. ont un ensemble de caractères les distinguant nettement de leurs prédecesseurs. La disposition mentale que cette croyance révèle est le fait qui nous intéresse et non le degré de vérité de cette assertion. En effet, il apparaît à tout observateur que les CC.OO. ont des traits communs avec les Syndicats pré-franquistes, comme le signalent d'ailleurs 18 m. (15,65 %). (81).

3. L'influence des groupes chrétiens

L'idée directrice de la recherche, selon laquelle la contribution des groupes de militants chrétiens à la réorganisation du mouvement ouvrier n'était pas étrangère à une évolution des mentalités, était ouvertement soumise aux militants enquêtés. Cette démarche se justifiait par leur qualité d'acteurs du processus étudié. De prime abord, elle permettait de vérifier si la contribution de ces groupes était connue et comment elle était perçue.

L'opinion des militants du groupe sur un éventuel apport des militants chrétiens

Trois questions générales le leur faisaient envisager comme au début d'un entretien directif :

1. Pensez-vous qu'il y a eu un apport indirect des militants chrétiens aux CC.OO. ?
2. Un apport de nature idéologique ?
3. Un apport d'ordre matériel ?*

(81). Questionnaire 3-1- 8 m. pensent que les CC.OO. ressemblent à la CNT ; 10 à l'UGT ; 19 ne se prononcent pas ou estiment qu'elles ressemblent aux deux. Tableau XXXIII - Annexe III, p. 299.

* . Questionnaire 3-2, 3-3, 3-4. p. 309

Le terme d'apport, retenu pour sa commodité, a été suggéré par la lecture des documents portant sur la période considérée. Il ne doit pas être pris dans une acception mécanistique.

	Tableau XVIII : L'apport Chrétien . en nbr.					
	Oui	Non	Ne se prononce pas	N.R.	Total	
Apport indirect (1)	103	2	8	2	115	
Apport idéologique (2)	73	22	14	6	115	
Apport pratique (3)	93	6	12	4	115	

La formulation la plus vague (1) est celle qui d'emblée recueille l'assentiment le plus large. Deux personnes seulement nient une contribution indirecte des chrétiens au mouvement ouvrier. Mais l'apport idéologique est récusé par 32 militants sur lesquels 14 sont des communistes agnostiques (82).

Dans une quatrième question on proposait au choix des enquêtés une liste des apports éventuels des m. chrétiens. L'invraisemblance était exclue de la liste mais non l'improbabilité ni le pléonasme.

4. Les militants chrétiens des CC.OO. ont-ils eu une influence sur les aspects suivants :

- élimination de l'anticléricalisme,
- éloignement par rapport à la FSM
- éloignement par rapport à Moscou
- valorisation de la personne humaine
- valorisation de la notion d'unité du Mouvement Ouvrier
- valorisation de la notion d'indépendance du Syndicat par rapport aux partis politiques
- valorisation de la notion de liberté et pluralisme politique.*

(82). Le nombre élevé des "Ne se prononce pas" signifie soit l'ignorance soit le désaccord sur la proposition ou plus exactement sur la formulation, comme nous l'expliquerons plus loin.

* . Questionnaire 3-5, p. 309.

Il fallait classer 4 items par ordre d'importance. L'exigence de classement a géné nombre d'enquêtés (28) qui ont opté pour un non classement. Le traitement en a tenu compte. Il y a 17 non-réponse exprimant sans qu'on puisse les différencier le refus, l'ignorance et l'oubli. On s'aperçoit que le nombre de ceux qui ont répondu à cette question : 98 est supérieur à celui de ceux qui reconnaissent dans les questions précédentes un apport idéologique (73) et un apport pratique (93). Faut-il en conclure que plusieurs militants se contredisent ? Certainement pas. La liste leur a remis en mémoire des discussions, des conversations, des rédactions de Feuilles d'Information et de tracts où les questions débattues se ramenaient à celles, sommairement définies, qu'ils avaient sous les yeux.

Certes pour cette question comme pour la question 2, les m. communistes agnostiques sont plus nombreux que les autres à nier un apport idéologique chrétien : 10 m. sur 40 (25 %) ; alors que les Communistes croyants et pratiquants sont 5 sur 28 et 3 sur 31 (17,85 et 9,68 %). Mais par ailleurs si on compare le nombre des réponses à ces deux questions on s'aperçoit qu'après avoir été 14 à refuser de reconnaître un apport idéologique chrétien dans l'abstrait, les m. communistes agnostiques ne sont plus que 10 à continuer de le récuser lorsqu'il est envisagé de façon plus concrète. La même érosion du nombre des non-réponse peut être observée pour les deux autres catégories. Ce nombre passe de 13 à 15 pour les com. croy.^{t4} et prat.^{t4} et de 8 à 3 pour les Non-Aff. Croy.^{t4} et Prat.^{t4}

Comment cela peut-il s'expliquer ? Dans un premier temps, l'expression "apport idéologique" a pu provoquer de la méfiance. Fallait-il comprendre qu'il y avait eu contamination idéologique ? Dans un deuxième temps, après lecture de la liste énumérant les aspects de l'action et de la réflexion syndicales qui avaient pu être affectés par une influence des groupes chrétiens, cet apport a été perçu différemment. Puisqu'il ne s'agissait pas d'une sorte de rapport de force doctrinal où des "valeurs chrétiennes" auraient démontré leur "supériorité" sur des valeurs "marxistes", il devenait possible de reconnaître plus massivement une influence des groupes chrétiens. La forte proportion des "non-réponse" pour le groupe des m. communistes agnostiques (tableau XX) indique qu'il reste malgré tout une réticence. Les entretiens en explicitent la raison qui n'est autre que celle énoncée ci-dessus. Tout ce qui peut, par un malentendu sur l'intention de la question, rappeler la "Cruzada" ou la campagne anti-communiste, provoque chez les Communistes un sentiment d'injustice parfaitement justifié ; car après tout, il est bon de la répéter, ils ont été les plus constants et persécutés des opposants au régime autoritaire.

Tableau XX : Classement des réponses dans
dans chaque sous-groupe

En nbr.

QUESTIONS	SOUS-GROUPES
Classement de la question	Communistes Agnostiques
Intitulé de la question	1 ^e : 2 ^e : 3 ^e : 4 ^e : N.C.: 1 ^e : 2 ^e : 3 ^e : 4 ^e : N.C.: 1 ^e : 2 ^e : 3 ^e : 4 ^e : N.C.:
Fin. Anticler.	2 : 2 : 0 : 1 : 4 : 3 : 0 : 0 : 2 : 3 : 1 : 0 : 2 : 2 : 4 :
Non à F.S.M.	: : : : : : : : : : 1 : : : : : : : : : : 1 : : : : : : : : 1 :
Non à Moscou	: : : : : 1 : : : : : : : : : : 2 : : : : : : : : : : :
Valor. Pers.Hum.	5 : 2 : 4 : 2 : 5 : 5 : 2 : 2 : 2 : 8 : 10 : 6 : 2 : 1 : 6 :
Valor. Unité M.O.	7 : 4 : 3 : 1 : 8 : 3 : 7 : 2 : 0 : 5 : 4 : 9 : 2 : 2 : 6 :
"Ind. Synd. ^t	0 : 3 : 3 : 5 : 5 : 0 : 1 : 3 : 1 : 4 : 1 : 3 : 4 : 3 : 4 :
" Tolérance	2 : 5 : 3 : 3 : 4 : 0 : 1 : 2 : 2 : 1 : 1 : 0 : 3 : 4 : 1 :
" Pluralisme pol. ^t	4 : 4 : 5 : 3 : 5 : 2 : 3 : 2 : 2 : 5 : 2 : 2 : 5 : 3 : 7 :
Nbr de personnes	40 : 28 : 31 :
Non classement	9 22,5 % : 9 32,14 % : 8 25,81 % :
Non réponse	10 25,0 % : 5 17,85 % : 3 9,68 % :

(*)N.C. Non Classement : Dans cette colonne sont comptabilisées les réponses des m. qui n'ont pas opéré de classement.

Puisque 85,22 % des m. enquêtés reconnaissent que les groupes chrétiens ont exercé une influence, dans quelles directions s'est-elle fait sentir ? Autrement dit autour de quelles questions se sont clarifiées les idées ?

Tableau XIX : Nature de l'influence des groupes chrétiens

QUESTION	RANG	En Nbr.				Pas de Classement	Total des citations
		1e	2e	3e	4e		
Fin de l'Anticléricalisme		8	4	1	8	11	32
Distanciation face à la F.S.M.							1
Distanciation face à Moscou					1		4
Valorisation Pers. Hum.	24	14	12	6		21	77
Val ^t Unité Mouv ^t Ouvrier	22	25	7	5		20	79
Val ^t Indépend. Syndicat	1	9	16	10		14	50
Valorisation Tolérance	4	7	11	11		8	41
Val ^t Libertés et Pluralisme	11	10	15	9		18	63
N. R. :	17						
Non classement :	28						
Ont classé :	70						
TOTAL :	115						

Il ressort de ce tableau qu'une majorité de militants s'accorde à reconnaître que l'influence des m. chrétiens est surtout allée dans le sens d'une consolidation de l'Unité du Mouvement Ouvrier. La valorisation de cette notion d'unité est citée 22 fois en 1ère position, 25 fois en 2ème position et 20 fois sur le

même plan que d'autres items par les m. qui n'ont pas opéré de classement. En tout elle est citée 79 fois.

Presque sur le même plan, la valorisation de la Personne Humaine est citée 24 fois en 1ère position, 14 fois en 2ème position et 21 fois par ceux qui n'ont pas classé ; en tout 77 citations.

Les notions de liberté et pluralisme politique d'une part, d'indépendance du syndicat d'autre part se disputent la 3ème place avec 15 et 16 suffrages. Mais la première l'emporte plus nettement chez les militants qui se sont refusés à faire un classement (18 contre 14) ; et en nombre total de citations, l'écart est encore plus marqué. (63 contre 50) ; l'indépendance du syndicat vis à vis des partis politiques vient donc en 4ème position.

Si l'on considère les tableaux de chaque sous-groupe on remarque que les Communistes et les Non-Affiliés agnostiques placent l'unité du Mouvement Ouvrier en première position tandis que les croyants et pratiquants communistes ou sans affiliation politique estiment que leur rôle s'est exercé dans le sens d'un respect plus exigeant de la personne humaine. Les écarts sont trop faibles et portent déjà sur de trop petits nombres pour que l'on puisse faire une interprétation fiable. On peut dire tout au plus à la lumière des quelques commentaires recueillis (24) et surtout des entretiens réalisés sur la question, que pour les m. chrétiens, la personne humaine est la valeur première et ultime. Son respect a pour eux le caractère d'un impératif absolu dont découle sur le plan politique l'adhésion à un système qui garantit l'exercice des libertés. Pour eux l'Unité du Mouvement Ouvrier est la conséquence de l'intériorisation du principe suivant : le pluralisme a une valeur en soi et c'est donc le respect des croyances qui conduit à l'unité.

Les militants communistes agnostiques se sont référés pour leur part à une argumentation neuve, extérieure initialement à leur système de références habituel ; une argumentation à laquelle les dirigeants du P.C. ont donné l'audience que l'on sait*. Spontanément ils ont mis en valeur ce qui leur a semblé le plus original dans le débat qui eut lieu sur le mouvement ouvrier : la nécessité de l'Unité et le respect du pluralisme. Comme le faisait observer un militant communiste chrétien : "c'est autour de toutes ces questions que se sont décantées les idées au cours des réflexions et des discussions qui eurent lieu à cette époque" (83).

(83). Entretien n° 1.

* Sur la dialectique unité-pluralisme voir l'article "Unidad o Pluralidad Sindical" Cuadernos para el Diálogo, Marzo 1975 n° 138 (p. 16 à 25) et en particulier les interview des leaders syndicaux (p. 16 à 20), J. Ariza, Blanca Manglano, V.M. Conde, Téofilo Pérez Rey, P. Cea Ventura.

* Cf. p. 181

L' Unité syndicale



"L'unité syndicale est en vue, à savoir un travailleur par centrale".

Triunfo, n° 787, 25 Febr. 1978.

La nature de l'influence des groupes chrétiens :

Les entretiens réalisés auprès de 16 militants (Annexe III : les conditions de l'enquête) dont 6 ont moins de 35 ans et 10 plus de 40, de sensibilité communiste, communiste chrétienne, chrétienne socialiste, confirment la validité de l'hypothèse tout en complétant les résultats de l'enquête et en nuançant le caractère limitatif de la liste proposée et celui rigide, voire arbitraire du classement exigé des enquêtés. Précisons-le, ce classement se justifiait par une considération méthodologique : toute contrainte de méthode conduit à une clarification plus grande des idées.

L'intérêt principal des entretiens est de ressusciter un climat, de rendre palpable l'effort et les ajustements par lesquels se sont opérés les renouvellements observés. Ils nous font pénétrer au centre même de la dynamique du changement.

Il importe de revenir d'abord sur les critiques et les réserves qu'a suscité l'expression "contribution" ou "apport" "idéologique" (84) ; elles prouvent que même si on a su en limiter la portée, une confrontation de nature idéologique a bien eu lieu entre les militants des avant-gardes, avec de part et d'autre, des visées d'hégémonie. La position des communistes sur ce problème est bien résumée par F. Melchor dans une réflexion sur les expériences de collaboration entre militants communistes et militants chrétiens. Il explique qu'envisager à la façon du chanoine Gonzalez Ruiz, théologien de la Libération (84 bis), que la collaboration pratique puisse se prolonger par une sorte d'"osmose entre le marxisme B et le christianisme B" (B signifie antidogmatique) ne peut être qu'une "hypothèse spéculative, sans aucune référence pratique" (85).

Une fois levée cette ambiguïté, la contribution des militants chrétiens et de "secteurs minoritaires mais actifs de l'Eglise" (86) a pu être évoquée sans réticence. Il y a naturellement des variantes dans la perception que chacun a des divers aspects de cette contribution, en fonction de son expérience personnelle, laquelle est à son tour tributaire de son âge, de sa culture, du rôle joué. Nous retiendrons seulement ici ce qui constitue un élément nouveau pour notre démonstration.

(84). Entretiens n° 1 - 4 - 6 - 10.

(84 Bis). - Gonzalez Ruiz (J.M.) El cristiano y La revolución. 1966 (document ronéoté) Croire après Marx, Paris, Ed. du Cerf 1971.

- sur Gonzalez Ruiz et les autres théologiens de la libération, voir également Guy Hermet op.cit. Les acteurs du Jeu politique (p. 149-152)

(85). Melchor F. Comunistas y católicos in Nuestra Bandera - 4^e trim 1967; 1^e trim. 1968 (n° 56 - 57 - p. 90)

(86). Ent. n° 9.

l'aide matérielle, moyen essentiel (87) du développement des CC.OO, ne peut être séparée des facilités concernant la formation. La mise à disposition d'un savoir technique, par les cours, conférences, réflexions organisés par les mouvements d'Eglise et ouverts à tous les militants intéressés, sans distinction d'origine, est un facteur d'influence admis, dont on a pu dire qu'il était difficile de mesurer exactement l'impact qu'il avait pu avoir" (88). Ainsi dans le Bajo Llobregat (banlieue industrielle de Barcelone, zone très conflictive), presque tous les cadres et dirigeants syndicaux sont-ils passés par les Ecoles de Formation Sociale (89).

Mais les révélations les plus intéressantes de ces entretiens concernent le domaine des comportements. Il apparaît que les militants chrétiens ont promu ou renforcé des attitudes nouvelles.

En défendant qu'il fallait centrer l'activité syndicale sur le centre de travail (équipe- atelier - chaîne - bureau) ils ont fait entrer les travailleurs dans une dynamique revendicative (90). Cette attitude d'un pragmatisme mûrement réfléchi (91) coïncidait avec le réalisme spontané de la masse des travailleurs laquelle "ne veut que des objectifs concrets, n'accepte pas la position des problèmes en termes politiques (92)". Cette attitude était la seule à pouvoir reléguer au 2ème plan le débat théorique dans lequel les avant-gardes politisées se complaisaient, de façon à orienter les énergies vers les modalités de l'action. Elle est à la base des théories de l'Unité qui seront élaborées après 1970 : Complémentarité dialectique de la HOAC, Synthèse Unitaire des dirigeants communistes des CC.OO. (93).

(87). Tous les entretiens.

(88). Ent. n° 6.

(89).-Ent. n° 1 - n° 6.

-Sur les EPS, voir Chap. IV du présent travail.

(90). Entretiens n° 1 - 2 - 3 - 8 - 12.

(91). Entretien n° 12.

(92).-Entretien n° 2.

-Opinion qui est également défendue par N. Sartorius.

(93). Cf. p.54 et p. 181 du présent travail.

Les groupes de militants chrétiens ont eu une influence sur la pratique de la discussion collective et de l'Assemblée (94) : influence importante mais non décisive puisque cette pratique est déjà mise en honneur dans la Démocratie directe prônée jadis par la CNT (95), et représente une très ancienne tradition des travailleurs espagnols (96). A la base de la pratique assembléaire, un postulat : il faut que les gens se disent "nous sommes ensemble non parce que nous pensons la même chose, mais parce que nous voulons faire quelque chose" (97). De ce raisonnement découle une discipline personnelle et collective : l'écoute obligatoire de l'autre, la recherche de terrains d'entente pour faire aboutir l'action envisagée, "l'extension des responsabilités à tous les travailleurs, sans distinction entre les affiliés, les sympathisants et les autres (98)". Cette discipline a développé la capacité de communication et jeté les bases d'une plus grande aptitude à la convivialité. Tous les observateurs et participants soulignent le rôle éducatif des assemblées et des commissions de travailleurs, qualifiées d' "Ecole de Démocratie" (99).

Par leur présence, manière d'être et de penser, ces groupes ont favorisé la cristallisation d'une attitude plus critique à l'égard des idéologies. Ils ont "ouvert un débat" (100), "régénéré la discussion" sur des questions essentielles :

(94). Ent. n° 1.2.3.8.10.12.

(95). Ent. n° 10.11.

(96).-Ent. n° 1.

-Marcelino Camacho : "Charlas en la prisión", op. cit. (p. 27-29).

(97). Ent. n° 12.

(98).-Ent. n° 1.

-Egalement J.N. García-Nieto - Centrales sindicales y movimiento asambleario - Iglesia Viva. 74 - 1978 (p. 155).

-"Sobre los Consejos de Delegados hoy" Secretariado del Baix Llobregat de CC.OO.; Doc. ron. 1977 Arch. JNG.N.

(99). Ent. n° 1.7.9.12.

(100). Ent. n° 7.8.1.3.

la fin et les moyens - la démocratie et le pluralisme - l'indépendance du syndicat - la valeur de l'Unité (100). Ils ont orienté vers une plus grande défense des positions éthiques" (101) "Des valeurs qui traditionnellement sont acceptées d'emblée par les chrétiens en raison de leur formation humanistique, ont pu être assimilées par les Communistes" (102). La critique du "marxisme dogmatique" (103) a conduit à reconstruire selon des critères plus exigeants le système des régimes communistes réels et à opposer au communisme totalitaire le "marxisme en liberté" (103)".

Mais ce serait une grave erreur que d'imaginer que ces renouvellements se sont produits selon le schéma simpliste d'un transfert mécanique d'idées et de raisonnements d'un ensemble humain A à un ensemble humain B. Comme nous l'avons montré dans le premier volet de cette étude un rapprochement entre les militants n'a été possible que parce que une partie du clergé espagnol a poursuivi pendant la période préconciliaire une œuvre de transformation et de rénovation. L'abandon par les militants chrétiens de positions erronées a été la prémissse indispensable. Cela ne s'est pas fait sans peine. Il n'y a pas eu unanimité en ce qui concerne l'engagement des militants chrétiens dans les CC.OO. (104). La crainte d'obscures manipulations, l'idée vague mais répandue que la politique est le domaine de la corruption, quelque chose de sale, ont continué à être des freins pour une action organisée (105). De même les militants communistes n'ont pas toujours bien compris les positions nouvelles de la direction du Parti malgré les explications répétées de Dolorès Ibárruri et de Santiago Carrillo.

(101). Ent. n° 1.2.3.9.

(102). Ent. n° 9.

(103). Terminologie courante, caractéristique du discours oral et écrit des militants des CC.OO., du dialogue christiano-marxiste, du mouvement Chrétiens pour le Socialisme.

(104). Ent. n° 1.3.12.

(105). - XI Réunion d'Etudes de la HOAC - 1969 - Conférence de l'équipe du Diocèse de Santander - Thème : l'engagement temporel - (doc. ronéoté. Arch. HOAC) ; - et Intercambio de Experiencias - HOAC Zona - Barcelona 30-31, mars 1968. Doc. ronéoté (Arch. J.N.G.N.).

Dans cette longue et difficile maturation des esprits, des "personnalités remarquables" (106), Chrétiens et Communistes, "ont joué un rôle remarquable" (106). Ils ont compris l'importance du phénomène dont les CC.OO. étaient le lieu et la matérialisation et lui ont donné une formulation théorique attrayante (107). Les dirigeants communistes ont donné dans la principale revue du Parti "Nuestra Bandera" une audience et un relief particulier à la collaboration entre m. chrétiens et m. communistes (108), travaillant aussi à l'émergence des attitudes nouvelles de tolérance et de compréhension mutuelle, qui prévaudront dès lors et faciliteront un passage sans heurt d'un régime autoritaire à une démocratie. Le dialogue christiano-marxiste est l'aboutissement au niveau théorique de la rencontre pratique dans le mouvement ouvrier de militants marxistes et de militants chrétiens. A son tour il déterminera des attitudes similaires d'ouverture dans les milieux intellectuels et chez les étudiants. La présence de noyaux actifs de militants chrétiens au Parti Communiste conduira les marxistes à reconstruire la "Critique Marxiste de la Religion" (CMR) (108) et sera un facteur de l'Eurocommunisme" (109). Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de leur consacrer une étude. Il était simplement nécessaire de signaler ; quelles sont les raisons objectives qui ont donné en Espagne une ampleur particulière à la controverse idéologique entre les chrétiens et les marxistes.

Certes, à aucun moment les m. chrétiens issus des organisations ouvrières apostoliques n'ont constitué une force capable à elle seule d'impulser (110).

(106). Ent. n° 5.8.9.

(107).-Azcárate Miguel "Realidades españolas en el diálogo cristiano-marxista" Nuestra Bandera 2e trim. 1967 n° 54.

-Ibarruri Dolorès - La Pasionaria - Discours prononcé à la conférence de Karlovy Vary. in Nuestra Bandera 2e trim. 1967 n° 54.

(108).-Nombreux articles, principalement "Los grupos católicos no comunistas y el nuevo movimiento obrero", Marzo-Abril 1965, n° 42-43. "Los comunistas y la colaboración con los católicos", Febr-Marzo 1966, n° 47-48- "Comunistas y católicas" 4e trim. 1967, n° 56-57.

(109).-"L'Eurocommunisme s'est pratiqué avant d'être formulé" entretiens n° 3.7.8.

(110). Ent. n° 6.8.

Mais pendant deux décennies, de leur création en 1946 à leur effacement en 1968, ils ont semé des idées (111), préparé un terrain (111), "facilité l'identité des groupes clandestins" (112) par les moyens matériels et non matériels mis à la disposition des militants, et ceci, sans qu'il y ait obligation de souscrire à un "credo" déterminé. Il est indéniable que ce sont les militants communistes qui ont structuré le mouvement, permettant son extension ; mais parallèlement le rôle ou l'apport intellectuel des groupes chrétiens doit être reconnu à sa juste valeur.

Il est en dernière analyse d'avoir provoqué la rupture d'un discours. L'analyse de l'idéologie syndicale de la HOAC (premier volet de ce travail) prouve que ce but a été très consciemment recherché par les fondateurs et responsables divers de la HOAC. La greffe d'une méthodologie nouvelle a fait voler en morceaux la rhétorique révolutionnaire du début du siècle ; faisant allusion au décalage existant entre le réel et les théories des livres de sa jeunesse, un métallurgiste de 50 ans, militant communiste du PSUC venu dès le début aux CC.OO., a pu dire : "J'avais une image cliché de la façon dont pouvait être produite ou conduite une société, or la réalité ne correspond daucune manière à ces idées (113)". Le propre du discours dogmatique est en effet de ne pas se laisser briser ; c'est de là qu'il tient son attrait et sa force ; il place les idéaux et les finalités avant la connaissance de la réalité et des moyens concrets de sa transformation. L'intuition de la HOAC fut d'adopter une démarche inverse (114) : "partir de la réalité" (115) et "s'en tenir à la réalité" (115), c'est à dire construire une action sur la connaissance d'une situation réelle bien délimitée (116). Ce raisonnement était neuf et adapté aux circonstances ; son succès tient à son ferme pragmatisme,

(111). - Entretiens n° 1-2-3-9-12-13-14-15.

- "La HOAC a semé beaucoup d'idées neuves qui sont devenues réalité et qui survivent chez beaucoup" Miguel Jordá "Papel de los Movimientos apostólicos" Noticias Obreras n° 737 - 1/15 Junio 1978 (p. 5).

(112). Miguel Jordá - Ibid.

(113). Ent. n° 5

(114). Ent. 2-3-12-14 et 1ère Partie : Idéologie de la HOAC ; également : Méthode d'enquête (annexe II).

(115). Un leitmotiv dans les entretiens des membres des CC.OO., qu'il soient hoacistes ou communistes ; et un des principes de la Méthode d'Enquête de la HOAC (annexe II).

(116). "En Asturies, une des premières actions bien menées fut celle des mineurs silicosés... Les maladies professionnelles sont un chapitre particulier et, bien structuré des problèmes du travail, qui touche les gens de près et les unit... Cette situation convenait magnifiquement pour organiser l'action." Ent. n° 12.

lequel pouvait par ailleurs se conjuguer avec une forte charge d'idéalisme et un esprit d'utopie.

Au terme de ces différentes analyses il est possible de conclure que les groupes de militants ouvriers chrétiens qui ont participé aux Commissions Ouvrières ont bien été un facteur de renouvellement intellectuel en introduisant les principes de nouvelles méthodes de réflexion et d'action.

Ils ont induit une pratique unitaire par le refus de la globalisation des problèmes du travail (117), et ont lié sur le plan théorique l'unité du mouvement ouvrier avec le principe de son autonomie idéologique et fonctionnelle.

Ils ont apporté une interprétation plus précise de la réalité en relativisant la "vérité" des montages conceptuels des idéologies révolutionnaires car "une action, pour être efficace, doit d'abord dominer les aspect techniques du problème qu'elle veut résoudre" (118).

Ils ont introduit des critères plus décisifs de correction de l'action en mettant en relief les exigences de la liberté et de la dignité de la personne dont découle sur le plan politique le respect de la démocratie et du pluralisme ; "le sens de la transcendance fortifie l'homme dans la défense des droits individuels" (119). Cette influence est clairement signalée dans le cadre du dialogue christiano-marxiste :

117.- Un document tardif, la liaisse de feuilles d'information sur la grève de la Construction Grenade, dernière action à laquelle la HOAC participa en tant que telle montre le rôle unificateur des groupes chrétiens, servant de mur de contention contre la polarisation excessive du conflit. La Huelga de la construcción de Granada, doc. ron. Arch. HOAC.

118.- J.M. ALBERDI in Ricardo Alberdi, op. cit. (p. 137).

119.- Emilio Gastón, avocat, CSA, in Los Marxistas españoles y la religión, op. cit. (p. 41).

"de la religion chrétienne peuvent se déduire de grands apports collectifs pour le socialisme ; spécialement un : le concept de la liberté personnelle, une fois que ce principe est purifié de l'instrumentalisation à laquelle l'ont soumis la bourgeoisie et le capitalisme"(a)

"la discussion avec les militants chrétiens qui se sont incorporés au mouvement ouvrier a fait que des valeurs qui sont acceptées d'emblée par les chrétiens comme la valeur de la personne humaine, de la liberté et de la démocratie ont pu être mieux assimilés par les communistes."(b).

Les attitudes idéologiques déterminent les comportements ; à l'inverse, les changements de comportements se répercutent sur les théories. La praxis nouvelle imposée dans les C.O. par des conditions externes particulièrement contraignantes, est parvenue sur un segment de temps long à modifier certaines représentations des acteurs sociaux. Mais l'attribution d'une influence aux groupes chrétiens doit bannir la causalité étroite. L'évolution est toujours la résultante de facteurs multiples aux actions complexes ; les groupes de militants chrétiens sont un facteur important dans un faisceau de facteurs tous essentiels.

Les nouvelles formes d'action et d'organisation qui s'expriment déjà dans les premières commissions ouvrières (c) ont trouvé un terrain d'élection auprès d'une classe ouvrière jeune dont les auteurs des CCOO constatent avec ingénuité "qu'elle n'était pas viciée, par les partis politiques"(d).

a.- V.Martinez Conde, UGT ibid (p. 108).

b.- Responsable CONC, entretien n°9.

c.- Selon l'historien M.Tuñón de Lara, le principe de ne faire figurer le sigle d'aucun parti politique sur les textes écrits (manifestes ou tracts) remonte à la grève de la métallurgie de Bilbao en 1956. Op. cit. (p. 290).

d.- I.Riera et J. Botella, El Baix Llobregat, op. cit. (p. 40).

L'image de la vie en Espagne qui se dégage des romans de l'après-guerre civile permet en effet de mieux comprendre dans quelles conditions psychologiques s'est peu à peu réorganisé le mouvement ouvrier. Qu'ils fassent usage de la "communication invisible" comme disait un journaliste (e) ou qu'ils impriment leurs œuvres à l'étranger, les romanciers nous donnent une sorte de radiographie de l'Espagne. La grisaille de l'après-guerre civile est ainsi dépeinte de façon souvent poignante. Aux difficultés matérielles s'ajoute la tristesse d'un peuple traumatisé par une guerre fratricide sans pitié (f). La guerre civile est terminée mais "son invisible frontière passe (encore) par le cœur des hommes" (g), on la sent au sein des familles, des villages, entre les provinces ; l'usage des langues basque et catalane est proscrit. La victoire franquiste a fait table rase du passé par la dissolution de toutes les associations politiques et syndicales y compris les associations religieuses, par la destitution des instituteurs républicains, l'exil des leaders politiques et syndicaux ; un "vide idéologique" a été ainsi créé qui a duré plusieurs années. Les nouvelles générations ont souvent grandi au milieu d'adultes réduits au mutisme par la crainte ou la volonté d'oublier. N. Sartorius rend compte de l'existence d'un nouvel état d'esprit lorsqu'il écrit que "les ouvriers dans leurs usines ne veulent pas entendre parler des vieilles querelles, qu'ils ignorent d'ailleurs pour la plupart d'entre eux" (h).

e .- Cf. dessin humoristique, p. 202.

f.- traumatisme durable, puisqu'une enquête récente publiée par Cambio 16 révèle que lors de la tentative de coup d'état du Lt Col. Tejero, le 23 février 1981, 41 % des enquêtés ont craint une guerre civile (Especial guerra civil) - Cambio 16, n° 816, 19-9-83.

g .- La métaphore est d'Antoine de St Exupéry in Un sens à la vie , Gallimard, 1956.

h .- N. SARTORIUS. El sindicalismo de nuevo tipo - Op. cit. (p. 20).

La "Communication invisible"



"Tenez, démentez cette rumeur de façon qu'elle paraisse confirmée"
(Dessin de Perich)

La thèse accréditée de la "spontanéité" du mouvement signifie que les ouvriers se sont organisés en fonction de critères simples et avec un apport idéologique minimum.

Aucune organisation politique ou syndicale ne peut revendiquer la paternité des C.O. Le Parti Communiste n'en est pas non plus l'instigateur et il ne l'a d'ailleurs jamais prétendu. Mais au lieu de faire obstacle à ce qui était en train de naître, il s'en est fait le propagateur obstiné. Il importe peu en définitive que parmi ses motivations il y ait eu celle d'accroître le pouvoir de sa propre organisation ; cette ambition relève de la dynamique inhérente à toute organisation. Il reste que ses dirigeants ont eu l'intuition de la transcendance historique du phénomène des commissions ouvrières.

Le Parti Communiste Espagnol a assimilé les pratiques et les idées nouvelles dont les Commissions Ouvrières étaient à la fois le produit et le creuset ; il les a systématisées et généralisées ; il a ainsi consolidé une élite ouvrière dont une partie seulement est venue grossir ses propres rangs et il a conféré un caractère permanent à un mouvement socio-politique qui sans son intervention n'aurait eu qu'une existence sporadique et vague.

L'originalité de la démarche des militants des C.O. qui ont donné la priorité à des pratiques plutôt qu'à un système idéologique, a-t-elle été suivie d'effets durables ? Autrement dit, a-t-elle doté de traits particuliers le néo-syndicalisme qui s'est mis en place après le changement de régime ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, le chapitre suivant se propose d'apporter quelques éléments de réponse à cette question. Il s'appuie sur l'analyse des résultats de la troisième partie du questionnaire intitulée : "quelles sont vos conceptions en matière de syndicalisme ?", sur les entretiens et sur quelques textes officiels de la Centrale CCOO.

CHAPITRE VI :

Attitudes et tendances chez les militants enquêtés en 1981. La perméabilité idéologique et l'effritement des dogmes

S'il est vrai que le dynamisme des personnes se répercute sur les structures, ces structures par un choc en retour peuvent influencer les actions et les attitudes des individus (120). La pratique spécifique mise en oeuvre dans les Commissions Ouvrières par des acteurs sociaux divers -et ceci en dépit de motivations forcément complexes et ambiguës- a-t-elle marqué la physionomie de cette organisation ? C'est bien ce que semble accréditer l'appellation de "syndicalisme d'un nouveau genre" et le rejet, maintes fois affirmé (121), du "syndicalisme traditionnel". Selon un jeune cadre syndical des CC.OO. du Bajo-Llobregat, la "présence active de secteurs chrétiens et indépendants dans les Commissions Ouvrières a donné à cette organisation des racines, un style et une manière d'être qui l'obligent à être plus respectueuse des hommes et plus indépendante, à avoir une autonomie conceptuelle, une capacité d'élaboration propre et pluraliste" (122). Cette opinion d'un militant communiste se trouve explicitée par les réponses des militants enquêtés à quelques questions fondamentales sur le syndicalisme. Le fait que le groupe enquêté comprenne 3 tranches d'âge à peu près égales (123) et que les militants âgés de moins de 34 ans -c'est à dire des hommes jeunes n'ayant vécu que la fin du processus d'opposition à la dictature- représentent le tiers du groupe (32,17 %), sont des données qui accroissent l'intérêt des résultats obtenus.

(120). (Bolle de Bal) Le salaire et la production. L'introduction : une méthode d'interprétation sociologique.

(121). El sindicalismo. Nuestro sindicalismo. Cours de formation syndicale CC.OO. Madrid 1981 (p. 26 à 34).

(122). Entretien n° 7.

(123). Analyse des variables indépendantes. Annexe III.

Les problèmes sur lesquels les militants ont été interrogés sont d'une part des problèmes théoriques généraux, caractéristiques du syndicalisme de l'Europe du Sud : réforme et révolution, socialisme, autogestion ; et d'autre part des problèmes ayant fait l'objet d'un grand débat au sortir de la dictature, débat public entre les deux grandes Centrales, les CC.OO. et l'U.G.T. ou débat interne aux CC.OO. : Comité d'Entreprise et Section Syndicale, Négociation et Mobilisation, Indépendance du Syndicat (124).

Il ne s'agit pas de faire ici une étude approfondie de ces problèmes à partir des arguments développés par les uns et les autres dans la presse ou dans les congrès des syndicats, mais simplement de dégager, à partir des résultats statistiques, des commentaires et des entretiens, les opinions prédominantes des militants enquêtés. Leurs positions sur les problèmes soumis à leur appréciation n'intéressent notre problématique que dans la mesure où elles permettent de déterminer ce qu'il est advenu des tendances et des aspirations qui s'exprimaient dans les premiers documents des Commissions Ouvrières, et quels sont les éléments d'une continuité entre le Mouvement des Commissions Ouvrières et la Centrale du même nom.

Au terme de l'analyse des résultats de l'enquête et des entretiens réalisés auprès de quelques syndicalistes des CC.OO., il est possible de dégager trois tendances principales.

Pour les militants du groupe enquêté, l'entreprise reste le lieu privilégié d'une action syndicale participative, indépendante et unitaire.

Bien que la capacité de négociation soit considérée comme le fondement et la raison d'être du syndicalisme, ils restent attachés aux valeurs du mouvement assembléaire.

Enfin, ils revendiquent une "action politique" comprise comme la participation aux institutions et à la planification économique.

(124). Ces problèmes correspondent à la troisième partie du questionnaire, questions 3-9 à 3-27 (p. 11 à 15).

I. Capacité de négociation et assembléisme

Au cours du 1er trimestre 1978 eurent lieu les premières élections de délégués du personnel du régime démocratique. Elles furent l'occasion d'un grand débat interne et externe sur le rôle du comité d'entreprise (CE) et de la Section Syndicale (SS) dans la négociation des Conventions Collectives (125). Il opposa deux conceptions distinctes, celle des CC.OO. et celle de l'U.G.T.. Schématiquement les positions étaient les suivantes ; pour l'U.G.T., les acteurs de la négociation doivent être la SS au niveau de l'Entreprise et les Centrales au niveau supérieur, convention provinciale ou de branche. Pour les CC.OO., on distingue trois niveaux : dans l'entreprise c'est le CE qui négocie ; au niveau provincial, c'est une commission mixte formée par des représentants du syndicat et par des représentants élus par les travailleurs parmi les délégués du personnel ; au niveau national, ce sont les Centrales. Les CC.OO. auraient voulu reconduire et généraliser une pratique héritée de la période franquiste à laquelle les travailleurs étaient attachés. La Commission Ouvrière élue par les travailleurs et comparable de ses actes devant l'assemblée, permettait la participation d'un maximum de travailleurs. Un tel système eût été trop lourd et les CC.OO. n'ont pas tardé à y renoncer, reconnaissant aux Centrales le monopole de la négociation aux niveaux provincial et national. Ce préambule était nécessaire pour faire comprendre le libellé des questions, lequel renvoyait intentionnellement à ce débat. Les réponses ont confirmé les attitudes, les espoirs et les appréhensions qui sous-tendaient l'argumentation des CC.OO., à savoir qu'il existe dans la base sociale une tendance à privilégier les organes de participation des travailleurs à la vie de l'Entreprise plutôt que ceux qui permettent une participation à la vie syndicale.

Les opinions sur le CE (126) et la SS :

Le premier fait patent est la croyance en l'efficacité du CE (82,6 %) :

(125). Voir la Presse de cette période et en particulier la revue Triunfo.

(126). CE est parfois employé par simplification pour délégués membres du CE.

pour 50,43 % il est très efficace ; pour 32,17 % assez efficace ; il l'est peu pour 13,04 % (127). Les causes qui limitent son efficacité sont dans l'ordre : les restrictions juridiques à son pouvoir, la division syndicale, l'insuffisante formation économique des délégués (128).

Pour une majorité de travailleurs (63,48 %) le CE est un organe de représentation dont le rôle passe avant celui de la SS (129). Deux raisons sont alléguées :

- Le CE est le véritable instrument de l'action : c'est le CE "qui agit" (130), "qui peut négocier", "qui connaît le mieux les problèmes globaux de l'Entreprise", c'est lui "qui est le mieux en contact à la fois avec la base et avec la direction".

- Le CE est "l'organe de représentation le plus authentique" : toutes les tendances s'y trouvent représentées, il est "la première instance unitaire".

Une double volonté est sous-jacente à ces commentaires, la volonté unitaire et la volonté d'utiliser en dehors de tout septicisme, sans la moindre restriction mentale, l'instrument qui est à la disposition des travailleurs même s'il est encore imparfait.

Pour 15,65 %, la SS doit être l'organe décisif ; ce sont les plus politiques, leur argumentation est connue : globalisation des revendications, élimination des tendances corporatistes, élévation du niveau de la conscience de classe. La SS d'entreprise est pour eux un agent fondamental de la consolidation et du rayonnement du syndicat.

17,39 % des militants estiment que le rôle de la SS et du CE sont complémentaires. La SS doit assurer la diffusion de l'information dans un double sens ; elle ne doit pas être uniquement un rouage de transmission des consignes et des

(127). Question 3-16 : Pensez-vous que le CE soit efficace ?

(128). Question 3-17 : Explicitez votre réponse (tableau XXII, Annexe III).

(129). Voir tableau XXIII Annexe III : Quel organe vous paraît avoir le plus d'intérêt, le CE ou la SS ?

(130). Seuls sont cités des membres de phrases ; comme ils reviennent à plusieurs reprises, nous n'indiquons par les auteurs.

vues de la direction du syndicat mais informer celle-ci de "l'opinion", de "la façon de voir et de sentir des travailleurs en général". Dans cette appréciation de la fonction de la SS, transparaît l'influence de la pratique réelle des années de dictature et des premières années de la transition, où les Commissions de négociation comptaient à côté des délégués syndicaux élus dans le cadre de l'Organisation Syndicale et membres des CC.OO. ou d'autres organisations clandestines, des représentants élus par l'assemblée des travailleurs (131). Cette commission a fonctionné comme une sorte de SS, mais à la différence de la SS qui est l'antenne du syndicat dans l'entreprise, la Commission était l'émanation de l'ensemble des travailleurs ayant réalisé une sorte d'accord parfait (mais fragile) avec son avant-garde.

Au delà des nostalgies qui nourrissent peut-être encore le mythe du syndicat d'affiliés et de non-affiliés, il est évident que le CE bénéficie d'un préjugé favorable pour deux raisons principales, parce que la représentation des travailleurs au CE met ces derniers en prise directe sur la réalité et parce qu'elle "recompose l'unité", alors que la SS "matérialise la division syndicale". Mais le pourcentage relativement faible de ceux qui valorisent la SS traduit peut-être moins le désintérêt que le manque d'expérience et l'ignorance. En effet la représentation syndicale légale est inexistante dans la majorité des entreprises espagnoles. Il existe des groupes d'affiliés à tel ou tel syndicat, mais "la section syndicale n'a pas à ce jour d'attributions concrètes à l'intérieur de l'entreprise" (n° 104 - H. 28 a. Ag. PCE). En effet aucune mention explicite de la SS n'est faite dans le Statut des Travailleurs, alors que l'assemblée des travailleurs fait l'objet d'un article au chapitre sur le droit de réunion (art. 76, Chap. II, Titre II) (132) consacrant sa prééminence sur la SS ou plus exactement les SS puisque le pluralisme syndical est un fait en Espagne.

(131). Ig. Fernandez de Castro. Triunfo. 20 mayo 1978 - "Sindicatos, Convenios y Pacto de la Moncloa".

(132). Estatuto de los trabajadores. Ley 8/1980 de 10 de marzo (reproduction du B.O.E.) Emilio Escobar Editor. Madrid. Titre II : des droits de représentation collective et de réunion des travailleurs dans l'entreprise. Chap. I et II p. 67 à 82.

L'insistante pondération du CE par rapport à la SS est riche d'intentions latentes. On peut se demander si la préférence pour le CE n'indique pas une inclination très pragmatique à un syndicalisme d'entreprise. On est plus intéressés par des solidarités concrètes et locales qu'il est plus facile de cerner et au sujet desquelles il est plus facile de s'entendre, que par des solidarités abstraites et générales. Centrer l'action sur l'entreprise* permet d'éviter plus sûrement l'instrumentalisation idéologique des problèmes et des revendications des travailleurs. Il semble bien qu'il y ait aussi une méfiance vis à vis de la bureaucratisation syndicale : "toutes les revendications doivent être traitées par le CE écoutant les travailleurs à travers les assemblées" (n° 109 - H. 23 a. Ag. PCE). L'assemblée est alors le moyen d'obtenir la participation d'un maximum de travailleurs à l'activité syndicale. L'examen des réponses sur le rôle de la SS paraît le confirmer (133) ; pour l'ensemble du groupe les deux premières fonctions sont la formation des m. et le recrutement de nouveaux affiliés, la troisième est l'information sur les problèmes et en 4ème et 5ème position, avec un écart sensible de suffrages, viennent la mobilisation et la préparation des élections des délégués du personnel. Faut-il en déduire que l'initiative de l'action syndicale proprement dite échappe à la SS ? L'assemblée continue-t-elle à être considérée comme l'organe de décision et de contrôle par excellence ? L'examen d'un autre thème fournit une réponse partielle à ces interrogations.

Les opinions sur la dualité : négociation et mobilisation

Ce débat a dû son acuité à la multiplication des assemblées et à la fréquence un peu anarchique du recours à la grève au cours de l'année 1977-78, qui ont fait craindre aux dirigeants syndicaux que ne soit contractée l'habitude de la mobilisation sauvage. Ce débat a conduit à une clarification théorique qui s'exprime dans les rapports du I Congrès Confédéral des CC.OO. et du I Congrès

* : Ce fut, on s'en souvient, un slogan de la HOAC et une préoccupation constante des leaders du mouvement des CC.OO.

(133). Question 3-27. Rôle de la SS (tableau XXIV. Annexe III).

de la CONC (catalogne). Il est affirmé : "l'attention portée par l'activité syndicale à la négociation est primordiale", "la négociation est un des deux piliers fondamentaux de l'action syndicale" (134). Les résultats de l'enquête reflètent l'état de la question avec des nuances intéressantes.

Le problème était envisagée à travers deux questions :

- la première présentait la négociation et la mobilisation comme une alternative, de façon à contraindre à faire un choix, révélateur de l'attitude profonde (135) ; 22, 61 % des enquêtés ont refusé de le faire.

- la seconde abordait le problème sous l'angle de la tactique syndicale, elle offrait 4 réponses possibles (135).

A			B		
TABLEAU XXV			TABLEAU XXVI		
Négociation ou Mobilisation En nb et en %			Tactique syndicale En nb et en %		
Mobilisation	37	32,17	Mobiliser	16	13,91
Négociation	49	42,61	Négocier et éviter	7	6,09
Les deux	26	22,61	mobilisation		
N. R.	3	2,61	Négocier et mobiliser	86	74,78
TOTAL	115	100	Autres	3	2,61
			N. R.	3	2,61
			TOTAL	115	100

(134). "Informe general y resoluciones aprobadas" II Congreso de CC.OO. Cuadernos G.S. 1981 (p. 39-40) et "El sindicalismo, nuestro sindicalismo" op. cit. (p. 32-33).

(135). - Question 3-20 : Que placez-vous en premier ?

La Mobilisation

La Négociation

- Question 3-21 : Pour défendre les droits des travailleurs et obtenir des améliorations de leur condition, quelle vous paraît être la tactique syndicale la plus appropriée ?

S'agissant de la grève, moyen de pression par excellence, les trois quarts des m. pensent que la grève est une méthode efficace à condition que son usage soit modéré. La grève de longue durée est jugée néfaste ou peu efficace par 74,52 % (137).

La mobilisation entendue comme l'ensemble des moyens d'action ayant pour fin de sensibiliser, préparer et apporter un renfort à la négociation, par des réunions d'information, des tracts et des assemblées, a de nombreux adeptes pour les raisons suivantes :

Droit et devoir des travailleurs, l'information devrait être un préalable à toute négociation : "il faut d'abord partir d'une réunion des travailleurs affectés, pour passer ensuite à la négociation" (n° 87 - H. 33 a. Ag. PSUC).

On sent très bien la crainte de voir la négociation conduite par des sortes de spécialistes coupés de la base ; la mobilisation est alors un moyen d'éviter la marginalisation des travailleurs : "négocier seulement, outre que cela ne permet pas d'obtenir grand chose, a surtout le défaut de laisser les travailleurs en marge" (n° 62 - F. 36 a. Ag. PSUC) ; "La négociation doit être accompagnée de la mobilisation car c'est la forme la plus correcte d'éveiller la conscience des travailleurs et de leur faire voir que le problème les concerne bien" (n° 60 - H. 31 a. Ag. non aff.).

La tendance assembléaire (138) reste bien, en 1981, pour les m. du groupe, une caractéristique souhaitable de l'action syndicale. Mais l'assemblée n'est pas de prime abord comprise comme un instrument de pression, une arme offensive; elle représente dans une large mesure la garantie que les travailleurs seront informés et consultés et qu'ils s'investiront dans l'action syndicale : "on doit négocier mais avec l'accord et l'appui de la base par le truchement des assemblées" (n° 50. H. 48 a. Prat. non aff.) ; "si on négocie avec représentativité, en consultant les travailleurs il y aura toujours une attitude mobilisatrice.

(137). Voir tableau XXVII Annexe III : La grève de longue durée.

(138). Sur l'assemblée voir : "Acción Sindical en la empresa" CC.OO. Madrid 1981 (p. 19-21) et : "Centrales sindicales y movimiento asambleario" J.N. García-Nieto. Revista de Pensamiento cristiano 74 - 1978. (p. 149-163).

"Que l'on aille ou non à la grève" (n° 59 - H. 30 a. Ag. PCE) ; "avant la mobilisation-grève, il faut fomenter la participation par des réunions et des assemblées" (n° 84 - H. 38 a. Croyt Ex.-PCE).

Dans ces commentaires s'exprime souvent l'idéal humain que beaucoup de ces militants voudraient voir réalisé : "un homme responsable, sujet de l'histoire" (n° 73 - H. 30 a. Ag. MC), ainsi que la pratique syndicale qui leur paraît la plus juste : concertation et mesure ; "La première chose est de négocier et si il n'est pas statué sur ce qu'il y a de raisonnable dans les revendications des travailleurs, il faut alors mobiliser et allez à la grève" (n° 83 - H. 35 a. Croyt non aff.).

En vingt ans, depuis la loi de 1958 sur les conventions collectives, la négociation au niveau de l'entreprise -et à un moindre degré au niveau provincial- est devenue une pratique syndicale courante, comme l'atteste la proportion dans notre groupe des militants qui ont été délégués syndicaux dans le Syndicat Vertical (60,87 %) (139). Des habitudes nouvelles ont été contractées ; les attitudes des acteurs syndicaux en ont été modifiées. A côté de la tendance revendicative se dessine une tendance gestionnaire dont l'ampleur et la cohérence doivent être soulignées ; c'est cette tendance qui s'exprime dans la priorité donnée au CE et à la négociation ; elle est manifeste dans les positions des m. sur un problème fondamental du syndicalisme de l'Europe du sud : réforme ou révolution ?

2. Dépassagement d'un clivage traditionnel entre courant réformiste et courant révolutionnaire :

Cette distinction conceptuelle a donné lieu à un débat interminable, ancien mais encore actuel ; débat complexe : un militant s'interroge : "quelle est la limite entre réformiste et révolutionnaire ?" (n° 81. H. 30 a. Ag. PSUC) et un autre constate : "ces mots ne sont plus chimiquement purs pour personne" (entretien n° 9). Les commentaires prouvent que chacun connaît les références historiques de ce clivage, mais ils prouvent surtout que la formulation du problème n'est plus la même parce que la réalité sociale et culturelle a connu une évolution.

(139). Voir chap. IV-1.

Les opinions sur l'alternative : Réforme ou Révolution :

Afin de dégager les attitudes des m. sur ce problème, il leur était proposé plusieurs définitions ; elles adoptaient deux langages différents, celui de l'enquêteur (qu. 3-9) et celui des CC.OO. (qu. 3-10).

Qu. 3-9 - Par son action le syndicalisme doit promouvoir un changement radical de la société, y compris par la force.

- Le syndicalisme doit accepter le système capitaliste comme un fait et le transformer de l'intérieur pour instaurer une société meilleure.

Qu. 3-10 - Le syndicat doit s'occuper seulement des questions économiques et revendicatives et faire abstraction de l'action socio-politique, celle-ci revenant aux partis politiques.

- Le syndicalisme doit accepter la lutte des classes ; il lui appartient donc de mener aussi une certaine action politique en vue de s'ache-miner vers une société socialiste.

Alors que la formulation de la question 3-10, empruntée au discours caractéristique des CC.OO. et revue par un m. de cette organisation, prétendait rassurer les enquêtés en leur montrant qu'on connaissait la problématique syndicale espagnole (le débat sur le principe phalangiste de l'harmonie des classes et la lutte des classes, la syndicat socio-politique...), la formulation de la question 3-9 volontairement tranchée et scolaire devait briser les automatismes mentaux afin d'obtenir une réponse plus personnelle et authentique.

Une 3ème assertion portait sur la dichotomie de l'action syndicale entre le programme et la pratique -programme révolutionnaire et pratique réformiste.

Qu. 3-11 - Le syndicalisme de l'Europe du Sud en général et celui de l'Espagne en particulier est révolutionnaire dans ses programmes et réformiste en fait.

L'Espagne était replacée dans l'ensemble des pays latins afin d'éviter que l'on ne se décidât . par routine en fonction des seules connotations péjoratives ou laudatives des vocables réformiste et révolutionnaire.

Pour l'ensemble des qu. 3-9, 3-10, 3-11, 105 commentaires ont été recueillis qui montrent l'intérêt des m. pour le problème soulevé.

Tableau XXVII . QU. 3-9Finalité du Syndicalisme

En nb et en %

:	:	:	:
: Changement radical	:	39	: 33,91
: Evolution	:	60	: 52,17
: Refus de réponse expliqué	:	12	: 10,43
: N. R.	:	4	: 3,48
:	<hr/>	<hr/>	<hr/>
: TOTAL	:	115	: 100
:	:	:	:

60 militants sur 115, soit 52,17 % acceptent la réalité comme une donnée allant de soi et sont partisans d'une évolution de la société par des réformes. La conquête du pouvoir politique est une finalité qui doit rester étrangère aux préoccupations syndicales ; ils sont hostiles à un engagement politique du syndicat et estiment que le débat idéologique sur la nature du régime doit être laissé de côté : "il faut faire du syndicalisme sur du concret", "la sphère d'action du syndicat, ce sont les problèmes réels des travailleurs", telles sont les assertions relevées plusieurs fois. Cela ne signifie nullement que ces militants soient apolitiques.

Pour 39 m. sur 115 (33,91 %) l'organisation syndicale doit garder son caractère révolutionnaire, c'est à dire faire de la transformation profonde de la société son but premier ; mais ils n'adhèrent pas à tous les termes de la première définition, tantôt ils suppriment simplement l'expression "y compris par la force" tantôt ils la remplacent par d'autres tournures.

Pour un troisième groupe de m. 12/115 (10,43 %) il y a un refus de répondre expliqué, soit qu'ils estiment que les définitions sont "schématiques", "incomplètes", "excessivement antagoniques", soit qu'ils proposent une formulation nouvelle qui est une sorte d'amalgame des deux définitions. Les commentaires de ce groupe sont les plus intéressants car ils montrent qu'une mise à jour est en train de s'opérer.

L'existence de ces deux tendances, réformiste et révolutionnaire est

confirmée par les résultats de la qu. 3-11 (140) : dans une proposition presque semblable les m. adhèrent (50,43 %) ou n'adhèrent pas (33,04 %) à l'affirmation que le syndicalisme latin, et en particulier l'espagnol, sont "réformistes en fait" et "révolutionnaires dans leurs programmes".

Il apparaît à l'évidence qu'un groupe minoritaire mais important de m. reste attaché à l'idée que l'action syndicale a une finalité politique légitime. Non seulement le syndicat doit avoir "ses propres positions en ce qui concerne les grandes questions sociales et politiques du pays" mais il lui appartiennent aussi de "remettre en question les fondements économiques et sociaux du système capitaliste" ; empruntées à un cours officiel sur le syndicalisme des CC.OO., ces phrases résument la thèse officielle du syndicat sociopolitique(141). Mais, même lorsqu'on semble souhaiter que le syndicat s'avance sur la voie du pouvoir, les moyens illégaux ou violents sont exclus : "Le syndicat doit se convertir en un pouvoir tactique capable d'appuyer l'action politique pour conduire au socialisme en liberté" (n° 97 - H. 25 a. Ag. PCE). Autrement dit si le pouvoir politique peut être envisagé, il ne doit pas être pris mais gagné démocratiquement. L'expression y "compris par la force" est remplacée par celles de "pression pour obtenir de grandes réformes", "action des partis", "conviction de la majorité", "hégémonie sociale". On "ne croit plus à la révolution" au sens traditionnel : ce mythe est jugé simpliste, naïf quand ce n'est pas dangereux. "Quels qu'en soient les inspirateurs, les radicalismes ne font plus recette" (n° 3. 60 a. prat. non aff.) ; "la révolution appartient au passé" (n° 5. 56 a. prat. non aff.), opinion maintes fois exprimées ; "Le syndicaliste doit accepter le système actuel, même s'il n'y adhère pas" (n° 102 - H. 27 a. Ag. PSUC).

Cependant le réformisme dont la notion est explicite dans la 2nde définition* est toujours ressenti par des militants, comme une faute contre le syndicalisme ; quelques commentaires ont une tonalité ouvrière : "n'est pas bon ouvrier ni bon syndicaliste qui accepte le capitalisme comme un fait" (n° 38. H. 43 a. Ag. PCE). Les concessions sont mal vues par les partisans d'un syndicalisme pur et dur : "au nom des "conjonctures spéciales" on est en train de

(140). Voir tableau XXIX, Annexe III.

(141). Sindicalismo de nuevo tipo : nuestro sindicalismo. op. cit. (p. 30-31).

* . Voir plus haut qu. 3-9 deuxième item. p.214.

.contrôler la classe ouvrière par l'intermédiaire de ses dirigeants" (n° 63 - H. 38 a. Croyé Non aff.), allusion à la politique de pactes et de consensus pour suivie après la fin de la dictature par les dirigeants des syndicats et des partis de gauche. Plus nuancés, certains pensent que ces concessions sont regrettables en théorie mais inévitables : "la situation en Espagne, c'est à dire la transition politique, la nécessité de consolider la démocratie, font passer à un niveau de concessions qui est certainement du réformisme" (n° 60 - H. 31 a. Ag. non aff.).

Mais un grand nombre de militants refusent de prêter une connotation péjorative à ce concept et s'avouent réformistes : "il faut comprendre le réformisme non pas comme une appellation insultante mais comme la nécessité d'adapter les schémas et les théories à une société en perpétuelle transformation" (n° 97 - H. 26 a. ag. PCE) ; on repète à l'envi qu'il faut être réaliste, on plaide pour le pragmatisme : "j'ai toujours soutenu que la meilleure politique syndicale n'est pas celle qui agite des théories mais celle qui s'occupe d'obtenir des améliorations concrètes" (n° 87 - H. 30 a. Ag. PSUC). Comme le mot réformisme a une impureté dont on ne l'a pas encore lavé, on lui préfère le néologisme possibilisme dont la fréquence d'emploi est assez élevée. Etre possibiliste, c'est tenir compte des réalités, coller au terrain. Aussi bien la politique contractuelle est-elle la démarche que beaucoup souhaiteraient voir adoptée comme modèle des relations industrielles et comme moyen d'évolution : "il faut accepter la réalité occidentale et parvenir à la transformation grâce à la capacité contractuelle" (n° 100 - H. 25 a. Ag. PCE).

Plus personne dans le monde syndical ne songe à prendre des citadelles. On est bien loin de la controverse cénétiste de 1931. Sur le "moment révolutionnaire" et sur le rôle respectif des minorités agissantes et du mouvement de masse (142). Mais on n'a pas renoncé pour autant à d'idéal d'une transformation profonde de la société. Ce changement "total", "radical" se profile dans un futur lointain : "à long terme la société doit changer totalement, pour le moment il

(142). Manifeste des Trente (Août 1931), extraits in Peirats, cité par J. Maurice : "L'anarchisme espagnol" Bordas (p. 116-117).

faut la réformer" (n° 6 - 50 a. Croy^t non aff.). Faire de la transformation profonde de la société le résultat d'un processus de longue durée revient à supprimer une antinomie entre la pratique et l'objectif de cette pratique : "la pratique est réformiste mais non le contenu et l'objectif de cette pratique" (n° 102 - H. 27 a. Ag. PSUC). Cette distinction entre la pratique et son contenu à l'avantage méthodologique incomparable de réconcilier deux attitudes, l'attitude réformiste et l'attitude révolutionnaire et de légitimer le réformisme puisqu'il devient le moyen de la "révolution" : "les deux définitions et les deux finalités ne sont pas incompatibles ; la première, le changement radical, est liée aux objectifs à long termes, la seconde, transformer le capitalisme, aux objectifs à moyen terme" (n° 67 - H. 37 a. Ag. PCE).

Désigné comme "l'objectif maximum" (143) ou "l'utopie nécessaire" (144), le projet d'un changement de société reste une valeur sûre pour les militants du groupe. Ils sont nombreux à lui attribuer essentiellement une fonction culturelle et psychologique. L'utopie est aussi indispensable à la vie des sociétés que le rêve à la vie humaine. Sans projets l'homme dépérît ; l'utopie favorise la réflexion et le travail d'imagination des hommes, elle est un moteur du perfectionnement social en même temps qu'un forme d'espérance (145). C'est le sens de l'interrogation d'un m. communiste et chrétien : "sans l'utopie du changement radical implicite dans la première définition,* comment soutenir l'énergie et garder le cap de façon à développer l'effort que la réforme de la société -2ème définition** exige ?" (n° 82 - H. 38 a. prat. PCE).

L'utopie nécessaire : le socialisme en liberté

A 99,13 % les militants du groupe se prononcent en faveur d'une société socialiste (146). Mais pour lever toute équivoque ils ajoutent des précisions :

(143). (n° 27 - H. 45 a. prat. PSUC).

(144). (n° 21 - 51 a. prat. PSUC).

Le mot utopie est toujours employé en bonne part.

(145). Entretiens n° 1 et 3.

(146). Qu. 3-10 . Le syncrétisme de la question est gênant mais l'unanimité des réponses est significatif. Favorables à "une certaine action politique du syndicat en vue de s'acheminer vers une société socialiste" : 114 m. (99,13 %) N.R. : 1 - Total : 115.

* . Qu. 3-9; 1ère item P.214.

** . Qu. 3-9; 2ème item P.214.

socialisme en liberté, socialisme respectueux de toutes les libertés, socialisme démocratique, socialisme autogestionnaire. Ce détail ne vaut d'être signalé que parce que le groupe comprend 60,87 % d'affiliés au PCE et au PSUC. C'est dans les CC.OO. que c'est développée une réflexion critique qui a abouti à la formulation de l'Eurocommunisme. 40 ans de régime autoritaire et une expérience de lutte dont on a analysé plus haut le caractère démocratique, plural et ouvert, ont rendu peu crédibles les expériences politiques dictatoriales et centralisatrices quand bien même elles se réclament du socialisme : "En Pologne les communistes dirigent depuis 35 ans au nom de la classe ouvrière et très peu nombreux sont les ouvriers qui croient encore en cette forme de gouvernement" (147).

La question sur l'organisation de l'entreprise* n'apporte pas d'informations précises. Les réponses indiquent que l'autogestion remporte une grande faveur qui est davantage l'indice d'un rejet du centralisme économique que d'une adhésion bien informée à un nouveau modèle économique.

73,04 % des m. penchent pour l'autogestion mais ils sont moins nombreux à penser qu'elle est viable dans les grandes entreprises (56,62 %) ; 10,43 % se déterminent pour la cogestion et 6,09 % souscrivent à une autre organisation : 4 m. indiquent qu'il s'agit de la socialisation des moyens de production. Il y a peut être encore des militants qui sont favorables à un modèle collectiviste, ils ne l'ont pas manifesté (148). 45 commentaires ont été faits, très succincts dans l'ensemble, et qui sont loin de présenter le même intérêt que ceux obtenus pour la question précédente. La question de l'autogestion est peu connue, c'est sans doute le sens principal de la proposition élevée de N.R. à ces deux questions (149). Pour les uns l'autogestion se confond avec le système coopératif, pour

(147). Entretien n° 7 : H. Ag. PSUC.

(148). Rappelons que l'article 38 de la Constitution de 1978 proclame la liberté d'entreprise : "la liberté d'entreprise est reconnue dans le cadre de l'Economie de marché. Les pouvoirs garantissent et protègent son exercice et la défense de la production en accord avec les exigences de l'économie générale et le cas échéant de la planification" in Les Institutions politiques de l'Espagne. op. cit. (p. 73).

(149). Qu. 3-18 . 8,70 %
Qu. 3-19 . 15,65 % - Tableaux XXX et XXXI - Annexe III. p. 298.

* • Quelle organisation de l'entreprise vous paraît la plus valable ?
Tableau XXX Annexe III. p. 298.

d'autres elle implique la socialisation des moyens de production, pour d'autres encore cogestion et autogestion peuvent coexister selon le secteur d'activité, la taille de l'entreprise, l'origine du capital. On a conscience que de nombreuses conditions doivent être réunies pour que l'autogestion soit possible (150) ; la première est l'éducation préalable des travailleurs : "Pour que l'autogestion soit possible, il faut qu'en existe la vocation chez les ouvriers" (n° 78 H. 33 a. Prat. non affi.) ; "L'autogestion ne dépend pas seulement du gouvernement qui se trouve en place mais de la formation des travailleurs" (n° 53 - H. 44 a. Prat. PSUC); "Une conscientisation préalable et qui sera longue est indispensable" (n° 28 - F. 46 a. prat. ORT). L'autogestion fait partie de l'utopie socialiste ; nouveau mythe, elle révèle l'existence d'un mouvement culturel de réaction contre l'autorité et la manipulation, une explosion de liberté, un idéal de co-responsabilité, plutôt qu'elle ne propose une alternative précise. Traduisant à la fois l'ignorance et les espérances qui entourent l'autogestion, un responsable syndicaliste opine : "c'est la pratique syndicale elle-même, fondée sur la connaissance de la société réelle, qui pourra peut-être résoudre un problème aussi complexe que celui de l'autogestion" (151).

Le débat idéologique -certains militants préfèrent parler de "clarithéfaction idéologique" (152)- conserve un attrait et une importance tels que nul n'envisage de restreindre la place qu'il occupe. Mais il est possible que le danger d'abstraction et de fuite en avant qu'il comporte soit compensé par une pratique syndicale où domine le pragmatisme. Une chose est certaine, le syndicalisme espagnol a opéré un saut qualitatif par rapport au syndicalisme antérieur à la dictature. Il a éliminé des traits archaïques comme le radicalisme des positions théoriques et des actions ; les syndicalistes communistes sont définitivement gagnés à la démocratie politique, quand bien même ils la qualifient

(150). Quelquesunes sont énumérées : l'indépendance de l'Entreprise : les multinationales sont nombreuses à être implantées en Espagne et par conséquent "le partenaire social est en dehors du pays" ; la nécessité d'élaborer un produit fini afin de disposer de son propre réseau de distribution ; un cadre politique favorable, c'est à dire un gouvernement qui veuille promouvoir une politique de crédit adaptée.

(151). Entretien n° 7.

(152). Entretiens n° 6, 7, 8.

de "formelle" ou de "bourgeoise". Tout le monde est convaincu que le syndicat doit jouer son rôle dans un "contexte politique réel" et non dans un contexte politique imaginaire. Beaucoup de militants jeunes vont même jusqu'à affirmer qu'il ne leur semble pas impossible de combiner un "syndicat de témoignage" avec un "syndicat d'intégration"(153). Le syndicat de témoignage (en espagnol : sindicato testimonial) prétend porter témoignage de ce qu'est la condition des travailleurs exploités par le capitalisme ; et il a tendance à se cantonner dans une opposition stérile, à être par conséquent plus revendicatif que constructif. A l'opposé, le syndicat dit d'intégration se propose de faire des "conquêtes" qui améliorent les conditions de travail et de vie des travailleurs, c'est à dire leur statut dans la société ; il "recherche les voies concrètes d'une transformation dans des domaines précis" (entretien n° 6, H. Ag. PSUC).

3. L'action politique du Syndicat : la participation aux institutions

L'action politique qui incombe au Syndicat ne prend son véritable sens que par rapport à l'ensemble des représentations que nous venons d'évoquer.

Sous la dictature, l'action du mouvement des CC.OO. a été multidirectionnelle. Selon les périodes et les événements, les CC.OO. ont mené une action strictement syndicale, c'est le cas de la négociation des conventions collectives, ou une action clairement politique, c'est le cas des protestations et des actes de solidarité contre les licenciements et emprisonnements pour raison politique, de la revendication des libertés démocratiques et des grandes grèves de 1976 qui ont amené la chute du 1er gouvernement de la transition*. En 1983, la démocratie est installée en Espagne ; deux élections législatives ont eu lieu qui lui donnent ses premières lettres de noblesse, mais l'ambition socio-politique continue de s'affirmer. L'expression de "Syndicat socio-politique", forgée dans la clandestinité, est devenue très ambiguë. Certains cultivent cette ambiguïté tandis que d'autres font la part de la rhétorique obligée, et tout en admettant la légitimité de l'ambition sociopolitique (154),

(153). Entretiens n° 2. 3. 4. 5. 7. 8. 9.

* . Gouvernement Arias-Navarro.

(154). Ambition à laquelle ils adhèrent à 99,13 % (question 3-10).

reconsidèrent sa portée et lui fixent des limites précises.

Aucune question de l'enquête n'abordait directement le problème de la nature de l'action politique du syndicat, problème simplement approché par des questions sur l'indépendance du syndicat et les objectifs syndicaux. La question sur la relation entre le syndicalisme et la politique nous a valu quelques commentaires intéressants ; mais ce sont les entretiens réalisés auprès de responsables syndicaux qui nous ont apporté le plus d'éclaircissements sur cette fluctuante délimitation de frontières et de champs d'action.

Les opinions sur l'indépendance syndicale

On se souvient de l'importance que la HOAC attachait à l'indépendance du syndicat et l'on connaît ses tentatives pour fomenter l'unité du mouvement ouvrier (155). On se souvient également de la place occupée par ces questions dans les premiers documents des CC.OO. L'unité syndicale ne pouvait se concevoir qu'à partir de l'indépendance du syndicat vis à vis des partis politiques ou de quelque puissance que ce soit, Etat ou Eglise, de telle sorte que toutes les tendances idéologiques et culturelles puissent s'exprimer en une organisation unique mais pluraliste (156). Que reste-t-il de cette réflexion ?

Interrogés en 1981 sur l'indépendance du syndicat les militants du groupe étudié adhèrent dans une forte proportion (78,26 %) à l'idée que cette indépendance doit être totale (157) ; mais ils sont moins nombreux à accepter les moyens de la rendre effective. L'incompatibilité des responsabilités dans un parti et le syndicat ne semble indispensable qu'à 51,30 % d'entre eux. Des raisons objectives font obstacle à l'interdiction pure et simple du cumul des charges :

- "l'héritage historique" : le rôle du PCE et du PSUC pendant la dictature a fait que sont venus à eux de nombreux militants des Commissions Ouvrières qui détiennent maintenant des responsabilités dans les deux organisations. Il ne saurait être question de priver le syndicat ou le parti de leur

(155). La conception du syndicat, 1ère partie, II 2.

(156). Analyse des documents de base des CC.OO., 2ème partie, V-2.

(157). Voir tableau XXI - Annexe III.

expérience. Ce souci trouve son justificatif dans une seconde raison.

- la diminution des dirigeants potentiels : celle-ci est la conséquence de la faible affiliation et de l'insuffisance numérique des élites. Dans les premières années de la transition s'est produite une redistribution des militants du mouvement ouvrier entre les différentes centrales (notamment l'UGT), les partis politiques, les conseils municipaux ; mais il y eut aussi un repliement sur la vie privée. La relation existante entre les CC.OO. et le parti communiste "est pour l'instant une nécessité" (n° 71 - H. 34 a. ag. PSUC). Cette opinion est également celle de J. Aznar au 1er Congrès de la CONC en 1978 : "la lutte pour libérer les municipalités des résidus franquistes et "caciquiles" (158) exigeait aussi dans cette période historique une limitation des incompatibilités" (159).

Cependant le pourcentage de 51,30 % de m. qui considèrent que l'incompatibilité entre une fonction syndicale et une fonction politique est nécessaire, est loin d'être négligeable, et l'intention qu'il traduit est corroborée par l'hostilité plus marquée (59,13 %) au cumul d'une responsabilité syndicale et d'un mandat public de maire, de député, voire de conseiller municipal, ainsi que par la conviction d'un tiers des militants (35,65 %) que le cumul des fonctions est un inconvénient pour le syndicat.

Ces chiffres et les 35 commentaires qui les accompagnent montrent que la question des liaisons, organiques ou non, permanentes ou non, entre le syndicat et les partis politiques est toujours d'actualité pour les militants. Si des rapports entre Centrale Syndicale et parti politique sont utiles pour une majorité de 59,13 % des militants, on ne sait pas quelle doit être la nature de la connexion idéale. Une chose est certaine, les tenants d'une division et d'une complémentarité des fonctions dans le cadre d'une même projet et d'un même processus révolutionnaires, sont extrêmement minoritaires et de plus conscients des dangers que cette thèse comporte : "Certes, le changement de société, il faut le faire sur les deux fronts unis, mais il y a un danger, le contrôle" (n° 63 -

(158). Caciquil, adjectif formé sur cacique. Le caciquisme est une déviation du système politique qui fait reposer la réalité du pouvoir politique sur un certain nombre de personnalités influentes, les caciques, disposant d'une clientèle qui leur permet de contrôler les élections.

(159). "Acción sindical y libertades nacionales", 1er Congreso de C.O. de Cataluna, 12-15 Mai 1978. Ed. Crítica. Barcelona 1978 - 228 p. (p. 170).

H. 38 a. Croyez non aff.). La majorité des m. s'accordent à penser qu'il faut "éviter l'ingérence du parti dans les affaires du syndicat" (n° 46 - H. 42 a. Croyez PSUC), "couper court aux manœuvres du parti pour imposer sa vision, ses options, ses tactiques" (n° 59 - H. 30 a. Ag. PCE) ; le Syndicat "doit avoir une ligne indépendante et ne se soumettre à aucune décision imposée par le parti" (n° 7 - H. 54 a. Ag. PSUC).

Des suggestions sont faites pour concilier la nécessité éventuelle d'une collaboration et la nécessité de l'indépendance syndicale comme "la création d'un organe commun, représentatif, qualifié et critique, chargé de la liaison entre le syndicat et le parti" (n° 97 - H. 26 a. PCE) ; un tel organe "clarifierait un problème difficile et volontairement obscur" (n° 94 - F. 34 a. Ag. PCE), car à tort ou à raison, certains militants pensent que les états majors syndicaux et politiques accentuent ou perpétuent la division syndicale. Intéressante est aussi la suggestion, souvent exprimée, que les relations du Syndicat avec le monde politique soient plurales. Il faut éviter le binôme qui s'est institué en Espagne : Parti Socialiste et UGT, et à un degré moindre, Parti Communiste et CC.OO. L'interlocuteur du Syndicat ne doit pas être un parti privilégié mais "tous les partis politiques" (n° 107 - H. 29 a. Ag. PSUC).

On peut affirmer qu'une forte tendance en faveur de l'indépendance du syndicat existe dans les rangs des militants des CC.OO. et que l'interrogation sur les moyens de la garantir est réelle ; seuls 9,57 % (160) des m. du groupe estiment que le cumul des fonctions syndicales avec des fonctions politiques ou publiques est chose secondaire. Mais la seule solution vraiment efficace pour assurer l'autonomie du syndicat, l'unité syndicale, apparaît maintenant comme "une illusion perdue", un rêve irréalisable. Evoquant leur désenchantement, les militants déplorent l'inhibition provoquée par la division syndicale sur les adhérents potentiels : "la faible conscientisation des masses et la division syndicale renforcent leurs effets, paralysant l'affiliation" (n° 52 - F. 40 a. Prat. PSUC). La volonté unitaire qui continue de s'exprimer en 1981, justifie a posteriori les initiatives prises par les CC.OO. au lendemain de la mort de Franco pour créer un syndicat unique puis pour institutionnaliser l'unité syndicale (161).

(160). Tableau XXI - Annexe III.

(161). Le congrès Constituant puis la COS (Coordination d'Organisations Syndicales) et enfin la défense du système des listes ouvertes pour les élections syndicales de 1978.

Héritée du passé, la corrélation entre l'indépendance et l'unité syndicale est consignée dans bien des écrits contemporains de la Centrale ; elle a déterminé le rejet officiel d'une relation parti-syndicat qui serait de l'ordre de la transmission (162) ; mais elle est plus qu'une simple formule qui aurait fait son temps ; elle reste gravée dans les esprits et peut renforcer toute disposition de nature à fomenter l'unité d'action entre les diverses centrales syndicales, principalement les CC.OO. et l'UGT. Elle renferme aussi une vision stratégique de l'activité syndicale. La division syndicale diminue la sphère d'influence du syndicalisme ; ses effets se répercutent jusque dans l'entreprise où ils compliquent parfois l'action des délégués au CE (163) ; or la pluralité syndicale reproduit essentiellement des clivages politiques. L'idée se dégage clairement que l'autonomie du syndicat -position non subalterne vis à vis du parti politique et capacité d'élaboration conceptuelle propre- est la seule façon de légitimer son action politique en lui ôtant son caractère suspect..

La nature de l'action politique du syndicat

Le syndicat ne "prétend pas exercer le pouvoir politique" mais "il prétend faire de la politique syndicale" (164). Métaphoriquement un responsable syndical questionne : "Comment empêcher que le syndicaliste qui conduit l'autobus qui passe par là, ne s'interroge sur la raison d'être -ou la non-raison d'être- de l'itinéraire qu'il suit ? On ne peut l'empêcher de vouloir la participation politique au sens grec du mot *polis*". (164).

Le syndicat se propose de participer à la gestion économique et sociale ; où et comment ?

- au niveau de l'entreprise (165) : il ne s'agit pas d'obtenir une co-décision mais d'obtenir que la négociation collective prenne en considération certains

(162). N. Sartorius. Dialectiques. op. cit. (p. 18).

(163). Question 3-17. L'efficacité du CE est freinée : 1e par une loi trop restrictive ; 2e par le pluralisme syndical (tableau XXII, Annexe III).

(164). Entretiens n° 11

(165). Entretiens n° 1-3-4-5-6-7-8-11.
et N. Sartorius Dialectiques op. cit. (p. 12-13).

objectifs des travailleurs comme des mesures concernant l'emploi. La négociation collective doit inclure une discussion sur les postes de travail.

- au niveau des institutions : le syndicat doit intervenir efficacement dans les institutions qui gèrent des questions vitales pour les travailleurs (166), où existent déjà des Commissions tripartites (Etat, employeurs, syndicats) ; ce sont tous les instituts qui s'occupent de la Santé et de la Sécurité Sociale, de l'emploi, de l'arbitrage industriel, des travailleurs émigrés, des loisirs... (167). Dans le cadre des statuts d'autonomie ces instituts sont décentralisés. Le syndicat a aussi un rôle à jouer dans les municipalités, dans les Conseils de Culture, Santé, Urbanisme (168).

- au niveau de la politique économique générale : le syndicat doit avoir une incidence sur la marche économique du pays par une participation à la planification dans le domaine de l'emploi (restructuration de secteurs industriels), de la formation des jeunes (169). Il ne s'agit pas de se substituer au pouvoir politique mais de "construire des solutions alternatives claires, cas par cas" (170).

En conclusion, les militants sont favorables à une certaine action politique de nature non-révolutionnaire (171), de compétence technique et si possible hautement qualifiée (172) tendant à accroître la participation du syndicat dans les institutions, organismes et organes qui permettent d'améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Consultés sur l'ordre de priorité des objectifs syndicaux, les militants du groupe citent la planification de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail devant les augmentations salariales (173). La prestation de

(166). Entretiens n° 4-4-6-8-11.

et "La Accion Sindical de CC.OO. ante la crisis y el paro" Gaceta sindical. n° 3 (p. 39 à 42).

(167). La plupart de ces instituts proviennent du démembrement de l'ancienne organisation syndicale (OSE), voir annexe IV

(168). Entretien n° 4-11.

(169). Entretiens n° 9-10.

(170). N. Sartorius in Dialectiques op. cit. (p. 13).

(171). Explicitant, un militant précise : "élaborer une plate-forme pour situer la lutte contre la crise et le chômage ne veut absolument pas dire que nous allons donner une issue socialiste à la crise, loin de là !" (entretien n° 7)

(172). Entretiens n° 2-6-7.

(173). Tableau XXXII. Annexe III. p. 299.

services par le syndicat vient en dernière position après la formation des délégués d'entreprise et des militants syndicaux. La place occupée par le souci de la formation mérite d'être remarquée. Quatrième objectif syndical, mentionnée comme une des conditions préalables à l'autogestion, la formation est aussi la première fonction attribuée à la Section Syndicale d'entreprise (174). Les militants du groupe sont conscients que l'ambition d'entrer sur le terrain de la gestion économique doit s'accompagner d'un saut qualitatif en ce qui concerne la compétence exigible des acteurs syndicaux.

A l'instar des cellules vivantes qui ont la propriété d'absorber certaines substances et d'en refuser d'autres, les CCOO issues d'un mouvement complexe et non pas organisation étroitement hiérarchisée ont conservé assez de plasticité pour pratiquer la perméabilité sélective. On relève très peu de traces de dogmatisme chez les militants du groupe étudié ; aucun ostracisme ne s'exerce a priori contre des théories sociales qui d'ordinaire ne recueillent pas l'assentiment des syndicats "révolutionnaires". On a pu le constater à propos du dépassement du clivage entre réformiste et révolutionnaire et en ce qui concerne la cogestion, considérée par beaucoup de militants comme "un moyen parmi d'autres de défense des intérêts ouvriers (175). Des dogmes pendant longtemps indiscutables ont perdu de leur prédication, ils se sont effrités.

Certes ces dernières années ont remis partout en question des certitudes qui avaient connu une certaine permanence dans l'héritage historique du mouvement ouvrier ; mais en Espagne cette remise en cause a été plus rapide et plus radicale; aussi bien le pragmatisme et la disponibilité idéologique qui l'accompagne sont-ils des traits caractéristiques du syndicalisme que voudraient promouvoir les militants des CCOO interrogés dans le cadre de notre enquête.

174.- Tableau XXIV - Annexe III.
n'est

175.- Aucune référence/mentionnée lorsqu'il s'agit de formulations répétitives et presque identiques.

Ces traits se trouvent confirmés par les orientations défendues officiellement par plusieurs dirigeants de la Centrale.

Si l'on met à jour les thèmes normatifs qui parcourent le discours des militants enquêtés, on constate la répétition de prédicats comme : "il faut prendre la mesure des réalités", "... chercher les voies concrètes d'une transformation", "... éviter l'Instrumentalisation idéologique des problèmes concrets". La fréquence de leur répétition a une valeur significative. Les solutions totales inhérentes à une vision idéaliste et théorique des problèmes sociaux ne provoquent que le scepticisme voire la méfiance. On chercherait vainement par exemple une apologie de la nationalisation comme solution-miracle aux problèmes économiques. Invitant en quelque sorte à abandonner l'illusion de trouver un remède intégral aux problèmes de la société, les militants enquêtés veulent enracer le syndicalisme dans le réel par la voie du "pacte social" (176). Celui-ci leur semble la meilleure façon de prendre en charge la défense constante des intérêts des travailleurs. Le principe du Pacte Social est d'aboutir à des accords globaux au moyen de négociations tripartites entre les syndicats, l'Etat et les représentants patronaux, sur la politique de l'emploi, l'indemnisation du chômage et la "reconversion sectorielle", distincte de la restructuration industrielle (177).

L'accusation de collaboration de classe ou de réformisme ne semble pas de mise à ces militants pour lesquels le syndicalisme doit être un instrument immédiatement efficace et non pas un instrument que l'on prépare pour l'utiliser dans un futur où tout serait facile.

176.- Entretiens n°s 2,3,4,5,6,7,8,9,15.

177.- La restructuration industrielle est décidée unilatéralement par le patronat ou l'Etat. La "reconversion industrielle" concerne un secteur industriel entier ; elle associe les syndicats à la mise en œuvre d'une politique de reconversion des investissements, recyclage de la main d'œuvre et calendrier global des étapes du programme arrêté. N. Sartorius donne comme exemple les accords des CCOO et de l'UGT avec l'Etat et les représentants des cadres dirigeants sur les chantiers navals. In Dialectiques, "l'éloge du mouvement (l'inédit des Commissions Ouvrières Espagnoles)", n° 28, 1979, (p. 12-13).

De plus la recherche de "solutions limitées concrètes" et de "contre-pouvoirs économiques" ne doit pas être subordonnée à un changement de contexte politique assimilable au socialisme ou à l'antichambre du socialisme. Ils sont nombreux à affirmer que "le syndicalisme n'a pas d'autres objectifs politiques que la démocratie traditionnelle", et que le schéma qui place le syndicalisme dans une position de subordination et d'infériorité par rapport au politique est erroné (178).

Ce qui frappe donc à la lecture et à l'audition des opinions énoncées par les enquêtés et les interviewés est le souci d'affirmer le primat de l'action. Un tel consensus chez des hommes qui sont à des degrés divers des responsables syndicaux ou des délégués d'entreprise prouve par le contraire que les résidus d'une pensée archaïque et que les positions avant-gardistes n'ont pas disparu de la base sociale des CCOO. La tendance politico-révolutionnaire à diluer le syndicalisme en généralités abstraites existe toujours et c'est elle qui justifie et renforce la tendance contraire, celle des pragmatiques, qui veut "fonder le syndicalisme sur la connaissance précise de la réalité". Tel un organisme vivant les CCOO secrètent leurs propres anti-corps.

Ne voulant ni ne pouvant se passer de l'utopie mais ayant des doutes sur la validité des utopies traditionnelles du mouvement ouvrier, les militants les plus ludides s'en remettent à la pratique, à la fois pour fonder l'harmonie et pour instituer l'avenir. Le terrain de l'action est en effet celui de la transaction et du compromis ; la pratique syndicale repose sur la capacité de négociation. Un passé de militant ainsi qu'un passé de négociateur ont fait que ces militants ont accédé à un degré élevé de conscience de la réalité psychologique et sociale de leur pays. Ils sont conscients notamment que par le passé ont abondé l'accusation, l'anathème, la disqualification du contraire et ils veulent que le syndicalisme développe la capacité de dialogue (179) ; c'est une des raisons qui les pousse à défendre l'assemblée comme "école de démocratie".

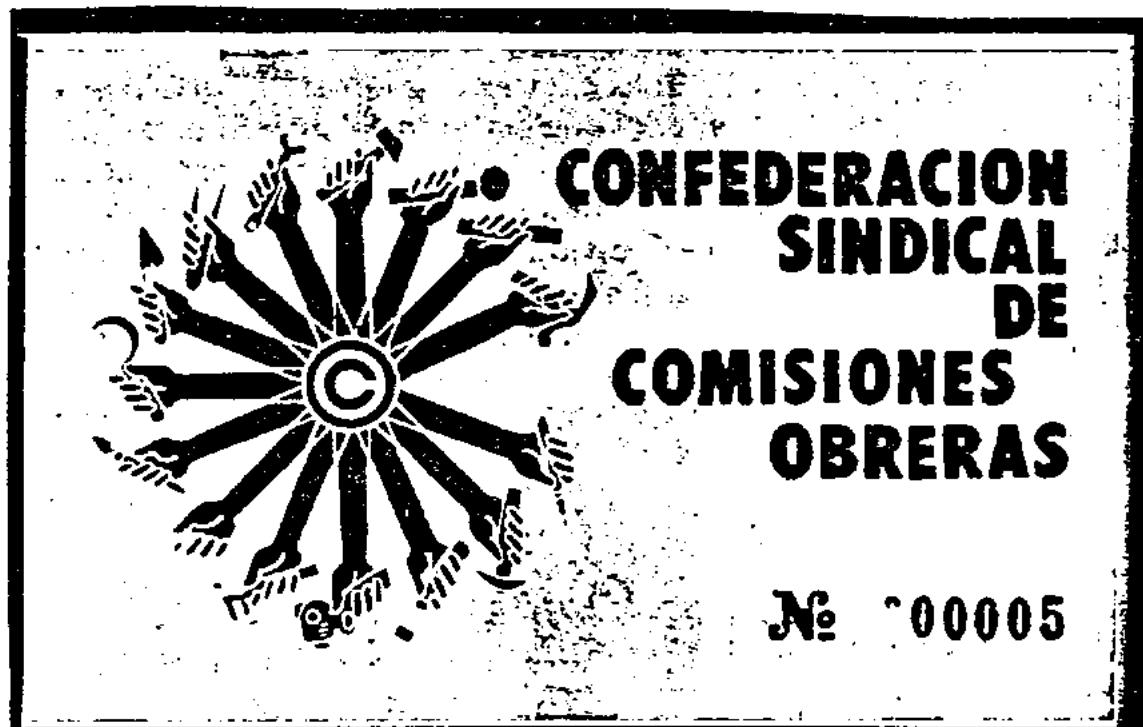
178.- Tous les entretiens des responsables syndicalistes.

179.- tous les entretiens

Leur pragmatisme et leur disponibilité idéologique sont bien résumés par cette appréciation d'un jeune responsable syndical de la Commission Ouvrière du Bas-Llobregat, militant communiste : "ce n'est pas la fin que l'on envisage qui doit conditionner les moyens, mais les moyens dont on dispose qui configurent et préfigurent les fins à viser"(180).

180.- Entretien n° 7.

CCOO



**CONFEDERACION
SINDICAL
DE
COMISIONES
OBRERAS**

Nº 00005

Lorsque (dans une société) la liberté fait défaut, l'essence même de la vie disparaît" (n°4.H. 66 a. Ag. PCE.CC.OO - 4a de prison).

CONCLUSIONS

La réussite des Commissions Ouvrières et des fonctions qu'elles ont remplies sous le franquisme - dont certaines s'étendaient au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler la classe ouvrière - ne peut en aucun cas être comprise si l'on ne reconnaît pas comme un fait social de première importance la rencontre dont elles ont résulté et qu'elles ont prolongée.

Les Commissions Ouvrières ont été un creuset d'hommes, d'idées et de comportements nouveaux. Lorsqu'un milieu a un caractère trop homogène il se sclérose et sa pensée se fige. La diversité des origines et des formations est nécessaire à l'innovation. Les assemblées et les commissions ont été le lieu d'un renouvellement intellectuel par hybridation.

Les deux tendances organisées qui ont agi au sein des Commissions Ouvrières, les mouvements apostoliques ouvriers dont le plus représentatif était la HOAC et les partis communistes d'Espagne (PCE), de Catalogne (PSUC) et du Pays Basque (PC de Euskadi) ont joué un rôle civilisateur dont l'importance historique n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur.

Le rôle des mouvements apostoliques ouvriers, secteur encore délaissé par la recherche, est minimisé le plus souvent par ignorance. En effet l'indifférence pour cet aspect du processus de ressurgissement du mouvement ouvrier espagnol est imputable à l'inaptitude de la pensée moderne à saisir les phénomènes qui contreviennent à l'idée que l'Eglise est systématiquement une institution et un appareil idéologique au service des classes dominantes et de la bourgeoisie. Nous souscrivons pour notre part au point de vue critique d'E. Poulat selon qui "on insiste depuis si longtemps et de plus en plus sur l'alliance, la collusion, de l'Eglise avec la Bourgeoisie, qu'on en est devenu incapable de voir leur conflit et d'en mesurer la profondeur" (181).

181.- Eglise contre Bourgeoisie. Op. cit. (p. 9).

Ce qui se passe en Pologne avec le Syndicat Solidarité est peut-être de nature à permettre une meilleure compréhension des fonctions subsidiaires que les Eglises peuvent être amenées à assumer.

En ce qui concerne le parti communiste, son double échec électoral en 1977 (élection des Cortès constituantes), en 1982 (élections générales du Congrès des députés et du Sénat) ainsi que ses divisions internes, oblitèrent la dimension de son action sous le franquisme et on ne lui rend pas justice. On oublie qu'en coordonnant les Commissions Ouvrières et en généralisant leur expérience, le parti communiste s'est fait l'amplificateur des idées et de la réflexion nouvelles qui s'élaboraient avec le concours de ses militants, dans le nouveau mouvement ouvrier, et qu'en modifiant un arsenal théorique devenu en partie obsolète, il a été un facteur essentiel de l'évolution de la pensée et de la mentalité ouvrières militantes dans leur ensemble.

Les associations d'apostolat ouvrier pour limitée que soit leur audience au début sont cependant les premières à apparaître porteuses d'un projet et partant d'un espoir. Ce projet est limité mais il a le mérite d'être précis et applicable. Fait important dans un pays en voie d'industrialisation où se développent rapidement les entreprises moyennes et grandes et se constitue une nouvelle classe ouvrière, la HOAC a utilement braqué les projecteurs sur l'entreprise, entité économique qui est là plus proche des travailleurs et à portée immédiate de leur action. Ne croyant pas aux "solutions intégrales", "obsession des intellectuels" (182) et pensant conformément à la tradition chrétienne que pour changer le monde il ne suffit pas de changer les structures mais il faut encore agir sur les mentalités, la HOAC a investi dans la formation des hommes et, paraphrasant M. Crozier nous pourrions dire qu'elle a donné la priorité à "la connaissance des systèmes concrets" sur la discussion des idéaux.(183).

182.- expressions hoacistes. "Cours sur le mouvement ouvrier", non pag. non daté.

183.- Op. cit. (p. 13,64).

- Il faut faire remonter à l'école de la pensée jésuistique le postulat hoaciste et par ailleurs très durkheimien que pour pouvoir agir sur les choses il faut les connaître.

Les deux processus complémentaires qu'elle a amorcés ont influé sur des élites ouvrières peu nombreuses mais actives et décisives ; un processus de divulgation du patrimoine culturel du mouvement ouvrier, attirant ainsi à elle des hommes adultes qui en aucun cas n'auraient pu être intéressés par une prédiction eschatologique qui se trouvait à côté de leur orbite existentielle ; et un processus iconoclaste : par une voie subtile que certains ont taxé d'insidieuse (184), la HOAC a cherché consciemment à agir sur les représentations stéréotypées de la pensée ouvrière militante. Utilisant le plagiat, le glissement sémantique orienté, l'analogie globale, le retranchement et l'additif, elle s'est appuyée, dans la meilleure des traditions missionnaires, sur la prégnance de certaines idées-force du discours ouvrier, tout en spéculant sur la flexibilité de toute idée (185). Elle a ainsi puissamment contribué à jeter les bases d'une rénovation idéologique. Le dialogue christiano-marxiste a été induit par cette démarche.

Mais c'est en élaborant la ligne du Front Ouvrier qu'elle a été le plus concrètement utile. La HOAC a forgé un raisonnement nouveau de nature à remédier à la division. Le spectre de la guerre civile reste présent dans les esprits mais la fragmentation idéologique et les rivalités de personne, se renforçant mutuellement, continuent de sévir. Elles sont ressenties "comme une tare de famille" (186) par les travailleurs chrétiens et les travailleurs non politisés désignés sous le vocable d'indépendants. Solution pragmatique, le Front Ouvrier

185.- s'il était loisible d'appliquer un concept de la critique littéraire et artistique à un phénomène social, nous dirions que la HOAC est un exemple manifeste de mentalité baroque : par son éclectisme, son goût des compromis, le sentiment de la mouvance des choses, des hommes, des idées, -" à la HOAC tout est toujours en révision", disait un de ses slogans – une rhétorique expressive, l'emploi d'images saisissantes.

186.- "Intercambio de experiencias", Doc. Ron. non pag. Barcelone 30-31 marzo 1968. Arch. HOAC.

a transformé les adversaires en partenaires.

Tant d'années après l'observateur étranger peut être surpris de la place qu'a occupée la discussion sur les deux problèmes interdépendants de l'unité du mouvement ouvrier et de l'utilisation des moyens légaux d'action, à partir de la Loi sur la négociation collective de 1958. C'est faire fi avec une mauvaise foi ou un simplisme préjudiciables à la connaissance scientifique des difficultés que rencontrent les hommes lorsqu'ils sont aux prises avec l'évènement pour appréhender la situation et y voir clair, faire taire leurs passions, subordonner le point de vue ou l'intérêt individuels à un intérêt supérieur et aboutir à des ajustements entre eux en vue d'une action efficace. Sans doute le projet de l'unité du mouvement ouvrier s'inspirant de la Ligue du Front Ouvrier et qui s'est transformé en projet d'unité syndicale a-t-il recouvert des visées de pouvoir de la part des groupes syndicaux ou politiques, mais ce serait une simplification grossière que de n'y voir que cela. D'aucuns soulignent les tentatives du PCE ou du PSUC pour s'assurer la direction des C.O. et l'inhibition voire le retrait de nombreux militants chrétiens devant l'hégémonie communiste. Pour notre part nous ne nous sommes pas appesantis sur ces luttes internes car elles n'étaient pas une situation nouvelle dans le mouvement ouvrier espagnol. Ce qui méritait d'être dévoilé et mis en valeur, car c'est là que résidait l'innovation, source de progrès, étaient les démarches pour, selon le mot de la HOAC, "édifier la convivialité", "diffuser la démocratie" (187) ou selon le mot d'un responsable communiste des CC.OO, "normaliser le dialogue et la discussion" (188), en vue de liquider un passé d'affrontements. Les militants de la base ont poussé dans cette direction. La "pression unitaire" de la base est attestée par plusieurs résultats de notre enquête et c'est encore la vivacité de l'idéal de l'unité qui explique, à l'heure d'évoquer le passé et les possibles nostalgies, la priorité donnée par les militants du groupe étudié à la "solidarité ouvrière" sur une "finalité claire :

187.- expression hoacistes. -Asociaciones Obreras. op. cit. (p.10).

188.- entretien n° 11.

la fin du franquisme" (189).

La toute récente formation, courant janvier 1984, d'un nouveau Parti Communiste, concurrent du PCE et les divisions qui ont éclaté au grand jour au dernier congrès des CC.OO (mars 1984), entre les trois tendances communistes qui s'en disputent le contrôle peuvent d'ailleurs aider à comprendre toute l'acuité de la question de l'unité pour le mouvement ouvrier espagnol sous la dictature. Il a fallu que les responsables communistes opèrent une difficile mutation intellectuelle pour s'insérer dans la dynamique unitaire des Commissions Ouvrières. Il est à cet égard des lignes explicites du Secrétaire général Santiago Carrillo : "nous nous rendîmes compte qu'il y avait beaucoup de changements dont nous ignorions tout... nous prîmes alors conscience de réalités que même les cadres que nous avions envoyés dans le pays ne percevaient pas... Ces cadres vivaient dans une illégalité si profonde qu'ils ne pouvaient pas avoir de véritables contacts avec la population. En fait nous n'avons commencé à vraiment connaître la réalité espagnole nouvelle qu'après notre changement de tactique." (190)

Le PCE a su reconnaître les faits et se mettre à leur école. C'est dans les Commissions Ouvrières qu'il a le plus appris. Il en a assimilé les leçons, par le biais de ses autocritiques, à partir des échecs qu'il y a essuyés, des résistances qu'il y a rencontrées. Nous aborderons ici un point laissé de côté dans notre étude et qui illustre parfaitement notre thèse : la conception de l'organisation des C.O. Deux auteurs dont les remarques doivent leur intérêt au fait qu'ils étaient aussi des acteurs, signalent que chaque fois que le PCE a voulu faire naître des Commissions sur consigne extérieure à l'entreprise, il a échoué (191).

189.- Questionnaire IV (question annexe) : que regrettez-vous de l'époque de l'opposition au régime franquiste ? 1 - la solidarité ouvrière ; 2 - un projet collectif clair : la fin du franquisme. 57 personnes se prononcent pour 1 ; 42 personnes pour 2 ; 16 personnes ne se prononcent pas ou se prononcent pour les deux.
Annexe III. tableau XL.

190.- Demain... l'Espagne, op. cit.

191.- A. Comin et J. García-Nieto. Frères du monde, n° 60, op. cit.
p. 40

Les Commissions Ouvrières n'ont pu se structurer que là où des leaders ouvriers, communistes ou non, avaient reçu le plébiscite des travailleurs. C'est dans les assemblées de travailleurs que bien des militants, parmi lesquels les militants communistes et une partie des militants socialistes (192) ont intériorisé la notion de pluralisme et un comportement démocratique.

Rien de plus éloigné initialement du dirigisme du PCE que le mouvement assembléaire dont par la suite des syndicalistes communistes se sont faits les théoriciens. La "pratique de l'assemblée", avec ses deux phrases "analytique" et "synthéticorésolutive", a été systématisée par N. Sartorius dans la "Synthèse unitaire" en vue d'attirer l'attention des militants des avant-gardes sur son importance.

Phénomène unitaire particulier, les Commissions Ouvrières représentent l'événement le plus intéressant et le plus fécond de l'histoire du mouvement ouvrier sous la dictature.

Plus tard, au cours de la transition politique, le PCE a fait l'éloge de la "méthode du concensus" (193). Et c'est une péripétie à bien des égards étonnante que cette prise en charge par un parti révolutionnaire d'une pratique de la concertation étrangère aux conceptions politiques du marxisme-léninisme et à son mode de gouvernement. Comme l'expliquent ou le suggèrent les militants interrogés, c'est dans les Commissions Ouvrières

192.- Dans un résumé de GOES, on note ceci : "Le plus important de l'examen de l'attitude actuelle des militants socialistes, est qu'ils acceptent réellement le système démocratique", El Socialismo, Trabajo segundo, 1965-66, GOES B (cívico) p. 21, Arch. HOAC.

193.- Sobre la Constitución, 3, PCE 1978 (p. 13-14).

qu'est né l'eurocommunisme ; "il s'est pratiqué avant d'être formulé (194).

194.- Cité note 109.

- Les deux brefs extraits suivants donneront une idée de l'importance des changements idéologiques survenus, qui affectent la question religieuse et par ricochet la question du pluralisme politique et des libertés.

"Le point de vue de ceux qui s'appuient sur des principes humanitaires et religieux est aussi valable et respectable que celui de ceux qui se fondent sur la logique dialectique. Le marxisme est une méthode d'analyse de la société, reposant sur la dialectique ; ... mais il n'est pas un système ni ne peut devenir un programme politique... mais il n'est pas la vérité en soi ... Socialisme et religion n'impliquent aucune contradiction. Il n'est pas vrai qu'il existe une scission manichéenne entre un monde athée et matérialiste et un monde religieux et spiritueliste. Il n'y a pas de conflit entre la foi et l'absence de foi mais entre exploitateurs et exploités. Il ne peut pas, il ne doit pas y avoir de conflit entre le socialisme démocratique qui aspire à donner à l'homme son absolue dignité et l'Eglise, surtout l'Eglise post-conciliaire... Déclaration du PSOE, à son congrès d'août 1967.

"Pénétrer ce phénomène (la militance des chrétiens dans les partis communistes) suppose à tout le moins une grande ouverture ; cela suppose d'accepter que dans un parti de masses coexistent - en respectant nécessaire homogénéité de l'action - diverses approches théorique des problèmes historiques nouveaux qui se posent, et que s'y entrecroisent en s'enrichissant mutuellement, divers courants culturels. La persistante assimilation dans le domaine métaphysique du communisme à l'athéisme, conception qui a prévalu jusqu'alors dans le mouvement communiste international, a signifié une réduction de l'horizon idéologique et politique ou marxisme... Il n'appartient pas au parti ni à aucun état au gouvernement de statuer sur le complexe phénomène de la foi religieuse, laquelle ne peut être réduite à "une maladie qui finira bien par passer"..."

Nous l'avons dit, et nous le répétons à nouveau, il existe chez l'homme communiste comme chez tout homme, une zone individuelle dans laquelle chacun est ce qu'il est et où le parti en tant que tel n'a aucun droit à pénétrer." Déclaration du C.C. du PSUC Barcelone, septembre 1976.

Ces extraits sont tirés de Los marxistas españoles y la religión, op. cit. (p. 155-169 et 183-194).

Le milieu a agi par rétroaction sur les modes d'action, les comportements, les attitudes idéologiques des acteurs individuels et collectifs.

Les choses ont maintenant repris un cours normal. Des régressions se manifestent : 300 groupuscules prétendent au titre de syndicat (195). Les deux principales centrales syndicales l'UGT et les CC.OO, d'importance à peu près égales comme jadis l'UGT et la CNT, ont une physionomie propre, une action autonome (196). Des isolats se sont recréés bien que l'unité d'action, important legs du passé, reste à l'ordre du jour. Il est trop tôt pour se livrer à des appréciations prospectives sur le syndicalisme espagnol. Nous ferons simplement deux observations en guise d'épilogue.

La première est que la disparition de l'anarchosyndicalisme n'est qu'apparente. La Confédération syndicale des C.O. en abrite une résurgence. Les thèses syndicales de la HOAC rappelaient déjà, par certains aspects, la vision anarchosyndicaliste, et des attitudes néo-anarchistes ont ressurgi sous différentes formes et nuances dans les nouveaux secteurs ouvriers organisés ; attitudes non dépourvues parfois de connotations archaïques comme la minimisation excessive du rôle des partis politiques ou la négation de la nécessité d'une direction stable, celle-ci étant opposée à la démocratie directe.

La HOAC, le parti communiste et tous les groupes qui ont essayé d'orienter ou de diriger le nouveau mouvement ouvrier ont trouvé en face d'eux une classe ouvrière réfractaire au dirigisme bureaucratique. Les discussions qui eurent lieu dans le milieu militant au sujet de l'organisation des C.O. en sont une preuve. Deux conceptions se sont affrontées, la conception autonomiste, d'origine à la fois anarchiste et chrétienne et la conception centraliste, marxiste-léniniste, des communistes. Les C.O. n'ont pu se développer que parce que leurs dirigeants ont respecté leur autonomie.

195.- "Criba sindical", Cambio 16, n° 641, 12-03-84 (p. 56).

196.- Les élections syndicales qui se sont déroulées entre le 15 mars et le 31 décembre 1982 donnent le résultat suivant : l'UGT est devenue majoritaire avec 36,71 % des délégués élus et CC.OO occupe maintenant la 2ème place avec 33,40 %. Les délégués "non affiliés" représentent 12,09 %.

Sans faire une homologation CC.OO-CNT, ce qui serait totalement absurde, il est indéniable que le mouvement assembléaire traduit l'affleurement d'un substrat libertaire qui semble être un trait permanent de l'idiosyncrasie espagnole. De même l'autogestion, incluse en puissance dans le grand rêve anarchiste du XIXe siècle, et qui recueille ici tant de suffrages, témoigne d'une méfiance toute libertaire vis-à-vis d'un appareil d'état dont on craint qu'il ne devienne trop contraignant. Et ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette période historique que l'encadrement du nouveau mouvement ouvrier par le parti communiste.

Nous partageons le point de vue de Nicolas Sartorius lorsqu'il suggère que les Commissions Ouvrières ont "cumulé des traits pré et post-syndicaux". (197). La recherche qui eut lieu dans les C.O. sur l'articulation entre le mouvement et l'organisation - sur la nature de la relation idéale entre le comité d'entreprise, la section syndicale, l'assemblée des travailleurs et sur les fonctions de chaque instance - déborde largement, à notre avis, le problème concret particulier qu'elle voulait résoudre ; elle s'inscrit dans une réflexion beaucoup plus vaste et qui devient partout à l'ordre du jour dans les sociétés industrielles modernes : comment concilier l'autonomie des éléments avec la cohésion de l'ensemble ? Le spontané et le programmé ? Comment faire pour que le collectif n'étoffe pas l'individuel ?

La seconde remarque concerne la postérité des Commissions Ouvrières.

Toutes les organisations de gauche et pas seulement la Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières ont à des degrés divers assimilé l'expérience spécifique du mouvement des C.O. Les hommes qui ont constitué ce qu'un observateur, militant communiste des C.O., appelait "une avant-garde nombreuse, variable, mouvante, pas toujours composés des mêmes personnes" (198) - ceci pour la distinguer des avant-gardes restreintes et stables des groupes politiques - se sont redistribués entre toutes les organisations syndicales, CC.OO, UGT, USO, STV et même chez les non-affiliés à aucune centrale.

197.- "Eloge du mouvement" Dialectiques n° 28, op. cit. (p. 14).

198.- "Discusión de los problemas del movimiento obrero". op. cit. (p.12).
- les notes des différentes parties de l'ouvrage n'ayant pas été numérotées de façon suivie, la note 198 est en fait la note 588 de l'ensemble de l'ouvrage.

Des hommes qui ont été marqués par le dialogue christiano-marxiste sont présents dans toutes les organisations politiques de gauche voire du centre. Et il y a un acquis idéologique global dont les manifestations sont perceptibles dans les discours politiques euro-communiste et socialiste. Mais il s'agit d'une autre étude...

Ainsi, résultat d'une conjonction de tendances et théâtre d'une dialectique constante d'une part entre des doctrines diverses ou antagonistes et d'autre part entre la pratique et les théories, les Commissions Ouvrières ont d'abord reconstruit l'espoir et placé les travailleurs dans une perspective d'avenir, fonction morale et psychologique dont il est inutile de souligner la valeur ; elles ont ensuite contribué à la cristallisation de nouvelles attitudes en matière d'action syndicale et politique et rendu possible un dépassement théorique et pratique du syndicalisme révolutionnaire espagnol d'avant 1939 ; ce faisant, elles ont préparé et facilité l'avènement de la démocratie en Espagne.

- - -

BIBLIOGRAPHIE DES SOURCES PRIMAIRES

Ne figurent dans cette bibliographie des sources primaires que les principaux documents et non pas la totalité de ceux qui ont fait l'objet d'une référence de bas de page dans l'étude présentée.

*
* *

"Actualidad (La) social y religiosa en España - Cambio de estructuras, cambio de cultura", Informes de Pro Mundi Vita - América Latina n° 16 (bibl.) et n° 17 (bibl.), Bruxelles, 1979.

ALBERDI (J.M.) y otros, "Ricardo Alberdi", Iglesia Viva, 99-1982.

"ALFONSO COMIN in memoriam. El encuentro Marxismo-Cristianismo", Revista de Fomento Social n° 141. Enero-Marzo 1981.

ALVAREZ (L.) "Movimiento y organización" , Nuestra Bandera n° 83 janv. Fév. 1976.

ALVAREZ (S.) "Los comunistas y la colaboración con los católicos", Nuestra Bandera n° 47-48 - Fébr. Mar 1966.

ARIZA (J.) Comisiones Obreras, Avance-Mañana, Madrid, 1976.

AZCARATE (M.) "Marianske Lazne : Realidades Españolas en el diálogo cristiano-marxista", Nuestra Bandera, n° 54, 2° trim. 1967.

AZCARATE, DIEZ-ALEGRIA y otros ; El encuentro. Diálogo sobre el diálogo ; Ed. Laia, Barcelone

AZCARATE, REDONDO y otros "Los marxistas españoles y la religión" (encuesta) ; Edicusa, Madrid, 1977.

AZCARATE (M.), "L'U.R.S.S. contre nous ; dissident et eurocommunistes" ; Dialectiques n° 24-25, 1978.

BALLESTERO (N.), "Cristianismo y marxismo", Nuestra Bandera n° 88-89, 1977.

"Batalla (la) de las elecciones sindicales significado de la acción de los sacerdotes de Barcelona" ; Nuestra Bandera n° 49-50, Mayo-Junio 1966.

Boletin HOAC - Noticias Obreras, Collection 1954-1979, Arch. HOAC

BORRAS (J.), El sindicalismo español en la encrucijada, Picazo, Barcelona, 1977.

CAMACHO (M.), Charlas en la prisión, Laia, Barcelone, 1976.

CAMACHO (M.), y el debate de CCOO, cuadernos Primero de Mayo, Laia, Barcelona, 1976.

"Cambios Sociales e inmovilismo, 1963-1973", Cuadernos para el diálogo - Extraordinario, nº XXXVIII - Déc. 1973.

CANDEL (R), Ser obrero no es ninguna ganga, Ariel, Barcelone, 1968.

CARRILLO (S), Après Franco... quoi ?, Editions Sociales, Paris, 1966.

CARRILLO (S), Nuevos enfoques a problemas de hoy, Editions Sociales, Paris, 1967.

CERON (J.) - "Problemas de política y de estrategia" ; Cuad. Ruedo ibér. 15, oct.-Nov. 67.

Colegio oficial de Ingenieros industriales de Andalucía Occidental y Badajoz, Acción Sindical y Sindicalismo, Ayuso, Madrid, 1977.

COMIN (A.) ; "Sobre la militancia de cristianos en el Partido - Hacia un estado de la Cuestión". ; Nuestra Bandera (Nueva Epoca, nº 85.

COMIN (A.), "Sobre la militancia de cristianos en el Partido" ; Materiales, nº 3, Mai-Juin, 1977.

COMIN (A.), Porqué soy marxistas y otras confesiones ; Laia, Barcelona, 1979.

COMIN (A.); "Sobre la militancia de cristianos en el Partido - Hacia un estado de la cuestión". Revesta de fomento social, 1977, 32, nº 125, Madrid.

COMIN (A.), Cristianos en el partido, comunistas en la Iglesia, Laia, Barcelona, 1977.

COMIN (A.), "Moscou, le pape et le pope. Christianisme et dissidents" Dialectiques nº 24-25.

CCOC, Documentos básicos de Comisiones obreras (1966-1971), Délégacion Exterior de CC OO, non daté.

CCOO, Asamblea general de CC OO (présentation de M. CAMACHO), Laia, Barcelona, 1976.

CCOO, Acción Sindical y libertades nacionales, Primer congreso de comisiones obreras de cataluna, 12-17 Mayo 1978, Critica, Barcelona, 1978.

CCOO, El sindicalismo. Nuestro sindicalismo, Madrid, 1981.

CCOO, Acción Sindical en la empresa, Madrid, 1981.

CCOO, II Congreso de CC.OO, Cuadernos G.S., CCOO Madrid, 1981.

"Conversación con un camarada de Guipuzca" . (N° spécial Dolores Ibarruri) ; Nuestra Bandera, n° 66, 4° tr. 1970, 1° tr. 1971.

Cristianos por el socialismo, Ed. Laia, Barcelona, 1980.

Cuadernos de ruedo Ibérico - Presente y futuro de las Comisiones Obreras, n° 20-21, Ag. Nov. 1968 ; - Documentos n° 25, jun.Jul.,1970.; - El año x de las comisiones obreras Historia y análisis de un proceso de degradación política, n° 31-32, jun. Sept. 1971 ; - Alianza socialista de andalucía : Manifiesto fundacional, n° 41-42, Febr., mayo, 1973.

DALMAU (J.), Distensiones cristiano-marxistas ; Ed. Cuad. para el diálogo, Madrid, 1968

DIAZ (J.A.) ; Luchas internas en Comisiones obreras, Bruguera, Barcelona, 1977.

"Discusion de los problemas del movimiento obrero" ; compte-rendu d'une réunion plénière du C.E. du PCE ; Nuestra Bandera, n° 71, 2° tri. 1973.

"Documento final de la asamblea general de Comisiones campesinas". Nuestra Bandera 65, 3° trimestre.

DOMINGUEZ (J.), "Historia de Noticias Obreras". Noticias obreras, 751 (1979).

"Elecciones sindicales (Las)" ; Editorial de Mundo Obrero. Nuestra Bandera, n° 51-52, 4° trim. 1966.

El gobierno informa (1). Editora Nacional, Madrid, 1964.

España Hoy. Editora Nacional, Madrid, 1974.

"Espagne (L). Actualité socio-religieuse". Pro Mundivita : Dossiers Sept. 1979, Bruxelles.

ESPAGNE DEMOCRATIQUE (L). Pouvoirs n° 8, PUF, 1979.

Estatuto de Trabajadores, Ley 8-1980 del 10 de Marzo, Emiliano Escolar, Ed., Madrid, 1980.

Escuela de Formacion Social, El capitalismo, Cours EFS, Doc. Arch. J.N.G.N., Madrid, 1969.

ELVIRA (C.), "Las elecciones Sindicales", Nuestra Bandera nº 53, 1º tr. 1967.

ELVIRA (C.), "De la ruptura democratica al sindicalismo unitario", Nuestra nº 84, Marzo 1976.

"Eurocomunismo", Nuestra Bandera, Febr. 1981, nº 106.

FERNANDEZ de CASTRO (I.) "El sindicato sindicato", Boletin HOAC, 323, 20 febr. 1961.

FERRI Ll., MUIXI J., SANJUAN E., Las huelgas contra Franco. Aproximación a una historia del movimiento obrero español de postguerra, Planeta, Barcelona, 1978.

FIERRO (A.) et MATE (R.), Cristianos po el Socialismo, Ed. Verbo divino Estella (Navarra) 1977.

"Fuerzas políticas en presencia y en potencia. La actividad de la Iglesia y de los católicos en el campo", Nuestra Bandera, nº 41, Febr. 1965.

GALLEGO (I.), "Nuevos Enfoques a problemas de hay : S. Carrillo", Analyse, Nuestra Bandera, nº 54 - 2º trim. 1967.

GARCIA (Matias), "Eurocomunismo español en perspectiva cristiana", Revista de Fomento Social, Nº 125, 32, Madrid, 1977.

GARCIA-NIETO (J.N.), El sindicalismo Cristiano en España, Bilbao, 1960.

GARCIA-NIETO (J.N.), COMIN (A.), "Luttes ouvrières en Espagne", Frères du Monde, n° 60 : Avril, 1969 ; "Luttes de classe en Espagne", Frères du Monde, n° 75 : Janv., 1972.

GARCIA-NIETO (J.N.), "Centrales sindicales y movimiento asambleario", Revista de pensamiento cristiano, 74, 1978.

GARCIA-NIETO (J.N.), "Le processus syndical actuel en Espagne", Travail et Société, vol. 4, nº 1, janv. 1979.

GARCIA-NIETO (J.N.), Anuario Sindical Abierto, ESADE, Mexico, 1979.

GONZALEZ Ruiz, Croire après Marx, Ed. du Cerf, Paris, 1971.

HERNANDEZ (J.), "Aproximacion a la historia de Comisiones Obreras y de las tendencias forjadas en su seno" ; Cuadernos de Ruedo Ibérico, 39-40, Oct. 1972. -Ener. 1973.

HOAC, El Plan ciclico, Ed. HOAC, Madrid, 1955.

HOAC, Cursillo de iniciacion al método de encuesta, I. HOAC, Madrid, 1961.

HOAC, Cursillo de iniciacion al método de encuesta, II. HOAC Madrid, 1967.

HOAC, La Huelga de la Construcción de Granada, Hojas informativas, Doc. Ron.

HOAC, La Institucion Sindical. Cours de GOES, 63-64. Doc. Ron. Arch. HOAC

HOAC, El sindicato, instrumento de conquista, Résumé de GOES, Arch. HOAC, Madrid, 1966.

HOAC, El anarco-sindicalismo, Cours de GOES, 1965-66, Doc. Ron. Arch. HOAC.

HOAC, El Socialismo, Cours de GOES, 1965-66, Doc. Ron. Arch. HOAC.

HOAC, Las asociaciones Obreras, Résumé de GOES, Polycopié 1962, Arch. HOAC.

HOAC, El compromiso temporal, Doc. Ron. XI Réunion de Estudios, Agosto, 1969. Arch. HOAC.

HOAC, Comisión General. Sobre la unidad y la complementariedad dialéctica ; HOAC, Madrid, 1978.

HOAC, Comisión Nacional, CC.OO en sus documentos, 1958-1976, HOAC, Madrid, 1977.

HOAC, Comisión Nacional, PCE en sus documentos, 1920-1977. Ed. HOAC, Madrid, 1977.

HOAC, Relación de documentos, Arch. HOAC, N° 12, n° 14.

HOAC, Hojas informativas - HOAC, 1960-1969. Arch. HOAC, Madrid.

IBARRURI (D.) "Comunicado del Pleno del Comité Ejecutivo del PCE" (discours). Nuestra Bandera, n° 74, Marzo-Abril 1974.

IBARRURI (D.), Discurso a la conferencia de Karlovy Vary, Nuestra Bandera, n° 54 - 2º trim. 1967.

IBARRURI (D.), "Vivencia y actualidad del marxismo". Nuestra Bandera. nº 68, 1er trim. 1970

"Informes y resoluciones del pleno del Comité Central del Partido Communista de Espana (Agosto de 1956) Prague". Ed. Boletin de Informaciones 1956.

"Intersindical Portuguesa (La)" - Nuestra Bandera nº 77, Nov. Déc. 1974.

Lopez Raimundo, Azcarate, Giulio Girardi, Reyes Mates y otros . (12 conferencias) ; Cristianismo y Socialismo en Libertad.
PSUC, Laia, Barcelona 1979.

LUDEVID (M.) ; Cuarento anos de sindicato Vertical ; Laia, Barcelona, 1976.

MARTI (E.). ¿Qué pasa en los paises socialistas ? ; Nuestra Bandera nº 66 - 4º trim. 70 - 1º trim. 71.

MARTI (E.) ; "En torno a las elecciones sindicales". Nuestra Bandera nº 67 - 2º trim. 1971.

MARTIN (J.) ; Los Cristianos en el Frente Obrero, Doc. Ron. HOAC, Madrid, non daté.

MARTIN (J.) ; Acción sindical de los cristianos en España. Ed. Zyx, 1968, rééd.

MARTIN (J.) ; Comisiones Obreras ; Zyx, Madrid, 1967.

MARTIN (J.) ; Acción sindical de los cristianos en España, Zyx, Madrid, 1968.

MARTIN (E), SALVADOR (J.) ; Las elecciones sindicales. Laia, Barcelona, 1975.

MARTIN (E), SALVADOR (J.) ; Los enlaces sindicales, Laia, Barcelona, 76.

MATA-HERNANDO (M.), La huelga de Bandas, Zyx, Madrid, 1968.

MELCHOR (F.) ; "Experiencias de una colaboracion entre comunista y católicos". Nuestra Bandera, nº 56-57, 4º trim. 1967 et 1º trim. 68.

MELCHOR (F.). "Pero ¿ pueden los cristianos ser comunistas ?"
Nuestra Bandera nº 79-80. Mars-Juin 1975.

MENDI (I.). "Comisiones obreras : amplio movimiento revolucionario político-social", Alkarriketa 2 (2) : 2-6

MIGUELEZ (Faustino) ; La lucha de los mineros asturianos bajo el franquismo ; Laia, Barcelona.

MIJE (A.), "La unidad de la clase obrera es un arma fundamental"
Nuestra Bandera - n° 5. Abril 1950.

"Militants (Les) d'origine chrétienne". Esprit, 1977. Numéro spécial
d'Esprit, avril-mai 1977.

MIRET Magdalena ; "Constitución y Economía". Truinfo, 17 juin 1978.

"Motivos pastorales de unas actitudes sacerdotiales ante unas
aspiraciones legítimas de la clase obrera". Arch. J.N.G.N.,
Barcelona, 30 avril 1967.

"Nuevo (El) movimiento obrero en Espana. Los grupos politicos no
comunista y el nuevo movimiento obrero". Nuestra Bandera, n° 42-43.
Mars-Avril, 1965.

Nuestra Bandera. Revue critique du PCE. Collection 1950-1977.

PLA (Nuria) "La huelga de los trabajadores de bandas en frío
S.A. de Echevarri. Nuestra Bandera, n° 54, 2º trim. 1967.

Poemas desde el Bajo Llobregat (8 auteurs), Conmar Color
Hospitalet, 1977.

"Protesta (La) de 167 eclesiásticos españoles en Roma", Mundo
Obrero 39, 21 mars 1969.

PCE - La constitución de 1978 (3-1978)

PSUC - Sobre la militancia de cristians en partits comunistes. I/1979.

REVUELTA (M.) - "El resurgimiento de la clase obrera". Ibérica 16 (5);
15 mai 1968.

REVUES

Tú

Mundo obrero

Cuadernos para el diálogo

Cuadernos de Ruedo Ibérico

Juventud obrera

Gaceta de Derecho Social

Crítica

Zona Abierta

Materiales

Triunfo

Cambio 16.

RIERA (I.) y BOTELLA (J.) - El Baix Llobregat - 15 años de luchas.
Ed. Blume, juin 1976.

ROVIROSA (G.) - Manifesto communitarista. HOAC, 1949 - Zyx 1966.

ROVIROSA (G.) - J De quién es la empresa ? - Ed. Zyx, Madrid, 1964.

ROVIROSA - Comunistas y cristianos - Coll. Lee y discute. Série Verde. Ed. Zyx. (non daté).

RUIZ CAMPS (A.) - "Noticias obreras, otra época". in Boletín HOAC - Noticias Obreras, 762 (1979).

SACRISTAN (M.) - "La militancia de cristianos en el partido comunista". Materiales n° 1, Enero-Febrero 1977.

SACRISTAN (M.) - "A propósito del Euro-comunismo". Materiales n° 6 Nov. déc. 1977.

SANZ OLLER (J.) - Entre el fraude y la esperanza. Ed. Ruedo Ibérico, Paris, 1972. Traduit sous titre : Les commissions ouvrières de Barcelone, Lyon 1975.

SARTORIUS (N.) - El resurgir del movimiento obrero. Laia, Barcelona 1976.

SARTORIUS (N.) - J Qué son las Comisiones obreras ?. Madrid, 1977.

SARTORIUS (N.) - El sindicalismo de nuevo tipo. Laia, Barcelona, 1977.

SARTORIUS (N.) - "Eloge du mouvement, l'inédit des Commissions Ouvrières espagnoles". Dialectiques, n° 28, 1979.

"Sevilla : asamblea de comisiones obreras". Nuestra Bandera 66, 4e trim. 70-1er trim. 71 : 30-37

"Situación del obrero español" Ecclesia 14 (654) 23 enero 1965.

SOC, UGT, USO. - Presente y futuro del sindicalismo en Catalunya. Laia, Barcelona, 1976.

SUAREZ (V.) - "Les Commissions Ouvrières en Espagne" Nouv. Rev. Int. 12 (2) Févr. 1969.

TEJERO (A.) - "Auge y crisis de Comisiones obreras". Materiales - 3, Mayo - Junio 1977.

TEJERO (A.) - "El panorama sindical tras el cambio político" Zona abierta 16, 1978.

"Teoría y práctica del movimiento obrero en España (1900-1936)"
Interdisciplinar 2 (49) - Edición Albert Balcells ; Valencia, 1977.

"Unidad o pluralidad sindical (Encuesta entre trabajadores españoles)"
Cuadernos para el diálogo, nº 138, Marzo 1975.

URBINA (F.) - "Reflexión histórico-téologica sobre los movimientos especializados de Acción Católica". Pastoral Misionera 8 (3-4) Mayo-agosto, 1972.

VASQUEZ (A.) - "¿ Por qué participan los católicos en la lucha de clases ?" - Nuestra Bandera nº 78. Janv. Févr. 1975.

*

* * *

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- ADAM (G.) et MAURICE (M.) - L'Eglise catholique et le Monde Ouvrier.
 - Tendances et volontés de la Société française (études sociologiques publiées sous la direction de J.D. Reynaud , Futuribles 5 ; Sédéis, Paris, 1966.
- ADAM (G.) et REYNAUD (J.D.) - Conflits du travail et changement social. PUF, Paris, 1978.
- ALMENDRO Morcillo, Jimenez-Asenjo, Pérez Amoros, Rojo Torrecilla - El sindicalismo de clase en Espana. Péninsule, Barcelone 1978.
- ALVAREZ BOLADO (A.) - El experimento del nacional catolicismo (1939-1975) ; Edicusa, Madrid, 1976.
- ASSMANN (Hugo) et MATE (Reyes) - Sobre la religión - Ediciones Signeme, t.1, Salamanque, 1974, t. 2, 1975.
- AZCARATE (M.) - Crisis del Eurocomunismo. Argos Vergara, Barcelona, 1982.
- BIESCAS (J.A.) et TUNON de LARA (M.) - España bajo la dictadura franquista (1939-1975). Labor, Barcelona, 1981.
- BAUDEROT (J.) - "La confrontation du christianisme et du socialisme", Parole et société, n° 1-2 ; Paris, 1979.
- B.I.T (Bureau International du Travail) - Travail et Syndicats en Espagne, Genève, 1969.
- BOLLE de BAL (M.) et DEJEAN (C.). - Le Salaire à la production : formes nouvelles et fonctions sociologiques. - Bruxelles : Université libre de Bruxelles - Institut de Sociologie, 1966.- XIII ; (Coll. de Sociologie du Travail).
- BONELLS (Jordi). - "Les franquistes des sociologues". Revue de Sociologie du Sud-Est, n° 19-20, janv.-juin 1979.
- BOUDON (R.).- Les méthodes en sociologie (les méthodes qualitatives) ; PUF, 1970.
- BOURDIEU (P.).- Questions de sociologie, Ed. de Minuit, Paris, 1980.

- BOURDIEU (P.).- Esquisse d'une théorie de la pratique précédée de 2 études d'éthnologie kabyle. Librairie Droz, Genève-Paris, 1972.
- CALVEZ (J.Y.) et PERRIN (J.).- Eglise et société économique, Aubier, Paris, 1959.
- CAMACHO (M.).- Ecrits de la prison : le mouvement syndical espagnol et les commissions ouvrières / M. Camacho ; (traduit par Jean-Francis Reille), Ed. Sociales, Paris, 1976. (Traduit de : "Charlas en la prisión." el movimiento obrero sindical". Ed. originale : 1974.-)
- CARO BAROJA.- Le mythe du caractère national et son élaboration pour l'Espagne ; Fédérop, Lyon, 1975.
- CASTAÑO (J.).- La JOC en Espana. -Signeme, Salamanca, 1978.
- CASTELLAN (J.).- Initiation à la psychologie sociale. A. Colin, Paris, 1970.
- CASTILLO (Juan José).- El sindicalismo amarillo en Espana. (Préf. de Pierre Vilar) - Ed. Cuadernos para el diálogo, Madrid, 1977.
- CHAO REGO (José). - La Iglesia en el franquismo. Ed. Felmar, Madrid, 1976.
- COMIN (A.) et GARCIA NIETO (J.N.).- Juventud obrera y conciencia de classe . Edicusa, Madrid, 1974.
- Commissions ouvrières (Les).- Idiot int. 6, mai 1970.
- CROZIER (M.).- On ne change pas la société par décret. Grasset, Paris, 1979.
- CROZIER (M.) et FRIEDBERG (E.).- L'acteur et le système. Seuil, Paris, 1977.
- "Développement économique et déséquilibres régionaux en Espagne".- La Documentation Française, n° 1417 du 9-04-1975.
- DIAZ SALAZAR (Rafael).- Iglesia, Dictadura, Democracia, HOAC, Madrid, 1981.
- DURKHEIM (E.).- Education et sociologie. PUF, Paris, 1968.
- Le Socialisme, Alcan, Paris, 1928.
- "Espagne : Franquisme sur la défensive". Action 39, 21-02-1969 : 3.

"ESPAGNE. Le IXe gouvernement du Gal Franco. La Phalange Espagnole".- La Documentation Française, n° 5, 30-01-1970.

ESPAGNE : La réforme démocratique en marche.- La Documentation Française, n° 302, 21-01-1977.

"ESPAGNE. Les premiers mois de la Monarchie".- La Documentation Française, n° 280, 19-03-1976.

"Etat (1) Espagnol. Le régime National-Syndicaliste".- La Documentation Française, n° 1368, 17-08-1950.

PESSARD (G.).- Chrétiens marxistes et théologie de la libération, n° 24. Coll. "Le sycomore", Lethielleux, Paris, 1978.

FONTANET (J.).- "Le social et le vivant", Le Point, Paris, 27-06-1977.

FREUND (J.).- "De l'interprétation dans les sciences sociales".- Cahiers internationaux de sociologie, vol. LXV, 1978.

GABEL, (A.), BLANC (J.).- "Un syndicalisme de classe : les C.O.". Le Semeur 1, 1967-1968 : 108-117.

GALLO (Max).- Histoire de l'Espagne franquiste, I-II. Marabout, Université, Paris, 1975.

GARAUDY (R.).- Appel aux vivants. - Ed. du Seuil, Paris, 1979.

GEORGEL (J.).- Le franquisme, Ed. du Seuil, Paris, 1970.

GHIGLIONE (R.) et MATALON (B.). - Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique. A. Colin, Coll. U.

GOES (Colectivo ; Redactor : Mariano Gonzalez).- Analisis dialéctico de la Sociedad española. HOAC, Madrid, 1979.

GOLLWITZER (H.).- Crítica marxista de la religión. Nuevas fronteras, Ed. Fontanella.

GOMEZ PEREZ (R.).- Política y religión en el régimen de Franco. Dopesa, Barcelone, 1976.

GUERRERO (F.).- El sindicato en la España de hoy. Bibl. de autores cristianos, 1978.

HERMET (G.).- Les communistes en Espagne. Colin, Paris, 1972.

HERMET (G.).- Les catholiques dans l'Espagne franquiste, I-II. Fond. des Sciences Politiques, Paris, 1981.

IGLESIA SELGAS (C.).- Los sindicatos en Espana: Ed. del Movimiento, Madrid, 1965.

JAVILIER (J.Cl.).- Droit du travail. Lib. gén. de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1978.

JAVILIER (J.Cl.).- Les conflits du travail. Que Sais-je ? n° 1638, Paris, 1976.

KAPLAN (Temma).- "De l'émeute à la grève de masse : conscience de classe et communauté ouvrière en Andalousie au XIXe s.". Le Mouvement social, n° 107, avril, juin, 1979.

LAVROFF (D.G.).- Les Institutions politiques de l'Espagne. Constitution du 29 décembre 1978. Documentation Française, n° 4629, 4630. Paris, 1981.

LECA (J.) et JOBERT (B.).- "Le déprérissement de l'Etat ; à propos de "l'acteur et le système" de CROZIER M. et FRIEDBERG E.". Revue Française de Sciences Politiques, vol. 30, n° 6 déc. 1980.

LINZ (J.).- "Una interpretación de los regímenes autoritarios". Papers, 8, 1978.

LOMBARDO Radice, GARAUDY, KOLAKOWSKI.- Los marxistas y la causa de Jesus. Ed. Sigueme, Salamanca.

MARTINET (G.).- Sept syndicalismes. Seuil, Paris, 1979.

MAURICE (J.).- L'anarchisme espagnol.- Bordas-études. Paris, 1973.

MEMMI (A.).- Portrait du colonisé. Petite bibliot. Payot, Paris, 1973.

MENDRAS (H.).- Eléments de sociologie ; (chap. 3 : opinions et attitudes). Colin, Paris, 1975.

MICHEL (P.).- "Le catholicisme polonais. Approches sociologiques". Archives de Sciences Sociales des religions, n° 49-1, janv. mars 1980.

OLTRA (B.) et MIGUEL (Amando de).- "Bonapartismo y catolicismo : una hipótesis sobre los orígenes del franquismo", Papers-Revista de Sociología, Barcelona, 1978.

"Performances (les), de l'industrie espagnole et les problèmes économiques actuels de l'Espagne (L'Usine nouvelle)". La Documentation Française, n° 1432 du 23-07-1975.

PORTELLI (H.).- Gramsci et la question religieuse. Anthropos, Paris, 1974.

- POULAT (E.).- Eglise contre bourgeoisie. Casterman, Paris, 1977.
- POULAT (E.).- Histoire, dogme et critique dans la crise moderniste.
2e éd. revue. (Coll. "Religion et société"); Casterman, Paris, 1979, VII.
- REYNAUD (J.D.).- Les syndicats en France. Armand Colin, Paris, 1963.
- RONY (J.).- La lente rupture. Ed. sociales, Paris, 1977.
- RUIZ-RICO (J.J.).- El papel político de la Iglesia católica en la España de Franco - 1936-1971. Técnos, Madrid, 1977.
- SANCHEZ ALBORNOZ.- España un enigma histórico. Ophrys.
- SANZ OLLE (Julio).- L'Espoir demeure : les Commissions Ouvrières de Barcelone / Julio Sanz Oller; traduit de l'espagnol (par) J. Paul Cortada et Georges Valéro. - Lyon : Editions Federop, 1975.- (Traduit de : "Entre el fraude y la esperanza : las comisiones obreras de Barcelona".- Ed. originale : 1972). (Coll. des Travailleurs eux-mêmes).
- SCHMITZ (J.).- "La coexistence entre l'Eglise populaire et l'état socialiste en Pologne", n° 137, Concilium, Paris, 1978.
- SEMPRUN (Jorge).- Quel beau dimanche ! Grasset. Paris, 1980.
- "Situation (La) situation politique de l'Espagne au début de 1975".
La Documentation Française, n° 250, 24-01-1975.
- SPITAEELS (Guy).- Les conflits sociaux en Europe. Marabout-Service Magazine.
- TAMAMES (R.).- El socialismo inevitable. Ed. Planeta, Barcelona, 1978.
- UNRUG (d') (M.Ch.).- L'analyse de contenu. Ed. J.P. Delarge. Paris, 1974.
- WEBER (Max).- L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Plon, Paris, 1964.

*
* * *

ANNEXE I :

RECENSEMENT ET BREVE DESCRIPTION DES MOYENS D'INFORMATION DE LA HOAC
-----I : La Presse de la HOAC :

Nous adopterons pour sa description rapide l'ordre chronologique de première parution de chacun de ses organes.

En principe, la presse de la HOAC n'était pas soumise à la censure gouvernementale, privilège qu'elle partageait avec toutes les publications de l'Eglise, mais à la seule censure ecclésiastique. En fait, la Censure Civile s'exerçait par des pressions sur la Hiérarchie Ecclésiastique.

L'hebdomadaire "Tú"

C'est le premier journal de la HOAC et il fera date dans son histoire. Il devait permettre la pénétration des idées de la HOAC dans le milieu des travailleurs (1). Lancé le 15 novembre 1946 au cours de la 1ère Semaine Nationale, il est d'abord bi-mensuel puis hebdomadaire à partir de janvier 1949. Son tirage atteint rapidement 40 000 exemplaires ce qui le place au premier rang de toutes les publications de l'Action Catholique et au 2ème rang de tous les hebdomadaires espagnols (2). Un fait montre bien l'enthousiasme que suscite le journal Tú. La parution hebdomadaire fut décidée au cours de la III ème Semaine Nationale. A cet effet, on lança un emprunt libre d'intérêts et en quelques mois seulement on recueillit la somme de 190.000 ptas (3). "Tú" venait combler un vide effrayant. Les seules revues ouvrières qui circulaient clandestinement, Mundo obrero et Solidaridad obrera, étaient imprimées à l'étranger. Ainsi que l'explique Tomás Malagón, aumônier national de la HOAC : "La HOAC avait voulu que sa voix dans cet hebdomadaire fût la voix de ceux qui en ce temps là étaient contraints de se taire" (4).

Mais les informations diffusées par la revue déchaînent contre sa direction et contre la HOAC, dans la presse et à la radio, des campagnes presque ininterrompues.

"Tú" est accusé d'action subversive parcequ'il dénonce la cherté des prix, les bas salaires et la journée de travail de 12 H à laquelle sont encore astreints certaines catégories de travailleurs (33).

De novembre 1949 à février 1950 "Tu" est suspendu pour la première fois : suspension volontaire décidée par la Conférence des métropolitains dans sa réunion annuelle afin de le soustraire à la censure gouvernementale (5). Cela ne fait qu'accroître sa popularité et son tirage atteint 45 000 exemplaires. Mais le 17 mars 1951 "Tu" cesse définitivement de paraître. "Beaucoup ne purent se résigner à se passer de "Tu" et quittèrent la HOAC". Selon les auteurs d'un document : la HOAC comprit que "sa force ne pouvait pas dépendre d'un journal mais de ses militants" (6).

"El Boletín HOAC"

La disparition de "Tu" a pour effet de donner une nouvelle impulsion au "Boletín HOAC". Presque contemporain de "Tu", puisqu'il vit le jour lors de la 2ème Semaine Nationale (septembre 1947) le Bulletin publiait les "Guides des Cercles d'Etudes". D'abord mensuel, il devient rapidement bi-mensuel puis il se perfectionne et se spécialise et paraît tous les 10 jours. A partir de 1954, trois couleurs symbolisent l'orientation de chacun des trois Bulletins. Le Bulletin rouge, consacré aux questions doctrinales paraît la 1ère décade du mois. Le Bulletin vert consacré aux questions sociales et le Bulletin jaune aux questions d'organisation sortent respectivement la 2ème et 3ème décade. Mais cette distinction n'est pas observée à la lettre. Souvent les deux bulletins rouge et jaune sont couplés. Quant au Bulletin vert il connaît un développement particulier qui lui permet d'occuper pendant quelques années la place laissée vacante par le regretté "Tu".

"El Boletín Verde"

A partir de 1958 le format du Boletín Verde augmente (30 x 40). Il compte entre 8 et 16 pages, selon les moments. Son existence est aussi troublée que celle de "Tu" et pour les mêmes raisons (8). Depuis la loi sur les conventions collectives en 1958, les travailleurs entendent utiliser le nouvel instrument d'action que l'on a mis à leur disposition. Il n'est pas un numéro du Boletín Verde qui ne fasse état d'un conflit du travail, d'une grève, d'une anomalie dans les élections syndicales etc... A la suite de la grève du bâtiment de Grenade (1970) le journal est suspendu pendant sept mois. Quand il reparaît en 1971, les mouvements apostoliques en crise depuis 1966, sont exangues. D'ailleurs, à cette date la nouvelle organisation syndicale des Commissions Ouvrières a complètement pris la relève. La couleur verte disparaît, remplacée par des encadrés rouges. Un peu plus tard le titre d'une de ses rubriques les plus lues à l'époque héroïque "Nouvelles ouvrières" devient le titre d'une revue mensuelle unique regroupant les deux publications de la HOAC : le Boletín HOAC -jaune et vert, dit "petit bulletin" (19,5 x 27) et le Boletín Verde.

"Noticias Obreras" est toujours le titre de l'organe actuel de la HOAC. La presse de la HOAC reflète, non seulement l'histoire de l'organisation mais encore l'histoire sociale de l'Espagne pour la période qui s'étend de 1946 à 1970. Les dix années qui s'écoulent entre 1958 et 1968 correspondent à l'apogée et au début du déclin de la HOAC ainsi qu'au maximum de l'activité des mouvements apostoliques ouvriers dans leur ensemble. C'est au cours de la même période que s'ébauche et se consolide le "nouveau mouvement ouvrier" (9) des Commissions Ouvrières, où la HOAC a joué un rôle décisif (10). Les enjeux de ces années sont tels qu'ils motiveront un effort intense de la HOAC en matière d'information et d'édition.

Si l'on constate une indiscutable unité de vues entre les deux périodiques, leur vocation est distincte. On trouve dans le "Boletin HOAC", souvent appelé le "petit bulletin", des articles de fond abordant les problèmes avec le souci d'en faire le tour. Les problèmes sociaux y occupent une place privilégiée. Ils sont envisagés sous l'angle économique, politique et religieux. Le ton est neutre. Les thèmes qui reviennent le plus souvent sont : l'entreprise - Le Front Ouvrier - l'engagement temporel - la négociation collective - la préparation de la nouvelle loi syndicale de 1971 et la Réforme de la CNS - les élections syndicales - les encycliques sur le travail - la formation hoaciste (esprit et méthode). Certains travaux de GOES ont l'honneur d'être publiés.

Le "Boletin Verde" quant à lui, fait une part très large aux événements survenus dans le monde du travail. Véritable chronique mensuelle de l'histoire sociale espagnole pour la période considérée, on y trouve consignés, souvent par le menu, les conflits qui jalonnent la décennie la plus dynamique du régime autoritaire.

Quelques titres au hasard pour exemple :

- "Une convention collective qu'on ne parvient pas à signer : Les Hauts Fourneaux de Biscaye" N° 420A (2ème dec. Marzo 1965.)
- "Quelle solution aux problèmes du bassin minier des Asturies ?" N° 444 (2ème dec. Marzo 1966.)
- "La situation de l'ouvrier agricole dans les basses terres du Guadalquivir à Séville" N° 446A. (2ème dec. Abril 1966.)

Les thèmes généraux y sont également abordés mais dans un style plus concréte et de façon plus concise que dans le "Petit Bulletin".

A partir de 1971, et avant même que ne soit décidée leur fusion, les deux bulletins commencent à changer de visage. A cette date les GOES ont presque cessé de fonctionner, de nombreux militants ont abandonné la HOAC au profit des Commissions Ouvrières (11), de USO et de petites organisations politiques clandestines (12) ; La HOAC ne se remet pas encore d'une crise qui l'a saignée à blanc (13). Les articles ont une orientation de plus en plus générale. Moins centrés sur la réalité

espagnole et plus ouverts aux problèmes internationaux, ils prennent fréquemment un tour abstrait ou philosophique qui les rend moins accessibles à des travailleurs manuels. Certains articles s'apparentent davantage à une communication de professeur qu'à un exposé destiné à un public ouvrier (14).

II : Les Feuilles d'Information (15) :

Au nombre des organes de diffusion de l'information, il faut compter les "hojas informativas". Elles retraçaient les principaux événements sociaux et politiques. Dactylographiées dans des conditions parfois très difficiles, elles étaient en principe à usage interne, c'est à dire réservées aux seuls militants de la HOAC et des autres mouvements apostoliques ouvriers. En fait, elles circulaient dans toutes les organisations clandestines syndicales et politiques où elles servaient de point de départ à d'autres feuilles d'informations, à des tracts, des analyses, des commentaires. Dans l'intéressant document de synthèse consacré par la HOAC à la grève des travailleurs du bâtiment de Grenade (1970) on trouve cette réflexion "Beaucoup d'organisations utilisent comme source l'information diffusée par la HOAC sans prendre la peine de citer sa provenance" (16).

Bien qu'elles ne respectent aucune règle stricte en matière de présentation ces feuilles d'information sont toutes construites sur le même modèle. Dans le cas d'un conflit du travail les événements sont relatés au jour le jour voire d'heure en heure. On y indique dans un style elliptique les réunions, assemblées et décisions des travailleurs ; les actions entreprises ; les conversations avec la Direction ; les principales paroles prononcées ; les slogans criés ; le contenu des plateformes de revendications... Suit une brève analyse de l'attitude patronale, de l'attitude des travailleurs, du rôle des fonctionnaires de l'OSE, de l'issue du conflit.

Dans le cas d'un événement syndical ou politique d'importance nationale la feuille d'information devient une liasse de plusieurs feuillets. Lorsque le conflit n'est pas circonscrit à l'usine ou à la ville, la feuille produit des listes d'entreprises ou de villes dans lesquelles se sont déroulées les différentes scènes d'un même drame.

Prenons, à titre d'exemple, la feuille d'information élaborée à l'occasion du procès de Burgos (17). L'exposé comprend six parties :
 1. Evénements survenus à Madrid le 27 octobre. Il s'agit des manifestations des travailleurs et de l'action des forces de police.

2. Evénements survenus dans les entreprises de Madrid et sa banlieue. On donne la liste des entreprises et pour chacune, il y a deux rubriques intitulées : arrestations - attitude des travailleurs (et attitude patronale).
3. Liste des villes où se sont déroulées des manifestations de solidarité et autres actions.
4. Une information particulière concernant le Centre Madrilène de la "Vanguardia Obrera" qui selon la Feuille "est l'objet d'un véritable siège policier depuis le début de l'année 1967".
5. Résumé des événements pour la période autour du 27 octobre.
6. Conclusion du rédacteur de la Feuille.

Dans cette feuille comme dans les autres, on relève les traits innombrables d'une action pragmatique, au coup par coup, et l'on voit surgir les figures des héros du mouvement ouvrier, héros anonymes ou nommément désignés, obscurs ou célèbres.

"PERKINS

Le 20 octobre, Julian Ariza (membre de la Coordinatrice des CC.OO) est arrêté à la sortie du travail vers 3 H de l'après midi. L'équipe du soir arrête le travail pendant cinq heures."

"STANDARD (Villaverde)

Le 26, en pleine nuit sont arrêtés trois délégués du personnel. Les travailleurs de l'atelier des circuits épinglent tous à leur manche un écriteau portant l'inscription : nous voulons une augmentation de salaire. Cette action fut immédiatement réprimée par le Directeur qui convoqua dans son bureau deux délégués et trois travailleurs."

On y relève le détail émouvant et dérisoire :

"STANDARD

Une des femmes arrêtées était malade et sous traitement médical ; traitement qu'elle ne pouvait pas suivre en prison. Après de nombreuses démarches et pétitions en obtint un verre de lait et un comprimé de pyramidon."

On y trouve la relation sèche des faits garante d'une forme d'objectivité :

Voici une Direction compréhensive :

"Compagnie Téléphonique Nationale

- Arrestations :

Le 22 octobre à 1 H 45 du matin est arrêté le délégué national du Comité d'Entreprise

Briones, accusé de réunion illégale. En l'apprenant la Direction s'occupe de le faire libérer et s'offre à payer la caution nécessaire.

- Le 24, Briones est relâché, faute de preuves.
- Le 25 au petit matin, est arrêté le délégué du personnel, Morera. La police affirme détenir les preuves d'un réunion illégale.
- Le 28, Morera est mis en liberté, faute de preuves.
- Le 30, Briones est inculpé pour réunion illégale et association illicite.
- Attitude de l'entreprise : La Direction s'est abstenu de toutes mesures de représailles et s'est montrée compréhensive."

A l'opposé, voici une Direction dure :

"FEMSA

- 21 octobre, Crescencio est arrêté à 1 H du matin à son domicile.

- - - - -
- 26 octobre. Deux délégués du personnel s'adressent aux travailleurs qui terminent leur journée à trois heures pour qu'ils ne quittent pas l'usine avant 6 H, en même temps que l'équipe du soir. Motif : assemblée au terrain de football.

- La Direction reçoit les délégués séparément et à plusieurs reprises, les menaçant de licenciement s'ils n'annulent pas l'assemblée.

- A 5 H, la police entre dans l'usine..."

Il n'est pas difficile de déceler aussi dans ces feuilles, l'amplification dramatique du fait susceptible de toucher la corde sensible, l'omission et l'inexactitude involontaires ou volontaires. La rapidité de leur élaboration et de leur impression est responsable de nombre de leurs imperfections mais aussi l'origine de leurs rédacteurs, autodidactes pour la plupart. Pas de date ni de pagination. Parfois la date a été rajoutée ultérieurement par quelque pieuse main hoaciste préoccupée de l'avenir de ces documents. Il arrive qu'aucune mention explicite ne soit faite de l'événement que rapporte la feuille. Il est notoire, on ne pense pas à le nommer ; au lecteur de l'identifier. C'est le cas de la feuille qui porte sur le Procès de Burgos. La lecture de ces feuilles d'information est donc ardue. Elle implique une bonne connaissance de l'histoire de cette période. Tels quels ces feuillets sont criants de vérité et, rapportant une partie des milliers de faits individuels ou collectifs qui ont fait advenir l'Histoire, ils constituent un document irremplaçable. Dans leur ensemble, ils brossent le tableau de relations très conflictuelles dans le monde du travail pour des raisons tantôt sociales ou économiques, tantôt politiques, ils permettent d'apprécier le rôle des assemblées de travailleurs et rendent compte du

caractère unitaire des actions. Ils couvrent tout le territoire espagnol où les points chauds sont toujours les mêmes : les Asturias, le Pays Basque, Madrid, la Catalogne et quelques villes industrielles disséminées comme Séville, Grenade, Huelva, Valence.

III : L'Édition de la HOAC :

Dans sa thèse, Mr Guy Hermet démontre chiffres à l'appui l'importance de la presse et de l'édition catholique dans l'Espagne franquiste (18).

Le service d'édition de la HOAC fait partie de la catégorie "des services d'édition placés officiellement sous l'autorité de l'Eglise, notamment au travers des diocèses, des congrégations, des établissements d'enseignement confessionnels et des mouvements de laïcs" (19) et il est en principe dispensé, comme l'ensemble des publications périodiques et non périodiques de l'action catholique, de la censure préalable.

Dans le vide qui à l'époque caractérise la vie syndicale, les publications de la HOAC seront souvent l'objet de plusieurs rééditions. Il s'agit de fascicules brochés aux formats divers et d'apparence modeste. Ils sont en vente au siège de la HOAC à Madrid ou par souscription. Leur prix est modique. Les titres sont révélateurs des préoccupations et des objectifs de la HOAC en matière de formation et d'information : Le Réforme de l'Entreprise . L'Entreprise communautaire . Le plan Cyclique . Méthode d'enquête et formation des militants . Sélection d'encyclettes . Militants ouvriers . La lutte des classes . Le syndicat, instrument de conquête . Les associations ouvrières . La négociation collective (20). etc...

Des récits romancés, de lecture plus attrayante, avaient pour but d'éveiller ou de sensibiliser à certains problèmes ou situations. Leurs titres révèlent la couleur ouvrière et l'orientation critique de l'association :

" Un Communiste sur la Croix "(20)

" Tu gagneras ton pain à la sueur du front d'autrui "(20).

Après la mort du Général Franco et dans un souci d'impartialité qui l'honneur HOAC publia les textes des statuts de toutes les organisations ouvrières qui avaient vu le jour dans la clandestinité et des partis traditionnels. En premier lieu un petit volume intitulé : "Les Commissions Ouvrières et leurs documents 1958 - 1976"

- Egalement : - USO et ses documents
 - Le Parti Communiste d'Espagne - PCE
 - Mouvement Communiste d'Espagne - MCE
 - Parti du Travail d'Espagne - PTE
 - Organisation Révolutionnaire des Travailleurs - ORT
 - U.G.T. Union Générale des Travailleurs
 - Parti Socialiste Espagnol PSOE. etc... (20)

La HOAC entendait "présenter et faire connaître les principales organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier espagnol... avec la double intention de prêter son aide à tous et de contribuer à instaurer un climat de compréhension mutuelle entre les diverses organisations qui sont nées dans le sein de la classe ouvrière espagnole" (22).

En ce qui concerne la maison d'édition ZYX, lire la note 34.

IV : Semaines Nationales et Réunions Nationales d'Etudes :

L'évolution de la HOAC est scandée par la célébration régulière des Semaines Nationales et des Réunions Nationales d'Etudes.

"Préparées avec un soin extrême" (22), les Semaines Nationales devaient développer chez les militants "le sentiment d'appartenance à une fratrie et de Communion nationale" (22). Ces termes prennent tout leur sens replacés dans leur contexte. En effet, ce fut une des préoccupations constantes de la HOAC que de développer le sentiment de l'unité, de mettre en valeur le rôle de l'amitié dans la vie de l'homme et de favoriser les contacts entre les espagnols de provinces différentes.

Les Semaines Nationales avaient le plus souvent lieu au début du mois de septembre et devaient se dérouler dans les principales villes de province. En fait, c'est à Madrid et dans les villes de Castille qu'elles se sont le plus souvent tenues. Entre 1946 et 1968, Madrid, Tolède, Avila, Valladolid et Salamanque en sont plusieurs fois le siège. Les trois provinces Cantabriques recevront trois fois l'assemblée à Bilbao (1954) Oviedo (1963) et Saint Jacques de Compostelle (1967). Les provinces méditerranéennes deux fois à Barcelone (1964) et à Valence (1957). L'Andalousie, deux fois également, à Cordoue (1956) et à Séville (1965). Les fondateurs de la HOAC qualifient ces Semaines d'"élément caractéristique" (23) de la HOAC. Elles le sont en effet à l'époque de référence. Seules instances nationales et légales où les ouvriers peuvent évoquer et débattre librement des problèmes qui les affectent, elles eurent le grand mérite de restaurer en Espagne la pratique bien oubliée de la libre expression de la pensée et de la confrontation fructueuse d'opinions. Elles susciteront dès le début une importante affluence, environ 400 participants. (24).

Une des causes de leur succès et de leur rayonnement était leur ouverture aux amis des militants hoacistes (25)

La liberté d'expression et de controverse ainsi que le brassage d'hommes en provenance de diverses régions expliquent qu'elles aient contribué à la prise de conscience des difficultés que la classe ouvrière rencontrait sur tout le territoire national. Pour comprendre tout à fait le rôle qu'elles ont pu jouer, il faut également savoir que l'Espagne de 1946 n'avait pas encore connu le mouvement de migration intérieure qui à partir de 1960 mélangerait ses populations. Dans la vie des militants les Semaines Nationales prenaient un relief exceptionnel. C'est au cours de ces périodes de réflexion conjointe, de mise en commun d'idées et de projets que "s'est peu à peu forgée la HOAC" (26) et que s'est progressivement définie sa ligne d'action. On proposait aux congressistes, que l'on appelait "Semanistas" de Semana (Semaine) plusieurs thèmes de réflexion et plusieurs conférences, classés en thèmes centraux et thèmes secondaires. Le labeur de la semaine devait aboutir à la définition d'un programme ayant trait soit à la structure et au fonctionnement de la HOAC soit à ses orientations idéologiques.

Les premières Semaines Nationales correspondent à la phase de construction de l'organisation. Sont décidés la parution du journal "Tu" (1946), celle du "Bulletin de la HOAC" (1947), la mise en marche des groupes ouvriers d'études sociales (1948). Le sujet de la première étude des G.O.E.S. est "Le Travail". En 1949 sont définis "l'Idéal Humain de la HOAC". Puis on perfectionne les méthodes de formation : le Plan Cyclique et la fameuse "Méthode d'enquête".

Dès 1951 on aborde le problème de la "Réforme de l'Entreprise". En 1954, l'accent est mis sur la nécessité de l'Engagement Temporel. En 1955, le slogan "pouvons-nous ?" est une exhortation à prendre conscience de sa force et de ses droits. En 1957, recueillant les leçons de l'expérience déjà acquise, est élaborée la théorie des "secteurs", lesquels devaient amplifier la "projection sociale de la HOAC". En 1958, un des thèmes débattus sera les "équipes d'entreprise". Autre thème, la "formation des militants et dirigeants" ; entendons par dirigeant, les militants investis d'une responsabilité soit à la HOAC soit dans les institutions (C.N.S., association de quartier, etc...)

A partir de 1959, les Semaines Nationales ne suffisent plus. Assemblées trop nombreuses et trop hétérogènes, (n'oublions pas qu'elles étaient ouvertes aux amis des militants de la HOAC), elles ne permettent pas de traiter au mieux de problèmes devenus de plus en plus complexes (27). Par ailleurs, les activités de plus en plus engagées de l'organisation rendent indispensable une nouvelle instance de débat et de réflexion. C'est l'apparition des "Réunions d'Etudes" ; "y assisteront les militants désignés par les Commissions Diocésaines et Nationales afin de soumettre à l'Oeuvre le résultat de leurs libérations sur le sujet choisi par l'assemblée plénière des Présidents et approuvé par la Hierarchie" (28). La première aura

lieu à Salamanque en juillet 1959. La HOAC vient d'entrer dans la phase la plus troublée de son histoire. Les campagnes de détraction dont elle est l'objet de la part de "Pueblo", journal phalangiste et de "Balance", revue économique (29), sont en raison directe de son influence dans le milieu des travailleurs. C'est au cours de cette période qu'entre en application la Loi de 1958 sur la négociation collective ce qui a pour effet de mobiliser les travailleurs. La hiérarchie ecclésiastique n'est pas sans inquiétude devant la radicalisation et la politisation des militants ; le durcissement des positions contient une menace pour l'organisation et risque de la priver de ses cadres les plus actifs. Par ailleurs des dissensions sont apparues entre les militants au sujet de l'engagement dans les naissantes Commissions Ouvrières. Aussi s'adressant aux participants de la XIV Semaine Nationale (1959) dont le thème central était "Le Sécurité de l'Emploi", Le Cardinal Primat donne dans son allocution de clôture ces trois consignes : "Nécessité de l'unité" - "maintien d'un indéfectible sens apostolique" - "Etre responsable devant l'action" (30).

L'assemblée plénière des Présidents des Commissions Diocésaines se tient peu après le 3 et 4 octobre et prend acte de la célébration de la 1ère Réunion d'Etudes qui se dénommera dorénavant : "Réunion Nationale d'Etudes". Les Réunions Nationales d'Etudes sont réservées aux seuls militants investis de responsabilités dans l'organisation (31), pour l'étude approfondie des questions à l'ordre du jour. Leur fonction est d'émettre des avis et conseils auprès de la Commission Nationale de la HOAC concernant le Plan des Activités de l'organisation.

Les thèmes de ces Réunions sont les suivants :

- En 1960 : Révision des moyens de pénétration de la HOAC dans le monde ouvrier.
- En 1961 : Les différents aspects de l'Engagement Temporel.
- En 1962 : Les Associations Ouvrières - L'action des Chrétiens dans les Institutions.
- En 1963 : La négociation collective.
- En 1965 : Les GOES. La mission de la HOAC.

Dans le même temps les thèmes principaux des Semaines Nationales sont :

- En 1960 : Le plan de stabilisation du gouvernement et la lutte contre le chômage par les associations ouvrières.
- En 1961 : La localisation et la défense des intérêts ouvriers.
- En 1962 : Suppression de la Semaine Nationale mais son thème "Présence ouvrière dans les Institutions" sera repris à la Réunion Nationale d'Etudes.
- En 1963 : Les cours techniques (sur le syndicalisme notamment).
- En 1964 : Promotion ouvrière et vie chrétienne.
- En 1965 : L'unité entre les ouvriers de la campagne et de l'industrie.
- En 1966 : Nouvelle suspension de la Semaine Nationale. Mais la VIII Réunion Nationale

d'Etudes sera consacrée à une clarification des activités de la H.O.A.C. à la lumière du Concile Vatican II et, au cours de l'assemblée pleinière des Présidents qui aura lieu à la fin de cette réunion d'études, sera élu Miguel Jordà favorable, comme son prédécesseur Teofilo Perez Rey, à une intervention active des militants hoacistes partout où ils se trouvent.

Les Thèmes de réflexion des Semaines Nationales et des Réunions Nationales d'Etudes montrent que les préoccupations de la H.O.A.C. collaient étroitement à la réalité sociale et économique.

Par ailleurs l'interdiction de célébrer certaines Semaines Nationales comme la mise sous séquestre de numéros des deux Bulletins sont révélateurs de la présence active de la H.O.A.C. dans toutes actions socio-politiques qui se développeront au cours de la décade 1960.-(32)

CONCLUSION

Les moyens d'information mis en oeuvre par la H.O.A.C. n'étaient pas négligeables. Deux caractères surtout, la régularité et la durée de leur fonctionnement, expliquent qu'ils aient été un instrument efficace des fonctions subsidiaires assumées par l'organisation, en même temps qu'ils ont assuré la diffusion des idées de la H.O.A.C. à des minorités actives qui n'étaient pas exclusivement composées de militants chrétiens.

REFERENCES

.....

1. T. Malagón. Medios y métodos de formación de la HOAC. Boletín HOAC N° 608 - 609 Enero 1973. 40 p. (p.8)
2. Anexo n° 1 a La Ponencia "Naturaleza y Misión de la HOAC" formulada por un équipe de militantes de Madrid - "Apuntes históricos sobre la HOAC" Doc. Arch. n° 8 Non paginé, non daté.
3. ibid.
4. Medios y métodos de formación de la HOAC. Op. cit. (p.8)
- 5.-Anexo n° 1 a la Ponencia "Naturaleza y Misión de la HOAC" Op. cit.
-A. RUIZ CAMPS. Noticias Obreras, otra época : Boletín HOAC. Noticias Obreras, 762 (1979). Cité in Iglesia, Dictadura, Démocracia. R. Díez - Salazar. Ed. HOAC 1981 (p. 225)
7. Collection "Boletín HOAC" de 1957 à 1973 (Coll. incomplète).
8. Collection "Boletín Verde" de 1963 à 1971 (Coll. incomplète).
9. Expression utilisée par Nicolás Sartorius, membre de la Direction des Commissions ouvrières in "El Resurgir des Movimiento Obrero" Laia - Barcelona 1975.
10. Guy Hermet "Les Catholiques dans l'Espagne franquiste". Fond. Nat. Sc. Pol^t Paris 1980. Tome 1 (p. 260-63).
11. Entretien avec J.N. García-Nieto S.J. Barcelone. Septembre 1981.
12. Boletín Interno n° 8. Agosto 1979 . IV Assemblée General HOAC. "Presentacion" (Exposé sur la crise de la HOAC) 45 p.
13. ibid
14. Par exemple : C. Díaz, Progressisme, Personnalisme, Marxisme, in Boletín HOAC n° 574 - 75. 1971.

15. Hojas Informativas - Dossier D.1.1 ; D.1.2 ; 10 ; 10 A ; années 1961-63-64
65-66-67-68-69. Archives HOAC - Madrid.
16. Hoja Informativa : Le Huelga de la Construcción de Granada. Anexo V : Interpretacion de los acontecimientos de Granada. 1971- 58 p. (p.36) Archives HOAC.
17. Hoja Informativa para militantes : elaborada por Vanguardia Obrera -HOAC-
Mov. Catolico empleados - Juventud Obrera Catolica - Non paginé, non daté.
Archives HOAC.
18. Guy Hermet : Les Catholiques dans l'Espagne Franquiste. Les acteurs du jeu politique - Les cadres confessionnels de socialisation politique - La Presse Catholique (Chap. III p. 177 à 192).
19. Ibid p. 179.
20. Ediciones HOAC - Alfonso XI - Madrid 14.
21. Archives de la HOAC - Couverture verso. USO en sus documentos (1960-1975)
Ed. HOAC Octubre 1976.
22. Medios y Métodos de formación de la HOAC, T. Malagón. Boletín HOAC n° 608-609.
Enero 1973 (p. 12)
23. Boletín HOAC n° 616-617-618-619. Mayo. Junio 1973 (p. 46)
24. Idem et Entretien avec Tomás Malagón. Madrid. oct. 1982.
25. - Annexe 1 à la Conférence : Nature et Mission de la HOAC. Non paginé, non daté. Archives HOAC.
- Entretien avec T. Malagón. Madrid, novembre 1982.
26. Annexe 1 op. cit. "Notes historiques sur la HOAC" note 1 p. 13.
27. - Ibid. note 2 p. 46.
- Entretien T. Malagón.
28. La Nouvelle Structure de la HOAC. Boletín HOAC n° 339-340. oct-nov. 1961 (p.24)
29. Annexe 1 op. cit. Note 1.

30 . 31. Ibid. Note 4

32. Au sujet du rôle de la HOAC et des autres mouvements apostoliques ouvriers, consulter : R. Díaz-Salazar. Iglesia, Dictadura, Democracia. cap. IV (p. 171 à 311).
33. U. Ferri, J. Muixi, G. Sanjuan "Las huelgas contra Franco. Aproximacion a una historia del movimiento obrero de postguerra". Ed. Planeta - Barcelona 1978.
34. En 1964, devant la crise imminente de la HOAC, 700 militants décidèrent de créer une structure parallèle -sous forme de société anonyme- afin de continuer à publier librement, en se passant du mandat de la hiérarchie ecclésiale qui devenu désormais obligatoire : ce sera la maison d'édition ZYX. Selon un auteur, cette maison d'édition sera le lieu d'une "convergence historique entre d'anciens anarchistes, communistes et socialistes convertis au christianisme, des hoacistes sans ces antécédents mais ayant découvert la conscience de classe, et des universitaires catholiques ayant fait une option de classe" R. Díaz Salazar "Iglesia, Dictadure, Democracia" op. cit. (p.226)

ANNEXE II

Les moyens de formation de la HOAC

Lorsqu'on parcourt les sommaires d'une collection de bulletins de la HOAC on remarque la place importante qu'y occupent les articles consacrés à la formation. Cette place éminente confirme la nouveauté des objectifs définis par l'association dès sa fondation, elle révèle également la résistance qu'ils rencontrèrent.

Le militant ouvrier chrétien ne doit plus être l'adhérent d'une association de piété et de secours mutuel mais un individu responsable qui s'engage à acquérir une formation sérieuse pour tenir utilement son rôle dans son milieu social et dans les institutions. La nouvelle voie définie pour "lutter contre l'apostasie des masses" est celle d'une évangélisation des ouvriers par eux-mêmes. "L'apostolat en milieu ouvrier doit être la mission des ouvriers eux-mêmes" (1).

Faire de la formation des militants la tâche première et essentielle des associations apostoliques était au postulat générateur de recherches pédagogiques qui se sont concrétisées après des tâtonnements, dans des méthodes et des moyens didactiques intéressants.

On peut parler d'un système de formation car les organes qui le composent ont des finalités complémentaires, s'ajustent à un plan déterminé et mettent en œuvre une méthode spécifique.

- Ces organes sont les cours apostoliques d'initiation, le Plan Cyclique, les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (G.O.E.S.).

- Les méthodes sont la méthode d'enquête, la révision de vie ouvrière.

Avant de les examiner, voyons ce que recouvre l'expression "formation hoaciste" ; cette expression est fréquemment employée par ses partisans et ses détracteurs.

- La formation hoaciste est anti-intellectualiste . Son but est l'engagement temporel.

- Elle prétend à une "construction" totale de la personne par le développement des aptitudes intellectuelles, de la volonté et de la capacité d'action, des connaissances.

- Elle est directive.

- Son contenu est double : un contenu religieux chrétien ; un contenu profane spécialisé dans le domaine social (politique, syndical, économique) (2).

La Méthode d'Enquête et la Révision de Vie Ouvrière

L'enquête et la révision de vie sont empruntées à la JOC belge, fondée par Monseigneur Cardjin. La HOAC les a adaptées à son projet de formation en systématisant leur emploi et en les intégrant au Plan Cyclique de formation et aux GOES.

En septembre 1951, furent créés les "Cursillos Nocturnos" (classes nocturnes) pour l'apprentissage de la méthode d'enquête. Encore appelée enquête hoaciste, celle-ci est à certains égards une curiosité didactique. Il s'agit d'une réflexion ordonnée à l'avance, guidée par un jeu de questions progressives qui tendent à faire découvrir, par celui qui la pratique, la complexité d'un thème ou d'un fait. La méthode d'enquête cherche à développer une attitude mentale non dogmatique face à la connaissance de la réalité ambiante. Elle prétend s'opposer aussi bien à "l'infantilisme chrétien" qu'au "simplisme" des idéologues révolutionnaires. Cette attitude, appelée esprit d'enquête, consiste en un refus des a priori théoriques et s'appuie sur une comparaison des théories entre elles et une confrontation des théories avec le réel. (3).

La Révision de Vie Ouvrière (R.V.O.) est complémentaire de la méthode d'enquête. Alors que la méthode d'enquête organise la réflexion à partir de thèmes généraux, dans la Révision de Vie Ouvrière le point de départ de la réflexion sont les faits particuliers observés par le militant, soit qu'il les ait vécus soit qu'il en ait été le témoin. L'enquête hoaciste est un exercice écrit individuel débouchant sur une discussion, tandis que la R.V.O. est un exercice oral, réalisé en équipe. On l'a comparée à juste titre à l'autocritique des communistes, elle ressemble également à l'examen de conscience moralisant du christianisme traditionnel. Dans

les faits, la R.V.O. fut très souvent un moyen de trouver en équipe la ligne d'action temporelle la plus efficace devant des situations concrètes : grève, collecte en faveur des victimes des licenciements, élections syndicales, participation à une commission de travailleurs, etc... (4).

L'une et l'autre trouvent leur cadre d'application dans le Plan Cyclique et les GOES.

Le Plan Cyclique

Après la suspension définitive du journal Tu, en 1951 (5), la HOAC dut rechercher un autre moyen de pénétration dans les masses ouvrières. C'est alors que commencèrent les essais du Plan Cyclique. Les règles de base furent approuvées par les militants, lors de la VII Semaine Nationale (Madrid, 7-13 septembre 1952). Deux ans plus tard, on put faire un bilan positif de ses premiers résultats. L'Engagement Temporel est officiellement désigné comme l'aboutissement logique de la formation acquise dans le Plan Cyclique (IX Semaine nationale, Bilbao, 5-12 septembre 1954) (6).

Le Plan Cyclique, considéré comme la clef de voute de la formation hoaciste, dure trois ans et se présente comme un ensemble organisé d'enquêtes, à raison de 2 ou 3 par mois.

Les deux premières années tendent à faire découvrir la réalité sociale environnante, à promouvoir la conscience de l'idéal social et humain à atteindre, à élaborer un plan d'action pour rapprocher la réalité de l'idéal chrétien, à concrétiser ce plan dans une action réelle. Au cours de la 3ème année le militant doit prendre une responsabilité dans une équipe. A partir de la restructuration de 1961, ces responsabilités sont précisées (représentation, organisation, diffusion, formation, encadrement). L'équipe travaille sur le centre d'intérêt qu'elle a choisi en rapport avec la réalité économique, politique, syndicale. Le militant est également invité à avoir son groupe d'action composé d'adhérents, de sympathisants, d'amis (7).

Les thèmes d'étude du Plan Cyclique ne sont ni l'histoire religieuse, ni les Evangiles, ni la doctrine pontificale en tant que tels, mais comme références essentielles. Ce qui est mis en valeur est leur point de jonction avec la réalité

contemporaine. Ainsi le programme du 1er trimestre est-il intitulé : "Le matérialisme de notre société à la lumière du Nouveau Testament". Celui du 3ème trimestre, "la construction de la société chrétienne" (8). Les thèmes traités dans ces programmes, sont construits dans une optique moraliste, mais ils sont cependant assez précis et concrets pour que tous les problèmes sociaux qui occupaient les travailleurs aient pu être posés. Le thème "Communion des biens" débouche sur l'étude de la propriété des biens de production. Le thème "démocentrisme" permet de poser le problème de la démocratie, des élections libres... Le thème "Communion d'action" est en relation directe avec la nécessité de forger l'unité du mouvement ouvrier, etc...

La formation générale dispensée au cours du cycle devait se concrétiser par un engagement dans l'action collective : "l'engagement temporel est l'activité à caractère technique (politique, syndical, économique) que de façon permanente et avec une volonté de témoignage réalisent les lafcs en union concertée avec d'autres, afin d'ajuster les structures publiques aux exigences d'un ordre humain et chrétien" (9).

Le Plan Cyclique rencontra des résistances dans le camp du catholicisme social. Accusation lui fut faite d'être une entreprise de subversion idéologique. Pour Tomas Malagon, il a répondu avec succès à une première nécessité qui était de doter la HOAC de militants et de prêtres ayant une "conscience ouvrière chrétienne véritablement adulte". Seule une formation sérieuse c'est à dire systématique et contraignante pouvait donner à l'organisation les "cadres" indispensables à son développement ultérieur. (10).

Les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale (GOES)

Nous avons déjà mentionné le caractère empirique de la mise en place des moyens de formation de la HOAC. Les GOES sont un des rouages les plus anciens de l'œuvre. Leur première ébauche remonte à 1948 et ils commencent à fonctionner en 1949. Mais leur existence est éphémère. Il semble que Guillermo Rovirosa, leur instigateur, n'ait pu leur consacrer l'attention nécessaire (11). Il semble également que les militants recrutés par l'organisation naissante n'étaient pas assez mûrs pour aborder directement des études spécialisées dans les domaines proposés (syndicalisme, politique, économique). Les GOES furent donc mis en veilleuse en

'1952, au profit de la mise en route du Plan Cyclique. Cé n'est qu'en 1961, à la 3ème Réunion Nationale d'Etudes, que l'on décida de réorganiser et revitaliser les GOES "comme méthode adéquate pour acquérir la formation spécialisée dont le militant déjà formé dans le Plan Cyclique a besoin pour déterminer sa vocation temporelle et acquérir les connaissances techniques spéciales nécessaires à l'efficacité de son action" (12).

La date de 1961 est à relever. Depuis 1958, les premières commissions de travailleurs se forment un peu partout. La réactualisation des GOES répond à un besoin des travailleurs. Ces groupes ont un succès immédiat, à tel point que la Commission Nationale doit multiplier les recommandations et les exhortations pour que les militants ne sacrifient pas le Plan Cyclique ou leur activité de responsabilité dans l'équipe ou le Centre, au profit des GOES (13).

Le fonctionnement des GOES : appelés dès leur origine "le cerveau de la HOAC", les GOES ont pour mission l'étude de tous les problèmes qui se posent au monde ouvrier.

La méthode de travail est la même que pour le Plan Cyclique.

Un document de travail est distribué aux inscrits qui ont acquitté une cotisation. Il comporte un appendice et un questionnaire. L'appendice est une étude (sorte de présentation résumée) sur une question syndicale, politique ou économique. Exemples : une Constitution fédéraliste de l'Espagne - la négociation collective - L'entreprise - L'anarcho-syndicalisme - Les associations ouvrières - Le Communisme - Le Socialisme... (14).

Les membres du GOES doivent étudier individuellement l'appendice et rédiger une réponse écrite au questionnaire ; dans certains cas ils doivent interroger 25 personnes de leur entourage sur le problème étudié et résumer leurs réponses.

En une réunion ultérieure les militants du groupe confrontent leurs réponses et les refondent en une réponse commune. L'un d'entre eux est chargé de la rédaction de cette réponse qui sera envoyée à la Commission Nationale de la HOAC.

L'Equipe Nationale chargée des GOES prend connaissance de tous les travaux et en fait une synthèse à laquelle elle apporte un complément d'information et une appréciation critique. Cette synthèse est communiquée à chaque groupe.

Certaines de ces synthèses ont été publiées par la HOAC ; par exemple en 1966 "Le Syndicat, instrument de conquête".

Les GOES ne choisissent pas leur sujet d'étude. Imposé par la Commission Nationale de la HOAC, il est le même pour tous les groupes. La conduite de la réflexion n'est pas laissée à la discréction des groupes. Le questionnaire implique

une orientation préalable et constraint les militants à examiner la question étudiée selon des optiques différentes.

L'originalité des GOES tient à leur ouverture à des non-adhérents : "Les GOES sont ouverts à tous ceux qui sympathisent avec la HOAC et veulent collaborer loyalement à ses travaux" (15).

Ils accueillaient également les non-ouvriers : "Le noyau fondamental est formé de militants ouvriers, mais il est souhaitable que collaborent avec eux des étudiants, des membres des professions intellectuelles, des séminaristes, des prêtres, des techniciens..." (16).

On retrouve pour les GOES les mêmes exigences que pour le Plan Cyclique :

- exigence d'assiduité et de ponctualité aux réunions et dans la remise des travaux.
- exigence d'un travail écrit personnel.

- exigence de participation effective à la vie de groupe. En effet, comme l'équipe de base, le GOES ne peut durer que si les tâches indispensables à son fonctionnement sont assurées avec régularité ; les deux principales étant la collecte de la cotisation et la rédaction du résumé des réponses. Les participants étaient tenus de se charger à tour de rôle de ces obligations "de façon que tous acquièrent pratique et facilité" (17).

Il est difficile de se faire une idée exacte du nombre des participants aux GOES. Les documents portant mention du nombre des groupes sont inexistant. Dans un écrit intitulé "critique et autocritique" adjoint à la synthèse de l'Institution Syndicale (travail n° 1 : Le Syndicalisme et la lutte ouvrière, année 1962-63) il est annoncé que 52 groupes ont fonctionné. Pour l'année 1965-66, il semble que 68 groupes aient remis leurs travaux. Un auteur fait état de 100 groupes qui, en 1965, ont étudié dans le cadre du GOES politique, le thème d'une constitution fédérale pour l'Espagne (18). En 1968, l'Equipe Nationale souligne la diminution sensible du nombre des groupes : 15 seulement ont envoyé un travail avec régularité sur le sujet suivant : quelles sont les différences les plus marquantes entre la situation sociale des ouvriers en 1959 et en 1968, dans les domaines culturel, religieux, syndical, économique (19) ? A cette date, la HOAC, en crise, a perdu beaucoup de militants.

Par ailleurs, on ne peut connaître avec certitude le nombre des participants à chaque groupe. Les normes de fonctionnement des GOES le limitait à 7 ou 8 personnes (20). Mais il est avéré qu'autour de chaque groupe constitué gravitait un volant de participants divers : sympathisants actifs et sympathisants passifs, c'est à dire simples lecteurs des appendices et des synthèses de résumés.

Il est nécessaire de distinguer le nombre des bénéficiaires de la formation de la HOAC du nombre de ceux qui se mouvaient dans sa sphère d'influence. Les participants inscrits ne pouvaient pas être fort nombreux. Il ne faut pas perdre de vue les conditions dans lesquelles on participait aux GOES : après la journée de travail ou les jours fériés ; ni les exigences de cette formation : obligations d'un travail écrit et d'assiduité aux réunions. La sévérité de ces conditions limitaient forcément le nombre des postulants. A partir des faibles indices dont on dispose (21), il est possible d'évaluer le nombre des participants inscrits à chaque secteur (syndical, politique et économique) à un nombre variant entre 500 et 1 000, pour la meilleure période, c'est à dire 1961-1966. Mais l'influence des GOES s'étendait à un nombre plus élevé de personnes.

La petitesse de ces effectifs est compensée par la qualité et le sérieux de la formation acquise. Les hommes formés par la HOAC, grâce à ses cycles de formation et grâce aux fonctions occupées dans l'association, étaient aptes à devenir des leaders syndicaux ou politiques efficaces. Les responsables de l'Oeuvre ont d'ailleurs essayé de freiner le départ des militants qui délaissaient leur fonction à la HOAC -dans l'équipe, le centre, la zone...- pour s'engager plus à fond ou exclusivement dans la lutte sociale (22).

Autres moyens de formation :

Le Plan Cyclique et les Groupes Ouvriers d'Etude Sociale sont des formations longues dotées d'une finalité et d'un programme propres, mais au cours de son histoire la HOAC a utilisé d'autres moyens de formation à caractère ponctuel ainsi que des moyens de sensibilisation divers.

Dans les premières années elle dut se faire connaître. Les premières Semaines Nationales remplirent ce rôle auprès des prêtres, des séminaristes et des travailleurs qui devinrent les premiers responsables diocésains . Le primat

d'Espagne, Monseigneur Pla i Deniel assistait à la 2ème Semaine Nationale (23).

En 1948 eurent lieu les premiers Cours interdiocésains, à Cordoue pour la partie Sud de l'Espagne, à Saragosse pour le Nord-Est, à Léon pour le Nord-Ouest et le Centre. Le fondateur de la JOC belge, Marcel Milenbroeck, était présent à Leon. Ces cours duraient 5 jours et demi en régime d'internat, 500 personnes y assistaient. En 1949, on les multiplia ; 8 cours furent organisés au cours du printemps et de l'été, à Manresa, Badajoz, Palencia, Orense, Madrid, Begona, Barcelone, touchant environ 900 personnes (24).

En 1951 furent lancés les Cours Nocturnes pour l'apprentissage de la méthode d'enquête. En 1955 ils devinrent les Cours apostoliques de 1er degré. Leur but était de recruter des militants pour la HOAC. En 4 jours ou 3 soirées selon les cas, ils se proposaient de réaliser un travail "d'évangélisation initiale" et de faire connaître la HOAC. 30 à 100 personnes y assistaient. C'est au cours de ces sortes de stages que furent réalisées des conversions (25). En 1960 ces cours sont dédoublés. Le Cours Apostolique de 1er degré est consacré à la captation de nouveaux militants, le Cours Apostolique de 2ème degré dispense la formation religieuse de base sans laquelle il ne serait pas possible d'avoir accès aux formations longues de l'Oeuvre. Il est comme une sorte de brevet de militant catholique ouvrier.

Les Cours techniques ont été créés pour tous ceux qui n'avaient pas la possibilité de suivre des formations longues comme le Plan Cyclique et les GOES, mais pouvaient disposer de quelques journées ou soirées consécutives. Ils traitaient de toutes les matières "dont la connaissance était indispensable pour l'action et l'engagement temporel". Ils motivèrent l'accusation de temporalisme qui fut faite aux dirigeants de la HOAC par les partisans d'une formation strictement religieuse (26). Au nombre de ces cours techniques figurent les cours sur l'histoire du mouvement ouvrier et les cours de politique où "était abordé le thème des partis politiques et de leur importance pour la classe ouvrière" (27). Ces cours furent donnés par centaines dans toute l'Espagne. Leurs auteurs pouvaient être des militants vétérans, ce qui favorisait l'expression de toutes les sensibilités politiques.

Pendant les trois années de publication de Tú, la HOAC fit fonctionner une "école de journalisme par correspondance" et un cours annuel, animés par le personnel technique de la revue. Ceux qui avaient le plus d'aptitudes recevaient une carte qui les accréditait comme correspondants de presse de la HOAC. En 1961, il existait une centaine de correspondants répartis dans toute l'Espagne et participant au service d'information du Boletín (28).

Conclusion :

En 20 ans, entre 1946 et 1966, la HOAC a multiplié les initiatives pédagogiques afin d'harmoniser les deux formations qu'elle entendait dispenser à ses militants : une formation chrétienne et une formation technique.

Obligée de s'adapter à deux ordres de circonstances, la surveillance dont elle était l'objet de la part du Mouvement et le niveau culturel très bas de la classe ouvrière, elle a procédé par tâtonnements, lançant certaines idées, puis les mettant en veilleuse et les reprenant lorsque le moment était devenu plus favorable ; ce fut notamment le cas des GOES.

Au vu du nombre et de la variété des moyens mis en œuvre, on pourrait penser que tout était facilité à cette association du seul fait de sa dépendance directe du Cardinal Primat d'Espagne. C'est certainement vrai sur le plan des facilités matérielles, ça ne l'est pas sur le plan humain. La HOAC, au départ n'était pas riche en homme ; son point de vue était trop nouveau, il heurtait trop d'habitudes ; la dualité de sa formation a suscité des oppositions ou des réticences internes et externes. En 1946, lors de sa fondation, les formateurs éventuels, c'est à dire les prêtres susceptibles de devenir les aumôniers de l'Oeuvre n'étaient pas nombreux. Il fallut former les prêtres en même temps que les premiers militants et les premiers cadres de l'association.

Avec la variété des moyens mis en œuvre, le second aspect caractéristique de la formation hoaciste est son exigence. Les méthodes utilisées furent d'ailleurs taxées d'être trop directives. Relevant cette accusation T. Malagón, un des premiers aumôniers, fait remarquer que les hommes capables de devenir des leaders responsables et compétents ne sont pas très nombreux et que les travailleurs adultes qui vinrent à la HOAC "ne demandaient pas la facilité ni l'aménité dans le choix des méthodes, mais l'efficacité" (29).

Tous les impératifs auxquels étaient soumis ceux qui suivaient le Plan Cyclique ou les GOES étaient faits pour décourager les velléitaires : l'obligation d'un travail de réflexion et d'élaboration personnelles, l'obligation d'assiduité et de ponctualité aux réunions, la fréquence de ces réunions, la nécessité de prendre une fonction dans l'association et la durée elle-même de ces formations. C'est par sa vigueur et son caractère systématique que cette formation a été efficace. Seules pouvaient en profiter des minorités actives dont le rôle a été

décisif dans le mouvement ouvrier de cette époque.

Mais il est à remarquer que toujours réaliste et soucieuse de répondre à une demande du monde ouvrier qui se fait de plus en plus forte et précise entre 1957 et 1966, la HOAC a eu recours à des formations plus légères et ponctuelles. Ce sont les nombreux exposés, Séminaires de réflexion ou suite de conférences sur les thèmes qui intéressaient les travailleurs (questions du travail ou histoire du mouvement ouvrier) dont l'accès étaient ouvert aux non-adhérents.

Grâce au prestige de ses militants les plus actifs et par son ouverture aux non-inscrits, la HOAC a disposé d'une sphère d'influence non négligeable, bien qu'impossible à apprécier numériquement, dans les principaux centre industriels du pays (30).

REFERENCES :

1. Boletín HOAC n° 354 - Juin 1962 (p. 10).
- 2.- "El método de encuesta" - Boletín HOAC n° 363-64-65, Nov. 1962.
- Tomás Malagón "Medios y métodos de formación de la HOAC" n° 608-609, Janv. 1973.
- "Sección de Formación" Boletín HOAC n° 354 - Juin 1962.
3. "El método de encuesta" (cursillo de iniciación) Ed. HOAC, 1961 (282 p.).
- 4.- Boletín HOAC n° 354 - Juin 1962 (p. 10 à 15).
- Boletín HOAC n° 339-40. Oct. Nov. 1961 "Epílogo : una breve historia".
- Entretiens n° 2.3.12.13.14.15.
5. Voir annexe I : Les moyens d'information de la HOAC.
- 6.- El Plan Cíclico. Ed. HOAC. - Madrid - 1955.
- "Plan de actividad" elaborado por la Comisión diocesana de la HOAC de Madrid, 1965. Doc. ron. Arch. HOAC.
- Informe para la IX Semana Nacional . Bilbao, sept. 1954. Doc. ron. Arch. HOAC.
7. El Plan Cíclico. op. cit. note 6.
8. Programmes des 3 années du Plan Cyclique. Doc. ron. Arch. HOAC.
- 9.- "Plan de actividad..." document cité à la note 6 (p. 42).
- "La Acción Apostólica en las Empresas" Boletín n° 255. 3ème dec. Enero 1958.
10. T. Malagón. "Medios y métodos de formación" op. cit. à la note 2 (p. 16 à 21).
"El Plan Ciclico : L'instrumento de política ?"
- 11.- Primera Asamblea de GOES, mayo 1949. "Definición y orientación de los GOES"
Doc. ron. Arch. HOAC.
- Normas de funcionamiento de los GOES, Juillet 1962. Doc. ron. Non Pag. Arch. HOAC.
- 12.- "GOES : un poco de historia" Boletín HOAC n° 346. Febr. 1962 (p. 5).
- "La nueva estructura orgánica de la HOAC" Boletín HOAC n° 339-340. oct. nov. 1961.
- 13.- évoqué dans "GOES : un poco de historia" op. cit. à la note 12.
- entretiens 12 et 14.
14. Programmes des GOES "A" - "B" - "C" entre 1961 et 1966.
15. Boletín HOAC n° 346, fevr. 1962 GOES (p. 6).
16. ibid. (p. 7).

17. ibid. (p. 7).
18. Díaz Salazar, op. cit. p. 204.
19. Doc. Ron. Arch. HOAC.
20. Normas de funcionamiento de los GOES. op. cit. à la note 11.
21. Le fichier de la HOAC à dû être en partie détruit après 1967 : Entretien avec J. Dominguez Rodriguez et Diaz Salazar. op. cit. p. 202.
22. Evoqué dans "Presentation". IV Asamblea General. Ag. 1979. Bol. Interno n° 8. Entretiens n° 1.2.3.12.14.15.
23. Conférence : Historia de la HOAC. (Guion) in Cursillo de Iniciación al método de encuesta (p. 162 à 184) (p. 169).
24. Ibid p. 169.170.171.172.
25. Ibid p. 179.
26. Sur ces dissensions consulter : T. Malagón - Boletín HOAC n° 608-609. Janv. 1973 : "La Formación técnica en la HOAC". p. 26 à 31 - et : "la HOAC, los grupos de acción temporal y las comunidades cristianas de base" Boletín n° 544 à 47. Février 1970 (p. 24 à 26).
- 27.- Programmes du Plan Cyclique. Arch. HOAC.
- Diaz Salazar. op. cit. p. 204.
28. "Iniciacion al método de encuesta" op. cit. à la note 23. (p. 176-177).
29. Dirigismo ? in "Medios y métodos de formacion de la HOAC" Boletín HOAC, n° 608-609. Enero 1973 (p. 25).
30. 2^a Ponencia : Descripción religiosa, cívica, social y profesional de los influenciados. Doc. ron. non daté, non paginé. Date présumée: 1960. Arch. HOAC. Il contient une description des "influencés" par la HOAC dans le monde du travail, réalisée pour la II Réunion Nationale d'Etude.

ANNEXE III

L'enquête

- Analyse des variables indépendantes
- Tableaux statistiques
- Questionnaire
- Liste des interviews réalisés.

ANALYSE DES VARIABLES INDEPENDANTES

Plusieurs variables indépendantes de notre enquête ont pu être confrontées aux données de trois enquêtes qui ont été réalisées par la Confédération Ouvrière Nationale de Catalogne (CONC) et par les Commissions Ouvrières d'Espagne (CC.OO.) à l'occasion de trois congrès en vue d'établir le portrait du délégué-type. Il s'agit des 1er et 2ème congrès de la CONC -Barcelone- mai 1978 et juillet 1980 ; du 2ème congrès des CC.OO -Barcelone- juillet 1981 (1). Cette confrontation fait apparaître des concordances qui garantissent l'intérêt de notre population.

1. ETAT CIVIL

Tableau I : ETAT CIVIL DES ENQUETES

COMPARAISON AVEC LES ENQUETES DES CONGRES CONC ET CC.OO.

En %

Enquêtes		Enquête présentée	II Congrès CC.OO. 1981	II Congrès CONC 1980	I Congrès CONC 1978
Etat Civil					
Sexe	H	85,22	94,48	87,2	85,2
	F	14,78	5,51	12,8	14,8
Age moyen		41	34,88	33,6	31
Marié		72,2	69,88	-	-
Célibataire		25,2	23,42	-	-
Veuf		2,6	1,18	-	-
Nombre d'enfants		2,59	1,37	2	2

Sexe : Ce groupe de 115 personnes comprend 98 hommes et 17 femmes. La proportion de femmes : 14,78 % est supérieure à ce qu'elle était au II congrès des

.../...

-
- (1) 1er Congrès de la CONC -Barcelone, mai 1978. "Los Congresistas somos así" in LLuita Obrera - 30 mai 1978.
 2ème Congrès de la CONC -Barcelone, juillet 1980. "Los Congresistas somos así" in LLuita Obrera - 31 juillet 1980.
 2ème Congrès des CC.OO -Juin 1981 . "El delegadotipo" in Mundo Obrero.
 26-6 / 2-7 1981.

CC.OO. : 5,51 %, mais identique à celle du I Congrès de la CONC : 14,80 %. On peut envisager deux interprétations pour expliquer cette proportion importante : le fait que le chercheur soit une femme a pu inciter un plus grand nombre de femmes à répondre au questionnaire, par une sorte de solidarité ; la seconde interprétation s'appuie sur l'observation que les femmes sont plus nombreuses dans une population militante motivée, c'est à dire en période de lutte qu'en période de paix sociale et politique. Cette observation semble confirmée par la diminution de leur nombre en deux ans entre le 1er et le 2ème Congrès de la CONC : 14,8 % et 12,8 %.

Age :

Tableau II : AGE DES ENQUETES

REPARTITION PAR TRANCHES D'AGE

En nombre

AGE	NOMBRE
- de 25 ans	1
de 25 à 34 ans	36
de 35 à 44 ans	36
de 45 à 54 ans	34
de 55 à 64 ans	7
+ de 65 ans	1
TOTAL	115

L'âge moyen est de 41 ans, six ans de plus que celui des Congressistes du 2ème Congrès des CC.OO. qui s'est tenu la même année (35 ans). La répartition fait apparaître trois tranches d'âge égales. L'âge était une variable indépendante particulièrement importante et nous aurions souhaité que la tranche supérieure : 45-54 ans soit plus fournie. L'examen des résultats des trois enquêtes qui servent de point de comparaison -âge moyen inférieur à 35 ans- permet de conclure à l'impossibilité d'obtenir un groupe d'âge plus élevé, par suite de la disparition, retraite ou abandon des militants les plus anciens. Mais les militants de la tranche inférieure : 25-35 ans ont cependant vécu la fin du franquisme ; ils ont commencé à militer très jeunes ainsi que le révèlent d'autres questions de l'enquête.

.../...

Situation de famille :Tableau III : Situation de familleRépartition des enquêtés

En nombre et %

<u>Situation de famille</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
Mariés	83	72,2
Célibataires	29	25,2
Veufs	3	2,6
TOTAL	115	100
<hr/>		
<u>Parmi les célibataires</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
Religieux	8	-
Religieux sécularisés	2	-
Religieux présumés	1	-
TOTAL	11	37,93

On enregistre un nombre élevé de célibataires : 29, parmi lesquels 11 sont des religieux ou d'anciens religieux. Malgré un age moyen plus élevé, qui devrait avoir pour corollaire un plus grand nombre de mariés, la proportion de célibataires est plus forte dans notre groupe que parmi les délégués du 2ème Congrès des CC.OO. : 25,2 % contre 23,42 %. Cette différence est imputable probablement au nombre de religieux ou religieux sécularisés (déclarés ou non) qui ont répondu au questionnaire et qui représentent 40 % des célibataires du groupe.

La population étudiée est plus féconde que celle des trois enquêtes de référence : le nombre moyen d'enfants est de 2,59 contre 1,37 ; 2 ; 2. On peut sans doute établir une relation entre le nombre moyen d'enfants et l'age moyen plus élevé des militants du groupe. Mais il faut, par ailleurs, rappeler qu'en Espagne comme dans le reste de l'Europe, le nombre d'enfants par couple s'est progressivement abaissé à partir de 1960.

.../...

Parmi les militants les plus agés, plusieurs sont pères ou mères de famille nombreuse. On dénombre deux familles de 7 et 8 enfants ; deux familles de 6 ; trois familles de 5 ; six familles de 4 et vingt et une familles de 3 enfants. Ces hommes et ces femmes qui ont assumé la charge d'une famille parfois nombreuse, représentent donc une population commune. Il ne s'agit en aucun cas de professionnels de l'action secrète à l'écart des réalités et des obligations familiales.

2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Tableau IV : REPARTITION GEOGRAPHIQUE

DES ENQUETES

En nombre

Provinces	Nombre de Communes	Nombre de Militants
Catalogne		
Barcelone	10	45
Tarragone	4	8 53
Levant		
Baléares	5	8
Valence	1	12 22
Murcie	1	2
Andalousie		
Malaga	1	6
Séville	2	6
Cordoue	1	1 20
Huelva	2	7
Castille		
Madrid	3	6
Aragon		
Saragosse	1	7
Nord-Ouest		
Sautander	4	7
TOTAL/12	35	115

.../...

Les militants proviennent de 12 Provinces et de 35 communes. Madrid (6 m) est sous-représenté par rapport à Barcelone (45m). Cette disparité tient, en partie, au mode de distribution du questionnaire. La personne qui en était chargée vit en Catalogne, c'est donc là que la distribution a été le mieux assurée. Mais si la province de Catalogne est privilégiée par rapport aux autres (53 m), sur l'ensemble des réponses, le reste de l'Espagne est majoritaire(62m). La répartition géographique des enquêtés rend compte aussi des différences régionales de l'implantation des CC.OO., plus forte dans toute la zone méditerranéenne que dans le Cantabrique et dans le Centre. On peut enfin s'étonner de ne pas voir figurer sur ce tableau deux provinces qui ont joué un rôle important dans le renouveau du mouvement ouvrier espagnol : Les Asturies et le Pays Basque. La première où selon une tradition orale serait née la première Commission Ouvrière, dans la mine de la Camocha, est devenue un fief de l'U.G.T. ; et il a été impossible de faire distribuer le questionnaire dans la seconde en raison des troubles qui la secouaient en 1981.

3. ORIGINE SOCIO-CULTURELLE DES MILITANTS :

VOIR TABLEAUX PAGES SUIVANTES .

ACTIVITE ET CATEGORIE PROFESSIONNELLES DU PERE :

Le premier trait qui se dégage de la lecture du tableau V.A est l'extraction paysanne d'un fort noyau de militants, 26,26 % : 31 pères sont des cultivateurs ; à l'intérieur de ce groupe la proportion de journaliers est faible : 7 sur 31. Les 24 autres sont de petits ou très petits exploitants. Cette donnée doit être rapprochée de la répartition géographique de l'échantillon : La Catalogne, Santander, Baléares, Valencia sont des régions de minifondia.

Le secteur primaire -agriculture, mines, mer et pêche- auquel on a adjoint les transports par fer et par route, occupait encore autant de monde que le secteur industriel : 35,68 %. Parmi les industries, la construction vient en tête suivie du métal, du textile, de la mécanique, de la chimie. 15 personnes se répartissent entre des industries diverses parmi lesquelles, le bois, le verre, le liège, la céramique, les industries alimentaires, la chaussure etc... La part importante du secteur agricole est conforme à la structure économique de l'Espagne avant l'industrialisation des années 50 et le décollage des années 60.

Les emplois de bureau n'étaient pas encore développés (6,96 %) ; mais un quart des pères occupait cependant des emplois non manuels (24,35 %) dans le

TABLEAU V : REPARTITION SOCIO-CULTURELLE DES ENQUETES
SELON L'ACTIVITE COMPAREE DU PERE ET DU MILITANT

En nombre et en %

Branches d'activité	A. Le père		B. Le militant	
	Nb	%	Nb	%
	:	:	:	:
Agriculture	31	26.96	0	0
Mines	2	1.67	1	1
Mer-Pêche	3	2.43	0	0
Chemin de Fer	3	2.43	0	0
Transports routiers	2	1.67	1	1
TOTAL	41	35.65	2	1.74
Industries diverses	15	13.04	10	8.70
Métal	7	6.09	29	25.22
Construction	10	8.70	6	5.26
Textile	4	3.45	9	7.83
Mécanique	4	3.45	3	2.61
Chimie	1	0.87	5	4.35
Électricité	0	0	5	4.35
TOTAL	41	35.65	67	58.26
Administrations publiques et priv.	8	6.96	16	13.91
Commerce	10	8.70	4	3.45
Banque	2	1.67	5	4.35
Presse	3	2.43	2	1.74
Enseignement - Recherche	3	2.43	4	3.45
Santé	2	1.67	2	1.74
Permanents synd. et politique	0	0	12	10.43
TOTAL	28	24.35	45	39.13
N.R.	5	4.35	1	0.87
TOTAL	115	100	115	100

TABLEAU VI : REPARTITION SOCIO-CULTURELLE DES ENQUETES
SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DU PERE

		<u>ET DU MILITANT</u>					
		En nombre et en %					
		A. Le père		B. Le militant			
		Nb.	%	Nb.	%		
:	Catégories socio-professionnelles	:	:	:	:	:	:
:	Manoeuvre	34	29.57	28	24.35	:	:
:	Ouvrier qualifié	25	21.74	59	51.30	:	:
:	Cadres moyens : Employés, Infirmiers, Instituteurs	3	2.61	15	13.04	:	:
:	Petits exploitants agricoles, Artisans	30	26.09	0	0	:	:
:	Patron Ind. et Commerce	5	4.35	0	0	:	:
:	Prof. 2 ^d - Prof. Sup. Médecins - Journalistes	5	4.35	12	10.43	:	:
:	N.R.	13	11.30	1	0.87	:	:
:	TOTAL	115	100	115	100	:	:

commerce, la banque, la presse, l'enseignement et la santé.

Il faut relever la grande variété des activités pour le nombre (115) de personnes considérées.

L'examen du tableau VI. A : Catégories socio-professionnelles, confirme l'hétérogénéité de l'origine sociale des militants. Un des traits les plus intéressants est sans doute l'importance numérique du groupe des exploitants agricoles, des artisans établis à leur compte, des patrons de l'industrie et du commerce. On dénombre 24 exploitants agricoles, 6 artisans (1 entrepreneur en maçonnerie, 1 maréchal-ferrant, 1 commerçant, 3 mécaniciens), 5 patrons dont un directeur de banque. Les professions intellectuelles sont représentées par 2 médecins, 1 professeur du supérieur, 2 professeurs du secondaire, un instituteur.

Le nombre des N. R. (13) mérite d'être noté. La notion de catégorie socio-professionnelle n'est pas devenue familière depuis longtemps.

Les observations concernant l'activité et la catégorie des pères permettent de dire que l'origine des militants est en majorité populaire et en partie rurale mais qu'ils ne sortent pas des classes les plus défavorisées. Et il existe une petite minorité issue de la bourgeoisie, environ 10 %. Ces faits sont riches d'implications sur lesquelles nous reviendrons.

Militantisme du père :

TABLEAU VII : REPARTITION DES ENQUETES
SELON LE MILITANTISME DU PERE

En nombre et en %

:	Fonction Synd. ou	Nb	:	%	:
:	Politique du père	:	:	:	:
:	Aucune	84	:	73.04	:
:	Syndicale	14	:	:	:
:	Politique	11	31	26.96	:
:	Les deux	6	:	:	:
:	TOTAL	115	:	100	:
:			:	:	:

.../...

La question 1.7 : "Votre père a-t-il rempli une fonction syndicale et/ou politique ?" avait pour intention d'évaluer l'influence d'une éventuelle tradition familiale en matière d'idéologie et d'engagement public. C'est pour cette raison qu'elle portait sur la fonction et pas seulement sur l'affiliation. Les syndicats cités sont l'U.G.T. (9) ; la C.N.T. (6) ; la C.N.S. (2) ; le Syndicat des Forêts et du Bois (1). Les partis politiques cités sont au nombre de 12 pour 17 personnes concernées : Parti Socialiste - Gauche Républicaine - Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) - Parti Radical - PCE - PSUC - Parti Carliste - Falange Espanola - Centre Droit Republicain - J.S.U. (Juventudes Socialistas Unificadas) - Parti Républicain - Comité Local du Front Populaire. La prolifération des partis politiques est une donnée caractéristique de l'histoire espagnole contemporaine.

Mais, l'observation la plus intéressante pour nous, est la participation effective d'un quart des antécédents paternels ou maternels à la vie syndicale ou politique du pays avec tout ce que cela signifie pour les membres de la famille : sensibilisation, apport d'un langage et ouverture. Donnons la parole au fils d'un ouvrier, syndicaliste : "Ma sympathie jamais dissimulée pour la cause des ouvriers me vient d'être le fils d'un ouvrier, fervent syndicaliste.. Cet homme n'a jamais commis le moindre abus ; au contraire, il déplorait la violence de la lutte ouvrière de son temps ; mais en même temps, il ressentait très vivement la cause ouvrière. De lui, j'ai appris, encore tout enfant, combien de sang et de douleur ont couté aux ouvriers les avantages élémentaires dont ils jouissent aujourd'hui..."⁽¹⁾

4. STATUT DES MILITANTS :

Il est défini dans cette étude par leur activité professionnelle et leur niveau d'instruction.

- Activité et catégorie socio-professionnelle du militant :

La lecture du tableau V. A et B (P.) montre que les militants enquêtés ne travaillent pas dans les mêmes secteurs d'activité que leurs pères. Le groupe étudié est accessoirement une sorte de microcosme où se reflètent les évolutions de la société espagnole en matière d'activité économique.

L'agriculture a été abandonnée pour l'industrie :

Agriculture :	26,96 % des pères	0,00% des fils
Industrie :	35,65 % des pères	58,26 % des fils

.../...

(1) Francisco de P. Sarda Pujadas, op.cit Motivos Pastorales de unas actitudes sacerdotales. Barcelona - Avril 1967 p.28.

Dans l'industrie le secteur du métal est devenu prépondérant, il occupe 25,22 % des fils contre 6,09 % des pères. Parallèlement à l'accroissement de ce dernier, l'éventail des métiers s'est resserré. On dénombre moins de branches industrielles pour les fils que pour les pères (10 contre 15).

On observe un doublement du nombre des employés de bureau : 16 fils, 8 pères. Plusieurs sont employés par les administrations des grandes firmes industrielles, sans qu'on ne puisse dire lesquelles en raison d'une certaine imprécision des réponses.

Un dernier trait spécifique de la population enquêtée est le nombre (12) des permanents syndicaux et politiques. Ils sont issus, en grande partie, du secteur du métal, un des secteurs les mieux organisés et les plus combattifs.

Nous avons comparé ces résultats avec ceux de l'enquête réalisée au II Congrès des CC.OO. en 1981. La représentation des secteurs du Métal et Administratif sont semblables : 25,22 % et 13,91 % dans le groupe enquêté contre 27,16 et 14,56 chez les délégués du Congrès des CC.OO.

Si on examine le tableau VI. A et B concernant la catégorie socio-professionnelle, on relève pour commencer l'indice d'une certaine promotion sociale : Diminution du nombre des manœuvres, augmentation de celui des ouvriers qualifiés et des employés de bureau.

D'autre part le groupe des petits exploitants agricoles et des artisans a disparu. Cette disparition traduit le développement du salariat et des grandes firmes industrielles aux dépens des petits métiers indépendants et petites industries locales, ainsi que le transfert massif de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et le tertiaire, qui en deux décennies vont bouleverser l'Espagne.

Une analyse serrée des questionnaires permet de déceler le déclassement, volontaire ou non, d'une dizaine de militants fils de patrons de l'industrie et du commerce, d'exploitants agricoles, de médecins, devenus ouvriers qualifiés ou non qualifiés. Ce déclassement révèle des cheminements individuels exceptionnels qui sont imputables à la période historique considérée génératrice de comportements hors-normes.

La majorité des militants enquêtés sont des ouvriers : 75,65 % ; plus d'un quart est arrivé à la ville à l'âge adulte mais il apparaît qu'ils ont été normalement scolarisés.

Instruction :

Tableau VIII : REPARTITION DES ENQUETES SELON

LE NIVEAU D'INSTRUCTION

En nombre et en %

Niveau d'instruction	Nombre	%
Aucune	2	1,74
Niveau Enseignement Primaire	51	44,35
Niveau 1er Cycle Ensgt. Secondaire		
- Général	14	12,17
- Professionnel	13	11,30
TOTAL	78	67,83
Niveau 2d Cycle Ensgt Secondaire	12	10,43
Niveau d'Etudes Supérieures		
- Courtes	20	17,39
- Longues	3	2,61
TOTAL	35	30,43
TOTAL GENERAL	115	100

Les deux analphabètes qui ont fait remplir le questionnaire par un membre de leur famille font figure d'exceptions mais ils sont là pour rappeler qu'en 1931, lors de la proclamation de la II République, le taux d'analphabétisme était encore élevé en Espagne, principalement dans la population rurale d'Andalousie.

Le niveau d'instruction de la majorité des militants est inférieur au Baccalauréat (67,83 %) mais il peut être considéré comme satisfaisant. Si 51 personnes n'ont pas dépassé l'Ecole Primaire, 27 ont fréquenté des établissements de

l'enseignement secondaire, soit général : 14 ; soit professionnel : 13. L'instruction acquise a été complétée pour 24 personnes sur 78 : qu'il s'agisse de l'apprentissage d'un métier manuel (8 des 51 militants sortis de Primaire) ou qu'il s'agisse de cours du soir pour acquérir ou approfondir une spécialisation (16 militants sur 78). Enfin 5 militants citent les Ecoles Sociales des Mouvements Apostoliques car ils considèrent qu'elles ont contribué à leur instruction au même titre que l'Enseignement Public ou Privé.

Une proportion non négligeable (30,43 %) a accédé au 2d cycle de l'Enseignement Secondaire. 27 sont titulaires du titre de Bachelier classique et moderne ou technique : 12 d'entre eux ne sont pas allés au delà ; 15 sont entrés à l'Université, pas nécessairement dans une Faculté mais dans divers établissements du Supérieur, parmi lesquels il faut compter les Séminaires. 5 militants ont accédé à l'Université après une expérience professionnelle, dans le cadre de la promotion des travailleurs.

La liste des études réalisées fait la part belle aux Lettres et Sciences Humaines. Le nombre de ceux qui ont étudié "Philosophie et théologie" (7) n'est pas pour surprendre dans un groupe qui compte des religieux et ex-religieux. 3 militants ont étudié "Philosophie et Lettres", 5 "Sociologie Psychologie", 2 l'"Economie". 3 personnes sont respectivement médecin, professeur d'Université, professeur dans une Ecole Supérieure d'Administration des Entreprises.

CONCLUSION :

La population que nous étudions n'est pas homogène. Elle ne l'est ni par son origine socio-culturelle, ni par son niveau d'instruction, ni par son statut social.

Elle est caractérisée par l'existence de plusieurs fortes minorités :

- Une minorité de militants issue des milieux ruraux et qui ne s'est urbanisée qu'à l'âge adulte : 26,96 %.
- Une minorité prédisposée au militantisme par l'exemple familial : 26,96 %
- une minorité ayant atteint ou dépassé le niveau du Baccalauréat : 27,83 %.

A côté de ces dernières existent de petites minorités spécifiques : celle des religieux et ex-religieux, celle des militants d'origine bourgeoise, environ 9 à 10 % chacune.

Ajoutons à cela que les militants proviennent de 6 régions différentes couvrant la presque totalité du territoire espagnol à l'exclusion du Pays Basque, des Asturias, de la Galice et de l'Extrémadure.

L'hétérogénéité sociale et culturelle de cette population militante garantit à la fois sa richesse psychologique globale et l'intérêt qu'acquiert grâce à celle-ci une étude des représentations et de l'évolution des mentalités.

Tableaux statistiques non insérés dans le texte

Tableau XXI : Relations entre le syndicat et le parti

Ex nb et en %

Totallement indépendant	:	90	:	78,26	:
Incompatibilité charges synd. et pol.	:	59	:	51,30	:
Incomp. charges synd. et publiques	:	68	:	59,13	:
Cumul sans importance	:	11	:	9,57	:
Cumul avantageux pour le Parti	:	10	:	8,70	:
Cumul inconvenient pour le Syndicat	:	41	:	35,65	:
Relations Syndicat et Parti utiles	:	68	:	59,13	:

Tableau XXII : Entraves à l'efficacité du CE

en_nb

N. C. : Pas de classement

T. C. : Total citations

Tableau XXXIII : Pour obtenir des améliorations,
Quelle instance vous paraît avoir le plus d'intérêt ?

En nb et en %

Comité d'Entreprise	:	73	:	63,48
Section Syndicale	:	18	:	15,65
Les deux	:	20	:	17,39
N.R.	:	- - 4 -	-	3,48
TOTAL	:	115	:	100

Tableau XXIV : Rôle de la Section Syndicale
en nb

	Classement qu.	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	N.C.	T.C.
: Intitulé qu.	:	:	:	:	:	:	:	:	:
: Information	:	22	16	20	11	4	0	12	85
: Mobiliser et	:	:	:	:	:	:	:	:	:
: Proposer actions	:	15	13	21	10	8	0	10	77
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
: Elections délégués pers.	:	2	4	10	14	27	3	7	67
: Formation mil. et dél.	:	38	28	12	7	2	0	15	102
: Augmentation affiliation	:	10	28	15	18	7	2	10	90
: Autres	:	6	2	3	1	0	5	2	21
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
: N. C. : 18 personnes	:								
:	:								
: N. R. : 4 personnes	:								
:	:								

N. C. : Non classé

T. C. : Total citations

Tableau XXVII : Opinion sur la grève de longue durée

En nb et en %

:	:	:	:
: Très efficace	:	9	7,83
: Néfaste	:	28	24,35
: Peu efficace	:	60	52,17
: N. R.	:	18	15,65
:	-----	-----	76,52
: TOTAL	:	115	100
:	:	:	:

Tableau XXIX : Le Syndicalisme Europe du Sud et Espagnol en particulier est révolutionnaire dans ses programmes mais réformiste en fait

En nb et en %

:	Oui	:	58	:	50,43	:
:	Non	:	38	:	33,04	:
:	Ne sait pas	:	8	:	6,95	:
:	N. R.	:	11	:	9,57	:
:	TOTAL	:	115	:	100	:

Tableau XXX : Quelle organisation de l'entreprise vous paraît la plus valable ?

En nb et en %

:	Cogestion	:	12	:	10,43	:
:	Autogestion	:	84	:	73,04	:
:	Autre organisation	:	7	:	6,09	:
:	Ne sait pas	:	2	:	1,74	:
:	N. R.	:	10	:	8,70	:
:	TOTAL	:	115	:	100	:

Tableau XXXI : L'autogestion n'est-elle applicable que dans les petites entreprises ?

En nb et en %

:	Oui	:	24	:	20,87	:
:	Non	:	65	:	56,62	:
:	Ne sait pas	:	7	:	6,09	:
:	N. R.	:	18	:	15,65	:
:	TOTAL	:	115	:	100	:

Tableau XXXII : Objectifs syndicaux

en nb

Classement qu.	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	N.C.	T.C.
Intitulé qu.	:	:	:	:	:	:	:	:
Augm ^{nts} salariales	:	7	18	35	17	5	4	93
Conditions de travail	:	30	36	15	13	2	0	8
Planificat. emploi	:	41	21	19	10	2	0	104
Assistance	:	2	5	5	7	33	7	103
Formation des mil. et des délégués	:	9	18	19	26	10	0	75
Autres	:	13	1	1	4	4	4	30
N. R. : 0 personne	:							
N. C. : 14 personnes	:							

N. C. : Non Classé

T. C. : Total citations

TABLEAU XXXIIIRessemblance entre CC.00 et Syndicats antérieurs
en nb et en %

C.N.T.	:	8	:	:
U.G.T.	:	10	:	15,65
Syndicat spécifique	:	78	:	67,83
C.N.T. et U.G.T.	:	9	:	7,80
N.R.	:	10	:	8,70
TOTAL	:	115	:	100

Tableau XXXIV

Participation à différentes formes d'action
et représailles subies selon s/groupe. (P,R)

en %

P et R	C.N.S.	Licenciement	Détenion	Mouvement apostolique
S.Gr.				
Comm. Agnostique	60,00	67,50	57,50	37,50
Comm. croyant et	60,71	53,57	53,57	78,57
Comm. pratiquant				
Non aff. catholique	64,52	32,16	22,58	87,10
Cath. div. aff.	60,00	20,00	40,00	100,00
Non aff. agnostique	66,67	33,33	50,00	16,67

Tableau XXXV

Connaissez-vous un peu le syndicalisme d'Europe occidentale ?
(organisation, méthode, résultats ?)

en nb

Beaucoup	1
assez	21
un peu	77
rien	15
N.R.	1
TOTAL	115

Tableau XXXVI

Parmi les syndicalismes étrangers, quel vous paraît être
le plus intéressant comme expérience, modèle, référence... ?
en nb

:	Allemand (DGB)	:	1	:
:	Français (CGT-CFTC-CFDT-FO)	:	14	:
:	Anglais (Trade Union)	:	2	:
:	Italien	:	78	:
:	Suédois (L.O.)	:	0	:
:	Ne sais pas	:	12	:
:	N.R	:	8	:
:	<hr/>	:	<hr/>	:
:	TOTAL	:	115	:

Tableau XXXVII

S'agissant du syndicalisme français,
vers quel syndicat va votre préférence ?

en nb

:	:	:
:	CGT	:
:	68	:
:	<hr/>	:
:	CFTC	:
:	0	:
:	<hr/>	:
:	CFDT	:
:	8	:
:	<hr/>	:
:	FO	:
:	1	:
:	<hr/>	:
:	N.R	:
:	38	:
:	<hr/>	:
:	TOTAL	:
:	115	:

Tableau XXXVIII

Pensez-vous que le syndicalisme de CC.OO
ressemble à l'un d'entre eux ?

:	CGIL	:	15	:
:	CGT	:	37	:
:	CFDT	:	3	:
:	FO	:	0	:
:	Aucun	:	18	:
:	Ne sait pas	:	13	:
:	<u>N.R.</u>	:	<u>29</u>	:
:	<u>TOTAL</u>	:	<u>115</u>	:

Tableau XXXIX

Que regrettiez-vous de la période clandestine ?
(classez : 1e - 2e ..)
en nb et en %

:		:		:
:	La solidarité ouvrière	:	57	:
:		:		:
:	Un projet collectif clair :	:	42	:
:	la fin du franquisme	:		:
:		:		:
:	Rien	:	16	:
:		:		:
:	<u>TOTAL</u>	:	<u>115</u>	:

Tableau XL

Regrettez-vous le risque ?
en nb

:		:		:
:	beaucoup	:	5	:
:	assez	:	12	:
:	un peu	:	21	:
:	pas du tout	:	70	:
:	<u>N.R.</u>	:	<u>7</u>	:
:	<u>Total</u>	:	<u>115</u>	:

QUESTIONNAIRE

2.

I. DATOS SOBRE ORÍGENES Y MILITANCIA**1.1. Sexo:** hombre mujer**1.2. Edad:**

. años: _____

1.3. Situación de familia: casado soltero viudo**1.4. Número de hijos:**

. _____

1.5. Lugar de residencia:

municipio: _____ provincia: _____

1.6. ¿Cuál era el oficio de su padre?

actividad: _____ categoría: _____

1.7. ¿Ocupó su padre una función sindical y/o política? Sí No

Caso de contestar si ¿cuál?

. sindicato: _____

. partido político: _____

1.8. ¿Cuál es su oficio personal?

actividad: _____

categoría: _____

1.9. ¿Cuál es su nivel de instrucción?

sólo estudios primarios formación profesional

Bachillerato elemental Escuelas grado medio (peritaje)

Bachillerato superior Cursos de especialización

Bachillerato laboral

otros estudios:

1.10. Se considera Vd.:

católico católico practicante

no es creyente

1.11. ¿Ha sido enlace o vocal del jurado en la CNS?

enlace

vocal del jurado

ninguno

1.12. ¿Cuántos años en conjunto?

.....

1.13. ¿Ha participado en un movimiento apostólico

sí

no

Caso de contestar si:

como miembro efectivo

como simpatizante

1.14. ¿Qué movimiento era?

- | | |
|------------------------------------|----------------------------|
| <input type="radio"/> OBOAC | <input type="radio"/> Ovos |
| <input type="radio"/> OJOC | <input type="radio"/> ACO |
| <input type="radio"/> Ovaj | |
| <input type="radio"/> Otros: | |

1.15. ¿Cuánto tiempo?

.....

1.16. ¿Ha participado en una organización sindical clandestina? (señalar todo lo que proceda)

- | | |
|-------------------------------|---------------------------|
| <input type="radio"/> ELASTV | <input type="radio"/> UGT |
| <input type="radio"/> Osocc | <input type="radio"/> CNT |
| <input type="radio"/> Ooso | <input type="radio"/> USO |
| <input type="radio"/> OASO | <input type="radio"/> AST |
| <input type="radio"/> Occ.oo. | <input type="radio"/> FST |

1.17. ¿Ha participado en una organización política clandestina?

- | | |
|----------------------------|---------------------------|
| <input type="radio"/> PSUC | <input type="radio"/> ORT |
| <input type="radio"/> PCE | <input type="radio"/> PT |
| <input type="radio"/> PSOE | <input type="radio"/> MC |
| Otras | |

1.18. ¿Ha sido despedido por motivos políticos i sindicales?

- | | |
|--------------------------|--------------------------|
| <input type="radio"/> sí | <input type="radio"/> no |
|--------------------------|--------------------------|

1.19. ¿Ha sido encarcelado?

si

no

Caso de contestar si, ¿cuántas semanas?

, ¿cuántos meses?

, ¿cuántos años?

1.20. ¿Desde cuándo ha empezado a militar en CC.OO.?

· antes del 1976, ¿qué fecha?

· después del 1976, ¿qué fecha?

1.21. ¿Tiene actualmente una adscripción a un partido político?

PCE

MRS

PSUC

LCE

PSOE

OORT

PSOE/PSC

OPT

ninguna

II ¿CUÁLES HAN SIDO SUS MEDIOS DE FORMACIÓN?

2.1. Ha asistido a las reuniones de:

- Oplan cíclico
- Orevisión de vida obrera
- OGES
- OCORES

2.2. Otros medios de formación:

- Ocursoillos sindicales de la CNS
- Oasambleas de trabajadores (tajos - fábricas - zonas)
- Oescuelas de Formación Social
- Oreuniones de sindicato clandestino
- Oreuniones de partido clandestino
- Oescuelas sindicales en el extranjero, ¿Cuál?
.....
- Otros:

2.3. Ha tenido relaciones con:

- Omilitantes comunistas
- Omilitantes cristianos
- Osacerdotes comprometidos

Valorar la respuesta:

III **¿CUÁLES SON SUS OPINIONES EN CUANTO A CUESTIONES SINDICALES?**

3.1. Usted conoce probablemente el sindicalismo ~~español~~
anterior a la guerra civil; le parece que las CC.OO. se parecen más:

- a la antigua CNT
- ,
- a la antigua UGT
- o bien son un sindicato específico
- Sí No

3.2. ¿Le parece que hubo algún aporte indirecto de los cristianos a las CC.OO.?

- Sí No No sabe

3.3. Hubo un aporte a nivel ideológico

- Sí No No sabe

3.4. Hubo un aporte a nivel de práctica

- Sí No No sabe

3.5. Han influenciado los militantes cristianos de las CC.OO. en los aspectos siguientes:
(Señale, por favor, en la casilla correspondiente, las cuatro aportaciones más importantes por orden de categoría, 1^a, 2^a, 3^a,...)

- a) el fin del anticlericalismo
- b) la distanciación frente a la PSX

- la distanciación frente a Moscú
- la valoración de la persona humana
- la valoración de la unidad de movimiento obrero por encima de las ideologías
- la valoración de la noción de Independencia del sindicato frente a los partidos.
- la valoración de la tolerancia
- la valoración de la noción de libertades y pluralismo políticos

Valore la respuesta, si quiere:

3.6. Con relación a los cristianos se considera Vd.:

- hostil
- favorable
- ni el uno ni el otro

3.7. ¿Cómo juzga Vd. el clima en el mundo obrero?

- anticlerical
- indiferente
- favorable a los cristianos

3.8. ¿Cómo ve Vd. a la Iglesia?

- siempre lejos del pueblo
- más cerca del pueblo
- cerca del pueblo por una parte del clero
- cerca del pueblo a través de algunos cristianos comprometidos

Valore la respuesta si quiere:

3.9. Entre las dos opiniones siguientes acerca de la finalidad del sindicalismo, ¿cuál es la que se acerca más a la suya?

Por su acción el sindicalismo debe conseguir un cambio total de la sociedad incluso por la fuerza

El sindicalismo debe aceptar el sistema capitalista - como un hecho y transformarlo desde dentro para instaurar una sociedad mejor

Valore la respuesta si quiere:

3.10. Entre estas concepciones de las relaciones entre Política y Sindicalismo ¿cuál es la que está más cerca de la suya?

El sindicalismo debe sólo preocuparse de las cuestiones económicas y reivindicativas, prescindiendo de la acción socio-política ya que ésta pertenece a los partidos.

El sindicalismo debe aceptar la lucha de clases y por tanto también le corresponde cierta acción política de cara a conseguir una sociedad socialista.

3.11. ¿Está de acuerdo con la apreciación siguiente? "el sindicalismo de Europa del Sur en general y de España en particular es revolucionario en cuanto a sus programas, pero de hecho es reformista".

sí

no

no sabe

Valore la respuesta si quiere:

3.12. ¿Sabe algo del sindicalismo de Europa occidental (organización, métodos, resultados)?

mucho

bastante

un poco

nada

3.13. ¿Entre estos tipos de sindicalismo extranjero hay uno que le parece más interesante como experiencia, modelo, referencia, etc.?

- aleman (DGB)
 - francés (CGT - CFTC - CFDT - FO)
 - inglés (Trade Unions)
 - italiano (consejos de fábrica)
 - sueco (LO)
 - no sabe

Valore la respuesta si quiere:

3.14. En el caso francés señale Vd. el sindicato con el que está más de acuerdo.

- GCT
 - CFTC
 - CFDT
 - FD

3.15. ¿Piensa que el sindicalismo de CC.OO se parece a uno de ellos?

- a alguno ¿cuál?

b ninguno

c no sabe

Valore la respuesta si quiere:
.....

3.16. ¿Cree que es eficaz el comité de Empresa?

- mucho
 - bastante
 - poco

3.17. Explícite su respuesta señalando las razones más importantes por orden de categoría (1^a, 2^a, 3^a, etc.)

- La Ley no le da suficiente poder
- Está demasiado separado de la base
- Los delegados no tienen bastante formación económica para los asuntos que deben tratar
- El pluralismo sindical divide
- El comité tiene bastante poder pero los delegados no tienen acceso a la debida información
- Otras causas

3.18. ¿Qué organización de la Empresa le parece una meta válida?

- La cogestión
- La autogestión
- Otro tipo de organización
- No sabe

3.19. La autogestión sólo es viable en empresas pequeñas.

- si
- no
- no sabe

Valore la respuesta si quiere

3.20. ¿Qué le parece lo primero?

- La movilización
- La negociación

3.21. En el momento de defender los derechos de los trabajadores y de conseguir mejoras en las condiciones de trabajo ¿cuál es la táctica sindical más adecuada?

- negociar y evitar la movilización
- negociar y movilizar simultáneamente
- movilizar para negociar con más fuerza
- otra:

En todos los casos, justifique su opinión, si quiere:

.....

3.22. ¿Qué piensa de la huelga indefinida?

- muy eficaz
- nefasta
- poco eficaz

3.23. Entre estos objetivos del sindicalismo, cuáles le parecen más importantes (señalar los más importantes por orden de categoría: 1º, 2º, etc.)

- aumentos salariales
- mejoras de las condiciones de trabajo
- participación de los sindicatos en la planificación del empleo
- asesorar
- formación de los cuadros sindicales y de los delegados de Empresa
- otros objetivos:

3.24. ¿Cuál es su opinión en lo referente a las relaciones entre el sindicato y el partido político? (Señalar todo lo que proceda)

- El sindicato debe ser independiente de cualquier partido.
- Debe haber incompatibilidad de los cargos en un sindicato y en un partido.
- Debe haber incompatibilidad de los cargos sindicales y públicos (alcalde, diputado...)
- La duplicidad de responsabilidades es lo de menos.
- La duplicidad es una ventaja para el partido.
- La duplicidad de responsabilidades es una desventaja para el sindicato.
- Es bueno que haya relación entre el sindicato y el partido político.

Valore la respuesta, si quiere:

3.25. ¿Cuál es el principal defecto del sindicalismo español actual? (Señalar por orden de categoría: 1º, 2º, etc.)

- Falta de medios humanos y materiales (permanentes, técnicos...)
- Importancia exagerada de las ideologías
- Afiliación insuficiente
- Pluralismo sindical
- Dependencia excesiva de los sindicatos frente a los partidos.
- Otros:

3.26. ¿Para conseguir mejoras le parece de más interés?

- El comité de Empresa
- La sección Sindical

Valore la respuesta, si quiere:

3.27. ¿Cómo ve el papel de la sección sindical?
(Señalar por orden de categoría, 1º, 2º, etc.)

- Informar sobre los problemas
- Movilizar y propugnar acciones
- Preparar las elecciones de delegados del personal
- Formar a los militantes base
- Aumentar el número de los afiliados del sindicato
- Otros:

IV PREGUNTA ANEXA

4.1. ¿Qué echa de menos de los tiempos de Franco?
Señalar por orden de categoría (1º y 2º).

- la solidaridad obrera
- un proyecto colectivo claro: el fin del franquismo

4.2. ¿Echa de menos el riesgo?

- mucho
- bastante
- un poco
- no, en absoluto

Valore estas dos preguntas, si quiere:

OBSERVACIONES A AL ENCUESTA

Si esta encuesta le ha parecido interesante,
si le ha parecido provocativa,
si Vd. estima que se ha olvidado un problema importante,
si no ha podido contestar totalmente a las preguntas,
si el cuestionario le ha hecho reflexionar,
escriba debajo sus observaciones y comentarios, precisando eventualmente el capítulo y el número de la pregunta.

Facultativo: Si Vd. desea un intercambio epistolar tenga la bondad de apuntar aquí su apellido y señas.
Gracias.

Liste des personnes interviewées

Les interviewés sont tous des hommes. Nous indiquons leur âge, leur croyance et leur appartenance. Tous détiennent ou ont détenu des fonctions de responsables dans les organisations considérées. La discrétion nous faisait une obligation de ne pas les dévoiler.

1. + 50 a., prêtre, CC.00, PSUC.
2. + 50 a., prat., HOAC, CC.00, UGT.
3. + 50 a., prat., HOAC, CC.00, ex PSUC.
4. - 30 a., Ag., CC.00, PSUC.
5. + 40 a., Ag., CC.00, PSUC.
6. - 30 a., Ag., JOC, CC.00, PSUC.
7. + 30 a., Ag., CC.00, PSUC.
8. + 30 a., Ag., CC.00, PSUC.
9. + 30 a., Ag., CC.00, PSUC.
10. + 30 a., Ag., ex-séminariste, CC.00, PSUC.
11. + 40 a., Ag., CC.00, PSUC.
12. + 50 a., prat., HOAC.
13. + 50 a., prat., HOAC.
14. + 50 a., prêtre, HOAC.
15. + 40 a., prat., HOAC, CC.00, PCE.
16. + 50 a., prêtre, HOAC.

Ag. : Agnostique

prat. : Pratiquant.

-:- ANNEXE IV -:-

L'ORGANISATION SYNDICALE ESPAGNOLE

O. S. E.

1938 - 1977

L'Etat Espagnol sorti de la guerre civile de 1936-39 se définit comme un Etat National Syndicaliste.

La doctrine national-syndicaliste n'est pas le résultat de la pensée d'un seul homme mais le fruit de la fusion volontaire de plusieurs programmes.

Deux organisations distinctes sont à l'origine du Mouvement National :

- Les Juntes d'offensive national-syndicaliste (JONS) fondées en 1931 et dirigées par Ramiro Ledesma et Onésimo Redondo (1) d'inspiration syndicale et populaire.

- La Phalange Espagnole Tradisionaliste (FET) de caractère nationaliste et fasciste, créée en 1933 par José Antonio Primo de Rivera (2)

En Février 1934, le Conseil National des JONS et le Conseil National de la Phalange décidaient la fusion des deux organisations qui formaient désormais un seul parti sous le nom de Phalange Espagnole Tradisionaliste et des JONS appelé encore le Mouvement National.

Contrairement à la présentation sommaire qui en est faite habituellement à l'étranger, la conception du syndicalisme de l'état franquiste dit syndicalisme vertical ne coïncide pas avec le schéma fasciste. Elle est la synthèse de plusieurs courants idéologiques. On y trouve :

- l'influence de la pensée chrétienne qui exalte la personne humaine, sa dignité morale et la dignité du travail par lequel elle s'accomplit,

- l'influence de l'anarchosyndicalisme, agnostique, laïque qui privilégie le syndical par rapport au politique. RAMIRO LEDESMA, dans son manifeste politique "La conquête de l'Etat", affirmait que le nouvel état imposerait "la structuration syndicale de l'Economie" (3),

- l'influence marxiste en ce qui concerne la critique du capitalisme et l'acceptation de la théorie de la plus-value.

Avant même la fin de la guerre civile, une série de textes législatifs fixeront les grandes lignes de la structure et du fonctionnement de l'Institution Syndicale.

- La Loi du 30 Janvier 1938 crée un Ministère de l'Organisation et de l'Action syndicale qui s'attache aussitôt à mettre sur pied des centrales syndicales, parfois à partir des divers comités et commissions qui s'étaient constitués dans la zone franquiste.

- La charte du travail du 9 Mars 1938 - une des principales déclarations doctrinaires du régime - établit les principes du nouveau syndicalisme. "Le syndicat vertical est une corporation de Droit public constituée par l'intégration dans un organisme unitaire de tous les éléments qui consacrent leurs activités à l'accomplissement du processus économique, dans un service ou dans une branche déterminés de la production, organisé hiérarchiquement sous la direction de l'Etat". (Point XIII - Alinéa 5).

- La loi d'Unité syndicale du 26 Janvier 1940 fait table rase du pluralisme syndical et institue le Syndicat unique.

- La loi organique du 6 Décembre 1940 énonce les fonctions à la fois économiques, sociales et politiques dévolues à l'organisation syndicale.

Mais la pratique syndicale qui découle de ces textes doit évoluer pour s'adapter aux changements économiques et sociaux survenus en Espagne surtout à partir de 1958 (Loi sur les conventions collectives).

La loi du 17 Février 1971 entérine cette évolution et vise à adapter l'appareil de l'O.S.E. à une situation nouvelle, principalement en accroissant la participation des intéressés à la vie de l'organisation. C'est l'organisation parvenue à ce stade de son évolution que nous allons décrire.

Caractéristiques de l'O.S.E.

I - Principe idéologique : la lutte des classes n'est ni une fatalité, ni une réalité simple, ni une nécessité. Elle est un fait qui peut être dépassé grâce à des institutions convenables.

II- Finalité : . Favoriser l'harmonie industrielle par la collaboration entre le capital, la technique et la main-d'œuvre.

• Canaliser la participation des syndicats à la politique par leur représentation officielle aux Cortès (4), aux conseils municipaux, au Conseil du Royaume, au Plan de Développement... Ces traits définissent la "Démocratie organique syndicale" (4).

III- Structure : Elle est extrêmement complexe.

L'O.S.E. . regroupe en une même organisation les associations patronales et les associations ouvrières à différents échelons territoriaux et par branche d'activité,

- il y existe des organes de représentation conjointe,
- à la ligne représentative (délégués élus) se superpose une ligne politique (hauts fonctionnaires désignés).

En suivant l'ordre hiérarchique de haut en bas on trouve les organismes suivants :

- a - le Ministre des relations syndicales. Il est l'organe de communication entre le gouvernement et les syndicats intégrés dans l'O.S.E.
- b - le congrès syndical. C'est l'organe supérieur collégial et représentatif de l'O.S.E. Un tiers de ses membres sont des représentants élus des ouvriers et des techniciens. Il se réunit tous les 2 ans. Il élabore les programmes généraux d'action syndicale.
- c - le Comité exécutif syndical. 20 membres. Présidé par le Ministre. C'est "l'organe collégial supérieur de direction et d'action continue de l'organisation syndicale et d'assistance au président de celle-ci" (5).
- d - dans chaque province (6) existe un Délégué de l'O.S.E., qui est le chef de la communauté nationale syndicaliste de la province. Il est nommé sur la proposition du Chef provincial du Mouvement.
- e - la structure de la centrale Nationale Syndicaliste est complétée par des services technico-administratifs nombreux et spécialisés.
- f - les syndicats proprement dits. Connus sous le nom de Syndicats Verticaux, ils constituent le trait le plus caractéristique du système. "Ce sont des organes de composition et de coordination qui assurent des fonctions d'harmonisation des intérêts des distinctes organisations professionnelles" (7). La loi le définit comme "une entité naturelle de la vie sociale et la structure de base de la communauté nationale intégrant tous les facteurs de la production".

Les syndicats sont au nombre de 29, un par branche d'activité ou de production (8).

Aux différents échelons (Provincial, Régional et Local) les employeurs d'une part, les travailleurs et techniciens d'autre part, sont groupés dans deux sections distinctes :

- la section économique pour les Chefs d'Entreprise,
- la section sociale pour les travailleurs.

Ces deux sections forment le conseil syndical Provincial qui se réunit une fois par an en assemblée plénière. Les Conseils Syndicaux provinciaux exercent leur activité à travers une commission permanente et une commission exécutive qui se réunissent respectivement tous les 2 mois et tous les 5 jours.

g - le conseil (comité) d'Entreprise. C'est l'échelon le plus bas de l'organisation syndicale. C'est là que la ligne représentative trouve son origine par l'élection de délégués ouvriers.

IV - Les "Lignes" représentative et politique.

1-La ligne représentative.

a - Chaque entreprise de plus de cinq ouvriers élit des délégués syndicaux (délégués du personnel) dans la proportion suivante :

Nombre de travailleurs	Nombre de délégués
6 à 25	1
26 à 50	2
51 à 100	4
101 à 250	8
251 à 500	16
501 à 1.000	36
+ de 1.000	48 + 1 par fraction de 250

Ils sont représentés en 2 collèges électoraux.

b - Le conseil d'Entreprise.

Le décret du 18 Août 1947 devait instituer le Conseil d'Entreprise de toutes les entreprises groupant plus de 50 personnes. En fait la mise en place de ces conseils s'est faite graduellement. En 1960 ce conseil fut rendu obligatoire dans toute entreprise groupant plus de 100 travailleurs. A partir de 1971 toute entreprise de plus de 50 travailleurs devra élire un conseil d'Entreprise.

Sont membres du conseil d'Entreprise les délégués syndicaux élus par l'ensemble des délégués syndicaux de l'entreprise dans la proportion suivante :

Nombre de travailleurs dans l'Entreprise	Nombre de délégués	Nombre des représentants au Conseil
51 à 100	4	4
101 à 250	8	4
251 à 500	16	8
+ 500	variable	12

Le Conseil d'Entreprise est présidé par le chef d'entreprise ou une personne désignée par lui.

Les compétences que la loi reconnaît au Conseil sont larges mais en fait elles seront limitées par le bon vouloir du chef d'entreprise qui représente le conseil d'entreprise dans les relations avec l'organisation syndicale et autres organisations officielles.

2- La "ligne" politique.

- a - Le ligne politique ou de commandement est constituée par des personnes désignées. Cet élément fut initialement la projection du Mouvement. La Délégation Nationale des Syndicats (D.N.S.) qui en est l'expression est subordonnée au Secrétariat Général du Mouvement. Le Délégué National des Syndicats est nommé par le Chef de l'Etat.
- b - Aux différents échelons territoriaux se trouvent des délégations provinciales au nombre de 52 régionales au nombre de 547 locales au nombre de 6.232.
- c - Le nombre en personnel technique et administratif de l'O.S.E. qui relève directement de l'élément politique constitue un prolongement de celui-ci.
- d - Les Délégations ont le pouvoir d'ouvrir une procédure de destitution à l'encontre des représentants élus.

V - L'affiliation syndicale.

Elle est obligatoire.

La cotisation syndicale est décomptée automatiquement du salaire. Elle est calculée sur les bases de cotisation à la Sécurité Sociale.

	Base Tarifiée	Base complémentaire
Patron	1,5 %	0,47 %
Ouvrier	<u>0,3 %</u>	<u>0,09 %</u>
Total	1,8 %	0,56 %

Selon Triumfo (4 Mars 1978) les revenus de l'O.S.E. s'élevaient pour l'année précédente à 16.155 Millions de pesetas et son budget total à 20.000 Millions de pesetas.

On a ainsi une idée de l'importance que le patrimoine syndical a pu acquérir en 40 ans.

VI - Oeuvres Syndicales.

La fonction d'assistance de l'O.S.E. est un de ses traits caractéristiques. Elle a sa base dans l'Article 13 de la Charte du Travail qui assigne au Syndicalisme un rôle actif dans l'Education, la Prévoyance, le Secours, la Recherche...

Les Services Sociaux créés et gérés par l'O.S.E. sont :

l'Oeuvre Syndicale de l'Artisanat

- " " de la Colonisation Intérieure
- " " du Foyer et de l'Architecture
- " " de la Lutte contre le chômage
- " " de Coopération (coopératives de production et de distribution)
- " " du 18 Juillet
- " " de l'Education et des Loisirs
- " " de Prévoyance Sociale
- " " de Formation Professionnelle
- " " des Bourses et Allocations, d'Etudes, d'Assistance Juridique.

VII - Grève, Négociation et Conventions Collectives.

- la nature de la négociation collective découle de la structure syndicale elle-même, laquelle est basée sur la communauté des intérêts ouvriers et patronaux. Il n'y a pas d'autonomie des parties.

Le négociation collective n'est pas intersyndicale mais intrasyndicale. La grève est donc exclue ; elle est un délit.

- en contre-partie tout est réglementé par l'Etat. On constate un encadrement serré de la négociation collective dans tout son processus par une réglementation minutieuse portant sur la fixation des unités de négociation, les matières à négocier, les procédés de négociation, les délais de négociation, leur périodicité.

- aucune négociation ne peut en principe commencer sans l'approbation de l'O.S.E. et lorsque la convention a été signée, elle doit être homologuée par le Ministère du Travail.

- la convention collective a une durée minimale de 2 ans. Elle peut être reconduite tacitement d'année en année. Un préavis de 3 mois est nécessaire pour la dénoncer.

- lorsque les parties ne parviennent pas à un accord le Ministère du Travail édicte une "norme d'application obligatoire".

- selon Miguel Rodriguez Pinero, la conception phalangiste de la négociation collective valorisait la Loi et le Droit et reposait sur une confiance exagérée dans la fonction sociale de la norme juridique (9).

VIII - Les critiques faites à l'O.S.E. par les travailleurs.

Elles portent :

- sur l'intégration dans une même organisation des patrons et des ouvriers,
- sur l'existence d'une ligne politique dotée de pouvoirs étendus concernant le contrôle des activités syndicales et allant jusqu'à la possibilité de destitution des représentants élus,
- sur l'absence de droit de grève, bien que la grève soit un fait,
- sur les entreves mises à la négociation collective : législation minutieuse, lenteurs de procédure...
- sur le manque d'efficacité de l'O.S.E. et son incapacité à canaliser les aspirations des travailleurs.

NOTE S

- (1) Ramiro Ledesma. Premier théoricien du National-Syndicalisme. Vint à Madrid comme employé des Postes. Il étudia la Philosophie, la Chimie, les Mathématiques.
Onésimo Redondo est né dans une famille de paysans. Il fut employé des Finances puis étudia le Droit et devint pendant quelques temps lecteur d'Espagnol à l'Université de Manheim. De formation catholique il fut le contrepoint aux positions radicales et intellectuelles de Ramiro Ledesma.
- (2) José Antonio Primo de Rivera - avocat - est le fils de l'ancien Dicteur le Général Primo de Rivera. Il a donné sa formulation définitive à la doctrine national-syndicaliste en mettant l'accent sur l'importance de la tradition et celle de la famille comme cellule "naturelle" de la société. Sa conception du syndicalisme fut marquée à travers R. de Maeztu et Olariaga par le Guildisme anglais (d'après F. Guerrero - El Sindicato en La España de Hoy - Madrid 1978). Il fut fusillé à 33 ans.
- (3) R. de Ledesma parvint à rallier aux JONS un leader de la CNT : Nicasio Alvarez de Sotomayor. Le drapeau rouge et noir est un emprunt à l'anarchisme.
- (4) Composition des Cortès.

Députés aux Cortès	10 membres	Conseillers du Royaume
↑	↑	↑
Représentants des :		
Familles	104	
Communes et Provinces	112	
Syndicats	150	
Associations professionnelles	30	
Groupements culturels	19	
Conseillers Nationaux	99	
Désignations	25	
Hautes charges	24	

d'après Servicio Informativo Espagnol cité par J. Testas. Que sais-je ? p. 45

- (5) Travail et Syndicat en Espagne BIT p. 142
- (6) L'Espagne est divisée en 52 Provinces. Sur le plan syndical, les Provinces sont subdivisées en Régions et Secteurs.

- (7) Martin Moreno Rigan. Guia juridica para Trabajadores p. 229
- (8) par exemple : Banque, Métal, Olivier, Pêche, Elevage, Textile, Eau
Gaz Electricité, (voir ci-contre tableau du Syndicat du Métal).
- (9) Accion sindical y sindicalismo - Ayuso 1977.

BIBLIOGRAPHIE

Les Institutions Espagnoles. J. Testas - Que sais-je n° 1596

Traavail et Syndicats en Espagne : BIT. Genève 1969.

El sindicato en la Espana de Hoy. F. Guerrero BAC 1978

Guia juridica para trabajadores. Martin Moreno Rigan - Fontanella 1976

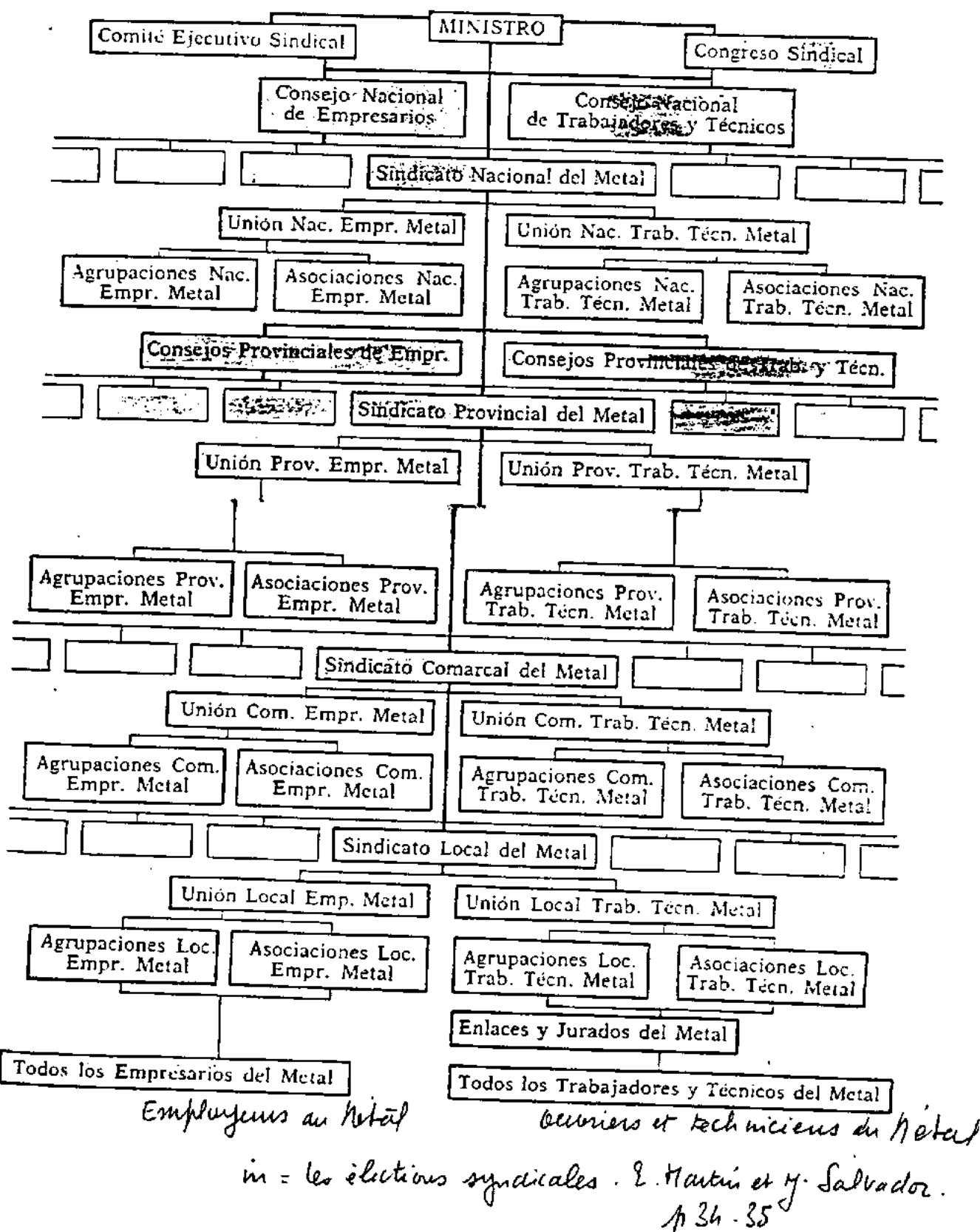
Lois fondamentales du Royaume - La Documentation Française n° 1360 - Août 1950

Ley Sindical de 1971 - Servicio de Informacion y Publicaciones Sindicales

X7

Vert, jaune = versant patronal } d'autres branches d'industrie
 Orange, violet = versant ouvrier }

LÍNEA REPRESENTATIVA (Ejemplo: ramo del Metal)



ANNEXE IV

LA LEGISLATION DE 1958 SUR LES
CONVENTIONS COLLECTIVES SYNDICALES

La convention est élaborée au sein de l'organisation syndicale, sauf s'il s'agit de conventions d'entreprise.

Les conventions collectives sont obligatoires exclusivement pour les employeurs et les travailleurs représentés lors de leur conclusion. Mais l'adhésion volontaire à une convention est admise.

Il n'est pas obligatoire de fixer la durée de leur validité.

En ce qui concerne le champ d'application des conventions, la négociation type se fait par branche d'activités aux différents niveaux : conventions d'entreprises, conventions de groupe d'entreprises, conventions locales, conventions régionales, provinciales, interprovinciales.

Instrument fondamental de fixation des salaires, la négociation aborde divers sujets relatifs aux conditions de travail et aux relations professionnelles.

Intrasyndicale, puisque les organisations patronales et ouvrières sont intégrées dans une structure unique, la négociation collective est étroitement encadrée dans tout son processus. Elle ne peut être engagée qu'après une formalité qui a pour objet d'obtenir l'autorisation de l'autorité syndicale ; L'application de la convention est subordonnée à l'approbation des autorités syndicales. Lorsqu'en cas de conflit collectif, les parties ne parviennent pas à un accord, la magistrature du Travail édicte une "norme d'application obligatoire".

La composition de la commission de négociation est également minutieusement réglementée. Elle est de 6 à 9 membres ; dans le cas de négociation supérieure à l'entreprise, ces membres sont désignés par le comité de la Section Economique et Sociale.

Dans le cas d'une seule entreprise, la partie des employeurs est constituée par le chef d'entreprise ou les représentants par lui désignés ; les catégories de travailleurs sont représentées par les délégués syndicaux (cf p. 323, IV, la ligne représentative). Ces derniers peuvent être destitués par l'autorité syndicale.

La non-représentativité des membres de la commission de négociation est l'élément qui a favorisé le développement de procédures en marge de celles qui étaient instituées légalement.

Les Commissions Ouvrières, en particulier sont nées pour pallier le caractère non-représentatif de certains délégués syndicaux, considérés comme trop dociles devant la direction de l'entreprise et les autorités syndicales.

On comprend pourquoi les associations ouvrières, légales comme les mouvements apostoliques ouvriers, ou clandestins comme le parti communiste puis l'organisation des Commissions Ouvrières elle-même, ont donné la consigne de participer aux élections syndicales. C'était la seule façon de placer dans les organes qui avaient un pouvoir de décision, des responsables ouvriers écoutés et respectés par les travailleurs.

Les travailleurs ont parfois imposé la démission d'un comité d'entreprise non représentatif et, au niveau de l'entreprise, les commissions de négociation ont parfois compté à côté des délégués légalement élus, des leaders directement choisis par les travailleurs.

-:- ANNEXE IV -:-

**Les projets de réforme syndicale après la mort
du Général FRANCO**

L'organisation syndicale espagnole, exemple original de syndicalisme intégré, représentait un appareil formidable tant par ses attributions sociales, économiques et politiques et le pouvoir réel qui en découlait que par sa structure dont les ramifications et les services couvraient tout le territoire espagnol.

Elle était considérée par les représentants officiels de l'Espagne Franquiste comme "la grande œuvre" du régime. À la mort du Général FRANCO elle sera l'objet de plusieurs tentatives gouvernementales de récupération.

L'argument avancé était que le syndicat vertical avait permis d'obtenir l'unité, garantie de paix sociale, donc de progrès, et qu'il fallait la sauvegarder à tous prix si on ne voulait pas retomber dans les errements qui avaient conduit à la guerre civile.

Les points principaux de la Réforme syndicale étaient ceux sur lesquels portait depuis plusieurs années la critique des secteurs les plus avancés de l'opinion ouvrière et les plus libéraux des chefs d'entreprise et des cadres, à savoir : l'autonomie respective des organisations professionnelles de patrons et d'ouvriers ; l'indépendance vis-à-vis de l'Etat en ce qui concerne la négociation collective ; la reconnaissance du droit de grève pour les travailleurs et de la liberté de congédier pour les employeurs.

Le projet de Martin Villa, Ministre des Relations Syndicales dans le premier gouvernement de la Monarchie, visait à la reconnaissance d'un pluralisme idéologique de fait et au maintien d'un organisme commun unissant le conseil ouvrier et le conseil Patronal. Cet organisme aurait porté le nom de Conseil Économique et Social.

- L'esprit de cette réforme fut synthétisé par le slogan "Pluralité à la base - Unité au sommet" (1).
- Le procédé grâce auquel la réforme syndicale se serait matérialisée devait être la célébration d'une assemblée plénière du Congrès Syndical. Cette assemblée aurait été précédée d'une consultation à la base au moyen d'un questionnaire portant sur les lignes générales du syndicalisme à promouvoir. 600.000 questionnaires avaient été imprimés à cet effet.

- Le Ministre, Martin Villa, promoteur du projet, croyait fermement que le Conseil Economique et Social pouvait être "un authentique instrument de coexistence civile et un facteur de progrès économique".

Le projet rencontra immédiatement une opposition tant du côté des associations ouvrières encore illégales que du côté des éléments les plus conservateurs le "Bunker" franquiste (2).

La chute du gouvernement de M. Arias Navarro (1er Juillet 1976) remplacé par celui de M. Adolfo Suarez entraîna l'abandon du projet de M. Martin Villa, mais non une renonciation immédiate à la tentative de conserver certains traits de l'idéologie et de la structure du syndicat vertical. Divers projets verront le jour ; ils sont en retrait sur le projet antérieur mais ils ont toutefois un point commun qui est leur attachement au principe d'une union organique entre les différents acteurs de la production. Le paragraphe 2 de l'Article 1 du projet de Loi Organique du Conseil d'Economie Nationale, par lequel on entendait restructurer et doter de nouvelles fonctions une institution pré-existante, est à cet égard révélateur : "Il (le C.E.N.) servira de canal au dialogue institutionnalisé entre les forces sociales et économiques qui y sont représentées et entre ces dernières et l'administration publique". Sur les 290 membres de ce conseil, 70 devaient être élus par les organisations ouvrières, 70 par les organisations patronales. Le C.E.N. devait devenir une troisième chambre à côté du Congrès des députés et du Sénat. Finalement ce projet sera lui aussi abandonné et la liberté d'association sera reconnue sans limitation : 30 Mars 1977, approbation par les Cortes du texte de Loi sur le droit d'association syndicale.

Le patrimoine syndical (40.000 Millions de pesetas) et les fonctionnaires de l'O.S.E. (32.000 personnes) passeront à l'A.I.S.S.P. (Administration Institutionnelle des Services Socio-Professionnels), organisme autonome et provisoire qui gérerait les biens de l'O.S.E., percevrait la cotisation syndicale jusqu'à sa cessation fixée au 1er Juillet 1977 et emploierait les fonctionnaires verticalistes jusqu'à leur reclassement dans les services des différents Ministères (3).

Ces différentes tentatives de réforme seront interprétées négativement par les associations syndicales nouvelles (commissions ouvrières, USO) et reconstituées (UGT, CNT) comme la volonté bien arrêtée de perpétuer l'ancien ordre franquiste. Elles ne verront dans le projet de M. Martin Villa et dans les projets successifs qu'un conservatisme étroit, soucieux de préserver les priviléges d'une caste. C'est du moins l'opinion que reflète la presse de l'époque. L'exigence de la liberté syndicale relègue au second plan les autres problèmes syndicaux.

Du côté du Gouvernement, la réforme syndicale était considérée comme ayant une importance décisive pour l'avenir de l'Espagne. "La réforme syndicale est aussi importante et même plus importante que la réforme politique" (Le Ministre M. Martin Villa) (4). Il est facile de lire dans les projets successifs de Réforme Syndicale et leurs divers amendements les considérations qui les ont inspirés. Ces considérations ont leur origine dans une double méfiance :

- méfiance vis-à-vis de l'oligarchie financière et du "Bunker". Se voyant privés de l'instrument qui leur permettait de contrôler le monde ouvrier - l'élément politique du syndicat vertical devait être supprimé - ils ont vu tout le parti qu'ils pourraient tirer d'un pluralisme syndical qui conduirait à la division du monde ouvrier, donc à son affaiblissement ;
- méfiance à l'égard d'un syndicalisme politisé tel celui qui s'était développé avant 1936 et avait été pour le pays un des facteurs de l'instabilité politique.

Rappelons qu'il y a à l'intérieur du parti gouvernemental (U.C.D.) une tendance représentée par d'anciens fonctionnaires du régime franquiste. A mi-chemin de la "gauche idéologique" et de la "droite conservatrice" ils se caractérisent par leur pragmatisme, un certain progressisme et le sens de l'Etat (5).

N O T E S

- (1) Slogan cité par Almendros Moreillo. *El sindicalismo de clase.* p. 18
- (2) Slogan cité par Almendros Moreillo. *El sindicalismo de clase.* p. 17
- (3) Décret Loi du 20 octobre 1976. *El sindicalismo de clase.* p. 20
- (4) Cuarenta años de sindicalismo vertical. M. Ludevid. p. 40.
- (5) Triunfo. 7 octobre 1978 *Reflexionar ; para quien ?* F. Lopez Agudin.

LISTE DES SIGLES

A.C.O	Action Catholique Ouvrière
A.S.O.	Alliance Syndicale Ouvrière
A.S.T.	Action Syndicale des Travailleurs
B.I.T.	Bureau International du Travail
CC.00	Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières
C.O	Commissions Ouvrières
C.O.N.C.	Commission Ouvrière Nationale de Catalogne
C.N.S.	Confédération Nationale des Syndicats : Syndicat Vertical franquiste
C.N.T.	Confédération Nationale des Travailleurs : Syndicat anarchiste
F.L.P.	Front de Libération Populaire
F.O.C.	Front Ouvrier de Catalogne
F.S.T.	Fédération Syndicale des Travailleurs
H.O.A.C.	Fraternité Ouvrière d'Action Catholique
J.O.C.	Jeunesse Ouvrière Catholique
M.C.E.	Mouvement Communiste Espagnol
O.I.T.	Organisation Internationale du Travail
O.R.T.	Organisation Révolutionnaire des Travailleurs
O.S.E.	Organisation Syndicale Espagnole : Syndicat franquiste
O.S.O	Organisation Syndicale Ouvrière
P.C.E.	Parti Communiste Espagnol
P.S.U.C.	Parti Socialiste de Catalogne : Parti communiste catalan
P.S.O.E.	Parti Socialiste Ouvrier Espagnol
P.T.E.	Parti du Travail Espagnol
S.O.C.C.	Solidarité des Ouvriers Chrétiens de Catalogne
S.O.C.	Solidarité des Ouvriers de Catalogne
S.T.V.	Solidarité des Travailleurs Basques
U.G.T.	Union Générale des Travailleurs : Syndicat socialiste
U.S.O.	Union Syndicale Ouvrière
V.O.J.	Avant-garde Ouvrière Juvénile
V.O.S.	Avant-garde Ouvrière Syndicale.